هكذا من الاصل

TRENTE-HUITIÈME ANNÉE — N° 11 221 DERNIÈRE ÉDITION JEUDI 26 FÉVRIER 1981

M. Reagan se dit « très intéressé » par les propositions de M. Brejnev

LIRE PAGE 5



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,30 dir. ; Tunisie, 220 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 265 F CFA ; Danemark, 5 kr. ; Espagne, 60 pes. ; G.-B., 35 p. ; Grèce, 40 dir. ; Iran, 125 ris. ; Irlande, 65 p. ; Italie, 800 l. ; Liban, 325 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4,25 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 240 CFA ; Suède, 4 kr. ; Suisse, 1,30 fr. ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 36 din.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Télex Paris n° 650572
Tél : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le « thatchérisme » ébranlé

Le recul du gouvernement britannique devant la menace d'une grève nationale des mineurs aggrave le malaise politique et social. Pour les milieux dirigeants, les « ajustements tactiques » auxquels Mme Thatcher a dû procéder n'impliquent pas de changement de la stratégie économique du gouvernement. Selon eux, une retraite en bon ordre peut, comme à la guerre, être une opération fructueuse : en cédant rapidement sans même avoir livré bataille, le premier ministre a pris de court les extrémistes et étouffé dans l'œuf l'offensive que les travailleurs et les syndicats se préparaient à lancer.

Ce succès tactique est toutefois secondaire comparé à la perte d'autorité subie par la « dame de fer » et au flottement manifesté au sein du cabinet et du parti conservateur. La « capitulation » devant les mineurs a ravivé les divisions dans les rangs de celui-ci et entamé la crédibilité gouvernementale. Les principaux ministres, la plupart anciens collaborateurs de M. Heath, déplorent la contradiction entre la rhétorique agressive de Mme Thatcher et les accommodements que lui ont imposés les réalités économiques. Ils estiment qu'il est temps de retrouver la tradition du « conservatisme éclairé » illustré par MM. Macmillan et Heath et de revenir au centre. D'autant qu'une partie de l'électorat se détourne du parti conservateur, trop orienté à droite, comme d'ailleurs du parti travailliste dérivant à gauche.

En revanche, les éléments durs, considérant la nouvelle législation antisyndicale comme insuffisante, voudraient la renforcer. Au besoin, Mme Thatcher devrait, selon eux, envisager un référendum pour obtenir le soutien du pays contre les syndicats.

Les parlementaires conservateurs, déterminés par d'évidentes considérations électorales, souhaitent, quant à eux, que le gouvernement définisse au besoin une nouvelle stratégie économique, non plus en fonction du dogme, mais en tenant compte des réalités politiques. En particulier, disent-ils, les conservateurs ne doivent pas présenter à l'opinion l'image d'un parti de droite insensible aux souffrances des chômeurs. Le chômage, qui atteignait déjà en janvier son niveau le plus élevé depuis près d'un demi-siècle, vient encore d'augmenter, pour toucher près de deux millions cinq cent mille personnes, soit 10 % de la population active, contre 6 % un an plus tôt.

Mme Thatcher paraît avoir fait sienne un peu tardivement la formule attribuée à M. Macmillan selon laquelle aucun gouvernement britannique ne devait s'attaquer « à l'Eglise catholique, à la Brigade des gardes et au syndicat des mineurs »... Toutefois, alors que les travailleurs des eaux, du gaz et de l'électricité ainsi que les fonctionnaires menacent de faire grève, son recul a encouragé les ouvriers de la sidérurgie et les cheminots à former avec les mineurs une sorte de « triple alliance » syndicale, dont le gouvernement devra tenir compte dans la mise au point de ses plans à long terme de régénération de ses industries.

Les tiraillements politiques, les difficultés économiques et sociales — en dépit du ralentissement de l'inflation — compromettent ainsi sérieusement l' « expérience Thatcher ». Arrivée environ à mi-parcours de son mandat, la « dame de fer » se trouve obligée, contrairement à ses engagements, de maintenir et même d'augmenter les subventions aux entreprises nationalisées comme British Leyland et British Steel. En même temps, pour apaiser le secteur privé, qui estime avoir consenti des sacrifices inutiles, elle doit envisager des mesures qui lui soient favorables. Une augmentation des impôts paraît dès lors inévitable, qui ne pourra que déconcerter encore plus un électorat qui ne voit pas se profiler à l'horizon la « terre promise ».

Le fiasco de Madrid

Le général Milans del Bosch et plusieurs officiers ont été arrêtés

Quelques heures à peine après le fiasco du coup de force aux Cortès, les militaires compromis sont recherchés et appréhendés. Une quinzaine d'officiers et de sous-officiers de la garde civile ont été arrêtés, après le lieutenant-colonel Tejero, qui a mené l'opération au Parlement.

Le général Milans del Bosch, capitaine général de la région militaire de Valence, dont se réclamait le principal putschiste, et qui avait décrété, de sa propre initiative, l'état d'exception, lundi soir, dans sa région, a été officiellement destitué mardi et arrêté ce mercredi. Le général Alfonso Armada, chef d'état-major adjoint de l'armée de terre, a également été limogé.

La situation est restée calme dans l'ensemble du pays. Les principaux mouvements de grève, en réaction à la tentative de coup d'Etat, ont affecté surtout la Catalogne.

Le Parlement se réunit ce mercredi après-midi. M. Calvo Sotelo, chef du gouvernement désigné par le roi, est assuré d'y obtenir l'investiture.

A Paris, au cours du conseil des ministres, mercredi matin, 25 février, M. Valéry Giscard d'Estaing a commenté en ces termes les événements survenus à Madrid : « La France se réjouit de l'échec de la tentative de putsch à Madrid, échec dû à la netteté et au courage de l'action conduite par le roi Juan Carlos et à l'attachement à la démocratie qui honore le grand peuple espagnol ».

Et maintenant ?

De notre envoyé spécial

Madrid. — L'Espagne respire, soulagée, encore stupéfaite, profondément choquée par ce qu'on appelle déjà avec pudeur « *les événements du Congrès* ». On a craint le pire dans la nuit du lundi 23 au mardi 24 février, à l'écoute de la radio, dans chaque foyer. Alors, aujourd'hui, on fanfaronne un peu. On colporte avec un humour féroce ces « chistes » (blagues) madrilènes sur les députés qui ont le moins bien tenu le coup face aux soudards du lieutenant-colonel Tejero. Le *culot* paye. On admire le fragile général Gutiérrez Mellado, *vice-président du* gouvernement, qui a osé, au milieu de la fusillade d'intimidation, apostropher les gardes civils, et qui a été traîné par le collet, alors que M. Suarez tentait en vain de s'interposer. M. Fraga, leader de l'Alliance populaire, sort grandi de l'aventure, après son coup de gueule de mardi matin : « *J'en ai assez, je veux sortir* », qui lui valut d'être, lui aussi, expulsé hors de l'hémicycle.

Mais chacun aussi, du plus humble des Espagnols au roi lui-même, a *conscience que le pays a côtoyé* le désastre pendant les six longues heures qui se sont écoulées entre la prise d'assaut du Parlement et l'allocution télévisée de Juan Carlos. « *Cela aurait pu être pire* » : voilà la remarque faite de tous côtés. On l'a bien vu, mardi soir, sur les visages des dirigeants des quatre principales formations politiques et du roi, qui les recevait à la Zarzuela. *Souriant, cordial, Juan Carlos a* eu un mot aimable pour tous, et même une esquisse d'*abrazo* en direction de M. Suarez, président du gouvernement démissionnaire, avec lequel il n'entretenait pourtant plus les meilleurs rapports depuis le voyage au Pays basque.

MARCEL NIEDERGANG.

(Lire la suite page 3.)

La défense du mark

Brutale hausse des taux d'intérêt en République fédérale allemande

La R.F.A. s'est résignée à donner à la défense du mark la priorité sur la santé de son économie à court terme : les autorités monétaires allemandes viennent de faire monter très brutalement le taux d'intérêt outre-Rhin, où le loyer de l'argent au jour le jour a pratiquement doublé en deux jours, passant d'un peu plus de 10 % lundi 23 février à près de 20 % mercredi 25 février. Du coup, le redressement du mark sur les marchés des changes s'est confirmé partout : le dollar est revenu de 2,14 deutschemarks à 2,10 deutschemarks à Francfort, tandis que, à Paris, la monnaie allemande est passée de 2,33 F à 2,34 F (il y a huit jours, elle était à son cours plancher de 2,3033 F).

Les Allemands sont lents à se décider, dit-on, mais quand ils le font, c'est brutalement et sans nuances. C'est bien ce qui vient de se passer sur le front des taux d'intérêt. Devant la chute du mark sur le marché des changes, et désespérant d'obtenir soit une intervention massive et concertée des banques centrales pour soutenir cette monnaie, soit un abaissement des taux d'intérêt aux Etats-Unis, supérieurs de 60 % à 70 % aux taux pratiqués en Allemagne fédérale, ils ont entrepris de réduire ou même de supprimer cet écart

Tirant les conséquences extrêmes des mesures annoncées le jeudi 19 février, c'est-à-dire la suppression du refinancement automatique des banques ouest-allemandes à 9 % auprès des guichets de la Bundesbank, cette dernière a annoncé mardi 24 février dans l'après-midi qu'elle n'assurait plus ce refinancement qu'à 12 %, et encore très parcimonieusement, au profit exclusif des *petites* banques que la contraction des liquidités risquerait d'asphyxier : 6,5 milliards de marks ont été retirés du circuit.

Quant aux grandes banques, elles sont renvoyées au marché international des euro-marks, dont les taux ont littéralement bondi, doublant presque en deux jours à près de 20 % pour les opérations au jour le jour. A un mois, l'euro-mark coûte maintenant 15 1/2 %, contre 11 1/4 % au début de la semaine, ce qui le place au sommet de la pyramide des taux européens, au-dessus du taux britannique (13 1/2 %) et français (12 %), et non loin des taux américains (16 1/2 %).

Le changement complet de politique était certes attendu et pressenti, mais son ampleur a surpris. C'est une véritable « médecine de cheval », qui risque d'accentuer la récession en Allemagne fédérale, a reconnu M. Karl-Otto Poehl, président de la Bundesbank, mais « nous n'avons plus le choix » : une politique d'argent cher est indispensable pour freiner l'inflation et attirer les capitaux étrangers pour combler l'énorme déficit de la balance des paiements ouest-allemande.

Certes, cette hausse brutale peut n'être que temporaire, la Bundesbank s'étant bien gardée de se lier les mains et conservant une liberté totale d'action au jour le jour. Mais la brutalité de cette action dans l'immédiat a jeté une sorte de panique sur les marchés financiers, où les opérateurs se hâtent de dénoncer leurs engagements précédents. Ils revendent précipitamment les livres sterling acquises contre des marks, de même qu'une partie de leurs dollars. Il faut dire, à ce sujet, que les autorités monétaires de la R.F.A. sont aidées, dans leur entreprise, par une lente décrue des taux américains, et par la perspective d'une baisse du taux d'escompte britannique, qui pourrait fortement diminuer sous la pression des industriels d'outre-Manche, pénalisés par la flambée récente de la livre.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 34.)

POINT

Insécurité

Il existe, dans la société française, un fait brut qu'il serait vain — voire dangereux — de nier : le sentiment de l'insécurité augmente. Il y a un consensus, au moins sur ce constat.

M. Raymond Barre déclarait, il y a quelques mois : « La sécurité est une préoccupation majeure des Français et le gouvernement en est très conscient. » *Mardi, M. Charles Fiterman a évoqué* « la peur dans les quartiers et cités populaires ». *Quant au Comité national de prévention de la violence, il indique, dans son dernier rapport, que 80 % des Français éprouvent* « un sentiment aigu d'insécurité ».

La peur est un sentiment. Elle ne s'embarrasse pas de statistiques. La violence augmente moins qu'on ne le croit — la criminalité a progressé au rythme annuel de 4,8 % entre 1972 et 1979, — mais ses conséquences psychologiques ont crû dans des proportions bien plus fortes.

Entretenir cette peur ? Le P.C.F. affirme qu'elle sert le pouvoir. Il est certain que l'Etat a peu fait pour exposer sereinement la réalité du phénomène. La violence a été utilisée pour masquer d'autres formes d'insécurité : chômage, inflation, échec scolaire. Mais si ces campagnes ont porté, c'est que les Français étaient réceptifs. La grande criminalité a connu quelques « vedettes » dont les forfaits ont favorisé la diffusion de la peur.

Sans criminalité, pas de sentiment d'insécurité. Les « exploits » de Mesrine, les rapts, l'effrayante cavale meurtrière d'Yves Maupetit et de Jeanine Terriel, les triples meurtres de Béziers et de Carqueiranne, la dernière tentative de meurtre de Philippe Maurice, comment nier que ces épisodes aient un effet sur la population, indépendamment des campagnes menées — parfois hystériquement — à leur sujet ?

Raison garder ? Ce devrait être l'objectif de tous les responsables. Mais il est bien tard. En appelant « les travailleurs et la population à agir eux-mêmes pour faire reculer l'insécurité », *M. Fiterman affirme qu'il n'est pas question d'organiser l'autodéfense. Voire. L'autodéfense a fait ses preuves : en deux ans, quarante et une personnes, en France, ont été tuées dans des affaires de ce type. La violence contre la violence est une solution absurde. La prévention requiert une volonté politique, une prise de conscience de toutes les institutions — famille, école, armée, police, — un travail de compréhension de tous les instants. Mais elle est plus aisée à concevoir qu'à pratiquer. C'est pourquoi la répression a, en ces temps de crise, plus d'écho.*

(Lire page 12.)

AU JOUR LE JOUR

Libre-échange

Si on chargeait les Etats-Unis d'assurer la liberté en Afghanistan, ce pays ne subirait plus le joug de l'Union soviétique et il n'aurait donc plus besoin de se révolter.

Quant à l'U.R.S.S., si elle devenait garante des libertés au Salvador, les résistants, là-bas, n'auraient évidemment plus les mêmes raisons de combattre le gouvernement.

En somme, pour établir la paix, ne suffirait-il pas que les Deux Grands échangent leurs points chauds ? Solution irréaliste, diraient-ils probablement, car ils manquent étrangement d'imagination depuis qu'à Yalta il a été décidé qu'ils n'interviendraient plus dans le camp de l'autre — ou alors sournoisement.

MICHEL CASTE.

A droite, alignement...

par ANDRÉ FONTAINE

M. Giscard d'Estaing a souvent dit que la France ne pouvait être gouvernée qu'au centre. A l'automne dernier encore, il s'est fait l'avocat du « juste milieu ». La tâche devient difficile en un temps où la montée des périls conduit le combat politique, entre les puissances comme au sein des nations, à se radicaliser.

Le premier signe a été le triomphe électoral, il y a deux ans, de Mme Thatcher, champion de la droite la plus classique. On connaît les effets de sa médication : stabilisation de la livre et forte diminution de l'inflation, certes, mais récession caractérisée et aggravation vertigineuse du chômage.

A cette poussée à droite correspond une forte poussée du Labour *dans le sens inverse. Non seulement* il a porté à sa tête, au lieu et place du pragmatiste Callaghan, un sympathique intellectuel de gauche, qui confesse ingénument ne rien connaître à l'économie, Michael Foot, mais il a adopté, il y a quelques semaines, des dispositions qui aboutiraient, si les travaillistes gagnaient les élections, à confier aux syndicats le soin de désigner le nouveau premier ministre. A quoi s'ajoute que l'actuelle majorité du parti se prononce pour le retrait de la Communauté européenne et pour le désarmement nucléaire unilatéral.

Jusqu'à ces temps derniers on pouvait croire le gouvernement conservateur assuré de se maintenir plusieurs années encore. Mais le temps du désenchantement est venu, et Mme Thatcher a dû capituler, face à la grève des mineurs, quelques jours après avoir répondu : « *On ne me force à rien* » à M. Foot, qui l'avait avertie aux Communes qu'elle serait « forcée » d'accepter un compromis.

L'avance énorme que les sondages donnaient en début d'année aux travaillistes paraissait leur garantir la victoire en cas d'élections anticipées. Mais le virage à gauche du parti a détourné de lui, comme on sait, un certain nombre de ses dirigeants, *dont l'ancien président de la* Commission de la C.E.E., Roy Jenkins, l'ancien ministre des affaires étrangères, David Owen, et Mme Shirley Williams, ancien ministre de l'éducation, la « dame de fer » du Labour. Considérant que le parti, selon les propres termes de Mme Williams, « n'existe plus », ils vont le quitter le 9 mars et former un parti « *social-démocrate* », européen et réformiste, qui va, selon toute vraisemblance, s'allier au petit parti libéral.

(Lire la suite page 4.)

Alice.

"F. Bourricaud pose les jalons d'une histoire enfin sereine des idées depuis 1945".
Bertrand Poirot-Delpech - Le Monde

"Un sociologue qui ne s'en laisse pas compter".
Annie Kriegel - Le Figaro

LE BRICOLAGE IDÉOLOGIQUE.

Par François Bourricaud.

Collection "Sociologies" dirigée par Raymond Boudon et François Bourricaud.

puf

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

LA GUERRE ET LA PAIX

Stratèges et anti-stratèges

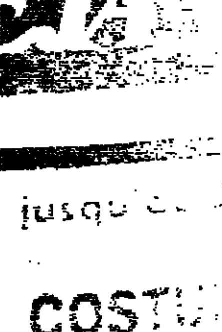
Faut-il considérer les hommes et ceux qui les gouvernent comme des êtres raisonnables et *perfectibles, qu'une saine leçon* de morale remettra dans le droit chemin, ou au contraire les prendre pour ce qu'ils ont toujours été, entrer dans leurs calculs mesquins pour tirer le meilleur parti possible d'un système imparfait ? Autrement dit, la paix passe-t-elle par la concorde et le désarmement, ou par l'équilibre des forces et les antagonismes contrôlés ? Par le Sermon sur la Montagne ou par Machiavel ?

Le débat entre « stratèges » et « anti-stratèges » a presque toujours tourné en faveur des premiers. Les seconds sont même plus loin *que jamais de remporter la victoire* aujourd'hui, à l'heure des Brejnev et des Reagan. Pourtant, leur voix est nécessaire : pas seulement pour éclairer l'aridité glaciale du champ clos des raisons d'Etat, mais aussi *pour crier gare et, si nécessaire,* ramener les stratèges à la raison tout court.

Pierre Sudreau est l'une de ces voix. Son *Enchaînement*, paru en 1967, était, selon Pierre Viansson-Ponté, un « *cri d'angoisse* » face à la folie des hommes et de la course aux armements en particulier. Le cri est devenu plus strident avec *la Stratégie de l'absurde*, qui reprend les principaux chapitres du précédent ouvrage en les complétant de nouvelles démonstrations encore plus apocalyptiques, et déjà dépassées à leur tour.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 2.)



L'OMBRE D'HIROSHIMA

La venue du pape à Hiroshima, ce 25 février, est l'occasion d'une réflexion sur l'atome, la guerre et la paix, sujets de divers ouvrages récents que Michel Tatu passe en revue. L'abbé Toulat oppose à la bombe N (à neutrons) la bombe M (celle de la misère, dont a parlé Dom Helder Camara). Pour sa part, Henri Ménahem, est convaincu que la seule sécurité réside dans le désarmement.

Stratèges et anti-stratèges

(Suite de la première page.)

Ainsi l'auteur évalue, sur la base des chiffres de l'Institut pour la paix de Stockholm (SIPRI), à *410 milliards de dollars en 1978* les dépenses mondiales d'armement ; or, une nouvelle estimation avancée depuis par l'Agence américaine pour le contrôle des armements fixe la barre à 480 milliards pour cette année-là, et l'on ne devrait pas être loin des 600 milliards de dollars en 1981. Mais on ne chicanera pas l'auteur sur les détails. L'essentiel pour M. Sudreau est que *« la peur apparaît comme la reine du monde »* et qu'en particulier l'hémisphère nord est *« obsédé par la guerre, soit pour la préparer, soit pour l'éviter »*. Dans ces conditions, la stratégie des luttes d'influence *et de l'équilibre de la terreur*, à la rigueur concevable après Yalta, *« est devenue totalement absurde dans le monde actuel »*. Ou encore : *« Il est impossible de suivre la logique de l'armement sans la condamner absolument »*.

M. Sudreau, membre de la majorité gouvernementale, ne va pourtant pas jusqu'à préconiser le désarmement unilatéral : une telle attitude est impossible *« tant qu'une détente globale, organisée et contrôlée sérieusement, ne sera pas mise en place entre les Grands »*. Il souhaite à juste titre qu'une défense populaire soit organisée en complément de la dissuasion nucléaire ; pour le reste, il se réfère à MM. Giscard d'Estaing et Schmidt pour plaider la conciliation et le dialogue, souhaiter que l'Europe s'emploie à *« désarmer la méfiance »*, à *« atténuer puis à dépasser les mécanismes de l'affrontement Est-Ouest »*.

Un noble objectif, mais qui se heurtera encore longtemps aux dures réalités. S'il faut être deux pour faire la paix, il suffit d'un seul pour déclencher la guerre. Que faire si une ou plusieurs puissances ne croient pas aux « armes de la paix » et ne comptent que sur la force pour promouvoir leurs intérêts ? Leur logique ne s'impose-t-elle pas aux autres, même à ceux qui préféreraient s'en remettre au commerce et au rayonnement culturel ? Or l'approche de M. Sudreau a pour conséquence de mettre tout le monde plus ou moins sur le même plan, à commencer, bien entendu, par les deux super-puissances. Certes, l'U.R.S.S., admet-il, *« s'est forgé la plus grande armée du monde »*, mais les *« inconditionnels des deux bords »*, ceux qui dénoncent la *« boulimie déstabilisatrice »* de Moscou et la *« politique d'encerclement de l'impérialisme américain »* sont renvoyés dos à dos comme ayant tort et raison à la fois.

On se permettra pourtant de douter qu'un homme comme M. Carter ait lancé le programme d'armements que l'on sait, en violation de ses promesses électorales et de ses premières décisions de 1977, uniquement sous la pression de lobbies intéressés, et non pas parce que le spectacle de l'effort soviétique en la matière s'imposait à tous, y compris au « nouveau chrétien » pacifiste qu'il était. On voudrait croire avec Pierre Sudreau que *« les dirigeants soviétiques ne seraient certainement pas fâchés de diminuer la cadence des dépenses militaires, de transférer des moyens financiers accrus vers des investissements novateurs »*. Mais ils n'ont pas saisi la chance que leur offrait à cet égard la détente, bien au contraire, puisque les années de détente ont été aussi celles de leur plus grand effort d'armement tous azimuts, y compris dans cette Europe qui leur avait reconnu, à Helsinki, leurs conquêtes les plus contestables.

« Être à égalité avec Moscou »

Tout comme les « anti-stratèges », les stratèges ou, plus simplement, les spécialistes des relations Est-Ouest estiment aberrants les excès de la course aux armements. Mais ils se disent qu'il doit bien y avoir quelques raisons à cela, qui ne tiennent pas toutes à une folie humaine également partagée. Les vingt-cinq auteurs de la dernière étude produite par l'Institut français des relations internationales, *la Sécurité de l'Europe dans les années 80*, sont alliés au fond des choses. Tant pour Jean Laloy, pour qui *« il est de moins en moins prouvé que l'on puisse se confier aux « armes de la paix », à l'apprivoisement des bolcheviks par le commerce et les échanges »*, que pour notre ancien confrère Richard Burt, récemment promu à la direction des affaires politico-militaires au département d'Etat, qui affirme : *« La croissance des capacités nucléaires et conventionnelles de l'Union soviétique ne permet plus à l'OTAN de choisir entre dissuasion et défense... Il ne semble y avoir d'autre choix que d'être à égalité avec Moscou dans tous les domaines »*, la course aux armements est une nécessité imposée.

Des « colombes » tentent de s'interposer, comme le professeur américain Gloria Dufy, qui présente notamment un plaidoyer convaincant en faveur du traité SALT 2. Toutefois, l'auteur affaiblit sa démonstration en concentrant le débat sur les mouvements d'opinion aux Etats-Unis et les maladresses du gouvernement américain, alors que les actions soviétiques, l'idéologie proclamée et les structures du pouvoir à Moscou devraient être un élément au moins aussi important du tableau. Est-ce un hasard si, alors que les politologues de l'Ouest et autres « washingtonologues » se divisent, selon leur inclination ou leur intérêt, en faucons et colombes, en pourfendeurs ou laudateurs du *« complexe militaro-industriel »*, les soviétologues se rangent, eux, à la quasi-unanimité, dans le camp des faucons ? Une réaction viscérale peut-être, mais qui n'est pas forcément « primaire » pour autant.

La stratégie, avec tout son arsenal d'armements, atomiques et autres, de détermination, de ruses et de pressions brutales ou subtiles au service de la volonté de puissance, a donc de beaux jours devant elle, comme elle en a eu depuis que le monde est monde. L'explorer à ses racines ne peut qu'aider à comprendre les problèmes du présent. Une œuvre utile à cet égard a été entreprise par les éditions Berger-Levrault, avec la collection « Stratégie », dirigée par Gérard Chaliand, qui, au côté de publications plus modernes, telles que la traduction du dernier *Strategic Survey*, de l'Institut d'études stratégiques de Londres, exhume des textes peu connus des grands maîtres du passé.

On appréciera notamment la traduction, avec quarante années de retard, du recueil de l'Américain Edward Mead Earle : *The Makers of Modern Strategy*, préfacée par Raymond Aron. Tout le monde en France a entendu parler de Machiavel et de Clausewitz, mais qui connaît le Suisse Jomini, ex-général de Napoléon, puis de l'armée du tsar, et qui peut être considéré comme un des premiers véritables théoriciens de la stratégie militaire ? C'est d'ailleurs en lui que ses biographes découvrent les qualités requises pour le genre et qu'il partage avec Montesquieu : *« Amour de la généralisation et du système, tempéré par le respect de la réalité et une large connaissance des faits pertinents, modération de caractère, recherche d'un monde tranquille plutôt que parfait. »*

L'efficacité de la guerre « abstraite »

Ce n'est peut-être pas très exaltant, mais il faut bien admettre que la paix serait mieux assurée de nos jours si ces qualités-là étaient plus répandues. Car, depuis le passage aux armées de masse, consacré par Napoléon, et plus encore à la terreur de masse, introduite par l'arme nucléaire, la parole revient plus que jamais aux théoriciens, les mieux armés, si l'on peut dire, pour rappeler que le but de la guerre n'est pas de détruire mais de vaincre la volonté de l'ennemi ; par conséquent qu'une guerre « abstraite » est tout aussi efficace qu'une guerre concrète dès l'instant que cet objectif est atteint. *« La décision par les armes est, pour toutes les opérations de guerre, petites ou grandes, ce que le paiement au comptant est pour le commerce »*, écrivait déjà Clausewitz.

Autrement dit, on peut se passer d'une telle décision. Tout le mécanisme de la dissuasion n'est-il pas fondé sur cette constatation ?

MICHEL TATU.

★ *La Stratégie de l'absurde*, Plon, 236 pages. Environ 50 F.

★ *La Sécurité de l'Europe dans les années 80*. 415 pages, publié par Economica pour l'IFRI, 6, rue Ferrus, 75683 Paris Cedex 14 (85 F). Edité sous la direction de Pierre Lellouche, auteur d'une longue introduction, l'ouvrage contient notamment un utile historique du problème des forces nucléaires de théâtre (les euromissiles) par les auteurs américains Blacker et Hussain, et un exposé des politiques nationales des principaux pays européens en matière de sécurité européenne. Pour la France, les porte-parole des quatre principaux partis en matière de défense, MM. Jospin (P.S.), Daillet (U.D.F.), Aurillac (R.P.R.) et Baillot (P.C.) ont adressé une contribution. Ce recueil sera complété en 1981 par un second volume consacré à la dimension extérieure de la sécurité européenne : dépendance énergétique et impact des crises du tiers-monde.

★ *Les Maîtres de la stratégie*, tome I, « De la Renaissance à la fin du dix-neuvième siècle » (346 p., environ 78 F). Sont déjà sortis dans cette collection deux ouvrages de Machiavel : *l'Art de la guerre*, préfacé par George Buis (230 p., environ 46 F) et *Discours sur la première décade de Tite-Live*, avec une préface de Claude Lefort (370 p., environ 75 F) ; ils ont été suivis par le premier volume des *Batailles décisives du monde occidental*, de J.F.C. Fuller, qui couvre la période allant de la Grèce antique à la chute de Constantinople, avec une préface de Gérard Chaliand (292 p., environ 75 F).

Bombe N et bombe M

par l'abbé JEAN TOULAT (*)

LA bombe à neutrons est-elle une véritable hérésie par rapport au dogme de la dissuasion, comme l'affirme le général Gallois ? Ou bien est-elle « un matériel génial, *un bijou de la technique* moderne » dont la France aurait tort de se priver, comme le pensait Alexandre Sanguinetti ? *Faut-il poursuivre son étude*, mais sans la fabriquer (François Mitterrand), ou la fabriquer, mais sans la déployer (Michel Rocard) ?

Avant même d'être en chantier, l'arme « à rayonnement neutronique renforcé » a démontré son efficacité : elle divise les milieux militaires et le monde politique.

La principale menace

Ce n'est pas le seul dossier brûlant au sujet de la défense. Quelle est la vraie mission du Pluton ? Doit-on s'en tenir à la « sanctuarisation » du territoire, ou admettre une « bataille de l'avant » ? Que vaut-il mieux : riposte graduée ou riposte massive ? Stratégie contre-forces ou stratégie anti-cités ?

Absorbée par les querelles d'école, la pensée militaire en oublie la question majeure : quelle est la principale menace ? N'est-elle pas au Sud plus qu'à l'Est ?

« Gare à la pire des bombes, répète Helder Camara, *la bombe M, la bombe de la misère ! »* Environ 80 % des ressources de la planète sont accaparées par 20 % de sa population. Vingt-cinq pays parmi les plus pauvres ont un revenu qui équivaut à 350 francs par tête et par an. Dix mille personnes par heure meurent de faim.

La faim n'est pas une nouveauté. Mais, aujourd'hui, les pauvres savent qu'ils pourraient ne pas mourir d'inanition. Par le transistor, ils apprennent que la quantité de vivres jetés à la poubelle par un citadin d'Occident suffirait à nourrir un Africain ou un Asiatique ; que la production annuelle d'aliments pour chiens, aux Etats-Unis, représente par animal le revenu moyen d'un Bengali ; que les Français risquent au tiercé trois fois plus que pour le progrès des jeunes nations ; que les budgets d'armement dépassent de vingt fois ceux du développement ; que le tiers-monde vend à bas prix aux pays industrialisés ses arachides ou son café, mais qu'il doit payer au prix fort aux mêmes pays les machines-outils ou les voitures. *« La détérioration des termes de l'échange*, m'écrit le chef d'un Etat africain, *ne peut mener les pays sous-développés qu'à la révolution, c'est-à-dire à une guerre mondiale. »*

Un grand dessein pour la France

Alors, la France va-t-elle continuer à renforcer la poudrière mondiale ? N'a-t-elle pas donné, cette année encore, la priorité des priorités aux dépenses militaires, 17,9 % de plus que dans le précédent budget ? N'a-t-elle pas d'autre idéal à offrir à la jeunesse que des perspectives de destruction massive ?

Faute d'un grand dessein, la France risque de perdre son âme. Qu'elle prenne la tête d'une campagne mondiale pour l'équité entre les nations, pour un développement solidaire, pour le partage du pain — et non pas des armes — avec les pays pauvres. Un peuple dont les relations avec l'extérieur, et notamment avec le tiers-monde, seraient exemplaires, oserait-on l'attaquer ?

En retouchant la parole deux fois millénaire, nous pourrions dire : *« Cherchons d'abord la justice. La sécurité nous sera donnée par surcroît. »*

(*) Auteur de *Objectif Mururoa*.

La seule sécurité

par HENRI MENAHEM (*)

EN Europe occidentale il y a déjà, rien qu'en République fédérale d'Allemagne, si l'on se réfère au magazine *Stern* du 18 février, *« la plus grande concentration atomique dans le monde »*.

Lorsque le Mouvement de la paix demande que l'OTAN n'y ajoute pas les euromissiles encore plus dangereux (cinq cent soixante-douze Cruise et Pershing II) avec éventuellement des bombes à neutrons, certaines associations de pacifistes considèrent que ce refus d'augmenter la densité de missiles en Europe occidentale n'est pas justifié car il y a, de l'autre côté, les missiles soviétiques SS 20.

Un argument parfois avancé pour sur-armer notre Europe consiste à dire que, s'il y a bien un équilibre stratégique atomique entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S., il y aurait par contre déséquilibre entre l'OTAN et le pacte de Varsovie. L'OTAN, en effet, ne disposerait pas en Europe de missiles équivalents aux SS 20 qui peuvent, du territoire soviétique, être lancés à partir de bases mobiles.

Ce parallélisme est peu fondé. Chacun le sait, l'essentiel des armements nucléaires est fourni par les deux Super-Grands respectivement à l'OTAN et au pacte de Varsovie.

Il y a en outre une fausse symétrie dans la demande d'égalité formulée en Europe par les défenseurs de l'implantation d'euromissiles supplémentaires. Ceux-ci se distinguent en effet fondamentalement des SS 20 soviétiques :

— Les SS 20 sont tous situés en U.R.S.S. même et non pas sur le territoire des autres pays membres du pacte de Varsovie. Ils ne menacent pas le territoire américain, qu'ils ne peuvent atteindre.

— Les euromissiles américains doivent être placés non pas aux Etats-Unis, mais sur le territoire de leurs alliés européens. Ils seraient à proximité immédiate de l'U.R.S.S., qui serait donc menacée directement, ce qui peut provoquer des réactions dangereuses pour les pays où seraient installés ces engins.

Si l'on peut faire une comparaison valable au sujet de ces missiles, c'est avec l'affaire cubaine, du temps de Khrouchtchev : l'U.R.S.S. avait voulu installer des fusées à Cuba, face aux Etats-Unis. Elle les retira en 1962, après une forte pression des pays de l'OTAN.

Un rapport instructif

Il semble que, pour éviter présentement l'installation en Europe occidentale de nouveaux missiles et de bombes à neutrons, la meilleure voie serait de procéder aux négociations tendant au désarmement, comme le préconise l'ONU. Mais, à en juger par les déclarations de dirigeants des Etats-Unis, il n'est guère possible de se faire des illusions quant aux possibilités de succès immédiat des tentatives de désarmement.

Qu'il s'agisse des conférences de presse du président Reagan et du général Haig, ou des propos récemment tenus en France par M. Brzezinski, le ton est plutôt celui de la guerre froide.

Nous avons, il est vrai, l'habitude d'entendre des propos alarmistes sur la menace soviétique chaque fois que les complexes militaro-industriels veulent obtenir des crédits supplémentaires. Ils semblent avoir pour Bible — bien que cet ouvrage ne soit guère cité — *la Paix indésirable - rapport sur l'utilité des guerres*, qui fut publié il y a une dizaine d'années par l'économiste américain Galbraith. (Il s'agit d'un rapport élaboré par quinze savants à la demande du gouvernement américain et que Galbraith, alors conseiller du président Kennedy, prit la liberté de publier bien qu'il se fût engagé au secret.)

Il est regrettable que cet ouvrage soit maintenant difficile à trouver en France, car tous les pacifistes devraient le lire. Certains passages méritent d'être médités : « Une paix permanente, bien que n'étant pas théoriquement impossible, est probablement inaccessible ; même dans le cas où il serait possible de l'établir, il ne serait certainement pas dans l'intérêt le mieux compris d'une société stable de parvenir à la faire régner... »

« La guerre remplit certaines fonctions essentielles à la stabilité de notre société ; tant que d'autres procédés susceptibles de remplir les mêmes fonctions n'auront pas été découverts, le système qui repose sur la guerre devra être maintenu — et amélioré quant à son efficacité. »

« L'existence d'une menace extérieure à laquelle il est ajouté foi est, par conséquent, essentielle à la cohésion sociale aussi bien qu'à l'acceptation d'une autorité politique. La menace doit être vraisemblable ; son ampleur doit être en rapport avec la complexité de la société menacée et elle doit apparaître, pour le moins, comme pesant sur la société tout entière... »

On conteste parfois l'authenticité de ce rapport (1). Quoi qu'il en soit, *« se non è vero, è bene trovato »*. En effet, si la première guerre mondiale a causé dix millions de morts, et la deuxième environ cinquante millions, il y a eu, depuis lors, au moins cent trente conflits locaux, causant plus de vingt millions de morts. Parmi les derniers en date : Irak-Iran, Tchad, Salvador, le conflit irlandais dont on parle si peu, et bien d'autres...

Il faut tout faire pour que l'Europe ne soit pas la cible d'une nouvelle guerre, qui serait plus meurtrière que tout ce qui a été connu jusqu'ici. Il faut parvenir au désarmement nucléaire et, en premier lieu, comme l'a demandé depuis 1978 l'Assemblée générale des Nations unies, *« mettre un terme au perfectionnement qualitatif des armes nucléaires et à la mise au point de nouveaux types de telles armes »*.

Comme le dit l'ONU, la seule sécurité des populations, ce n'est pas les armes atomiques, c'est le désarmement.

(1) Selon certains, il s'agirait d'un canular dont Galbraith lui-même serait l'auteur. (N.D.L.R.).

(*) Membre du conseil national du Mouvement de la paix.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	222 F	371 F	521 F	670 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	387 F	701 F	1 016 F	1 330 F
ETRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	254 F	436 F	618 F	800 F
II. — SUISSE, TUNISIE	324 F	576 F	828 F	1 080 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



étranger

APRÈS L'ÉCHEC DU COUP DE FORCE EN ESPAGNE

Au lendemain de la tentative de putsch *menée par un groupe de gardes civils, l'étendue* des purges que les autorités espagnoles entendent opérer au sein des forces armées n'était pas encore connue avec certitude, ce mercredi 25 février à Madrid.

Après sa reddition, mardi en fin de matinée, le lieutenant-colonel de la garde civile Antonio Tejero, qui avait dirigé l'occupation du palais des Cortès, a été arrêté, ainsi qu'une quinzaine d'officiers et de sous-officiers de la garde civile. Le commandant Richard Pardo, de la division blindée « Brunete », qui avait conduit, lundi soir, un détachement de la police militaire jusqu'au Congrès des députés, est détenu au quartier général de la garde madrilène. Le chef adjoint de l'état-major de l'armée de terre, le général Alfonso Armada, qui était intervenu *dans les négociations avec le lieutenant-colonel* Tejero a été relevé de ses fonctions.

D'autre part, le général Milans del Bosch, qui avait décrété lundi l'état d'exception dans la IIIe région militaire à Valence, a été relevé de ses fonctions et arrêté mardi. Selon les termes du communiqué officiel publié mardi soir par le gouvernement sortant de M. Adolfo Suarez, le général del Bosch est accusé de « désobéissance réitérée aux ordres reçus » et de participation aux événements survenus lundi *soir au Congrès des députés de Madrid.*

Le communiqué précise qu'une enquête est en cours afin de découvrir tous les responsables « par action ou par omission ».

Le roi Juan Carlos a reçu pour la première *fois, mardi, les chefs des principaux partis politiques : MM. Adolfo Suarez,* président du gouvernement démissionnaire ; Felipe Gonzalez, secrétaire général du parti socialiste ouvrier ; Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste ; Manuel Fraga, président de l'Al*liance populaire, et Agustin Rodriguez Sahagun,* président du parti gouvernemental, l'Union du centre démocratique.

Le coup d'Etat manqué a suscité des réactions, *surtout en Catalogne, où de nombreux arrêts de travail* ont eu lieu mardi dans des entreprises, dans les transports publics et parmi les étudiants de l'université de Barcelone. Au Pays basque, la coalition autonomiste Herri Batasuna et plusieurs partis de l'extrême gauche extra-parlementaire ont appelé à des manifestations de protestation pour ce mercredi.

Les événements de Madrid continuent de provoquer de nombreuses réactions dans le monde.

● A MOSCOU, nous signale notre corres*pondant Daniel Vernet, la délégation du P.C.E.* qui assistait aux travaux du 26e congrès du parti communiste soviétique, a décidé de regagner Madrid pour participer aux manifestations de protestation contre la tentative de coup d'Etat. M. Zagladine, chef adjoint de la section *internationale du comité central,* a indiqué que le P.C. soviétique avait envoyé un message de solidarité aux communistes espagnols.

● A WASHINGTON, le président Reagan a *eu un long entretien téléphonique avec le roi* Juan Carlos et l'a félicité de « l'issue heureuse de la crise ». Des sources officielles ont fait état de l'« admiration » et du « soulagement » de l'administration américaine.

● *EN EUROPE OCCIDENTALE,* de nombreux gouvernements ont également exprimé leur satisfaction devant l'échec du lieutenant-colonel Tejero, et leur solidarité à l'égard de la démocratie espagnole. Le Conseil de l'Europe, dont l'Espagne est membre depuis 1977, a condamné « la tentative d'interrompre le processus démocratique en Espagne » ainsi que les « actes de terrorisme ». Mme Simone Veil a déclaré, dans un télégramme adressé au président des Cortès, se réjouir « avec tous les *membres du Parlement* européen que les événements de Madrid se soient conclus par une victoire de la démocratie ».

● A PARIS, la tentative de coup d'Etat a été condamnée par de nombreuses organisa*tions politiques et syndicales. « La France se* réjouit de l'échec de la tentative de putsch à Madrid », a déclaré mercredi le président Valéry Giscard d'Estaing devant le conseil des ministres. « Cet échec, a-t-il précisé, est dû à la netteté de l'action et au courage du roi Juan Carlos, et à l'attachement à la démocratie qui honore le grand peuple espagnol. »

● A RABAT, le Maroc ayant avec l'Espagne des relations particulièrement étroites, l'émotion a été vive, et le roi Hassan II a téléphoné au souverain espagnol dans la nuit de lundi à mardi, nous signale notre correspondant. Les autorités marocaines ont relevé avec satisfaction, *en se félicitant* de l'échec du coup de force, que la déclaration gouvernementale de M. Calvo Sotelo mentionne « l'amitié avec notre grand voisin du Sud et la nécessité d'un royaume du Maroc stable et prospère » comme une « ligne permanente de la politique extérieure » de Madrid.

Et maintenant ?

(Suite de la première page.)

M. Carrillo, secrétaire général du P.C.E., tout sourire, a salué avec émotion « *le rôle historique du roi pendant cette crise* ». Les traits marqués, pâles mais sereins, MM. Fraga, Felipe Gonzalez, leader du parti socialiste ouvrier, et Rodriguez Sahagun, nouveau président de l'Union du centre démocratique, ont aussi laissé entendre que le roi leur avait proposé un pacte d'union natio*nale.*

Aucun d'eux n'a paru rejeter cette hypothèse, bien que M. Calvo Ortega, secrétaire général de l'U.C.D., ait affirmé, plus tôt dans l'après-midi, que les centristes ne souhaitaient pas la participation des autres formations politiques au prochain gouvernement.

Mais c'était bien un air de réconciliation qui flottait dans les salons de la Zarzuela. Les retrouvailles de compagnons de voyage qui viennent d'échapper à un naufrage, la réalité soudaine et brutale du coup d'Etat militaire, les menaces précises (et non plus hypothétiques) de centu*rions agacés, ressoudent* sans conteste les rangs de la classe politique. M. Calvo-Sotelo, président du gouvernement désigné, devait subir sans trébucher son second examen de passage devant le Congrès des députés, ce mercredi 25 février, à 16 heures. La minorité catalane de M. Pujol a décidé de voter pour l'investiture et non plus de s'abstenir, aux côtés des centristes. Les plus *optimistes parlaient même, avant le* scrutin, d'un vote à la majorité absolue, d'autres députés pouvant tenir à manifester la nécessité d'une solidarité nationale en ces heures graves.

La même ambiance, plus sévère, a régné mardi pendant la réunion à huis clos de la junte suprême de défense en exercice, à la Zarzuela, autour de Juan Carlos. M. Rodriguez Sahagun, ministre de la défense en exercice, a proposé le limogeage du général Milans del Bosch, capitaine général de la région militaire *de Valence (qui devait être par* la suite arrêté et relevé de son commandement). Personne ne doute ici que l'ancien commandant de la division blindée Brunete (chargée de la défense de Madrid), nommé il y a trois ans à Valence — un « éloignement » dû à ses prises de position « ultras » — ait pratiquement fait cause commune avec la révolte des gardes civils du colonel Tejero.

Des complicités

D'autres régions militaires, dit-on *maintenant, auraient pu être en ré*bellion si les impondérables qui jalonnent toute tentative putschiste n'avaient joué dans l'autre sens.

Bien des points demeurent obscurs dans la préparation et le déroulement du coup de force, mais il semble que « *certaines complicités* » aient été acquises aux insurgés du Congrès. De la Chambre des députés, occupée par ceux qu'il présente aujourd'hui comme des « *soldats perdus* » sans responsabilité, le colonel Tejero a téléphoné à Valence au général Milans del Bosch : « *Tout va bien, mon général. Sin novedad.* » (Rien de nouveau.) « *Sin novedad* » — ironie de l'histoire — était le mot de passe des franquistes révoltés contre la République, le 18 juillet 1936.

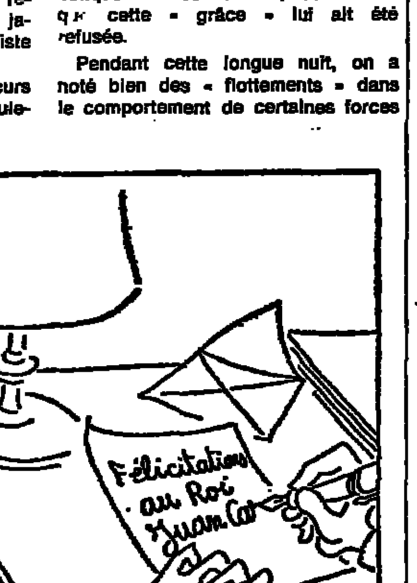
Il est aussi reconnu en haut lieu que des éléments de la police mili*taire ont,* eux aussi, investi le Congrès des députés aux côtés des gardes civils. Combien ? On ne sait, mais un capitaine de la police militaire a été appréhendé mardi à Madrid. On a également noté l'absence anormale de certains officiers généraux dans les réunions des états-majors de crise installés dans un grand hôtel, en face des Cortès.

Et maintenant ? Les Espagnols, dans leur immense majorité, ne comprendraient pas que des poursuites ne soient pas engagées contre les responsables de la tentative de putsch. Mais, pour l'instant, c'est le black-out dans les milieux dirigeants. Les gardes civils appréhendés à la sortie des Cortès ont été simplement conduits dans un casernement. Le lieutenant-colonel Tejero, le verbe haut, arrogant, a joué les bravaches jusqu'au bout, organisant les conditions de sa « *reddition honorable* » avec le directeur général de la garde civile, et il a tenu à signer cette reddition dans les locaux de la garde civile du Pardo, ancienne résidence de Franco. Geste doublement symbolique... Personne ne peut affirmer que cette « grâce » lui ait été refusée.

Pendant cette longue nuit, on a noté bien des « flottements » dans le comportement de certaines forces de sécurité. C'est bien de négociations dont on parle maintenant à propos des pourparlers entre les chefs de l'armée et le lieutenant-colonel Tejero, qui s'obstinait à faire *appel et référence* à une « haute autorité », « militaire évidemment ».

La télévision espagnole a encore diffusé à plusieurs reprises, mardi, la séquence en direct de l'occupation du Congrès des députés, comme si les Espagnols, fascinés, n'arrivaient pas à croire au spectacle d'une soldatesque déchaînée traitant ministres et députés comme des délinquants. Jusqu'à présent, les gardes civils n'avaient mauvaise réputation que dans l'imagerie de la *gauche.* On dirait, maintenant, que toute l'Espagne a les yeux de Garcia Lorca pour les hommes au tricorne en cuir bouilli...

MARCEL NIEDERGANG.



(Dessin de KONK.)

A la télévision

L'HISTOIRE EN DIRECT

Les Cortès étaient truffés de *caméras ! On n'y avait pas* pensé, mais c'est normal, il y en a dans tous les Parlements du monde occidental. Elles ont tout capté, tout enregistré. Et on a tout vu, mardi, au journal de 20 heures sur l'une et l'autre chaîne : l'entrée du lieutenant-colonel rebelle, l'arme au poing, d'un pas lent, solennel, on se serait cru au théâtre. Et puis *cet aboiement* : tous à terre, à plat ventre. Et puis ces coups de feu. Et puis ces députés plongeant derrière leurs bancs et réapparaissant timidement pour se voir intimer d'un simple tapotement *l'ordre de* poser les mains bien à plat devant eux et de ne plus bouger.

Oui, on a tout vu et on n'était pas les seuls. Des dizaines de *millions* d'Européens et, quelques heures auparavant, autant d'Américains, ont été les témoins presque en direct d'une tentative de coup d'Etat à Madrid. Avec l'assassinat de Kennedy, l'arrivée des premiers *hommes sur* la Lune et la fameuse séance de la Knesset, c'est un des documents les plus marquants de ce dernier quart de siècle.

Ce regard électronique auquel rien n'échappe ne se contente pas de balayer d'un coup d'œil quotidien l'actualité, il la guette à présent, parfois il la suscite, tapi un peu partout, gros œil *familier* dont on ne remarque plus la présence attentive et souvent redoutable. Un regard et une mémoire, la mémoire collective d'une humanité à la fois élargie et rétrécie qui forge en même *temps qu'elle la fixe* sa propre histoire.

CLAUDE SARRAUTE.

Sur fond de crise économique

Le coup de force militaire s'inscrit sur fond de crise économique et *sociale. Le chômage frappe* environ 1,5 million de personnes, ce qui représente quelque 12 % de la population active, contre 10 % un an plus tôt. Cette aggravation, qui n'épargne pas les régions les plus favorisées comme le Pays basque, avait même durant l'été 1980 provoqué une explosion de révolte en Andalousie.

La dégradation de l'emploi est liée à la faiblesse des investissements privés, au recul de la construction et à la léthargie de l'industrie. Alors que les carnets de commandes apparaissent très peu garnis et que les stocks s'accroissent, la production industrielle a pratiquement stagné en 1980. Si les capitaux étrangers ont continué d'affluer, les milieux d'affaires espagnols n'ont cessé de se méfier de la nouvelle démocratie.

Un des symboles du déclin a été constitué par la faillite d'un des fleurons de l'industrie espagnole, celle de la firme automobile Seat. Appelée à l'aide, la société italienne Fiat, dont les modèles sont en Espagne fabri*qués sous licence, s'est récusée* en raison de ses propres difficultés. Faute de constructeur européen, les responsables espagnols se sont tournés vers le Japon, jusqu'à présent sans succès.

*Face à cette situation, le gou*vernement comptait relancer les investissements publics, notamment ceux des collectivités locales, tout en finançant un programme *énergétique sur cinq ans. Toute*fois, le déficit des finances de l'Etat n'a pas été réduit, contrairement aux engagements, ayant atteint l'an dernier 500 milliards de pesetas (soit 30 milliards de francs). Le trou a notamment été creusé par les subventions aux entreprises publiques aussi bien que par les allocations aux chômeurs.

La hausse des prix reste forte, se situant à environ 15 %, même si elle a diminué par rapport à 1978 et 1977, années durant lesquelles elle avait été respectivement de 20 % et 25 %. Toutefois, ce résultat a été obtenu en raison d'une limitation des prix agricoles, ce qui a entraîné, en 1980, pour la deuxième année consécutive, une baisse de revenus des paysans espagnols.

Cependant l'agriculture a permis à l'Espagne d'éviter une croissance négative, le produit national brut ayant augmenté l'an dernier d'environ 0,5 %, pratiquement comme en 1979. Les récoltes ont été bonnes en 1980, ce qui devrait permettre au pays *d'exporter cette année des céréa*les. Globalement, le secteur agricole a enregistré une progression d'environ 5 %.

Malgré l'apport de l'agriculture, le déficit de la balance commer*ciale s'est creusé, atteignant envi*ron 12 milliards de dollars, le double de celui enregistré en 1979 et trois fois plus qu'en 1978. La facture pétrolière représente un *tiers des achats à l'étranger.*

Cette forte dégradation a entraîné un déficit de la balance des paiements courants, estimé à 4,5 milliards de dollars, alors que celle-ci avait été excédentaire en *1979 et en 1978. Les recettes tou*ristiques, qui ont été relativement peu affectées par la « *guerre des vacances* » et les capitaux étrangers, dont la confiance ne s'était pas démentie l'an dernier, n'ont pas réussi à compenser le déséquilibre commercial. Les réserves en devises de l'Espagne se situaient néanmoins fin 1980 à environ 12 milliards de dollars, pratiquement au même niveau qu'à la fin de 1979. — M. B.

● *M. Chirac* a déclaré mardi 24 février à Marseille à propos des événements survenus en Espagne : « *Cette tentative de putsch montre que la démocratie est un régime extraordinairement fragile. Pour pouvoir survivre, la démocratie doit être un régime d'autorité. Lorsque la majorité s'est exprimée, la règle doit s'appliquer à tous. Quand la loi est votée, elle doit être mise en œuvre avec la fermeté nécessaire et le chef de l'exécutif doit s'en donner les moyens pour l'appliquer avec justice. Sans cela on risque d'ouvrir la voie à d'autres formes de régime où l'on perd alors sa sécurité et sa liberté.* »

Le Monde

publiera dans son prochain numéro

● AUSTÉRITÉ ET INÉGALITÉS, par Pierre Drouin.

● IDÉES : Tiers-monde.

● « LE MONDE DES LIVRES » : Les mémoires juives de Pierre Vidal-Naquet et de Léon Poliakov ; Ce singulier Mr. Maugham.



EUROPE

APRÈS L'ÉCHEC DU COUP DE FORCE EN ESPAGNE

Un officier égaré, des soldats dupés et des députés terrorisés...

De notre correspondant

Madrid. — Assaillis de toutes parts par les journalistes, le mardi 24 février au matin, alors qu'ils quittaient le palais des Cortès, les parlementaires espagnols ont fait le récit des dix-huit heures pendant lesquelles ils avaient été retenus en otage par les gardes civils.

Récit de leur stupéfaction d'abord, lorsque les hommes firent irruption, les armes à la main, dans la salle du congrès : certains députés racontent qu'ils ont cru tout d'abord qu'il s'agissait *« de terroristes de l'ETA déguisés en gardes civils »*, jusqu'à ce qu'ils reconnaissent le lieutenant-colonel Tejero, compromis en 1978 dans un complot contre le gouvernement Suarez, et récidiviste.

« Les gardes civils semblaient désorientés et effrayés par ce qu'ils faisaient (...), ils semblaient se rendre compte eux-mêmes que leur action allait échouer. Mais ils affirmaient que leurs principes et leur honneur les empêchaient de désobéir aux ordres de leur chef naturel », raconte M. Luis Grandes, de l'U.C.D.

Les gardes civils qui ont envahi l'hémicycle ont-ils été trompés par ce chef et ignoraient-ils tout de l'opération à laquelle ils allaient participer, comme l'affirment plusieurs députés ? Les jugements sur le lieutenant-colonel Terejo sont en tout cas sévères : *« A le voir depuis les bancs de l'Assemblée, il était clair qu'il se trouvait dans un état pathologique »*, affirme le député Pablo Caltellano, du P.S.O.E. *« Il avait l'air complètement cinglé »*, commente plus directement encore Mme Carmen Garcia Bloise, député socialiste.

« Nous avons vécu le moment le plus dramatique vers 9 heures du matin, quand les gardes civils se sont mis en position de tir, raconte M. Alberto Estela, de l'U.C.D. *Plusieurs députés les ont traités de terroristes, et se sont quasiment rebellés. Nous avons dû nous jeter au sol, les armes pointées vers nous. Je me suis franchement senti mitraillé. »* D'autres déclarent qu'ils ont cru alors au massacre.

Le paroxysme de la tension, de l'avis général, a été atteint lorsque M. Fraga Iribarne, ancien ministre et député du parti conservateur Alliance populaire, s'est dirigé vers le lieutenant-colonel Tejero en criant : *« Je veux sortir ; c'est un attentat contre la démocratie. » « Il y eut alors un mouvement d'exaltation dans l'hémicycle »*, affirme le député M. Luis Grandes. *On criait : « Vive la démocratie ! » et « Vive le roi ! » A ce moment, MM. Alvarez de Miranda et Inigo Cavero ont commencé à descendre eux aussi en ouvrant leur veston. »* Plusieurs parlementaires sont alors devenus « hystériques », et se sont mis à crier. M. Fraga Iribarne, qui refusait de se rasseoir, a finalement été emmené de force hors de l'hémicycle.

Grâce à une petite radio que possédait l'ancien vice-président, M. Abril Martorell, les députés pouvaient suivre l'évolution réelle de la situation au-dehors, tandis que le lieutenant-colonel Tejero affirmait à la tribune que trois régions militaires s'étaient soulevées et que le général Milans del Bosch, de Valence, allait se proclamer chef de l'Etat. Les parlementaires communiquaient les informations à leurs gardiens dans l'espoir de miner leur moral

Après le dénouement, le ton était à la congratulation mutuelle entre les parlementaires. L'un d'entre eux déclarait même, sans humour : *« Je suis fier, parce que je crois que nous avons donné un haut exemple de ce qu'est le Parlement. »* Juste avant sa reddition, le lieutenant-colonel Tejero glissait à M. Yuste, député socialiste, l'un des derniers à quitter l'hémicycle : *« Sortez tranquille, il ne se passe rien de grave. La seule chose est que je vais écoper de trente à quarante ans de prison. »*

THIERRY MALINIAK.

Norvège

Règlement de compte entre néo-nazis

De notre correspondante

Oslo. — Deux jeunes sympathisants du nazisme norvégien ont été tués dans la nuit du samedi 21 au dimanche 22 février par deux « camarades » de l'extrême droite, âgés de dix-neuf ans. La police, qui surveillait le domicile d'une troisième personne, M. Espen Lund, sergent dans l'armée, avait pris en filature la voiture dans laquelle étaient montés les deux tueurs, Jon Charles Hoff et Johnny Olsen, et les futures victimes. A une cinquantaine de kilomètres d'Oslo, la voiture suivie prit une petite sente de forêt. Les policiers, restés sur la route principale, la virent réapparaître une demi-heure plus tard, avec deux personnes à bord seulement. Après une poursuite mouvementée, la voiture poursuivie rata un virage. Les jeunes gens arrêtés avouèrent aussitôt avoir tué les deux passagers manquants.

Au cours de perquisitions, la police a découvert, dans plusieurs appartements d'Oslo, des caches d'armes dont beaucoup ont été volées dans des stocks militaires. Selon des renseignements qui ont filtré lundi, les deux tueurs et le sergent Lund avaient dressé une liste de noms de personnalités politiques de gauche, vraisemblablement en vue de leur « liquidation ». L'un des deux tueurs, Jon Charles Hoff, avait déjà été interrogé par la police après un attentat qui avait blessé deux personnes lors d'un défilé marxiste, le 1er mai 1979.

L'existence de néo-nazis n'avait pas, jusqu'ici, inquiété outre mesure les autorités, malgré les activités de certains individus au sein d'un groupuscule, le « parti populaire national norvégien », qui nie, d'ailleurs, avoir quoi que ce soit à faire avec le crime. Mais l'opinion publique norvégienne, peu habituée aux manifestations de violence et aux actes de terrorisme est fort choquée par ce crime et par l'importance des stocks d'armes découverts par la police.

CATHRINE LOCHSTOER.

AUX « SIX HEURES POUR LA POLOGNE »

Une soirée de soutien au « Renouveau polonais » a eu lieu dans la grande salle de la Mutualité, le lundi 23 février, à partir de 18 h. 30. Organisées par le Comité des intellectuels pour une Europe des libertés (CIEL), ces « Six heures pour la Pologne » étaient placées sous la présidence d'honneur d'Arthur Rubinstein. Le pianiste, absent pour des raisons de santé, s'était fait représenter par son épouse. On a donc seulement entendu les pianistes Eric et Tania Heidsick et le violoncelliste Pierre Fournier.

D'autres artistes se sont succédé sur le plateau après l'ouverture proposée par une chorale polonaise : la comédienne Suzanne Flon — qui a lu un poème de Czeslaw Milosz, prix Nobel de littérature en 1980 — et l'acteur polonais Daniel Olbrychski, interprète favori d'Andrezj Wajda.

Des élèves de l'école de Tania Balachova ont présenté un extrait d'« Operetka », une pièce de Witold Gombrowicz, et, pour finir, on a pu voir quelques scènes de « l'Annonce faite à Marie », de Claudel.

A intervalles réguliers, des orateurs divers exprimaient leur soutien au syndicat Solidarité et aux ouvriers de Gdansk. Parmi ceux-ci, les écrivains Eugène Ionesco et Jean d'Ormesson, ou encore, l'historien Jean Elleinstein et M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière.

● *M. Daniel Beauvois* nous demande de préciser qu'il n'a pas signé l'appel aux « Six heures pour la Pologne » du Comité pour l'Europe des libertés, publié dans *le Monde* du 21 février.

● *Le ministre ouest-allemand de l'économie, M. Otto Lambsdorff*, a assuré le vice-premier ministre polonais, M. Henryk Kisiel, de la « *bonne volonté* » du gouvernement de Bonn pour résoudre la question du rééchelonnement de la dette polonaise.

En recevant mardi M. Kisiel, qui est également ministre du Plan, M. Lambsdorff a cependant insisté sur le fait que ce problème ne pouvait être réglé que de façon globale, par une action commune des créanciers occidentaux de la Pologne (les représentants des principaux pays créanciers réunis à Paris depuis lundi devaient encore consacrer une partie de la journée de mercredi à discuter de cette question).

M. Lambsdorff a également insisté sur l'importance des livraisons de charbon polonais à la R.F.A. Ces dernières ne devraient atteindre que 1,1 à 1,2 million de tonnes en 1981, soit la moitié de la quantité prévue par contrat. — *(A.F.P.)*

A droite, alignement...

(Suite de la première page.)

Les derniers sondages montrent que, compte tenu du discrédit dont souffrent aussi bien les conservateurs que les travaillistes, les sociaux-démocrates ont leurs chances.

En attendant une telle évolution, force est de constater que, partout où les centristes sont au pouvoir, ils doivent faire face à des déboires grandissants. Sans s'attarder sur des sondages, au demeurant contradictoires, il suffit de rappeler, concernant la France, les résultats particulièrement négatifs enregistrés par l'U.D.F. lors des partielles de novembre.

A Madrid, l'irruption des gardes civils dans l'enceinte des Cortès a mis en lumière la fragilité des institutions democratiques, quelques jours après la démission du centriste Adolfo Suarez, qui ne se sentait plus en mesure d'assumer sa tâche face à l'éternel problème basque et à l'aggravation de la situation économique (11 % de chômeurs, 15,5 % d'inflation, gros déficit commercial). C'est de tous côtés, rapportait Marcel Niedergang, avant la tentative de putsch, qu'on réclame un « homme fort », fût-il militaire.

Autre cabinet centriste, celui de M. Forlani, à Rome, durement éprouvé par le tremblement de terre du Sud, est trop divisé pour gouverner autrement qu'à la petite semaine. Il lui a fallu subir, durant la seule journée du 19 février, l'humiliation de six votes de défiance successifs, bien qu'il dispose en théorie de quatre-vingts voix de majorité. On commence à prôner - ou à dénoncer — le présidentialisme, tandis que le terrorisme défie de plus en plus ce qui reste d'Etat.

L'Allemagne elle-même...

En Belgique, où le taux de chômage est le plus élevé d'Europe, le gouvernement, au bord de la faillite, ne fait guère, lui aussi, que se survivre à lui-même. En Allemagne fédérale, enfin, le « miracle » tant vanté a fait place à la récession. On parle d'une réduction de 3 % de la production industrielle en 1981. Le nombre de chômeurs s'est accru d'un quart l'an dernier. L'inflation, qui était de 5,5 % en 1980, a toutes chances de s'établir à 7 % cette année.

La coalition, qui avait gagné haut la main les élections d'octobre dernier, est minée par les contradictions entre les libéraux, qui réclament des mesures d'assainissement budgétaire, et l'aile gauche sociale-démocrate — un quart environ du groupe parlementaire, — hostile aux réductions prévues sur les dépenses sociales, la protection de l'environnement ou l'aide au tiers-monde.

Ces mêmes « gauchistes » demandent l'annulation du projet d'installation des « armes de théâtre » et dénoncent l'augmentation de 1,75 % du budget militaire que M. Schmidt a dû accepter sous la pression américaine. A quoi s'ajoutent le scandale immobilier de Berlin-Ouest, qui a entraîné la démission du bourgmestre social-démocrate et l'opposition d'une partie du S.P.D. au programme de réacteurs nucléaires, considéré comme absolument indispensable par le chancelier. Celui-ci, d'habitude fort combatif, serait aujourd'hui déprimé, face à la menace d'un *« désastre économique global »*, qu'un de ses conseillers, cité par *Times Magazine*, décrit comme inévitable.

L'élection de M. Reagan n'arrange rien. Chaque jour qui passe le montre déterminé à appliquer bel et bien son programme électoral. Autant dire qu'il ne s'agit pas seulement d'une poussée à droite, mais d'une rupture complète avec la pensée économique américaine depuis l'élection de Franklin Roosevelt en 1932. La politique étrangère est de la même eau : langage brutal vis-à-vis de l'U.R.S.S., réarmement à outrance, main tendue par dessus les droits de l'homme à tous les Pinochet de la terre. On est loin de la « retenue » prêchée par M. Giscard d'Estaing aux grands de ce monde durant sa dernière émission télévisée. Au demeurant, M. Reagan n'a pas perdu de temps pour envoyer le sous-secrétaire d'Etat adjoint, M. Eagleburger, faire le tour des alliés atlantiques et leur demander d'appuyer les Etats-Unis dans la partie de bras de fer engagée avec l'U.R.S.S. et Cuba à propos du Salvador.

De son côté, M. Carlucci, secrétaire adjoint à la défense, a averti les Européens qu'ils ne pouvaient se prétendre hors d'état de participer « équitablement » à l'effor de défense commune et que, en tout état de cause, les Américains ne sauraient supporter seuls le fardeau de la défense des intérêts occidentaux hors d'Europe. Pour faire passer la pilule, Washington a bien voulu approuver une suggestion soumise par la France sur le désarmement à la conférence de Madrid.

A l'alignement diplomatique auquel invite ainsi ses partenaires un homme convaincu que les Etats-Unis se doivent d'assumer fermement le *leadership* du monde libre, il serait surprenant que ne vienne pas bientôt s'ajouter une invitation à l'alignement économique. Engagée dans un effort énorme, dont le succès est rien moins que garanti, pour relancer la production nationale, la Maison Blanche ne peut admettre que des pays réputés amis viennent se mettre en travers. Les Japonais, de beaucoup aujourd'hui les plus dangereux, seront sans doute les premiers à s'en apercevoir, mais le tour de l'Europe, en bonne logique, devrait venir aussi.

M. Reagan n'est pas sans bénéficier, pour le moment au moins, de quelques atouts. M. Brejnev est bien poli avec lui. Et M. Griotteray peut écrire, dans le *Figaro Magazine*, sous le titre : « Tout le monde ratisse à droite » : « *Quelle évolution depuis 1973 et depuis 1978, où la gauche faisait de la surenchère sur son « propre programme commun », et où la majorité ne résistait pas toujours à la tentation de le piller ! Aujourd'hui, c'est autour des bagages de Ronald Reagan que rôdent les pilleurs.* »

Le comportement de Jacques Chirac, de ce point de vue, est exemplaire. M. Giscard d'Estaing, de son côté, ne peut ignorer que son bilan économique n'est pas brillant au point de lui assurer la victoire. Comme il est resté trop longtemps à l'Elysée pour pouvoir sérieusement promettre que demain, enfin, il rasera gratis, il est conduit à tenir, lui aussi, s'il tient à se succéder à lui-même, le langage de la loi et de l'ordre. C'est ce qu'annonce, notamment, la fameuse loi « sécurité et liberté ».

Dans un monde qui a peur, ce langage-là risque d'être plus payant que celui entendu hier sur le « changement sans risque » ou la « croissance souple » : à preuve la facilité avec laquelle les jurys d'assises prononcent aujourd'hui la peine de mort. Il suffit d'entendre ces jours-ci les orateurs du P.C.F. pour penser qu'ils font une analyse voisine. Quant à François Mitterrand, la rupture de l'union de la gauche et l'invasion de l'Afghanistan ont trop terni le charme qu'il pouvait trouver à MM. Marchais et Brejnev pour que sa propre campagne électorale n'en soit pas affectée : il serait surprenant qu'elle fût aussi « à gauche » qu'en 1974.

Le vent ne souffle pas toujours dans le même sens. La poussée à droite que l'on constate aujourd'hui a d'autant plus de chances d'être suivie, tôt ou tard, d'une poussée en sens contraire que, faute de s'attaquer aux racines du mal, qui sont planétaires et appelleraient à ce titre une réponse concertée de l'ensemble de la communauté mondiale, la droite n'est pas nécessairement mieux placée que la gauche ou le centre pour relancer les économies malades. Mme Thatcher en sait quelque chose.

De même que la bureaucratie, le corporatisme, le désordre qu'on peut imputer à la gauche, ont ramené la droite au pouvoir à Londres et à Washington, de même les excès réactionnaires peuvent faire ultérieurement le lit de la gauche. Dès à présent d'ailleurs, celle-ci malgré ses divisions n'est pas nécessairement plus mal placée qu'auparavant pour gagner l'élection présidentielle française. Reste encore une fois que la dureté des temps a radicalisé, en même temps que la droite, la gauche de la gauche. De vieux idéaux comme la liberté, la tolérance, les droits de l'homme, pourraient bien, au nom de la sacro-sainte efficacité, en faire une fois de plus les frais. Il est heureux que, par une sorte de miracle, il y ait un pape et une Pologne pour en parler à temps et à contretemps...

ANDRÉ FONTAINE.



A TRAVERS LE MONDE

Burundi

● MISE AU POINT OFFICIELLE. — La saisie des postes de télévision des habitants de Bujumbura, capitale du Burundi (*le Monde* du 24 février) *« n'est dirigée contre les intérêts d'aucuns pays proche ou lointain »* et était destinée à mettre un terme à un *« florissant marché noir »*, a affirmé mardi 25 février l'ambassade du Burundi à Paris dans une mise au point officielle précisant qu'il s'agissait d'une *« opération de simple police douanière »*.

Cambodge

● SIX CAMBODGIENS VIVANT EN FRANCE, dont un ancien ministre du maréchal Lon Nol, se sont rendus à Phnom-Penh en janvier. Il s'agit de la première délégation khmère à se rendre au Cambodge depuis la prise du pouvoir par le régime pro-vietnamien de M. Heng Samrin. Cette délégation a visité plusieurs provinces, s'est entretenue avec les principaux dirigeants, et est revenue acquise aux idées du régime. Elle a estimé qu'il faudrait attendre jusqu'en 1985 pour que l'armée cambodgienne soit en mesure de réduire seule la résistance khmère rouge et nationaliste sans l'assistance de l'armée vietnamienne.

● L'ASEAN REPOUSSE LA PROPOSITION SOVIETIQUE DE CONFERENCE SUR LE CAMBODGE. — Les cinq membres de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est — Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande — ont rejeté la récente proposition soviétique de conférence régionale sur le Cambodge (*le Monde* du 24 février). *« Cette proposition ne peut, pensons-nous, résoudre le problème cambodgien »*, a déclaré le ministre malaisien des affaires étrangères. — *(U.P.I.)*

Corée du Sud

● LE GENERAL CHON DOO-HWAN a été élu président de la République, comme on s'y attendait, mercredi 25 février, par 4 755 des 5 270 membres du collège spécial issu du suffrage universel du 11 février. Le vainqueur de cette élection présidentielle en deux temps obtient un mandat de sept ans aux termes de la nouvelle Constitution. — *(A.F.P., A.P.)*

Guinée-Bissau

● ARRESTATION DE LYCEENS. — Environ 200 élèves d'établissements secondaires ont été arrêtés dimanche dernier en Guinée-Bissau, à la suite d'une réunion de protestation contre l'action du gouvernement face à l'agitation estudiantine, a rapporté mardi 25 février la radio portugaise. Les troubles avaient commencé samedi dernier. Environ 3 500 élèves du secondaire avaient alors manifesté dans la capitale contre les méthodes cubaines d'attribution des notes, en vigueur dans le pays depuis l'indépendance de l'ancienne colonie portugaise en 1974. — *(Reuter.)*

Kenya

● INTERDICTION D'UN HEBDOMADAIRE. — Le gouvernement kényan a interdit l'hebdomadaire *Voice of Africa*, publié depuis plusieurs mois à Nairobi, dont un des directeurs est un citoyen libyen, M. El Hadi Mohamed Dabaa, homme d'affaires et également correspondant de l'agence libyenne Jana. Cet hebdomadaire, accusé d'être financé par des fonds libyens, avait été vivement critiqué récemment à la suite de la publication d'un article affirmant que les services secrets israéliens Mossad étaient responsables de l'attentat à l'hôtel Norfolk de Nairobi (*le Monde* du 6 janvier), qui a fait quinze morts le 31 décembre 1980. — *(A.F.P.)*

Pérou

● UNE GREVE GENERALE illimitée a débuté le 23 février à Centromin, le plus grand complexe minier nationalisé péruvien. Les 16 000 travailleurs du complexe, dont les principales installations se trouvent dans les Andes, au centre du pays, demandent des augmentations de salaire. Centromin produit du cuivre, du plomb et du zinc. Il s'agit de l'ex-société nord-américaine Cerro de Pasco, nationalisée par le régime militaire. — *(A.F.P.)*

Union soviétique

● ARRESTATION D'UN PSYCHIATRE. M. Anatoli Koryaguine qui exerçait dans un l'hôpital neurologique, à Kharkov, en Ukraine, a été arrêté récemment, annoncent ses amis. Il avait examiné, pour le compte du comité sur l'utilisation abusive de la psychiatrie à des fins politiques, M. Alexis Nikitine, qui avait publiquement protesté contre les conditions de vie des mineurs ukrainiens et l'avait trouvé « sain d'esprit ». M. Nikitine avait été arrêté le 6 janvier, quelques jours après cet examen, et interné dans un hôpital psychiatrique, à Dniepropetrovsk. — *(A.F.P.)*.

Zambie

● CONTRAT DE VENTE D'ARMEMENTS SOVIETIQUES : la Zambie a récemment conclu avec l'Union soviétique un contrat secret pour l'acquisition d'armes, a rapporté, mardi 24 février, le quotidien britannique *The Daily Telegraph*, citant des diplomates en poste à Lusaka. Le journal précise que la Zambie a déjà obtenu la livraison de douze Mig 21 et que certains de ces appareils effectuent régulièrement des vols d'entraînement au-dessus de la capitale zambienne, à partir d'une base située à l'aéroport international de Lusaka. — *(A.F.P.)*



Norvège

compte entre néo-nazis

notre correspondante

CATHERINE LOCHSTOEL

URES POUR LA POLOGNE

MONDE

هكذا من الأصل

LE CONGRÈS DU P.C.U.S. ET LES PROPOSITIONS DE M. BREJNEV

M. Fidel Castro dénonce les « odieux mensonges » des États-Unis

De notre correspondant

Moscou. — La deuxième journée du vingt-sixième congrès du P.C. soviétique a incontestablement été « polonaise », grâce notamment au discours, très attendu, de M. Kania, l'un des tout premiers orateurs des partis étrangers. Après la référence obligée à l'amitié soviéto-polonaise, le chef du parti ouvrier unifié polonais a expliqué les « *grandes difficultés* » et les « *dures épreuves* » traversées par son pays. « *Ce n'est pas le socialisme qui en est la cause*, a-t-il dit, *c'est la violation de ses principes, le mépris volontariste de ses lois économiques, des normes léninistes de la vie du parti, la sous-estimation des contradictions de classes dans la société, l'insuffisance du travail idéologique ; tout cela a entraîné le mécontentement croissant des ouvriers et une intensification de la critique dans les rangs du parti.* »

M. Kania a réaffirmé que la direction polonaise avait choisi une « *solution pacifique* » pour résoudre les conflits sociaux et pour rétablir la confiance de la société envers le pouvoir populaire, mais il a dénoncé les forces qui « *ne dissimulent pas leur hostilité envers le socialisme, des forces franchement contre-révolutionnaires, soutenues par les centres de subversion impérialistes. Nous voulons vous assurer, camarades, et assurer tous nos amis que nous possédons la volonté et la force nécessaires pour faire obstacle à la contre-révolution en Pologne.* »

Faisant écho à M. Brejnev, qui avait affirmé dans son rapport la résolution commune des pays socialistes à « *garantir leurs intérêts* » et défendre « *les conquêtes socialistes des peuples* », M. Kania a indiqué : « *La situation en Pologne et autour d'elle est directement liée à la sécurité de tous les pays socialistes (...) et sa défense est l'affaire non seulement de chaque Etat mais aussi de toute la coalition socialiste.* »

La modération de M. Kadar

Plus modéré, M. Kadar, premier secrétaire du P.C. hongrois, a exprimé sa solidarité avec le parti frère polonais. « *Nous sommes certains*, a-t-il dit, *que le peuple polonais, guidé par le POUP, trouvera sur la voie du socialisme une issue à sa situation difficile ; comme le déclarent les camarades eux-mêmes, la Pologne était, est et restera un membre de la famille des pays socialistes.* » M. Husak, chef du parti tchécoslovaque, s'est contenté de dénoncer comme vaines les « *tentatives de la réaction internationale de diviser l'unité de la communauté socialiste et d'arracher un de ses pays de la famille des Etats socialistes* », tandis que MM. Honecker, chef du parti est-allemand, et Jivkov, chef du parti bulgare, exaltaient, le premier « *l'unité et la cohésion de la communauté socialiste, fondées sur les principes à toute épreuve du marxisme - léninisme et de l'internationalisme prolétarien* », le second la capacité et la volonté de défendre « *les intérêts et la sécurité de nos peuples de la communauté socialiste* ».

Pour le reste, chaque intervenant a traité brièvement des questions qui le touchent plus particulièrement, le seul point commun, en dehors de la Pologne, étant pour beaucoup la dénonciation de la politique chinoise. Le secrétaire du P.C. vietnamien, M. Le Duan, s'en est pris notamment aux « *milieux militaristes de l'impérialisme* » et aux « *réactionnaires dans la direction chinoise* » qui s'entendent pour essayer de *regagner les positions perdues au* profit des froces contre - révolutionnaires.

Un orateur soviétique a été particulièrement virulent contre la Chine. Il s'agit de M. Kounaiev, premier secrétaire du Kazakhstan, république limitrophe du Xinjiang : « *On poursuit une militarisation intense* (de cette région), a-t-il dit, *on ne cesse pas les provocations à la frontière, on attise par tous les moyens la haine de tout ce qui est soviétique, bref la Chine poursuit pour le moment la politique vicieuse d'antisoviétisme radicalement étrangère aux intérêts des peuples soviétique et chinois, au rétablissement de relations de bon voisinage, au renforcement de la paix dans le monde entier.* »

M. Ceausescu, pour sa part, a repris le « profil bas » qu'il avait choisi il y a cinq ans déjà au XXV[e] congrès. Il a simplement dit sa satisfaction particulière devant « *le développemment ascenddant des rapports d'amitié cordiale et de solidarité entre les partis roumain et soviétique, entre nos pays et nos peuples, rapports fondés sur les principes du socialisme, du marxisme léninisme, sur l'égalité totale et le respect réciproque, sur la non-ingérence dans les affaires intérieures et l'ntraide entre camarades.* »

Après avoir dénoncé les « *doctrines revanchardes* » en Allemagne fédérale, M. Honecker, chef du parti est-allemand, n'en a pas moins affirmé la volonté de son gouvernement de développer ses relations avec ce pays « *en conformité avec la ligne décidée par les Etats socialistes sur la base des principes de la coexistence pacifique et des normes du droit international* », allusion très vague à la revendication d'établir des relations au niveau d'embassades entre Bonn et Berlin-Est.

« La patrie ou la mort ! »

Le plus violent contre l'impérialisme américain a été, comme il fallait s'y attendre, M. Fidel Castro. Le dirigeant cubain a accusé Washington d'avoir « *jeté bas définitivement le masque de la défense des droits de l'homme pour se présenter au monde avec le visage hideux du gendarme international* ». Dénonçant les « *projets agressifs dirigés contre les patriotes du Salvador et du Guatemala* », que M. Brejnev avait totalement passés sous silence dans son rapport, il a qualifié d'« *odieux mensonge* » la campagne dirigée contre les pays socialistes. Selon lui, les événements d'Amérique centrale ne sont que le résultat de « *la juste indignation des peuples contre les crimes, l'oppression prolongée, l'exploitation impérialiste impitoyable* ».

M. Castro est prêt à « *saisir le rameau d'olivier si on le lui tend* », mais Cuba ne reculera pas face à une agression. « *Les principes ne sont pas à vendre* », a-t-il déclaré avant de lancer : « *La patrie ou la mort ! Nous vaincrons !* », avec un lyrisme qui a même provoqué un léger sourire sur les visages d'ordinaire impassibles des dignitaires du Kremlin.

L'intervention de M. Plissonnier

Le représentant du parti communiste français, qui, en 1976, avait dû attendre près d'une semaine avant de pouvoir prendre la parole, a parlé cette année dès le second jour, à la place de M. Cunhal, chef du P.C. portugais, comme premier représentant d'un parti non au pouvoir. Une belle promotion ! Le ton n'est d'ailleurs plus le même entre le P.C.U.S. et le P.C.F. qu'il y a cinq ans. Le représentant de ce dernier avait alors évoqué l'« *existence de divergences entre partis communistes* ». Il n'en a pas été question cette année. Il est vrai qu'entre-temps M. Marchais est venu à Moscou, qu'il a signé une déclaration commune avec M. Brejnev et qu'il a approuvé l'intervention soviétique en Afghanistan.

Sans doute M. Plissonnier s'est-il référé à cette déclaration commune pour souligner que « *la construction du socialisme exclut tout schéma préalable, toute copie de l'expérience d'autrui* ». Il a expliqué que « *le socialisme pour lequel nous luttons en empruntant la voie démocratique épousera les traits de l'originalité et de nos traditions nationales* ». Mais il n'a pas repris l'expression du « *socialisme aux couleurs de la France* » jadis très en vogue.

Affirmant que l'évolution du rapport des forces dans le monde s'affirme au profit du progrès et du socialisme, le représentant du P.C.F. a rappelé les initiatives de son parti pour faire échec aux « *manœuvres* » de l'impérialisme et il a approuvé les initiatives avancées par M. Brejnev dans son discours, qui « *répondent aux intérêts des travailleurs, des peuples et de la paix* ». Bien que M. Brejnev ait donné un satisfecit à la politique étrangère du gouvernement français, M. Plissonnier a critiqué la participation de la France au bloc atlantique, ainsi que l'« *alignement sur les Etats-Unis et la République fédérale d'Allemagne* ». Cette politique qui conduit à des difficultés économiques et sociales croissantes « *se heurte à une âpre résistance du mouvement populaire au sein duquel les communistes jouent un rôle déterminant. (...) Le P.C.F. lutte avec détermination afin de hâter l'heure d'un réel changement de politique qui ouvrira la voie au socialisme* ».

DANIEL VERNET.

DES COTISATIONS DÉTOURNÉES

(De notre correspondant.)

Moscou. — Pour compter dans ses rangs les « *meilleurs fils de l'U.R.S.S.* », le parti communiste n'en est pas moins exposé à des mécomptes. Le président de la commission de contrôle du parti a, en effet, déclaré dans son rapport que certains dirigeants des organisations de base « *oubliaient* » purement et simplement de reverser aux organes supérieurs du parti les cotisations perçues pour chaque adhérent.

Ainsi, au 1[er] janvier 1980, les organisations de base de la région d'Irkoutsk avaient gardé 26 000 roubles (environ 180 000 F). « *Une telle pratique contribue à la dilapidation des moyens du parti, ce qui a eu lieu également dans une organisation de base du parti de la région de Briansk (Biélorussie)* », a déclaré le rapporteur. Il a ajouté que, dans certains cas, « *les dirigeants des comités du parti ont violé les principes de la modestie léniniste* » en dépensant des sommes excessives pour équiper leurs bureaux. « *Les dépenses exorbitantes et les excès témoignent que la discipline financière et budgétaire est insuffisante dans quelques comités du parti.* »

D. Vt.

WASHINGTON : M. Reagan se dit « très intéressé »

De notre envoyé spécial

Washington. — Le président Reagan reçoit, ce mercredi 25 février, M. François-Poncet, qui termine une visite officielle à Washington, et, jeudi, Mme Thatcher, qui commencera la sienne. Ces visites, comme celle que M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères au début de mars, *conçues à l'origine* comme une routine diplomatique, ont pris, avec le discours de M. Brejnev de lundi, le caractère d'une grande consultation américano-européenne, avant la reprise eds contacts entre Washington et Moscou

Après le secrétaire d'Etat, M. Haig, la veille, le président Reagan a jugé utile, mardi, de déclarer lui-même à la presse qu'il était « *très intéressé* » par les propos de M. Brejnev. La première chose que soulignent les Américains, avant d'analyser à fond le discours du chef de l'Etat soviétique, c'est que celui-ci accepte apparemment la renégociation des accords SALT 2, jugés inacceptables sous leur forme actuelle par le nouveau président américain. C'est notamment l'avis de M. Howard Baker, chef de la majorité républicaine au Sénat. M. François-Poncet a acquis, au cours de ces conversations, la conviction que les Américains sont décidés à exploiter cette ouverture.

Le deuxième point jugé important porte sur « *les innovations remarquables* » mentionnées lundi par M. Haig. Le porte-parole du département d'Etat, M. Dyess, interrogé sur ce qu'il appelle « *l'apparence d'une nouveauté possible* », a indiqué mardi qu'il s'agissait de l'extension à toute la Russie d'Europe, jusqu'à l'Oural, des « *mesures de confiance militaires* » proposées par la France, dans le cadre d'une conférence sur le désarmement en Europe. M. Dyess a souligné que, en contrepartie, M. Brejnev demanderait aussi, semble-t-il, que les « *mesures de confiance* » soient étendues à d'autres parties de l'Occident, c'est-à-dire, vraisemblablement, *aux Etats-Unis. Une* sorte de « *partie de bras de fer* » semble désormais engagée au sujet de cette position française passée jusqu'à présent inaperçue de ce côté-ci de l'Atlantique. Proposer à l'U.R.S.S. de contrôler ses activités militaires sur place était une sorte de défi. M. Reagan ayant explicitement endossé cette proposition (ce que M. Carter n'avait fait qu'implicitement), M. Brejnev lui répond maintenant : « *Chiche !* » Du moins, c'est ce que l'on croit comprendre.

Un troisième point important qui, pour Washington, conditionne le reste et sur lequel M. Brejnev est le plus évasif, *porte sur ce que* les Américains appellent le « *linkage* », c'est-à-dire le lien existant entre les grands problèmes mondiaux. C'est ce qu'on désigne en France par la formule « *la détente est indivisible* ». A cet égard, l'Afghanistan, vu de Washington, paraît bien loin, tandis que le Salvador est *tout proche. Le Pentagone* a indiqué mardi que les Etats-Unis envisagent d'envoyer, dans ce pays, quelques « spécialistes » (on évite de les appeler « conseillers militaires », cette expression ayant un fâcheux relent d'escalade à la vietnamienne). Il s'agirait d'une cinquantaine d'hommes, spécialistes notamment des patrouilles maritimes.

« Invitons M. Brejnev à dîner »

Les Américains reconnaissent pourtant que, « *au cours des dernières semaines* », l'envoi d'armes soviétiques au Salvador a diminué, mais ils ne savent pas si ce ralentissement résulte de difficultés matérielles ou d'une volonté d'apaisement. Quand ils seront certains que ces envois soviétiques sont arrêtés complètement et volontairement, ils considéreront que le « linkage » a joué dans le bon sens et ils seront prêts au « dialogue » avec Moscou.

Le *New York Times* conseille ce mercredi à M. Reagan d'inviter M. Brejnev à des sommets américano-soviétiques annuels comme au temps de MM. Nixon et Kissinger. « *Sous cette forme*, écrit l'éditorialiste, *ces réunions se présentent comme une routine raisonnable plutôt que comme une tentative pour résoudre les problèmes en suspens.* » Et le quotidien new-yorkais de conclure : « *S'injurier ne sert à rien. La meilleure façon de se mettre au travail est d'inviter M. Brejnev à dîner à l'automne prochain.* »

M. François-Poncet s'est entretenu mardi avec un groupe de sénateurs, dont M. Percy, président de la commission des affaires étrangères, avec les journalistes du *Washington Post*, avec les ministres de la défense (M. Weinberger), du commerce (M. Baldrige) et du Trésor (M. Donald Regan). Devant ces deux derniers, il a souligné les dangers que font courir les difficultés économiques actuelles (déficit pour la France des échanges avec les Etats-Unis, instabilité monétaire, querelle des taux d'intérêt, déséquilibre des échanges avec le Japon) à la solidarité occidentale, ainsi que l'importance des relations Nord-Sud dont l'actuelle administration américaine ne semble guère prendre la vraie mesure.

MAURICE DELARUE.

BONN : M. Genscher accueille avec plus de méfiance que M. Schmidt l'idée d'un moratoire sur les fusées

De notre correspondant

Bonn. — Il ne s'agit pas encore, à proprement parler, de divergences ouvertes, mais des nuances significatives se manifestent entre le chanceuer Schmidt et son ministre des affaires étrangères, M. Genscher au sujet des *propositions de désarmement formulées* lundi 23 février par M. Brejnev.

Une fois de plus, la double résolution adoptée par l'OTAN en décembre 1979 est en cause. Cette résolution prévoit que les alliés occidentaux installeront des fusées Pershing 2 et des missiles de croisière si, d'ici 1983, une négociation avec l'Est n'aboutissait pas à un accord sur les armes euro-stratégiques. Alors que le chancelier considère le moratoire réciproque envisagé au Kremlin comme une proposition particulièrement « *intéressante* », M. Genscher *vient de souligner* qu'à ses yeux le projet soviétique était moins acceptable que jamais.

Dans ses propos, M. Schmidt avait, certes, indiqué aussi que n'importe quel accord sur les fusées à moyenne portée devrait assurer l'équilibre entre l'Est et l'Ouest. Il n'en a pas moins estimé que l'offre de M. Brejnev en cette matière devrait être « *examinée avec soin* ». Déjà, au mois d'avril 1980, lorsque le chancelier avait lui-même parlé en termes quelque peu équivoques d'un moratoire touchant la fabricatoin et la mise en place des armes euro-stratégiques, son ministre des affaires étrangères s'était empressé de remettre les choses au point.

M. Genscher vient à nouveau de définir sa position d'une manière qui ne correspond pas exactement aux propos de M. Schmidt, puisqu'il estime que la proposition du Kremlin aboutirait à « *consolider et légitimer* » *la supériorité dont les Soviétiques* disposent déjà avec leurs fusées SS-20.

Le ministre des affaires étrangères a, certes, fait de son mieux pour masquer ses divergences avec le chancelier. A son avis, ce dernier a surtout voulu souligner *qu'il serait temps pour* l'Union soviétique de suspendre l'installation des SS-20, qui se poursuit au rythme de deux fusées par semaine. M. Genscher affirme donc ne pas mettre en doute la fermeté avec laquelle le chef du gouvernement de Bonn défend les décisions de l'OTAN. Il n'empêche que les propos du ministre des affaires étrangères sont compris comme s'adressant avant tout au chancelier.

De son côté, le chef de l'opposition chrétienne - démocrate, M. Kohl, a lui aussi mis M. Schmidt en garde contre les propositions soviétiques, qu'il juge « *inacceptables* ». Quant à M. Alois Mertes, porte-parole de la C.D.U.-C.S.U. pour les affaires étrangères, il a utilisé exactement les mêmes termes que M. Genscher, considérant lui aussi que le moratoire proposé par Moscou « *consoliderait et légitimerait* » la supériorité soviétique.

JEAN WETZ.

PÉKIN : des « suggestions de pacotille » pour l'Asie

De notre correspondant

Pékin. — *Le Quotidien du peuple a commenté* pour la première fois, mercredi 25 février, le discours prononcé lundi par M. Brejnev devant le congrès du P.C. soviétique. L'article, très bref, se limite toutefois à évoquer, pour les critiquer, les suggestions touchant à la situation en Asie du Sud-Est

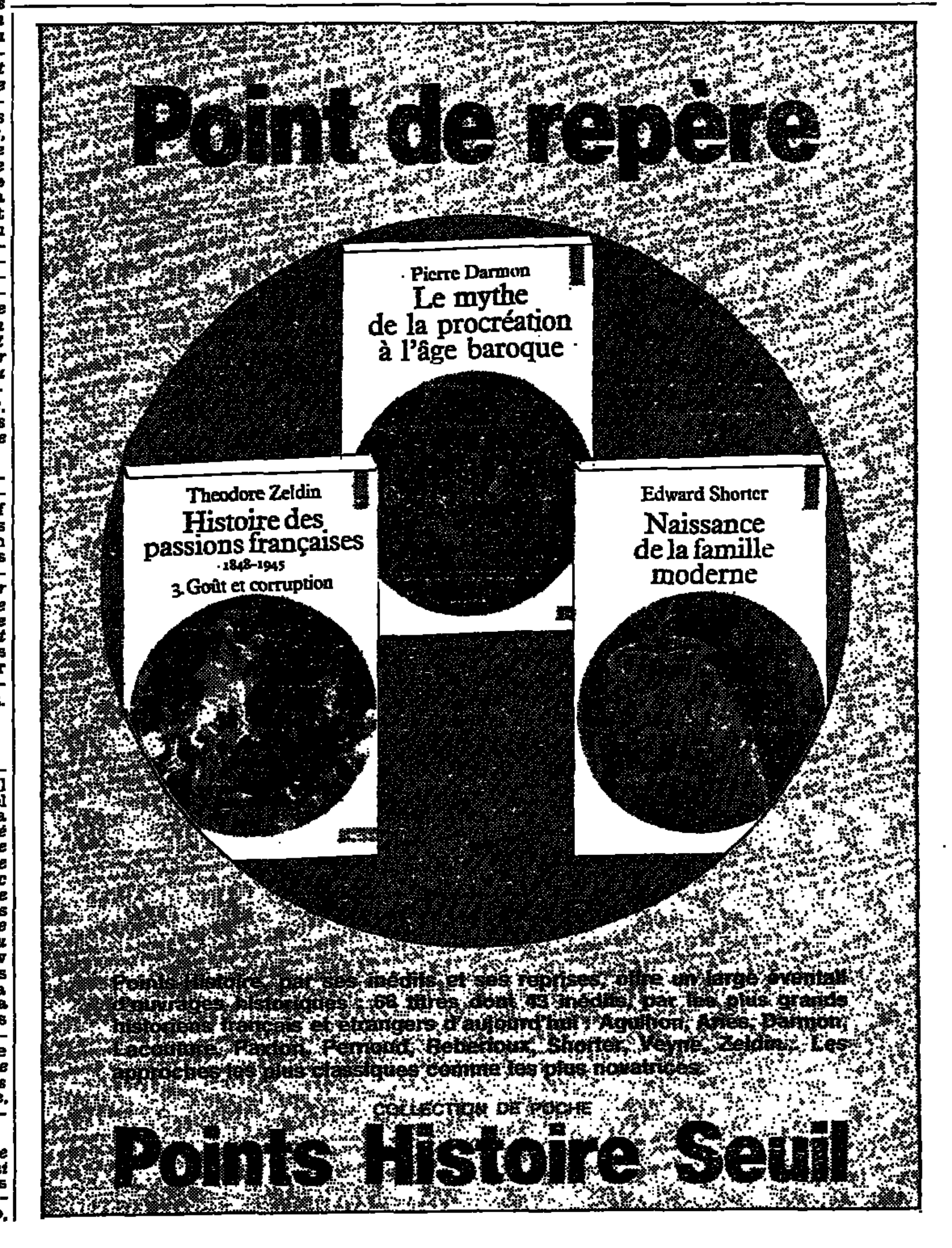
Moscou écrit le journal, en lançant un appel aux pays de l'ASEAN et à d'autres pays asiatiques et en défendant la proposition de conférence régionale avancée par le Vietnam, essaie de « *vendre une pacotille* » déjà proposée par Hanoï et rejetée par les pays du Sud-Est asiatique. Sous couvert d'adopter une « *attitude de gentilhomme* », l'U.R.S.S., en fait, soutient l'« *hégémonisme régional* » du Vietnam. Chacun sait, poursuit le commentateur, que la coopération entre l'U.R.S.S. et le Vietnam représente une « *menace grave* » pour les pays du Sud-Est asiatique et que, par son activité, l'U.R.S.S. est en réalité la principale responsable des « crimes » commis dans cette région.

Rien de très original, donc, ces critiques de Pékin à l'égard de Moscou étant tout à fait traditionnelles. Mercredi en fin de matinée, l'agence Chine nouvelle n'avait pas encore repris le texte de ce commentaire. Pour sa part, l'agence s'est contentée ces derniers jours de rendre compte, de manière plutôt sobre, du discours de *M. Brejnev* — en passant toutefois sous silence la partie consacrée aux problèmes intérieurs de l'U.R.S.S. — et de certaines réactions qu'il a suscitées dans le monde. Le passage relatif aux relations avec la Chine a été reproduit sans commentaire, ainsi que l'allusion aux différences existant dans le « mouvement communiste »

D'une façon générale, ce congrès suscite peu d'écho ici. A aucun moment, depuis le début de la semaine, l'événement n'a figuré à la « une » des journaux, alors que s'y trouvait mercredi matin, du moins dans *le Quotidien du peuple*, un article consacré à la situation en Espagne.

MANUEL LUCBERT.

TÉLEX PARTAGÉ
ÉTRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62



PUBLICITE

ECONOMIE: DES IDEES CLAIRES.

Pour donner de l'oxygène à notre économie et retrouver la confiance, il faut, d'urgence, mettre en pratique des idées claires, simples et fortes.
De quoi s'agit-il ?

D'abord de réduire tout de suite, par un effort de volonté, le train de vie de l'État qui ne cesse d'augmenter.

Et de faire ainsi, 30 milliards d'économies.
C'est possible.

Utiliser ces économies pour alléger l'impôt sur le revenu, c'est possible.

En supprimant l'impôt pour 5 millions de foyers dont le revenu imposable ne dépasse pas 3 235 fr. par mois.

Et en diminuant de 5 % les impôts de tous les autres contribuables.
C'est possible.

Pour lutter contre le chômage qui est la première cause de l'inflation, puisqu'il coûte 100 milliards de francs par an, il faut stimuler l'économie et revenir à une croissance plus forte.
Pour cela, il faut permettre aux entreprises de créer des emplois. En les libérant du carcan étouffant de la bureaucratie et en supprimant la taxe professionnelle.
C'est possible.

Voilà ce que dit Jacques Chirac et d'autres avec lui. Et il le fera, si nous le voulons.



Comité National de Soutien à la Candidature de Jacques Chirac, 7 rue de Tilsitt (Place Charles-de-Gaulle) 75017 Paris. Téléphone 755.97.15

PROCHE-ORIENT

Israël

L'attitude de l'administration Reagan suscite un certain désenchantement dans les milieux officiels

De notre correspondant

Jérusalem. — Même si le ministre israélien des affaires étrangères, M. Izhak Shamir, s'est déclaré plutôt satisfait de ses entretiens avec le président Reagan et le secrétaire d'Etat, M. Haig, une certaine déception continue de se manifester à Jérusalem après ce premier contact avec la nouvelle administration américaine, qui semble avoir donné peu de résultats.

Ce désenchantement était déjà sensible depuis plusieurs semaines — *les Israéliens attendaient davantage de la part du président Reagan* qui, avant son élection, avait multiplié ses positions favorables à la politique israélienne (*le Monde* du 13 février), — *mais il se confirme* après le voyage de M. Shamir.

Bien que M. Haig ait atténué ses précédentes déclarations en disant que la situation au Proche-Orient restait au premier plan des préoccupations américaines, et laissé *entendre qu'il entreprendrait bientôt* un voyage en Israël et dans plusieurs pays arabes, les dirigeants de Washington ont, cette fois, fait comprendre à M. Shamir qu'ils n'étaient pas près à relancer le processus de paix défini à Camp David. Le chef de la diplomatie israélienne n'a pas réussi sur ce point à convaincre ses interlocuteurs.

D'autre part, il apparaît maintenant peu probable que le premier ministre israélien puisse être invité à se rendre à Washington avant les élections, comme on l'envisageait il y a quelques jours encore à Jérusalem. On devine, dans les milieux politiques israéliens, que le gouvernement américain est déterminé à ne pas donner l'impression de favoriser la campagne électorale du Likoud. Devant ces réticences américaines, *au cours d'une conférence de* presse, le 24 février, M. Begin a paru montrer son irritation, en soulignant que l'examen des problèmes du Proche-Orient devait « *avoir la priorité pour le monde libre* ».

M. Shamir a subi un autre échec, et celui-là était plus prévisible, et les Israéliens y étaient presque résignés : les Etats-Unis n'ont pas renoncé à fournir des équipements supplémentaires pour les avions F-15 qui doivent être livrés à l'Arabie Saoudite à partir de 1982. Dans ces conditions, le ministre israélien des affaires étrangères ne pouvait plus demander au gouvernement américain de faire pression sur certains pays européens pour que ces derniers renoncent à envisager la vente d'équipements militaires à l'Arabie Saoudite. Les Israéliens sont très inquiets des rumeurs concernant, notamment, le projet de livraison par la R.F.A. de nombreux chars d'assaut Leopard, et, à Jérusalem, on persiste à croire, malgré un démenti de l'Arabie Saoudite (*le Monde* du 25 février), que la fourniture *d'avions Tornado construits en* coopération par la R.F.A., la Grande-Bretagne et l'Italie, est également *prévue*.

La tension entre Bonn et Jérusalem

Ces projets ont pour effet de créer une soudaine tension dans les relations entre Jérusalem et Bonn. Les Israéliens, qui ont déjà fait connaître au début du mois leur opposition, ont depuis haussé le ton. Le vice-minis*tre de la défense, M. Mordehai* Zipori, vient de faire remarquer que le marché sollicité par les Saoudiens auprès de la République fédérale, était beaucoup plus important que celui actuellement en cours de négociation entre Ryad et Washington. En faisant allusion avec insistance au passé de l'Allemagne, il a confirmé que son gouvernement entendait exercer une pression morale sur les dirigeants ouest-allemands. « *L'Allemagne a une très grande dette envers Israël*, a-t-il dit, avant d'ajouter : *A-t-on oublié l'holocauste ? Est-ce que, pour de l'argent ou du pétrole, l'Allemagne peut se permettre d'armer un pays qui proclame la guerre sainte contre Israël ?* »

On estime toutefois à Jérusalem que M. Shamir a pu obtenir à Washington quelques assurances quant à d'éventuelles « compensations » aux livraisons d'armes à l'Arabie Saoudite. Israël pourrait recevoir des Etats-Unis de nouveaux matériels militaires et bénéficier de certains avantages financiers. En *outre, le gouvernement de Washington* a accepté d'entamer dès *maintenant*, des discussions pour la participation des Etats-Unis à une force internationale de contrôle dans le Sinaï, après le retrait définitif des Israéliens en 1982. Jusqu'alors, les Américains avaient manifesté beaucoup de réserve à l'égard de ce projet.

FRANCIS CORNU.

Koweït

La famille régnante a réussi à s'assurer une majorité au sein du nouveau Parlement

De notre correspondant

Beyrouth. — Le Koweït s'est doté d'une Assemblée nationale, le mardi 24 février, après quatre années et demie de suspension de la vie parlementaire.

La défaite de l'opposition progressiste et nationaliste arabe, qui était prévue, a été totale puisque aucun candidat de cette tendance n'a été élu, même pas son chef de file, le docteur Ahmed Khatib. C'est la première fois que le Parlement koweïtien ne comprendra pas de députés nationalistes. Ce sont ceux-là qui, par leur obstruction, avaient été à l'origine de la suspension de la Constitution, en août 1976.

Une nouvelle opposition a fait son apparition, d'inspiration religieuse, qui obtient cinq sièges sur cinquante, et qui est menée par M. Issa Majed Chahine. Cependant, elle ne devrait pas indisposer outre mesure le régime. En effet, la famille régnante, malgré une modernisation accélérée, a préservé des structures sociologiques traditionnelles : l'islam est la religion de l'Etat, l'alcool est interdit, les droits des femmes sont limités ; en particulier, elles ne votent pas, et 3,2 % seulement d'entre elles faisaient partie de la population active au dernier recensement (1975).

Les autres groupes parlementaires sont : les députés bédouins (23), les citadins progouvernementaux appartenant à « l'establishment » (21), les députés chiites (4), alors qu'ils étaient au nombre de 10 dans le Parlement précédent, dont deux « khomeinistes » également opposants potentiels.

Le gouvernement koweïtien, il est vrai, avait décidé de rétablir la vie parlementaire après s'être assuré qu'elle ne lui apporterait pas de surprise. Il a entre autres porté à 23 le nombre des sièges attribués aux régions sous-peuplées, donc aux Bédouins, dont l'allégeance à la famille régnante est totale, soit presque la moitié du Parlement. Ce qui assure au gouvernement une majorité automatique, dans la mesure où les ministres qui ne sont pas des députés ont droit de vote, sauf dans les scrutins relatifs à la confiance.

Cela étant, le scrutin a été régulier et la participation électorale massive (plus de 90 %), mais le nombre d'électeurs est tellement réduit (quarante mille environ) que les députés ont tous été élus avec moins de mille voix (maximum neuf cent soixante-huit voix ; minimum : deux cent cinquante voix).

La famille régnante a donc voulu, semble-t-il, disposer d'un atout supplémentaire pour faire face à des troubles, certes encore embryonnaires, mais qui, en tout cas, ont créé un état d'esprit alarmiste au sein de la population. Les années 1979 et 1980 ont été marquées par plusieurs incidents, dont des manifestations, l'une d'elle hostile aux Etats-Unis, la tentative d'assassinat du ministre iranien des affaires étrangères, M. Ghotbzadeh, trois attentats à l'explosif, la saisie de véhicules transportant des armes, le détournement d'un avion, quatre incendies suspects, dont un dans une centrale électrique et un autre dans une station de pompage de pétrole. Ces troubles ont entraîné l'expulsion de dix-huit mille étrangers en situation irrégulière, celle d'un notable koweïtien naturalisé d'origine iranienne pour activités pro-khomeinistes et la mise à la retraite anticipée de trente-six officiers de police.

LUCIEN GEORGE.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

AFRIQUE

LE CONFLIT DU SAHARA

De la frontière algérienne à la côte atlantique avec les combattants du Front Polisario

De notre envoyé spécial

Hassi-Hafed-Boudjema. — A l'approche de la célébration du cinquième anniversaire de la proclamation de la République arabe sahraouie démocratique, le 27 février 1976, le Front Polisario a organisé, *pour un petit groupe de journalistes*, une expédition à travers le Sahara occidental. Nous avons pu ainsi parcourir plus de 2 000 kilomètres des camps de réfugiés civils de Hassi-Hafed-Boudjema, près de Tindouf, au phare de Cabinio, à 40 kilomètres du cap Boujdour, et de l'Atlantique à la frontière algérienne en passant par Lebouirate, dans le Sud marocain.

Circulant dans des Land Rover, les journalistes ont visité des villes « *libérées* » par les combattants sahraouis, comme Mahbes, Tifariti et *Amgala, et des agglomérations qu'ils* avaient récupérées après leur abandon par les forces marocaines, telles que Haouza et Jdiria. Tous ces sites étaient entourés de deux ou même trois lignes de défense, dont certaines ont été enlevées après de sanglants combats, comme en témoignent, par exemple à Mahbes, les cadavres de quelques soldats marocains portant encore leur uniforme.

Dans les régions proches des frontières algérienne et mauritanienne, et jusqu'à Amgala, les nomades, qui avaient disparu, circulent à nouveau, *tandis que des combattants sahraouis* cultivent des potagers. Carottes, navets, choux, épinards, oignons, tomates, servent à améliorer l'ordinaire des forces installées dans les environs. Tout au long de l'itinéraire suivi, nous avons vu ou deviné la présence de guérilleros du Front Polisario avec leurs armes, leurs caches et même leur infirmerie de campagne. Nous avons roulé de jour sans prendre de précautions particulières, et de nuit tous phares allumés, sauf dans les régions proches de Bou-Craa et de Smara.

Arrivés au bord de l'Atlantique, nous franchissons en un point précis la route reliant El Aioun à Boujdour, cet axe ayant été miné par les deux adversaires. Un panneau indique la direction du cap Boujdour et celle du phare de Cabinio, près duquel sont échoués, perpendiculairement à la plage, trois chalutiers espagnols, le *Sollube-Cane-de-Bermeo*, l'*Angelote* et un autre, dont le nom a disparu sous la rouille. Selon nos accompagnateurs, ces deux derniers avaient été arraisonnés par le Polisario, pour avoir péché dans les eaux territoriales sahraouies.

Sur le chemin du retour, nous *avons pénétré dans ce que les Marocains* appellent le « triangle utile », formé par El Aïoun, la capitale politique, Smara, la ville sainte, et Bou-Craa, où se trouvent les phosphates. Là, nous avons pu visiter à loisir à la tombée de la nuit une partie du « mur » qui devrait protéger ce fameux triangle des contreforts de l'Ouarkziz au cap Boujdour.

Partant de Bou-Craa, situé à 25 kilomètres de l'endroit où nous nous trouvons, le mur est formé par un fossé dont la terre a servi à édifier un remblai de plus de 2 mètres *de haut, protégé par des fils* barbelés et un camp de mines. Tous les 6 kilomètres, les forces armées royales (FAR) ont installé une position circulaire de 1 500 mètres de rayon, qui serait défendue par deux bataillons, soit environ huit cents hommes. « *Nous avons pris les deux positions les plus avancés les 7 et 8 janvier dernier, et, depuis, la construction de la ligne de défense a été interrompue* », explique un Sahraoui responsable du secteur, venu nous rejoindre et servir de guide. « *Nous avons également retiré près de six mille mines antipersonnel et antichars, posées sur une distance de 10 kilomètres* », souligne-t-il, en montrant les trous qui restent dans le sol comme témoins.

En approchant de Smara, à 140 kilomètres de Bou-Craa, on peut voir les vestiges des campements de nomades détruits en novembre 1975, lorsque les FAR avaient pénétré au Sahara occidental abandonné par les troupes espagnoles. Nous escaladons une colline située à 4 kilomètres environ de la position de défense avancée de Smara. Edifié sur une crête, le « mur » défensif est visible à l'œil nu. A titre de démonstration, les Sahraouis installent un mortier de 120 dans le lit d'un oued et tirent une dizaine de coups. Des nuages de fumée s'élèvent. Les Marocains ripostent. Leur tir est précis : plusieurs obus tombent à une douzaine de mètres *de la cible, sans faire cependant* de dégâts, car ils s'enfoncent dans le sable.

Alors que la guerre entre dans sa sixième année, le Front Polisario entend manifestement administrer la preuve de sa capacité offensive face à un adversaire infiniment supérieur en nombre et en puissance de feu. Nous recevant dans son P.C., dans la région de Bir-Lahlou, M. Mohamed Abdelaziz, secrétaire général du Front, dresse un bilan qu'il juge positif. « *En 1975*, déclare-t-il, *notre cause n'était pas claire aux yeux de l'opinion internationale, et il existait à l'ONU une ambiguïté sur les droits du peuple sahraoui. Une grande partie du monde ne soupçonnait pas jusqu'à quel point nous pouvions résister à une invasion soutenue par une puissance coloniale. A l'époque, le Maroc avait une alliance avec la Mauritanie. Ses troupes s'étaient installées dans ce pays et occupaient le Sahara occidental.*

« *Aujourd'hui, la situation a considérablement évolué en notre faveur. Nos enfants vont aller à l'école, nous avons une armée disciplinée, notre drapeau flotte sur la plus grande partie du pays, la Mauritanie s'est retirée du conflit ; l'espace occupé par le Maroc s'est réduit comme une peau de chagrin ; la R.A.S.D. existe et a été reconnue par la majorité de l'O.U.A.* »

Evoquant l'avenir, il se montre intransigeant sur l'indépendance et l'intégrité territoriale du Sahara occidental, mais insiste pour que Rabat négocie avec le Front Polisario. Négocier quoi ? « *Il existe beaucoup de choses dont nous pouvons discuter*, répond le secrétaire général du Front, *parce que nous avons une frontière commune. Nous pouvons, entre autres, parler de la coopération pour le développement de notre devenir.* »

PAUL BALTA.

A LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE D'ADDIS-ABEBA

Les problèmes du Tchad et du Sahara accentuent les divisions de l'O.U.A.

De notre envoyé spécial

Addis-Abeba. — Tchad, Namibie, Sahara occidental, sont absents de l'ordre du jour officiel. Ces trois grands dossiers africains du moment n'en occupent pas moins les esprits et mobilisent les énergies des participants à la trente-sixième session du conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine, qui s'est ouvert lundi 23 février à Addis-Abeba.

Si la question namibienne fait l'unanimité des pays membres, les deux autres crises constituent des ferments de division. En présentant son rapport d'activités, consacré aux six derniers mois, M. Edem Kodjo, secrétaire général de l'O.U.A., a retracé tous les efforts déployés, en vain, par l'organisation panafricaine pour régler la crise tchadienne. Il a rappelé la position du comité des douze chefs d'Etats de l'O.U.A. réunis à Lomé en janvier.

Dès mardi, le problème tchadien a donné lieu à une passe d'armes entre, d'une part, les délégations égyptienne et soudanaise, et, de l'autre, celles du Tchad et de la Libye. Ces dernières ont réaffirmé que l'éventuelle fusion entre leurs deux pays n'était qu'un projet qui serait soumis à référendum. Les échanges, assez vifs, ont suscité un rappel à l'ordre du nouveau président du conseil des ministres, M. Magwende (Zimbabwe). « *Le débat tchadien est maintenant clos* », a assuré M. Peter Onu, porte-parole de l'Organisation. M. Onu et le président sortant du conseil des ministres, M. Abdullai Conteh, se sont rendus la semaine dernière à New-York pour tenter d'obtenir auprès des Nations unies le financement de la force de l'O.U.A. appelée, le cas échéant, à stationner au Tchad dans la perspective d'une future consultation électorale.

S'agissant du Sahara, M. Edem Kodjo s'en est tenu au *statu quo*. Après avoir rappelé la position de l'O.U.A. en faveur d'un cessez-le-feu et d'un référendum dans le territoire contesté, il a réaffirmé que toute décision au sujet d'une éventuelle admission de la République sahraouie, au sein de l'O.U.A., relevait de la compétence des chefs d'Etat conformément aux décisions prises en juillet dernier au sommet de Freetown. Ce constat n'empêche pas une intense activité de coulisses. Les vingt-six pays ayant déjà reconnu la République sahraouie ont tenu, lundi 24 février, une réunion informelle pour examiner leurs moyens d'action.

Comme d'ordinaire, l'Afrique australe a fourni l'occasion de resserrer les rangs. Tous les orateurs ont condamné très durement l'attitude de Pretoria sur le problème namibien. « *L'entêtement de l'Afrique du Sud ne nous laisse guère le choix des moyens* », a déclaré M. Kodjo. « *La lutte doit s'intensifier* », a-t-il ajouté. M. Kodjo a appelé à des « *sanctions sévères et globales* » pour « *amener le régime de l'apartheid à composition* ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(Publicité)

A l'initiative du RENOUVEAU JUIF un grand meeting de SOLIDARITÉ AVEC LES IMMIGRÉS aura lieu

Jeudi 26 février 1981, à 20 h. 30

A LA SALLE DE LA MUTUALITE

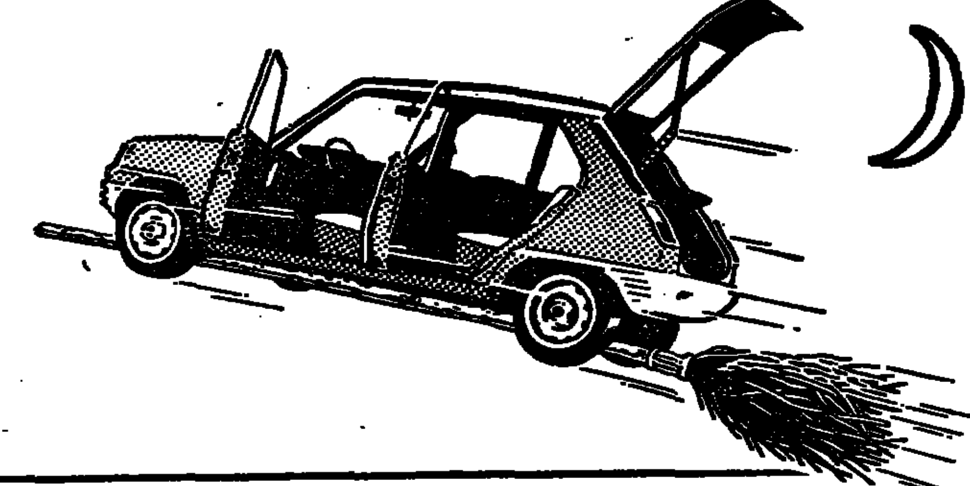
24, rue Saint-Victor - 75005 PARIS
Métro : Maubert-Mutualité.

Pour lutter contre le RACISME et l'ANTISÉMITISME pour que LE RACISME NE DEVIENNE PAS UNE ARME POLITIQUE

de très nombreuses personnalités ont déjà signé cet appel ou promis leur participation

Raymond ARON - Jean-Louis BARRAULT, Simone de BEAUVOIR
Pierre DAIX - François DEBRÉ - R.P. DUPUY - Jean ELLEINSTEIN
Pierre EMMANUEL - Daniel GELIN - Patrick GIRARD - Rabbin
J. GRUNWALD - Eugène IONESCO - Serge et Beate KLARSFELD
M. KONOPNICKI - Bernard KOUCHNER - Bernard-Henri LEVY
Clara MALRAUX - Albert MEMMI - Jean PIERRE-BLOCH
Madeleine RENAUD - R.P. RIQUET - M. VOVANAI...

RENOUVEAU JUIF, 38, r. de Turbigo - 75003 Paris. T. 274-00-55



PUBLICIS U4917 - RNUR RC Paris B 780 129 987

5 portes dans 3,52m! Ma Renault 5 est une sorcière.

3 portes ou 5 portes ? La Renault 5 n'a pas de préférence. Si vous recevez souvent des invités dans votre Renault 5, ils apprécieront d'avoir chacun leur porte individuelle. 3 ou 5 portes, la Renault 5 est toujours aussi accueillante pour les passagers et leurs paquets.

RENAULT préconise elf

La Renault 5 existe en version 3 ou 5 portes. Renault 5 à partir de 28.300 F (prix clés en main au 22.12.80, millésime 81).

AMÉRIQUES

Brésil

Le procès contre M. da Silva et douze autres dirigeants syndicaux est condamné par toute l'opposition

Sao-Paulo (A.F.P.). — Les avocats de la défense ont décidé de ne pas se présenter au procès du principal dirigeant ouvrier brésilien, M. Luis Inacio da Silva (« Lula ») et de douze autres responsables syndicaux, afin de protester contre les restrictions à la publicité des débats apportées par les autorités.

Les treize inculpés devaient être jugés à partir du mercredi 25 février par une cour militaire siégeant à Sao-Paulo, au milieu d'imposantes mesures de sécurité. Ils sont accusés d'atteinte à la loi sur la sécurité nationale, en ses articles 36 et 42 (qui répriment la « *désobéissance civile* » et la « *propagande subversive* »), pour leur participation à la grève illégale des métallos de la ceinture industrielle de Sao-Paulo, en *avril dernier*. Ils sont passibles de un à quinze ans de prison.

C'est la première fois, depuis la promesse d' « *ouverture démocratique* » faite, en 1979, par le président Joao Figueiredo, que se déroule un procès politique d'une telle ampleur au Brésil. Luis Inacio da Silva, trente-cinq ans, ancien président du Syndicat des métallos de Sao-Bernardo, est aussi président du Parti des travailleurs, fondé en 1980.

La presse étrangère s'est vu refuser mardi par les autorités militaires les accréditations pour suivre le procès. « *La guerre, c'est la guerre* », a déclaré, aux correspondants étrangers, le chef adjoint des relations publiques de la II[e] armée (région de Sao-Paulo).

L'ensemble des forces d'opposition a condamné le procès auquel sont soumis Lula et ses compagnons. Une manifestation était prévue, ce mercredi à Sao-Paulo. Une vingtaine d'observateurs étrangers, dont le prix Nobel de la paix 1980, l'Argentin Adolfo Perez Esquivel, ont annoncé leur intention d'assister au jugement. Ils ignoraient encore que l'accès du tribunal leur serait interdit.

La grève, suivie par près de deux cent cinquante mille métallos, avait paralysé, pendant quarante et un jours, en avril-mai, la quasi-totalité de l'industrie automobile brésilienne. Les grévistes réclamaient non seulement une augmentation de salaires, mais aussi la stabilité de l'emploi et le droit d'avoir un représentant syndical dans l'entreprise. Soutenu par l'Eglise catholique, qui gérait le fonds de grève, le mouvement avait été déclaré illégal par la justice du travail. Quelques jours après, Lula et ses douze compagnons étaient destitués de leurs mandats syndicaux, puis arrêtés par des troupes paramilitaires. Ils étaient libérés un mois plus tard et poursuivis dans le cadre de la loi de sécurité nationale.

Luis Inacio da Silva avait effectué, fin janvier-début février, une tournée d'un mois en Europe et aux Etats-Unis pour mobiliser les syndicats contre ce procès. Il avait rencontré le pape et le dirigeant syndical polonais Lech Walesa.

Etats-Unis

MISE EN APPLICATION DES ENGAGEMENTS PRIS PAR M. CARTER POUR LA LIBÉRATION DES OTAGES PAR L'IRAN

Washington (A.F.P.). — Le président Reagan a signé le mardi 24 février un décret complémentaire pour la mise en application de l'accord d'Alger ratifiant ainsi les engagements pris par le président Carter pour la libération des otages américains. « *Après un examen complet des accords avec l'Iran ayant permis la libération des otages, j'ai décidé de les appliquer* », confirme le président dans une lettre adressée au Congrès et accompagnant le texte de l'ordre exécutif.

Aux termes de ce décret, toutes les plaintes contre l'Iran déposées devant les tribunaux américains sont suspendues. Elles doivent être adressées désormais au tribunal d'arbitrage international prévu par l'accord d'Alger et pourront être reformulées devant les tribunaux américains dans le cas où l'instance d'arbitrage se déclarerait incompétente.

Le département du Trésor a par ailleurs publié mardi plusieurs réglementations pour assurer la création du compte bloqué devant être utilisé pour indemniser les Américains dont les demandes de compensation à l'Iran auraient été approuvées par le tribunal international d'arbitrage.

Ce compte qui, aux termes de l'accord d'Alger, doit être créé avant le 19 juillet prochain, sera alimenté par 1 milliard de dollars provenant des dépôts iraniens dans les banques américaines qui s'élèvent selon le Trésor à quelque 2 milliards de dollars.

● *Les neuf ressortissants étrangers* enlevés le mois dernier en Irak par le parti socialiste unifié du Kurdistan (PSUK) irakien ne font l'objet d'aucune demande de rançon et leur vie n'est pas menacée, a déclaré, mardi 24 février, à Téhéran, un porte-parole du PSUK. Il a précisé que les neuf captifs (quatre Indiens, trois Libanais, un Britannique et un Egyptien) étaient « *bien traités* », « *en sécurité* » et que leur détention allait « *servir à faire entendre la voix du peuple kurde opprimé par les autorités de Bagdad* ». — (A.F.P.)

● *L'achat d'avions F-5 par le Mexique.* — Si le Mexique désire acheter aux Etats-Unis des chasseurs F-5, le gouvernement de M. Reagan donnera son accord à cette vente, a annoncé mardi 24 février, à Washington, M. William Dyess, porte-parole du département d'Etat. Une demande d'achat de chasseurs F-5 (appareils fabriqués par la firme nord-américaine Northrop) de la part du Mexique « *sera approuvée* », a déclaré M. Dyess, qui a toutefois ajouté que les Etats-Unis n'avaient pas reçu la confirmation d'une décision du Mexique à ce sujet. Selon des informations en provenance de Mexico, le Mexique aurait en fait décidé d'acheter douze F-5. — (A.F.P.)

M. REAGAN « REMERCIE » LES ANCIENS COMBATTANTS DU VIETNAM

Washington (A.F.P.). — Le président Reagan a profité, mardi 24 février, d'une cérémonie au Pentagone pour rendre hommage aux trois millions de soldats américains qui ont combattu au Vietnam durant douze ans. « *Ces soldats sont rentrés chez eux sans victoire non pas parce qu'ils ont été vaincus, mais parce qu'on leur a refusé la permission de vaincre* », a déclaré le président. « *Il est temps de montrer que nous sommes fiers d'eux et de les remercier* », a poursuivi M. Reagan, qui a été acclamé par les centaines de militaires rassemblés à cette occasion dans la cour intérieure du Pentagone.

M. Reagan, qui avait provoqué des remous en qualifiant, en 1980, de « *noble cause* » la guerre du Vietnam, était venu au Pentagone pour remettre la Médaille d'honneur (la plus haute distinction militaire) à un ancien sous-officier des Forces spéciales, décoré à retardement pour acte de bravoure.

● *M. Haig et le Watergate.* — La commission des affaires étrangères du Sénat a décidé, mardi 24 février, d'abandonner l'enquête menée pour tenter de déterminer le rôle exact joué par M. Alexander Haig pendant l'affaire du Watergate. La commission tentait d'obtenir la transcription complète de trois cent trente-huit bandes magnétiques enregistrées entre mai et juin 1973. Sur ces bandes sont enregistrées les conversations entre le président Nixon et M. Haig alors secrétaire général de la Maison Blanche. Sur l'avis de ses experts, la commission a préféré abandonner une bataille juridique qui risquait de s'enliser. Le secrétaire d'Etat, dont la nomination a été depuis confirmée par le Sénat, a toujours nié toute action illégale et tout rôle dans l'affaire du Watergate (*le Monde* du 8 janvier). — (A.F.P.)

● *L'Equateur et le Pérou* sont convenus d'établir une zone démilitarisée à leur frontière commune, a annoncé M. Galo Plaza, ancien président de l'Equateur, et ancien secrétaire général de l'Organisation des Etats américains. Les soldats des deux pays se replieront de 15 kilomètres de part et d'autre de la frontière dans la cordillère du Condor. Les états-majors des armées des deux pays, impliqués depuis près d'un mois dans un sérieux conflit frontalier, vont entreprendre des pourparlers directs dans la zone démilitarisée. La proposition rendue publique par M. Galo Plaza semble avoir été faite par les Etats-Unis, le Brésil, le Chili et l'Argentine, les quatre pays garants du traité de Rio-de-Janeiro, qui avait mis fin à la guerre entre le Pérou et l'Equateur, quarante ans plus tôt. — (Reuter.)

POUR VOIR LE SOIR PASSEZ NOUS VOIR LE MATIN.

Passez chez Alpha St Honoré et découvrez les lentilles souples ultra-minces Soflens. Repartez le jour même avec des lentilles de contact confortables et bien adaptées à vos yeux. Leur souplesse permet un port agréable en toutes circonstances. Alpha St Honoré, nous sommes spécialistes de la lentille de contact.

Alpha St Honoré.
Lentilles de contact - Lunetterie.
40, rue St Honoré - 75001 Paris.
Tél. : 233.97.24.

ASIE

Jean-Paul II à Hiroshima

Le « chemin de croix » de l'horreur

De nos envoyés spéciaux

Hiroshima. — Dès le petit matin, quelques milliers de personnes, en majorité des groupes de catholiques — prêtres et religieuses en tête — et des enfants des écoles munis de drapeaux aux couleurs du Japon et à celles du Vatican, avaient bravé un froid très vif pour attendre Jean-Paul II dans les jardins du Parc du Souvenir. Les flocons de neige, comme un duvet échappé à l'envol rituel des pigeons de la paix, flottaient dans l'air. La visite du pape n'avait pas déplacé les grandes foules, malgré l'importance de sa signification pour une ville qui a fait de la paix sa devise, sinon sa vocation.

Ce mercredi matin 25 février, c'était, pour la population d'Hiroshima, « business as usual ». A l'exception d'une banderole de bienvenue, aucune manifestation particulière n'avait été prévue à l'aéroport où l'avion pontifical atterrit, venant de Tokyo, à 10 h. 30 (h.l.) ; paradoxalement, les deux grandes organisations pacifistes nippones, le Gensuikyo (d'obédience communiste) et le Gensuikin (soutenu par le parti socialiste), n'avaient pas jugé utile de se manifester.

De l'aéroport, Jean-Paul II s'est rendu au Parc du Souvenir. Accompagné par le maire d'Hiroshima, M. Araki, il s'est avancé jusqu'au monument dédié aux âmes des victimes de la bombe atomique, où il s'est agenouillé, se recueillant quelques instants. Cet édifice abrite un cercueil de marbre noir renfermant les noms de plus de quatre-vingt-dix-sept mille victimes. Le réceptacle porte une inscription optimiste : « Restez en paix pour que l'erreur ne se reproduise pas. »

Dans la perspective de ce monument aux morts, situé à l'épicentre de l'explosion d'une bombe apocalyptique (dont on se souviendra qu'elle avait été baptisée par les Américains « Little Boy »), se trouvent alignés : la flamme de la paix censée brûler jusqu'au jour où les armes nucléaires seront bannies, et le dôme de la bombe atomique, squelette conservé symboliquement d'un bâtiment en béton et acier construit en 1925.

Tout près, sur le piédestal, se dresse la statue en bronze d'une enfant qui tient dans ses mains un oiseau de papier plié. Il s'agit d'une fillette de douze ans morte irradiée alors qu'elle fabriquait des oiseaux en papier, activité traditionnelle au Japon appelée oligami. Selon la légende, il faut en avoir réalisé mille pour voir exaucé un vœu. Sadako Sasaki, cette enfant, en avait fabriqué six cent quarante-trois quand elle est morte...

C'est dans ce décor au cœur de cette ville ravagée il y a trente-cinq ans, mais aujourd'hui brillante et palpitante de vie que Jean-Paul II a lancé son appel à la paix universelle prononcé en neuf langues, dont le chinois. Ce discours a commencé en japonais par ces mots : « La guerre est l'œuvre de l'homme. La guerre est la destruction de la vie humaine. La guerre est la mort. »

Jean-Paul II est le premier pape à venir sur les lieux mêmes de l'holocauste pour en appeler à la conscience humaine. Cela rappelle le cri de Paul VI au Nations unies : « Jamais plus la guerre », et le pèlerinage de Jean-Paul II à Auschwitz lors de son voyage en Pologne.

Poursuivant ce « chemin de croix » de l'horreur nucléaire, le pape s'est rendu ensuite au musée où sont conservés plusieurs centaines de témoignages.

En début d'après-midi, Jean-Paul II, sur l'invitation de la municipalité d'Hiroshima et de l'université des Nations unies, a prononcé un important discours sur le thème « Technologie, société et paix ». Il a notamment lancé un appel aux hommes de science, croyants ou non, afin qu'ils se penchent sur les « problèmes éthiques posés par la société technologique ».

R.-P. PARINGAUX et A. WOODROW.

L'APPEL EN FAVEUR DE LA PAIX

« L'humanité n'est pas vouée au suicide »

Hiroshima. — En réponse aux paroles d'accueil de M. Araki, maire de Hiroshima — qui a évoqué l'appel lancé par les habitants de cette ville en faveur de « *l'abolition totale des armes nucléaires et du rejet complet de la guerre* ». — Jean-Paul II a lancé, à son tour, un « appel à la paix ». En voici l'essentiel.

Soulignant les destins tragiques des villes de Hiroshima et de Nagasaki qui servent d'avertissements aux générations futures, le pape a déclaré : « *Ce souvenir du passé fait prendre un engagement pour l'avenir* », phrase qui revient comme un leitmotiv tout au long de son discours. « *Certains*, a poursuivi le pape, *même parmi ceux qui étaient vivants lors des événements que nous commémorons aujourd'hui, préfèrent ne pas penser à l'horreur de la guerre nucléaire et à ses conséquences désastreuses. Parmi ceux qui n'ont jamais vécu personnellement la réalité d'un conflit armé entre les nations, il en est qui voudraient bannir toute possibilité d'une guerre nucléaire. D'autres voudraient considérer la capacité nucléaire comme un moyen inévitable de maintenir l'équilibre des pouvoirs par un équilibre de la terreur. Mais il n'y a aucune justification pour taire la question de la responsabilité de chaque nation et de chaque individu face à des guerres possibles et à la menace nucléaire.*

» *J'évoque devant vous des souvenirs du 6 août 1945 afin de mieux comprendre le défi actuel. Depuis ce jour fatidique, les arsenaux nucléaires se sont accrus en quantité et en puissance destructrice (...). Les conséquences totales d'une guerre nucléaire à grande échelle sont imprévisibles, mais, même si une petite fraction des armes existantes était déployée, l'escalade inévitable défie l'imagination, et on peut se demander si la destruction de l'humanité elle-même ne deviendrait pas une possibilité réelle.*

» *Face à la tragédie humaine que représente toute guerre, il faut affirmer et répéter que la guerre n'est ni inévitable ni immuable. L'humanité n'est pas vouée au suicide (...). C'est pourquoi, sur les lieux mêmes où il y a trente-cinq ans la vie de tant de personnes était embrasée en une seconde, je lance un appel au monde entier en faveur de la vie de l'humanité et de l'avenir.*

» *Aux chefs d'Etat et de gouvernement, à ceux qui détiennent le pouvoir politique et économique, je déclare : « Engageons-nous en faveur de la paix à travers la justice, prenons une décision solennelle aujourd'hui que la guerre ne soit jamais tolérée comme moyen de résoudre les différends. Promettons au reste de l'humanité que nous travaillerons sans relâche pour le désarmement et l'interdiction des armes nucléaires. Remplaçons la violence et la haine par la confiance et l'amour* » (...).

» *Aux hommes du monde entier, je dis : « Créons ensemble un nouvel avenir de fraternité et de solidarité. Tendons une main vers nos frères et sœurs dans le besoin. Nourrissons ceux qui ont faim, abritons ceux qui n'ont pas de foyers, libérons les exploités, apportons la justice là où règne l'injustice et la paix là où seules parlent les armes. Vos jeunes cœurs ont une capacité extraordinaire de bonté et d'amour : mettez-les au service des autres.* »

R.-P. P.

LE DISCOURS SUR LA SCIENCE ET LA SOCIÉTÉ

« L'avenir de l'humanité dépend d'un choix éthique collectif »

Hiroshima. — « *Après le bombardement d'Hiroshima, il a été dit que nous étions tous des Ibakusha — des survivants — plongés dans un monde que, par notre propre folie, nous risquions de réduire à néant. (...) Pourquoi, en dépit des progrès de la science et de la technologie, (...) se fait-il qu'un demi-milliard d'êtres humains continuent à souffrir de ces maux : la faim, la misère, l'injustice, aussi dégradants pour les riches que pour les pauvres ?* » C'est sur cette interpellation que M. Soedjatmoko, recteur de l'université des Nations unies (1), a invité Jean-Paul II à prendre la parole, ce mercredi 25 février, à Hiroshima.

Le pape a déclaré : « *Le temps est venu, pour notre société et plus particulièrement le monde scientifique, de réaliser que l'avenir de l'humanité dépend comme jamais auparavant d'un choix éthique collectif. (...) Désormais, l'humanité ne peut survivre qu'en fonction de choix conscients et d'une politique volontariste.* »

La tâche des scientifiques sera décisive pour l'avenir de l'homme, à condition, a affirmé Jean-Paul II, « *qu'ils réussissent à défendre et à se mettre au service de la vraie culture de l'homme* ».

La tâche qui consiste à mettre la science et la culture au service du progrès véritable « *est une tâche énorme, et certains la qualifieront d'utopie. Mais comment pourrions-nous ne pas conforter la confiance de l'homme contemporain en butte aux tentations du fatalisme, de la passivité paralysante, de la déchéance morale ?* », s'est écrié Jean-Paul II. Le moment approche, a-t-il ajouté, « *où il faudra redéfinir les priorités. On estime que la moitié des chercheurs travaillent à des fins militaires. L'humanité peut-elle moralement continuer plus longtemps encore dans cette direction ? (...) Pouvons-nous rester passifs quand on nous dit que l'humanité dépense infiniment plus d'argent pour les armes que pour le développement et quand nous apprenons que l'équipement d'un soldat coûte infiniment plus que l'éducation d'un écolier ?* »

Le pape, comme le recteur de l'université des Nations unies, a posé ces questions avec angoisse, sans toutefois pouvoir y répondre autrement que par des vœux et des appels aux scientifiques et aux puissants de ce monde en particulier.

Sur le point de savoir comment une culture peut absorber la science et la technologie sans perdre sa propre identité, il a mis en garde contre trois tentations : celle d'abord de la poursuite du développement technologique pour lui-même : « *Ce type de développement qui a pour seule norme sa propre croissance et sa seule affirmation, comme s'il s'agissait d'une réalité indépendante de celle de la nature et de celle de l'homme.* » Celle ensuite qui consisterait « *à mettre le développement de la technologie au service de l'utilité économique en accord avec la logique du profit et de l'expansion sans limite, avantageant les uns et laissant les autres dans la misère (...) faisant de la technologie un instrument au service des possédants* ».

Enfin, il y a aussi la tentation qui consiste à mettre la technologie au service du maintien du pouvoir (usage militaire et manipulation des populations).

« *J'appelle tous les scientifiques à se pencher profondément sur les problèmes éthiques que pose la société technologique* », a dit le pape, qui s'est déclaré persuadé « *que notre génération se trouve affrontée à un grand défi moral, celui qui consiste à harmoniser les valeurs de la science et celles de la conscience.* »

R.-P. P.

(1) L'Université des Nations unies (UNU) a été créée par décision de l'Assemblée générale en 1970, et son siège établi à Tokyo en 1975. C'est une institution conçue comme un instrument de recherche et de promotion universitaire pour les problèmes de développement et de bien-être social. Sa tâche principale est de faire comprendre les facteurs qui perpétuent le sous-développement.

Le 6 août 1945 à 8 h. 15

De notre envoyé spécial

Hiroshima. — C'est le 6 août 1945, à 8 h. 15, que la ville d'Hiroshima, frappée par la foudre atomique, est entrée dans l'histoire mondiale, tout en disparaissant quasiment de la surface de la terre.

C'est ici, et trois jours plus tard à Nagasaki, que les dirigeants américains, en guerre contre le Japon, ont décidé pour la toute première fois, et de manière « expérimentale », d'utiliser la bombe atomique que les scientifiques venaient tout juste de mettre au point. Ils l'ont fait pour mettre fin à la résistance fanatique de l'armée nippone, pour abréger la guerre et épargner les morts innombrables qu'aurait coûtés sa prolongation. Ils l'ont fait après le rejet par les Japonais de l'ultimatum lancé de Postdam par les alliés et exigeant une reddition inconditionnelle, sous peine d'écrasement militaire.

A 8 h. 15, en cette matinée d'été, un bombardier américain baptisé *Enolagay* larguait sur Hiroshima, une ville occidentale du Japon forte de quatre cent vingt mille habitants — dont une centaine de milliers de militaires, — une bombe d'un poids total de 4 tonnes, renfermant 1 kilogramme d'uranium 235. Son explosion, à quelque 500 mètres au-dessus de la ville, équivalait à celle d'une charge de 20 000 tonnes de T.N.T. En une fraction de seconde, Hiroshima s'est trouvée plongée dans une fournaise d'apocalypse, sous une nappe de feu dont la température avoisinait 300 000 degrés.

Exposés simultanément à une effroyable déflagration et à un faisceau de rayons thermiques et radioactifs, les hommes et leur environnement ont été pulvérisés, carbonisés, irradiés. Dans un rayon de 2.5 kilomètres, tout a disparu ; dans un rayon de 4 kilomètres, les victimes, fortement irradiées, ont mis de quelques jours à deux semaines pour mourir ; ceux qui étaient moyennement irradiés, plus éloignés encore, de deux à six semaines. Plusieurs centaines de survivants, légèrement atteints par les retombées radioactives, sont encore soignés régulièrement aujourd'hui.

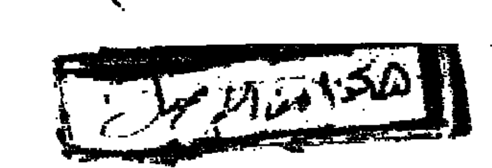
Après trente-cinq années, le décompte précis de cette hécatombe massive reste impossible. Selon les autorités de la ville, « *au moins deux cent mille personnes ont péri* ». D'après un rapport demandé en 1976 par les Nations unies aux autorités d'Hiroshima et de Nagasaki, « *les pertes directement imputables à la bombe atomique ont été estimées entre trois cent dix mille et trois cent vingt mille civils et plus de quarante mille militaires* ».

Au fil des années, la ville d'Hiroshima, reconstruite avec l'ardeur et l'efficacité qui caractérisent les Japonais, est devenue le centre et le point de ralliement privilégié d'un grand nombre d'organisations japonaises et internationales militant pour la condamnation des armements nucléaires et pour la promotion de la paix universelle.

R.-P. P.

DEJA VU
1er MENSUEL D'INFORMATION PAR L'IMAGE.
EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX.
12 F.

l'anglais en Angleterre
IRLANDE - U.S.A.
Pour jeunes et étudiants
Familles chaleureuses · Cours sérieux · Programme complet de loisirs · Solide encadrement
Séjours spéciaux Anglais + Sport
O.I.S.E. 21, rue Th.-Renaudot Paris (15e) 533-13-09
Org Tech Voy Lic A 588



Logabax : la volonté plus les moyens.

Depuis de nombreuses années, à la pointe de la mini et de la péri-informatique, Logabax a grandi très vite, trop vite peut-être, et cette expansion ne s'est pas faite sans heurts.

Ces difficultés conjoncturelles ont mis en lumière la valeur du capital humain de Logabax et permis d'apprécier la confiance en l'avenir de nos actionnaires, de nos clients, des Pouvoirs Publics. Des apports financiers très importants ont été récemment consentis en faveur de Logabax – 155 millions de Francs –. Ils s'ajoutent au capital technico-commercial, constitué ces dernières années grâce à une constante volonté d'innovation technique et à un souci d'offrir un service complet de qualité.

En France, 5000 clients PME-PMI, des dizaines de grandes entreprises (près de 12000 sites au total) utilisent Logabax. En 1981, 4000 sites supplémentaires seront équipés, de nombreux grands contrats se poursuivant jusqu'en 1984.

Disposant d'une très large gamme de systèmes tout particulièrement adaptés aux besoins des PME, présente sur les marchés de l'informatique répartie et de la micro-informatique, riche également d'un réseau d'avant et d'après-vente très dense, Logabax possède ainsi de nombreux atouts pour affirmer sa position dans le domaine de l'informatique.

Ces atouts, Logabax les conserve. Dotée aujourd'hui de tous les moyens nécessaires à la bonne réalisation de ses engagements – près de 700 MF de prise de commandes en 1981 – Logabax a la volonté et les moyens de faire encore mieux.

Logabax. 79, av. Aristide Briand 94110 Arcueil. Tél. 664.11.30.

Synergie, K.E.

Logabax

Directions régionales : Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Nantes, Nice, Paris, Perpignan, Rouen, Strasbourg.
30 agences. 70 centres de maintenance.

Le Monde

politique

LA PRÉPARATION DE L'ÉLECTION

Libres opinions

A l'opposé du libéralisme

par CHRISTIAN GOUX (*)

APRES Thatcher et Reagan, Chirac. Tel est le simple pari que vient de faire le président du R.P.R. en *ouvrant* sa campagne électorale lors de sa conférence de presse. Les deux leaders conservateurs anglo-saxons avaient, en effet, présenté des programmes de politique économique semblables, ultra-libéraux, dont on peut ainsi résumer la problématique : moins d'impôts pour les particuliers ; fin de l'Etat-providence. Et comme ces programmes ont conduit à des élections victorieuses, M. Chirac franchit le pas et reprend à son compte ces thèses.

Il déclarait, le 10 février : *« Je trouve qu'actuellement les propositions, telles qu'on peut les connaître, du président américain sont conformes à celles qu'exigent à la fois la grandeur des Etats-Unis et les problèmes intérieurs, qui sont les mêmes, c'est vrai, que ceux que connaissent la France et les Etats-Unis. »*

Faut-il s'en étonner ? En soutenant le président de la République depuis 1974 et le gouvernement Barre depuis 1976, les députés R.P.R. acceptèrent la mise en place d'une politique conservatrice, qui, sans être exactement celle préconisée par M. Reagan, se réclamait néanmoins de la même idéologie.

Mais ce qui fait question résulte de ce que représente vraiment l'électorat R.P.R. sur la scène politique française, et dont les appréciations ne sont pas du tout celles d'une société ultra-libérale.

Quand, en 1976, M. Chirac démissionna de son poste de premier ministre et entreprit de reconstruire le R.P.R. autour et avec la famille gaulliste, il développa pendant cinq années des arguments qui n'ont aucun rapport avec ceux avancés depuis quelques jours, et qui sont même totalement opposés. On peut le montrer simplement en se reportant au manifeste du R.P.R. publié en octobre 1980, sous la présentation de M. Jean Méo, secrétaire général adjoint, et appelé « Atout France ».

En parcourant ce document, je revivais toutes les discussions que les hommes de ma génération et de ma sensibilité eurent avec les gaullistes.

Je repensais à ce que nous appelons les illusions de la troisième voie, de la participation. Mais ce qui faisait la force du général de Gaulle était l'affirmation des objectifs qui rassemblaient les Français : l'indépendance nationale ; la planification nécessaire et son ardente obligation.

Or, que lit-on dans le manifeste du R.P.R. : les mêmes propositions qu'alors.

Je cite : *« Une troisième voie existe. (...) Elle s'analyse comme un refus du renoncement et du chômage ; le R.P.R. ne peut admettre que l'un et l'autre soient érigés en moyens occultes de gouvernement. » « Le Plan, une ardente obligation et non une entreprise de dissuasion. » « Le droit au travail est fondamental ; la lutte contre le chômage devient la priorité des priorités. » « Un appui massif à l'investissement, 100 milliards de francs d'aide de l'Etat sur cinq ans. »*

Arrêtons là ces citations. Nous sommes à l'opposé du libéralisme. Ainsi, en voulant, pour des raisons que l'on comprend bien et qui sont essentiellement électorales, attirer à lui à la fois l'électorat gaulliste et une partie de l'électorat ultra-conservateur de M. Giscard d'Estaing, M. Chirac abuse les Français sincères, jeunes et moins jeunes, pour qui le gaullisme représente une voie de redressement et de sortie de nos difficultés.

A deux mois de l'élection présidentielle, le grand débat qui prend forme dans notre pays n'aurait rien à gagner à présenter aux Français des choix qui ne seraient pas véritables et des programmes qui, au-delà des contradictions dues à la complexité des choses, disent tout et le contraire.

(*) Membre du P.S., économiste.

A MARSEILLE

M. Chirac dénonce le « collectivisme sournois qui s'est développé depuis sept ans »

De notre envoyé spécial

Toulon. — M. Jacques Chirac a commencé mardi 24 février, en Provence, son troisième voyage dans les régions depuis le 17 février. Il s'est d'abord rendu à Toulon, où il a été reçu à l'hôtel de ville par M. Maurice Arreckx, député U.D.F. du Var, qui était accompagné par M. Paecht, autre député U.D.F. (le troisième élu U.D.F. du département, M. Léotard, était absent).

M. Chirac s'est ensuite rendu au Mourillon, puis à Marseille.

Il était naturel que dans cette ville — terre de mission pour les gaullistes, qui ne détiennent plus qu'un siège de député dans les Bouches-du-Rhône, celui de M. Joseph Comiti — la venue du président du R.P.R. suscitât l'enthousiasme des militants gaullistes. Concerts d'avertisseurs, cortèges de voitures surmontées du portrait du candidat, embouteillages, bain de foule bruyant sur la Canebière, l'accueil fut exubérant. C'est une foule plus nombreuse — environ huit mille personnes — que lors de son dernier passage pendant la campagne législative de 1978 qui a reçu le maire de Paris dans le gymnase Vallier.

Dans son discours, M. Chirac n'a guère innové par rapport aux thèmes qu'il a développés depuis son passage au « Grand Débat » de TF 1 le 17 février. Il a cependant souligné davantage ses désaccords avec la politique suivie par M. Giscard d'Estaing, provoquant chaque fois les approbations de la foule. Ainsi l'orateur a-t-il dénoncé *« la voix de la France devenue étrangement chevrotante »* ou encore *« le collectivisme sournois qui s'est développé depuis sept ans »*, ajoutant : *« Si c'était cela qu'on voulait, il fallait le dire ; on aurait voté pour Mitterrand et ça n'aurait pas été pire. »* Il a aussi opposé les trois cent mille emplois de fonctionnaires réclamés alors par le candidat socialiste aux six cent cinquante mille créés depuis 1974 par le pouvoir en s'exclamant : *« Ce n'était pas pour cela que nous avons élu Giscard ! »*

M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, avait auparavant feint de s'étonner que l'on ne demande pas à M. Giscard d'Estaing *« ce qu'il fera au deuxième tour de l'élection présidentielle »*, et M. Labbé d'ajouter : *« Allons-nous, de nouveau, faire cadeau de nos voix au second tour. Merci messieurs, nous avons déjà donné. »*

M. Jacques Chirac a aussi insisté sur l'emploi. Il a affirmé que *« le seul moyen de lutter contre l'inflation pour augmenter l'offre est de lutter contre le chômage »*. Il a été plus précis sur sa proposition de suppression de la taxation des plus-values. *« Cet impôt*, a-t-il expliqué, *rapporte actuellement 520 millions de francs par an, c'est-à-dire rien par rapport aux 300 milliards de la T.V.A. ou aux 135 milliards de l'impôt sur le revenu. Même pas l'argent de poche des fonctionnaires des finances. » « Or, dans le même temps*, a poursuivi le maire de Paris, *la dépense nécessaire au recouvrement de la taxation des plus-values s'élève à 70 millions de francs, et l'on peut évaluer à 250 millions le coût des heures de travail dépensées par les entreprises pour son établissement. Cet impôt est donc le résultat de l'inconséquence ou du gaspillage* (1). »

M. Jacques Chirac a aussi souligné qu'il est favorable à un accroissement des compétences des collectivités locales actuelles dans les domaines économiques, sociaux et culturels. En revanche, il s'est déclaré tout à fait hostile à l'élection au suffrage universel des assemblées régionales.

A propos de la politique étrangère, l'ancien premier ministre a déclaré : *« La France doit faire preuve de fermeté, or elle n'est plus en état, aujourd'hui, de défendre ses intérêts de façon suffisamment convaincante. »* Il a stigmatisé *« les atermoiements permanents vis-à-vis de l'Union soviétique »* et *« le refus d'utiliser désormais le mot détente »*.

ANDRÉ PASSERON.

(1) La taxation des plus-values a été proposée par le gouvernement et votée par le Parlement quand M. Chirac était premier ministre. Il affirme aujourd'hui avoir mis en garde, dès 1976, le président de la République contre le caractère *« absurde »* de cet impôt.

M. Debré : « Ma critique du gouvernement est moindre que celle que j'adresse à l'opposition »

M. Michel Debré était l'invité, mardi 24 février sur TF 1, de l'émission « Le Grand Débat ». L'ancien premier ministre, qui ne veut ménager *« ni sa peine ni ses efforts »*, s'est présenté comme le seul candidat qui dise *« la vérité »*, face *« à ceux qui disent « Tout ira mieux »*, aux *« marchands d'illusions socialistes »* et à *« l'imposture communiste »*. *« Ma critique du gouvernement est moindre que celle que j'adresse à l'opposition »*, a-t-il ajouté.

M. Debré s'est fixé deux objectifs qu'il s'efforcerait d'atteindre s'il était élu président de la République : *« mettre fin à la hausse du chômage, à la hausse des prix, à l'affaiblissement de l'industrie et de l'agriculture françaises; éviter le vieillissement de la France par la mise en place d'une politique de la vie, de la famille. »*

Après avoir indiqué qu'il est favorable à une limitation du nombre des fonctionnaires dans certaines administrations, l'ancien premier ministre s'explique sur sa conception du *« gouvernement de salut public »*, dont il estime la formation nécessaire : des objectifs (*« lutter contre l'affaiblissement économique et le vieillissement de la France »*), des moyens (*« selon la tradition républicaine, le Parlement donnerait délégation au gouvernement, pendant cinq à six mois, pour engager le redressement économique et financier »*), une durée (*« au moins deux ans »*), une équipe (*« des hommes qui ne soient pas des hommes de parti »*), et *« une ambition »*. *« Si nous ne faisons pas cela, si par malheur nous nous laissons aller vers les trois millions de chômeurs, c'est la crise de régime »*, a affirmé M. Debré. L'ancien premier ministre a déclaré que, si on l'avait écouté après les élections législatives de 1978, un référendum portant sur le salut public et les mesures économiques de redressement aurait pu être organisé. En revanche, il est opposé à l'extension de la procédure référendaire à des sujets tels que l'énergie nucléaire comme le propose M. Chirac.

Le maire d'Amboise s'est également expliqué sur sa vision de la « nouvelle alliance » qu'il propose de conclure entre pays occidentaux. Il a notamment précisé qu'une coopération politique entre pays membres de la Communauté européenne lui paraît possible pour faire face aux « ambitions » soviétiques. *« Le problème de l'avenir de l'Afrique et de la Méditerranée est politique*, a-t-il dit. *C'est un problème de dissuasion à l'égard d'un certain nombre de visées hostiles à la liberté des communications de la France et à la liberté d'approvisionnement de l'Europe. »* Afin d'éviter que certains Etats ne soient « submergés », M. Debré estime que les « nations responsables » pourraient envisager de leur apporter un soutien commun.

M. MICHEL CRÉPEAU RÉAFFIRME QU'IL SOUHAITE ÊTRE CANDIDAT « JUSQU'AU BOUT »

M. Michel Crépeau, président du M.R.G., a réaffirmé, mardi 24 février, au cours d'une conférence de presse, qu'il maintiendra sa candidature à l'élection présidentielle *« jusqu'au bout »* si le congrès extraordinaire du mouvement, prévu samedi 28 février à Versailles (Yvelines), se prononce en faveur de cette candidature à la majorité des deux tiers des mandats.

Evoquant la perspective d'une dissolution de l'Assemblée nationale si M. Mitterrand était élu, le maire de La Rochelle a affirmé : *« Ce serait folie que de dissoudre l'Assemblée nationale sans avoir fait voter au préalable la représentation proportionnelle, afin de ne pas être indissolublement lié au P.C. et pour pouvoir créer les conditions d'une nouvelle majorité. »*

En ce qui concerne les radicaux de gauche hostiles à sa candidature, M. Crépeau a indiqué que, une fois celle-ci décidée par le congrès, *« ceux qui ne respecteraient pas cette décision se placeraient d'eux-mêmes hors du parti »*.

● *M. Pierre Mauroy*, porte-parole de M. Mitterrand, a vivement critiqué M. Giscard d'Estaing, mercredi 25 février, qui, selon lui, *« maltraite, bafoue et piétine la régionalisation »*. Le maire de Lille et les présidents socialistes des conseils régionaux, qui étaient réunis à l'Assemblée nationale, ont dénoncé *« l'encadrement et la tentative de mise au pas des régions »* par une série de décrets qui viennent d'être adoptés. Les élus socialistes ont d'ailleurs décidé d'adresser plusieurs recours au Conseil d'État pour obtenir l'annulation de ces décrets.

PRESSE

● *Un mouvement de grève limité*, observé depuis plusieurs jours à l'unité de production Nord-Print, à Roubaix (groupe Hersant) par les ouvriers du Livre pour obtenir des améliorations de salaires, entraîne des perturbations dans la sortie de plusieurs titres. Ce mercredi 25 février plusieurs éditions de *Nord-Matin* (Lille, Roubaix, Tourcoing, Armentières) et de *Nord-Eclair* (Lille) n'ont pu paraître. — *(Corresp.)*

● *Le nom de Guy Letellier*, qui figurait avec celui de Richard Liscia parmi les rédacteurs en chef de *France-Soir* dans le « pavé de l'ours » de ce journal, a brusquement disparu dans le numéro du lundi 23 février. Rappelons que M. Guy Letellier assume la direction rédactionnelle de *France-Soir Magazine*. Cette « disparition » a provoqué des remous dans la rédaction.

le journal mensuel de documentation politique
après-demain
(non vendu dans les kiosques)
offre un dossier complet sur :
OU EN EST LA DROITE EN FRANCE ?
Envoyer 25 francs (timbres à 1 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN 27 rue Jean-Dolent 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 80 F pour abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Le CNIP se dit « totalement satisfait » du « discours économique » du maire de Paris

M. Philippe Malaud, président du Centre national des indépendants et paysans (C.N.I.P.), a présenté, mardi 24 février, le programme économique que son mouvement a élaboré en vue de l'élection présidentielle. M. Malaud a confirmé que le C.N.I.P. ne présentera pas de candidat à cette élection. Il a souhaité que l'ensemble des candidats se réclamant de la majorité élaborent une *« plate-forme économique commune »* qui pourrait être appliquée après l'élection du président de la République. Dans les prochaines semaines, une délégation du Centre national des indépendants sera chargée d'entrer en contact avec les candidats de la majorité pour leur demander de prendre position sur les orientations du C.N.I.P. La délégation rédigera ensuite un rapport qui sera soumis au conseil politique du parti avant la date de clôture pour le dépôt des candidatures. Ce n'est qu'à ce moment-là, a précisé M. Malaud, que le C.N.I.P. annoncera le nom du candidat qu'il soutiendra le 26 avril.

Lors du second tour, le CNIP apportera son soutien au candidat « non marxiste » (M. Mitterrand est considéré comme un candidat marxiste par les dirigeants indépendants). Relevant une certaine convergence de vues entre les programmes de plusieurs candidats de la majorité et celui de son parti, M. Malaud a déclaré être *« totalement satisfait du discours économique actuel de M. Jacques Chirac »*, ajoutant : *« Nous souhaitons savoir sur quoi cela va déboucher » « Ce programme*, a-t-il noté, *rejoint le programme de M. Reagan, que nous avons été les seuls à soutenir »* M. Malaud a ensuite largement insisté sur la nécessité de *« revenir au libéralisme et à l'émancipation de l'économie »*.

Le programme économique du Centre national des indépendants et paysans est intitulé « Economie et liberté ». Il réclame *« une nouvelle approche des conceptions économiques »* et préconise notamment la suppression de l'encadrement du crédit (*« pour mettre fin au dirigisme du crédit »*), la destruction du *« monopole des banques »* par la réinstauration de la *« libre concurrence inter-bancaire »*. Dans ce système, le contrôle de la masse monétaire serait assuré grâce à l'institution d'un *« coefficient de réserve obligatoire »*. Le C.N.I.P. estime nécessaire une relance industrielle et préconise, en ce qui concerne le bâtiment par exemple, l'abrogation de la loi Galley (qui fixe un plafond légal de densité) et la correction de l'impôt sur les plus-values. Il souhaite aussi un relèvement du plafond des plans d'épargne-logement. Dans le secteur de l'automobile, le parti de M. Malaud recommande de ramener la T.V.A. de 33 % à 20 %. Il suggère aussi la relance des investissements industriels par la suppression de la double imposition des bénéfices et par l'introduction de l'avoir fiscal à 100 %.

Dans le domaine fiscal, le C.N.I.P. estime que les tranches du barème de l'impôt sur le revenu doivent être *« entièrement revues »* et qu'une *« réforme complète »* de la taxe professionnelle s'impose. Enfin, pour lutter contre le chômage, il suggère trois mesures *« immédiatement applicables »* : la suppression du pacte national pour l'emploi des jeunes ; l'exemption de *« toutes cotisations sociales »* pour les entreprises embauchant un demandeur d'emploi inscrit au chômage, et la faculté offerte aux entreprises de licencier *« sous préavis de deux mois sans autres formes d'obligation »*.

● *Le comité central bonapartiste et le conseil municipal d'Ajaccio* ont décidé, lundi 23 février, à l'unanimité, *« de tout mettre en œuvre afin d'assurer le succès des candidats à l'élection présidentielle issus de la majorité »*.

● *Le Front national des rapatriés français de confession islamique*, que préside M. Hachemi Bounini, estime que le mouvement du RECOURS (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spoliés d'outre-mer), dont le coordonnateur est M. Pierre Laffont, ancien déporté, se livre à des *« manigances »*, et lui dénie *« le droit de prétendre parler au nom de la communauté musulmane »*. Il précise également qu'il ne participe plus au conseil national de coordination des associations de Français musulmans.

L'INCROYABLE VOYAGE DE MADEMOISELLE MARTHE

"Je ne partirai plus jamais avec Marthe".

« Plus jamais, répéta Germaine. Ni nulle part.
– Si vous nous racontiez tout ça, suggéra le reporter.
Grâce à la cagnotte qu'elles s'étaient constituée en jouant au jacquet à un sou le point, Germaine et Marthe, les deux inséparables du Foyer Vermeil de Courson-les-Carrières (Yonne) avaient pu réaliser leur rêve de bout du monde. Bali...
Après quelques escales enchanteresses, Germaine se crut pendant quelques jours transportée au Paradis : l'air sentait le pain d'épices, on entendait des



chants d'oiseaux, des rires d'enfants, des crécelles, et de temps en temps, un petit garçon aux immenses yeux noirs leur portait une corbeille chargée de fruits.
Malheureusement pour Germaine, Marthe décida bientôt d'explorer l'île. Et quand elles arrivèrent chez le loueur de deux-roues...
– Oh, le petit monstre ! dit Marthe.
– Tu ne vas tout de même pas ! implora Germaine.
C'était une Mamamouchi 125, aux chromes étincelants. Marthe fonça sur l'engin, l'enfourcha, intima à la pauvre Germaine d'en faire autant et démarra avec une énergie qui fut fatale à trois poules et un perroquet.
Le reste du séjour fut un enfer. Finies les heures délicieuses à se balancer dans un hamac, finies les promenades au crépuscule ! Plus rien, rien que le vrombissement de la machine sillonnant du matin au soir tous les sentiers de la forêt.
– On raconte que ça vous a guéri votre lumbago, dit, plutôt perfidement, le journaliste.
– Les médecins n'y comprennent rien. Mais ce n'est pas une raison ! Et ce n'est pas non plus parce que Marthe est devenue championne de motocross que je repartirai avec elle ! A mon âge, on a tout de même droit à certains égards !

nouvelles frontières
nous luttons pour le droit au voyage
66 bd Saint-Michel 75006 PARIS 329 12 14

PRÉSIDENTIELLE

M. Georges Marchais : le pouvoir et le patronat veulent casser la région parisienne

« Giscard d'Estaing et son gouvernement organisent sciemment le mal de vivre en région parisienne. Comme leurs ancêtres versaillais, ils rêvent d'en finir avec le mouvement populaire, avec ses conquêtes démocratiques, avec ses luttes et ses succès », a déclaré M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français, devant l'Association des journalistes d'Ile-de-France dont il était l'hôte le mardi 24 février.

Pour lui, *« le pouvoir et le patronat veulent casser la région parisienne »* à cause de l'influence qu'y exercent les communistes. Pour s'y opposer, le P.C. propose, a rappelé son candidat à l'élection présidentielle, de *« combattre tout licenciement, toutes les fermetures d'entreprises »*, de *« sauvegarder les terrains pour les industriels au lieu de les livrer aux promoteurs »*, de *« refuser tout déplacement et toute mutation imposés sous prétexte de décentralisation »*.

En dehors de l'emploi, le principal problème de l'Ile-de-France est pour M. Marchais le logement. *« Il faut*, dit-il, *juguler les spéculations, interdire la construction de luxe et de grand standing. »*

Il propose de construire cent mille logements sociaux par an pendant cinq ans en région parisienne (il s'y construit actuellement quarante-cinq mille logements par an toutes catégories confondues). Pour financer cet effort, il propose de *« frapper les profits immobiliers »* et de faire passer de 1 % à 2 % de la masse salariale la contribution patronale au logement. De plus, le secrétaire général du P.C. souhaite que les communes disposent d'un droit de préemption lors de toute vente de terrain, *« y compris lors de la vente de pavillons »*. Tout cela devrait, aux yeux de M. Marchais, *« contribuer à rendre Paris et sa banlieue à sa population laborieuse, à sa jeunesse »*.

Immigration, drogue, sécurité

Interrogé sur la campagne de son parti contre les ghettos d'immigrés, le candidat communiste à l'élection présidentielle a expliqué : *« Nous n'agissons pas pour des raisons électorales, ce n'est pas pour nous un problème nouveau. Quand la concentration de travailleurs immigrés est trop importante, de nombreux problèmes se posent, qui conduisent au racisme. Les travailleurs immigrés ont leur façon de vivre, les travailleurs français ont la leur. Elles ne concordent pas, et cela peut conduire à des heurts (...). La population ne peut accepter que le budget social des communes soit absorbé par la situation dans laquelle se trouvent les travailleurs immigrés (...). Il y a aussi des problèmes dans les écoles, où se trouvent un grand nombre d'enfants étrangers. »* A ce sujet, M. Marchais a menacé de révéler les noms de *« ceux qui accusent les communistes de racisme et qui retirent leurs enfants des écoles où il y a de nombreux enfants d'immigrés »*. Mais il a souligné : *« Jamais, nous, les responsables communistes, n'avons parlé de quotas d'immigration. Ce sont là des problèmes humains qui ne se règlent pas de manière abstraite. »*

« Il y a en France de nombreux chômeurs français ou étrangers. Il vaut mieux donner du travail à ceux qui sont sur le territoire national plutôt que de faire venir d'autres travailleurs étrangers », a ajouté le secrétaire général du P.C., qui a rappelé le sens de la lutte que son parti a d'autre part entamée contre le « fléau » de la drogue et s'apprête à relancer en faveur d'une plus grande sécurité en ville.

Interrogé enfin sur les résultats de divers sondages récents le créditant de 14 ou 15 % des suffrages, le candidat communiste à l'élection présidentielle a répliqué qu'en 1969 M. Jacques Duclos, qui n'obtenait que 9 % des intentions de vote avant le premier tour, avait fait finalement 21 % des suffrages. *« La question capitale qui se pose aujourd'hui »*, a répété le dirigeant communiste, *« c'est le résultat que fera le candidat communiste au premier tour »*.

THIERRY BRÉHIER.

Mme CATHERINE CLÉMENT EST EXCLUE DU P.C.F.

Mme Catherine Clément, journaliste et écrivain, confirme que la cellule du P.C. à laquelle elle appartenait a considéré, par un vote unanime, qu'elle n'était *« plus membre du parti communiste »*.

Mme Clément écrivait dans son journal, *le Matin*, numéro du 20 février : *« Quitter* [le P.C.] *? Ils n'attendent que cela. Les intellectuels, pour la plupart, sont partis, parce qu'ils ne supportaient pas la dégradation de leur parti. On ne les retient pas, au contraire, on leur ouvre la porte. Quitter ? Non. Même ce geste n'a plus de sens, immédiatement récupéré, non sans raisons, par l'autre face du monde, en laquelle je ne me reconnais pas non plus. Rester ? Egalement impossible sans déchoir. Nous sommes ainsi quelques-uns, plus nombreux qu'on ne le sait, à être devenus ce que Gogol appelait des « âmes mortes »*.

[Née le 10 février 1939 à Boulogne-Billancourt, Mme Catherine Clément, agrégée de philosophie, a enseigné notamment au lycée de Beauvais, à la Sorbonne et à l'université de Paris-I. Depuis 1978, elle assure les responsabilités de chef du service culturel au « Matin de Paris ».]

Le voyage de M. François-Poncet à Washington

M. GREMETZ (P.C.) : le vassal et le suzerain.

M. Maxime Gremetz, membre du bureau politique du parti communiste, a commenté en ces termes, mardi 24 février, la visite que M. François-Poncet vient de faire à Washington :

« Alignement atlantique et allégeance à l'impérialisme américain ont en effet été les axes principaux de cette visite du ministre des affaires étrangères aux Etats-Unis. Rarement le gouvernement français aura été si loin dans cette voie (...).

» Il est particulièrement scandaleux, alors que les Etats-Unis participent directement à la répression sanglante menée contre le peuple du Salvador, de voir le ministre des affaires étrangères de notre pays apporter son soutien à cette intervention, sous gères. »

» Ce voyage, qui a des allures de visite de vassal à son suzerain, illustre une politique qui met en cause l'indépendance de la France, tourne le dos à ses intérêts et au rôle qui devrait être le sien dans l'arène internationale. »

(Publicité)

NON AU RACISME ANTI-DROITE

Le mardi 13 janvier 1981, pour la huitième fois en moins de 3 ans, la Librairie Française a été l'objet d'un attentat.

Cette série d'agressions à main armée, d'incendies par explosifs et de déprédations suivies de vols a occasionné des dégâts matériels considérables, détruit des milliers d'ouvrages et, chose plus grave encore, blessé plusieurs personnes.

Nous sommes donc évidemment amenés à protester contre les auteurs de ces attentats, imperturbablement revendiqués de signatures nébuleuses, imaginaires ou évanescentes.

Mais bien plus encore nous dénonçons la constante impunité des agresseurs appuyée sur l'inertie des services policiers, relayée par l'indifférence de la plupart des moyens d'information.

Contre les agresseurs qui l'attaquent et contre la lâcheté des pouvoirs publics qui ne font pas appliquer la loi, nous avons résolu de soutenir la LIBRAIRIE FRANÇAISE.

Rappelant que cette petite maison d'édition et de librairie, certes cataloguée à droite, parce qu'en fait elle est nationale et non conformiste, a le droit de bénéficier de la liberté d'expression

Rappelant que son activité strictement légale ne s'inscrit dans le cadre d'aucun engagement partisan, mais qu'elle est largement ouverte à toute une famille de pensée dont elle sert de carrefour aux opinions libres et fort diverses.

Nous appelons tous les gens de cœur à soutenir avec nous la *Librairie Française* et à rejoindre notre Comité de soutien.

Une première liste de souscriptions a recueilli entre autres noms ceux de Mgr Ducaud-Bourget, du Pr. A. Dauphin-Meunier ; de MM. F. Brigneau, G. Gaudy, Saint-Loup, Mme R. Gillouin, écrivain ; MM. P. Camus, Dr. de Défense de la Langue Française, M. Schneider, Dr de Stratégie et Défense, X. Leurquin, P. Panty, journalistes, Alain Robert, Alain Renault, H. Janin, A. Sibel, éditeurs ; René Denis, prés. de sociétés, E. Rouvellou, Fr. Jullien, J.-B. d'Astier de la Vigerie ; B. d'Entremont, ingénieur, Ph. Bourcier de Carbon, M. de Rostolan, prés. du cercle Renaissance.

Les dons et les signatures doivent être adressés directement à la Librairie Française, 27, rue de l'Abbé-Grégoire, 75006 PARIS ; versements à l'ordre de Mme Jacqueline BEAU de LOMENIE.

SOMMET INTERNATIONAL A POINTE-A-PITRE

La France, la C.E.E. et les pays de la Caraïbe étudient l'établissement d'une coopération régionale

Correspondance

Pointe-à-Pitre. — *« Nous ne parlons pas la même langue, mais il est devenu impératif pour nous de mieux nous comprendre et de nous entendre. »* C'est en ces termes que le président de la chambre de commerce de Pointe-à-Pitre, M. Yves Pravaz, a accueilli, lundi 23 février, les quatre cent cinquante participants au sommet économique international Europe - Antilles - Caraïbes réuni jusqu'au 26 février en Guadeloupe.

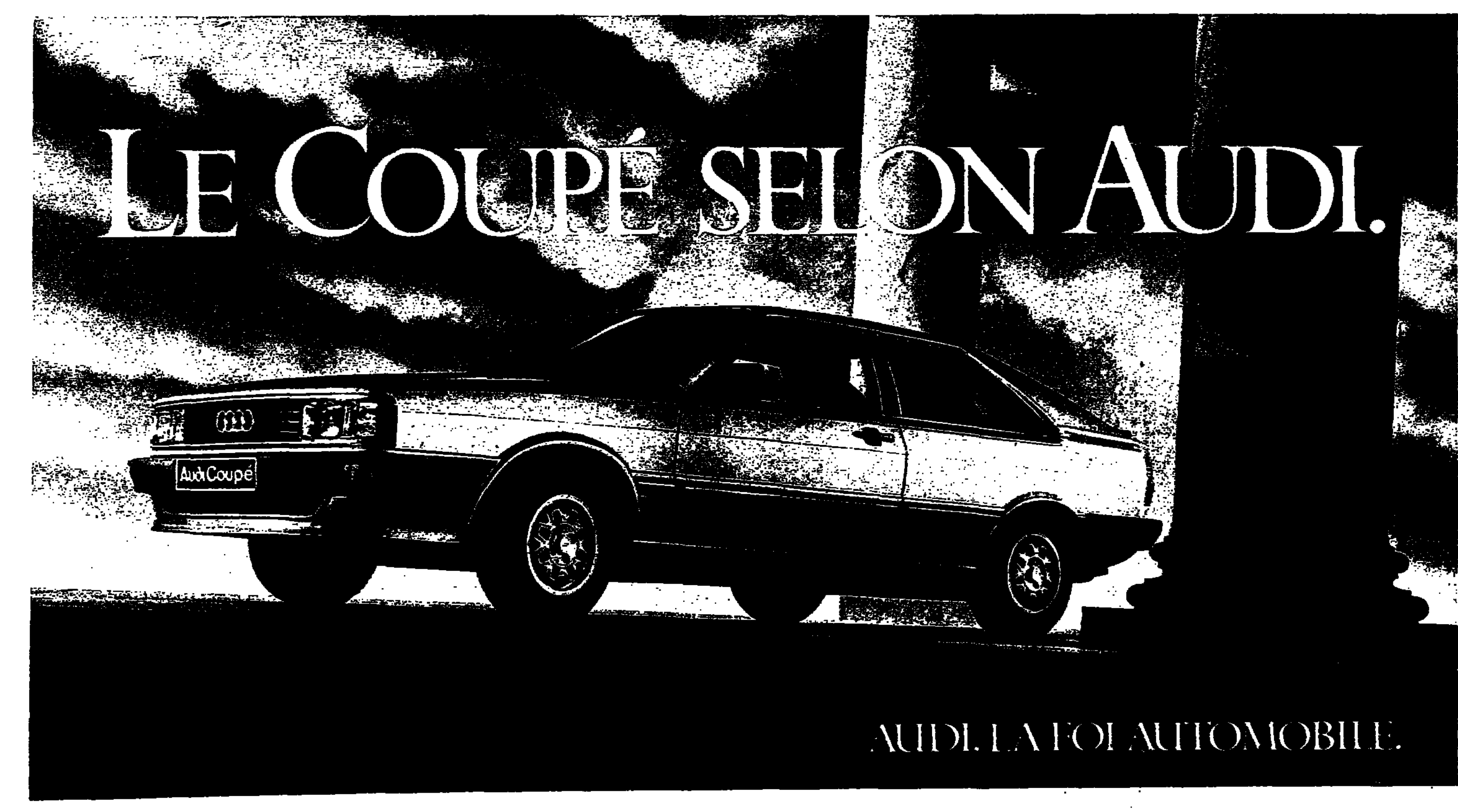
Les responsables économiques des trois départements des Antilles et de la Guyane, les délégations des Etats indépendants des Caraïbes signataires des accords de Lomé, des représentants de la Commission des Communautés européennes, ainsi que M. Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, sont venus à Pointe-à-Pitre pour assister à cette rencontre — la première du genre — dont l'objectif est de jeter les bases d'une coopération économique régionale dans la Caraïbe. Les travaux des trois commissions prévues doivent porter sur le développement des échanges commerciaux, la coopération financière et technique entre les Etats A.C.P et les DOM, les projets régionaux (promotion touristique, liaisons aériennes et maritimes, prévention contre les cataclysmes).

Les premiers échanges de vues ont abouti à l'adoption d'une résolution proposant aux gouvernements des Etats de la Caraïbe la création d'une compagnie aérienne régionale qui remplacerait les diverses petites compagnies locales.

Le G.L.A. précise ses objectifs

Tandis que les travaux s'engageaient, les policiers du département poursuivaient leur enquête après les deux nouveaux attentats commis le 18 février, à Pointe-à-Pitre, et imputés au Groupe de libération armé de la Guadeloupe (*le Monde* du 20 février).

Le groupe clandestin a adressé récemment à plusieurs journaux guadeloupéens et métropolitains un texte dactylographié de seize feuillets intitulé « Manifeste du G.L.A. », dans lequel il précise notamment les moyens de *« guérilla »* qu'il prétend mettre en œuvre *« pour conquérir l'indépendance nationale »* de l'île. Il fournit notamment quelques indications sur son organisation : des *« noyaux de combattants »* composés chacun de *« deux, trois ou quatre hommes »* et *« rigoureusement compartimentés »*, sous les ordres d'un commandement central. Le G.L.A. propose, à terme, l'*« instauration d'une République démocratique »*, la *« mise en place d'un gouvernement provisoire constitué des membres des organisations patriotiques »* qui auront *« concouru à arracher l'indépendance »* puis *« la mise en place d'un gouvernement fort »*.



AUDI COUPÉ. Deux portes n'ont jamais suffi à faire un coupé. C'est le moteur qui fait le coupé. Celui de l'Audi GT 5S est le fameux 5 cylindres d'Audi.

Ainsi le coupé GT 5S est le premier coupé au monde équipé d'un moteur 5 cylindres. Si vous avez toujours foi en l'automobile, prenez note : 85 kW/115 ch DIN, 1,9 l de cylindrée, 9 CV fiscaux. De 0 à 100 km/h en 10,3 secondes et 183 km/h sur circuit. Voilà pour la puissance. Pour le plaisir, un moteur 5 cylindres. Souple comme un 6 cylindres, mordant comme un 4 cylindres.

Parfaitement adaptée, la boîte est une 5 vitesses. Roulez, regardez le compteur, regardez la jauge. Ce coupé est brillant, mais raisonnable. Pour la tenue de route, là aussi, l'efficacité prime : roues indépendantes, traction avant, avec jambes de force et essieu stabilisateur à l'arrière. Les freins, eux aussi, ont fait leurs preuves chez Audi : double circuit en diagonale avec direction autostabilisante, servofrein et répartiteur de puissance.

Décidément, le coupé GT 5S n'est pas une voiture coupée en deux. Preuves supplémentaires : ses 5 places avec sièges anatomiques et dossiers galbés, son vrai coffre de 494 litres, sa direction assistée pour rouler et se garer en douceur. 5 cylindres, 5 vitesses, 5 vraies places, le coupé Audi GT 5S offre plus d'une raison de croire encore en l'automobile.

V.A.G, le réseau Volkswagen et Audi, vous présente les Audi dans 600 points de service.

A PARTIR DE 66.900 F*

Audi

Grey France

Valeurs de consommation UTAC : – à 90 km/h : 6,5/100 km - à 120 km/h : 8,5/100 km – en ville : 12,5/100 km – Existe en version automatique avec supplément de prix. *Prix T.T.C. au 15/01/81.

IMP HELIO CORBEIL

Le Monde

société

PRÉSENTANT UNE PROPOSITION DE LOI SUR LA POLICE

M. Fiterman appelle « les travailleurs et la population à agir eux-mêmes pour faire reculer l'insécurité »

Puisque le pouvoir *« cultive la peur dans les quartiers et cités populaires »*, puisqu'il *« cherche à créer un climat propice à la remise en cause des conquêtes démocratiques des travailleurs et des libertés »*, comme l'a déclaré, mardi 24 février, M. Charles Fiterman, secrétaire du comité central du P.C., lors d'une conférence de presse, il faut, de toute urgence, *« mettre la police au service exclusif de la sécurité des gens, de la protection des biens publics et privés, de la garantie des libertés individuelles et collectives »*.

M. Fiterman a appelé, à cette occasion, *« les travailleurs et la population à agir eux-mêmes pour faire reculer l'insécurité »*. *« Nous sommes déterminés*, a-t-il dit, *à ne pas laisser nos villes devenir des petits Chicago des années 30 ou des New-York des années 80. »*

Les communistes ont déposé, le 17 décembre 1980, à l'Assemblée nationale, une proposition de loi-cadre sur *« l'utilisation démocratique de la force publique »*. Elle a été commentée par MM. Maxime Kalinsky, député du Val-de-Marne, et Louis Baillot, député à l'Assemblée européenne, présents aux côtés de M. Fiterman. Elle dénonce, dans son préambule, *« l'insécurité publique organisée et entretenue volontairement par le pouvoir giscardien »*, et le rôle que celui-ci fait jouer à la police *« mise de plus en plus au service, non de la nation, mais d'une politique de classe »*.

Les remèdes

Au nombre des remèdes et réformes proposés par le P.C., figure une meilleure organisation de la prévention : les communistes veulent *« associer les différentes catégories de population intéressées (policiers, mais aussi associations de parents d'élèves, de locataires, organisations professionnelles, etc.)*, aux diverses formes que peuvent revêtir les activités préventives, et notamment la technique de l'îlotage *« qui devra être étendue, mais pas confondue avec toutes formes d'unité mobile départementale de sécurité »*

Redéfinir les missions de la police et faire en sorte qu'elle ne soit plus amenée à intervenir dans le règlement des conflits politiques ou sociaux ; la réorganiser *« en fonction des principes fondamentaux de la séparation des pouvoirs »*, c'est-à-dire retirer aux préfets les pouvoirs qui sont actuellement les leurs en matière de police judiciaire, et confier cette responsabilité aux présidents des conseils généraux ; faire du policier *« un citoyen à part entière »* et ne plus le laisser *« subir des discriminations particulières qu'aucune raison sérieuse ne fonde »* ; assurer un contrôle de l'utilisation des forces de police au triple niveau des collectivités locales, juridictionnel et national, autant de souhaits contenus dans cette proposition.

[L'appel aux travailleurs lancé par M. Fiterman ne risque-t-il pas d'encourager l'organisation de groupes « d'autodéfense » ? A cette question, le secrétaire du comité central du P.C.F. a répondu : « Absolument pas. Ce qui engendre de telles réactions, par ailleurs limitées en nombre, c'est l'aggravation de l'insécurité et la carence des pouvoirs publics. (...) L'appel que nous faisons à l'action politique de masse pour faire reculer l'insécurité écarte le recours à de tels procédés. Au contraire, cette action permet aux gens de sortir de leur isolement, de renouer entre eux de véritables rapports de solidarité et d'obtenir des résultats importants. » L'article 6 de la proposition de loi prévoit que « toute activité de police parallèle ou privée est interdite ».]

● *Un nouveau Mouvement des athées* vient d'être créé. Son comité directeur provisoire est composé de MM. Jean Cabot, professeur à l'université de Paris-VIII ; André Courrier, inspecteur départemental de l'éducation nationale ; Roland Desne, professeur à l'université de Reims ; le docteur Guy Genestal ; MM. Jacques Gutwirth, ethnologue, docteur ès lettres, chargé de recherche au C.N.R.S. ; Claude Laveau, agrégé d'histoire, inspecteur d'académie honoraire ; François Lehmann, conservateur du musée minéralogique de Sainte-Marie-aux-Mines ; C.-G. Persigan, médecin-chef honoraire de la Caisse régionale d'assurance maladie de Paris, et le docteur Charles Prestat, directeur adjoint des services vétérinaires de la Marne.

(Adresse : Mouvement des athées, 2, rue Auguste-Barbier, 75011 Paris.)

MODELAGE SUR BOIS - MAQUETTES
MENUISERIE SUR MESURE
le bois universel
6, rue Bouin - 92 700 Colombes
Téléphone : 782-40-69

(Publicité)

UNE SENTINELLE CONTRE LE RACISME

Un appel de l'écrivain Vercors


VERCORS

Egoïsme, racisme et xénophobie sont profondément inscrits dans les gènes de l'animal : son agressivité défend son territoire contre tout empiètement.

D'instinct, l'homme primitif partage cet égoïsme, ce racisme, cette xénophobie. Mais justement : ce qui a fait que l'homme est homme et l'a distingué de l'animal, ce qui a fait son honneur d'homme, ce fut sa capacité de surmonter ses pulsions ancestrales, ce fut de les sublimer en solidarité pour le bonheur du genre humain. C'est à cela que veille la revue DIFFERENCES.

Toute rechute dans l'agressivité, la xénophobie, le racisme, est une rechute vers l'animalité, au grand dam du genre tout entier. Or la menace en est toujours présente.

Au moindre accroc, à chaque instant, racisme et xénophobie sont prêts à resurgir. Il nous faut être constamment sur nos gardes. DIFFERENCES s'y emploie.

DIFFERENCES veut être la sentinelle qui signale le danger qui, à travers des rubriques variées et accomplies, nous enseigne, nous renseigne, nous avertit. DIFFERENCES combat le racisme dans ses manifestations les plus virulentes mais aussi les plus secrètes, là où, dans notre propre esprit parfois, il mûrit sournoisement.

C'est pourquoi DIFFERENCES est indispensable et pourquoi ce nouveau mensuel doit être soutenu.

Différences Nouveau magazine mensuel contre le racisme, créé à l'initiative du Mrap.
Pour ne pas laisser sans réponse la voix du racisme.

BULLETIN D'ABONNEMENT — **Différences**

Abonnement de fondateur
Un an : 140 F - 6 mois : 75 F
Soutien : 200 F ou plus
Abonnement d'honneur : 1 000 F

120, rue Saint-Denis, 75002 Paris
s/c SARL Droit et Liberté
C.C.P 92 3891 Paris

(Etudiants et chômeurs - Un an : 120 F - 6 mois . 65 F
Joindre une photocopie de la carte d'étudiant ou celle de pointage)

NOM : .... Prénom : ....
Adresse : ....
.... Profession : ....
Abonnement un an/6 mois - Somme versée : ....

JUSTICE

L'APPLICATION DE LA LOI « SÉCURITÉ ET LIBERTÉ »

Les nouveaux « flags »

Les flagrants délits sont morts. La loi « sécurité et liberté » les a enterrés. Au tribunal de Paris, où siégeait, jusqu'au début de ce mois, la seule chambre spécialisée en France dans la répression des « flags », la procédure de « saisine immédiate », qui permet de juger un prévenu sans avoir recours à un juge d'instruction, les a remplacés. Plutôt bien que mal.

Avant l'entrée en vigueur de la loi, les délinquants pris sur le fait comparaissaient immédiatement devant le tribunal. Mais il fallait pour cela que le délit soit flagrant. La loi Peyrefitte a supprimé cette condition. Il suffit désormais que le procureur de la République estime que les charges réunies sont « suffisantes » et que la peine prévue n'excède pas cinq ans.

L'objectif de cette réforme était d'empêcher que des affaires simples, dont les protagonistes n'ont pas été pris sur le fait, puissent être jugées très vite, en évitant l'ouverture d'une information, lourde et parfois inutile. Il est superflu de saisir un juge d'instruction lorsque l'auteur d'un vol de tableaux avoue et que ces tableaux sont retrouvés chez lui. Cela accroît la tâche des juges d'instruction et prolonge inutilement la détention provisoire.

L'idée n'est pas mauvaise, mais on pouvait craindre que cette extension de la procédure des flagrants délits à des infractions non flagrantes ne multiplie les jugements hâtifs prononcés, comme aux « flags », sans examen approfondi des faits. M. Peyrefitte a vanté *« la suppression des flagrants délits »*, qui ont mauvaise réputation. A l'inverse, les adversaires du projet s'inquiétaient de cette *« généralisation des flags »*, sans le nom. Qu'en est-il ?

En nombre d'affaires traitées, les incidences de la nouvelle loi sont limitées. Du 5 au 17 février 1981 302 affaires sur 551 ont fait l'objet d'une saisine immédiate du tribunal, soit 55 %. En 1980, au cours de la même période, 45 % des infractions avaient été jugées selon la procédure des flagrants délits. Ces chiffres ne portent que sur une période très brève, mais il est difficile de parler de généralisation des flagrants délits. On le doit au Sénat, qui a estimé que, au-dessus de cinq ans d'emprisonnement prévus par la loi, l'instruction restait obligatoire. Le projet de M. Peyrefitte ne prévoyait aucune limite de ce genre.

Le choix — déterminant — de la saisine immédiate ou de l'ouverture d'une information par un juge d'instruction se fait à la huitième section du parquet, hors de la présence d'un avocat. Avant l'entrée en vigueur de la loi, le prévenu pouvait se faire assister d'un défenseur. Il est vrai qu'à cette époque les substituts étaient habilités à délivrer un mandat de dépôt, ce qui n'est plus le cas, cette charge revenant au tribunal. Cette mise à l'écart des défenseurs a été très critiquée. Mais la réalité est plus complexe. Avant l'entrée en vigueur de la loi, lorsque le substitut avertissait le prévenu qu'il pouvait se faire assister d'un défenseur, le plus souvent, le prévenu refusait, craignant, par ignorance, de compliquer son affaire.

Aujourd'hui, le délinquant est mis immédiatement en rapport avec un avocat commis d'office, après son audition par le substitut. Un entretien très bref a lieu sur place, dans un local isolé, avant la comparution du prévenu, quelques instants plus tard, devant le tribunal. Mais c'est le même avocat qui défend le prévenu à l'audience, alors qu'auparavant le délinquant qui avait accepté d'être assisté, devant le substitut, par un défenseur avait affaire, aux flagrants délits, à un autre avocat qui découvrait l'affaire à ce moment-là. De ce point de vue, la nouvelle loi a des conséquences inattendues mais positives.

Avant d'être déféré au parquet, le prévenu aura eu, au dépôt, une entrevue avec un enquêteur social chargé de cerner son environnement personnel : emploi, famille, ressources.

Selon que le tribunal aura affaire à un délinquant occasionnel, que son employeur est prêt à aider, ou à un récidiviste sans attaches familiales ni domicile fixe, il ne délivrera pas de la même manière un mandat de dépôt. Ces enquêtes sociales existent depuis deux ans à Paris. Mais la loi « sécurité et liberté » leur a donné une base légale. Il reste à augmenter le nombre des enquêteurs. Cela permettrait, en amont, de communiquer les renseignements recueillis aux substituts, à condition que ceux-ci, qui n'y sont pas tenus, acceptent d'en tenir compte.

« Des jugements hâtifs »

Les « flags », sous leur nouveau nom, ont-ils changé ? Oui, mais moins du fait de la loi Peyrefitte que de la pratique qui s'est instaurée depuis dix-huit mois environ à Paris. Il a suffi pour cela qu'on défère moins d'affaires à la vingt-troisième chambre — spécialisée dans les flagrants délits, — renvoyant le surplus à la vingt-quatrième, et, aujourd'hui que la procédure de saisine immédiate vise des délits plus nombreux à la dixième, douzième, quatorzième, etc.

Il suffit de pénétrer dans ce qui fut les « flags » pour s'apercevoir que les affaires y sont généralement traitées avec moins de précipitation. Cela ne tient pas à la loi « sécurité et liberté » mais au choix des hommes. Là où tel président expédiait cinq ou six affaires à l'heure, tel autre en examine deux ou trois. Davantage de jugements sont mis en délibéré et non rendus immédiatement. Les prévenus, même s'ils sont condamnés sévèrement, ont le sentiment d'avoir été mieux écoutés et de ne pas être victimes d'une justice expéditive.

Les craintes qui subsistent portent sur les affaires dites élucidées, déférées au tribunal selon la procédure de saisine immédiate. Après les incidents du 23 mars 1979 à Paris, des manifestants avaient été traduits devant les « flags » alors qu'une instruction sérieuse en aurait probablement disculpé certains. Le danger d'enquêtes préliminaires bâclées donnant lieu à des jugements hâtifs subsiste. Il est accru par le nombre des affaires jugées aujourd'hui après saisine immédiate du tribunal. Dans le souci d'accélérer le cours de la justice et de faire face à l'augmentation du nombre des affaires, la loi Peyrefitte a imaginé un mécanisme qui accroît les dangers de dérapage. C'est la vraie question — à laquelle il est un peu tôt pour répondre — que posent les nouveaux « flags ».

BERTRAND LE GENDRE.

Saisine directe pour un million de dollars

La procédure de saisine directe, qui a remplacé celle des flagrants délits, a été appliquée à Paris pour une affaire dépassant la routine quotidienne. La douzième chambre correctionnelle présidée par Mme Marguerite Fouret avait en effet à juger le 20 février M. Robert Afonso, trente-quatre ans, chauffeur-livreur à Marseille, et M. Boudjema Makdoud, trente et un ans, Parisien, sans profession, pour avoir servi d'intermédiaires dans une opération de vente de dix mille faux billets de 100 dollars.

Agissant sur des renseignements fournis par la police marseillaise, des policiers parisiens, au terme d'une filature qui les avait conduits dans plusieurs bars de la capitale où s'étaient tenues de mystérieuses rencontres, avaient pu arrêter le 4 février M. Afonso à la gare du Nord alors qu'il venait de prendre possession des dix mille faux billets enfermés dans des sacs en plastique. M. Makdoud, qui devait transmettre la « marchandise » aux acquéreurs fut arrêté ensuite. Mais les trafiquants repérés par les enquêteurs lors des divers rendez-vous leur ont échappé.

Devait-on renoncer pour autant à essayer de remonter les filières à la fois du côté des fournisseurs et de celui des acheteurs ? « Une information judiciaire n'aurait rien apporté », *affirma M. Jean-Claude Dauvel, substitut. Les défenseurs, Mes Philippe Lemaire et Paul Dordato, étaient d'un avis opposé, faisant remarquer que leurs clients auraient pu éventuellement démontrer qu'ils n'étaient pas des trafiquants professionnels.*

Mais ils n'ont pas insisté, car des investigations plus poussées auraient pu aussi bien nuire aux deux prévenus, d'autant plus que, poursuivis pour recel de faux titres au porteur et non pour recel de fausse monnaie étrangère, ils risquaient seulement trois années de prison et non cinq. Finalement, le tribunal a infligé trois ans d'emprisonnement à M. Makdoud et deux ans à M. Afonso.

J. L.

Après la tentative de meurtre sur un gardien de prison

Une avocate de Philippe Maurice est entendue par la police

Philippe Maurice, vingt-quatre ans, détenu dans le quartier des condamnés à mort de la prison de Fresnes depuis sa condamnation par la cour d'assises de Paris, le 28 octobre 1980, pour le meurtre d'un policier (« le Monde » du 30 octobre 1980), a grièvement blessé de deux balles de calibre 11,43, dans l'après-midi du mardi 24 février, M. Jacques Bouvier, quarante-deux ans, surveillant chef. Atteint au ventre et à un pied, M. Bouvier, marié, père de trois enfants, a été transporté par hélicoptère à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil où il a été opéré. L'opération a duré six heures, et son état est toujours considéré comme grave. Une enquête judiciaire et une enquête administrative ont été ouvertes pour déterminer de quelles « négligences » ou « complicités » a pu bénéficier Philippe Maurice.

Une avocate, Me Brigitte Hemmerlin, qui avait rendu visite à Philippe Maurice, mardi matin à 10 h. 30, a été interpellée mardi soir et conduite au quai des Orfèvres où elle a été placée en garde à vue et longuement entendue. Son audition dans les locaux de la brigade criminelle continuait ce mercredi 25 février dans la matinée. Philippe Maurice, extrait vers 20 heures de la prison de Fresnes, a été lui aussi conduit au quai des Orfèvres, où il est entendu dans les locaux de la brigade criminelle. Ce transfert a été rendu nécessaire afin de procéder à de minutieuses auditions et à des confrontations avec l'avocate.

En fin de matinée, Me Hemmerlin aurait reconnu, devant les policiers de la brigade criminelle, avoir remis mardi matin « un colis-cadeau » à son client. Si cela était, cela prouverait qu'une exception a été faite aux règles ordinairement suivies en matière de fouille de colis.

Vers 15 heures, mardi, M. Jacques Bouvier, surveillant-chef, est allé chercher Philippe Maurice, pour sa promenade quotidienne qu'il doit faire seul, menottes aux mains, dans une petite cour, attenante à sa cellule et recouverte d'un grillage.

En entrant dans la cellule, il s'est trouvé face au détenu, armé d'un revolver à barillet de calibre 11,43, copie d'une arme ancienne. Philippe Maurice voulait-il prendre le surveillant en otage et tenter une évasion ? On l'ignore encore, tout comme on ignore ce qui s'est passé exactement, puisque l'état de M. Bouvier ne permet pas qu'on l'interroge. On sait seulement que quelques instants après l'ouverture de la cellule, Philippe Maurice a tiré à deux ou trois reprises. Deux balles ont touché M. Bouvier, qui a cependant réussi à désarmer le détenu. Entendant les détonations, les surveillants ont fermé toutes les portes du quartier, se sont précipités, et ont rapidement maîtrisé le détenu.

Pour M. Christian Dablanc, directeur de l'administration pénitentiaire, le geste de Philippe Maurice est *« pour l'instant inexplicable »*. *« L'hypothèse la plus simple est bien sûr celle de l'évasion*, précise-t-il, *mais il paraît certain qu'elle était vouée à l'échec. »* Quelles que soient les motivations de ce geste, la première question que cherchent à résoudre les enquêteurs, est celle de l'entrée d'une arme dans la cellule d'un condamné à mort.

Le 30 octobre 1980, après sa condamnation à mort, Philippe Maurice avait été transféré de la prison de Fleury-Mérogis à celle de Fresnes, dans une des cellules du quartier des condamnés à mort — la seule qui soit occupée actuellement dans cette prison. Elle se trouve dans un bâtiment isolé, protégé par un mur, *« dans une cour elle-même close »*, précise-t-on à l'administration pénitentiaire. Les conditions de détention des condamnés à mort sont déterminées par les articles D 499 à D 504 du code de procédure pénale. Ceux-ci prévoient notamment que les condamnés *« font l'objet d'une surveillance de jour et de nuit destinée à empêcher toute tentative d'évasion ou de suicide. A cet effet, ils sont placés dans une cellule spéciale, particulièrement sûre* — elle est toujours allumée — *et dont l'intérieur est visible d'un local voisin où se tient constamment un surveillant »* (D 501). Toutefois, lorsque M. Bouvier est entré, le surveillant qui occupe en permanence le local contigu à la cellule de Philippe Maurice venait de sortir pour chercher le manteau de celui-ci pour sa promenade.

Seuls les avocats ne sont pas séparés du condamné à mort par une vitre lors de leurs visites. Ils doivent cependant passer sous des portiques de détection dont la sonnerie se déclenche au passage de tout objet métallique. *« A Fresnes toutefois*, indique M. Dablanc, *il n'y a pas encore de portique dans cette partie de l'établissement. Le défenseur qui a rendu visite au condamné mardi n'a donc pas été contrôlé de cette façon. »*

La visite de l'avocat n'a pas lieu dans la cellule même du condamné à mort, mais dans un local voisin. Avant et après le parloir avec son avocat, le détenu est fouillé à corps. Mardi matin, toujours selon M. Dablanc, il a été fouillé par palpation seulement.

Après la visite de Me Hemmerlin, Me Thierry Herzog, un collaborateur de Me Jean-Louis Pelletier — défenseur de Philippe Maurice avec Mes Philippe Lemaire, Danielle Marion-Fondanèche lors de son procès auquel Me Hemmerlin n'a pas participé — s'est présenté à Fresnes en fin de matinée. Philippe Maurice lui a fait savoir qu'il ne souhaitait pas le voir.

Il semble que Philippe Maurice supportait de plus en plus difficilement l'attente du résultat de son pourvoi en cassation, l'incertitude quotidienne, depuis près de quatre mois, de son éventuelle exécution. En outre, il avait été très affecté par l'hospitalisation de sa mère, voilà quatre jours. Celle-ci, victime d'une grave crise nerveuse, suit un traitement psychiatrique intensif dans une clinique de la région parisienne.

JOSYANE SAVIGNEAU.

TROIS AFFAIRES

Après la tentative d'évasion de mardi, trois affaires distinctes sont reprochées à Philippe Maurice. La première est le meurtre, dans la nuit du 6 au 7 décembre 1979 à Paris, d'un gardien de la paix. Pour ce meurtre, Philippe Maurice a été condamné à mort par les assises de Paris le 28 octobre 1980. Son pourvoi n'a pas encore été examiné par la chambre criminelle de la Cour de cassation.

La deuxième affaire est la participation de Philippe Maurice, en septembre 1979, à une fusillade dans un parking de la rue Lecourbe à Paris (15e), au cours de laquelle un vigile avait été tué. L'instruction de cette affaire est terminée. Les défenseurs de Philippe Maurice se sont pourvus en cassation contre l'arrêt de la chambre d'accusation renvoyant l'inculpé devant la Cour d'assises de Paris.

Le troisième dossier qui va être ouvert contre Philippe Maurice est l'affaire de mardi, au cours de laquelle un gardien de prison a été blessé.

Seule l'instruction qui va être menée permettra de déterminer la qualification juridique de ce crime : tentative d'assassinat, coups et blessures volontaires, prise d'otage, au cas où Philippe Maurice aurait eu l'intention de s'évader en tenant le gardien sous la menace.

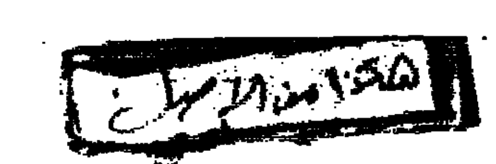
Pour cette affaire et pour celle de la rue Lecourbe, Philippe Maurice devrait comparaître à nouveau devant deux cours d'assises, à moins que son pourvoi soit rejeté et son recours en grâce refusé. Rien, en effet, n'oblige la justice, précise-t-on à la chancellerie, à attendre que les procédures engagées contre un condamné à mort aboutissent pour exécuter sa condamnation. Sinon, il pourrait continuer à s'en prendre à ses gardiens ou aux autres détenus, et retarder ainsi l'exécution de sa condamnation.

LES RÉACTIONS

Les représentants des syndicats C.F.D.T. et C.G.T. des prisons *« constatent que la mission traditionnelle de sécurité confiée au personnel conduit à une approche différente des moyens techniques nouveaux susceptibles d'assurer la sécurité d'ordre public qui lui est confiée, et approuvent toutes les initiatives prises en cette matière et demandent leur développement »*.

M. Aimé Pastre, au nom de la Fédération C.G.T. des personnels de la justice, a évoqué l'opposition qui s'était manifestée lors de la mise en place des portiques de détection d'armes à l'entrée des établissements, indiquant : *« Il s'avère que ces précautions étaient absolument nécessaires et doivent même être renforcées »*. Il a aussi *« salué la maîtrise et le sang-froid des personnels de la prison »*, et a souhaité que l'enquête ouverte par le parquet de Paris aboutisse *« rapidement et que les coupables soient démasqués »*.

PRECISION. — Le gala de soutien organisé par la Fédération anarchiste dans la nuit de samedi 21 au dimanche 22 février en faveur de vingt-sept jeunes inculpés d'injures envers l'armée, qui avait été interrompu par une vingtaine d'individus casqués et armés (*le Monde* du 25 février), avait lieu à Amiens.



2 tonnes Matral

"la confiance est tricolore"

Il faut être sûr de soi
comme les 2 tonnes Matral pour prétendre
se tailler une place au soleil
quand on ne cesse de brandir au-dessus
des productions françaises les menaces
de la concurrence étrangère.
La confrontation des 2 tonnes Matral
avec les géants internationaux a démontré
que les prix étaient compétitifs,
le matériel d'excellente tenue,
la technique d'avant-garde.
Les 2 tonnes Matral
sont assez fiers d'être français.



LA FORCE TRANQUILLE

MSM Place du 8 Mai 45
95190 Goussainville - tél. : 988.00.11.

JUSTICE

IDENTITÉ

Pour obtenir une nouvelle carte d'identité, il suffit généralement de remplir un formulaire, de fournir une fiche d'état civil et de présenter l'ancienne carte. Mais les Yvelines « bénéficient » du progrès technique et on y délivre désormais la fameuse carte informatisée et plastifiée, et l'ordinateur est très exigeant.

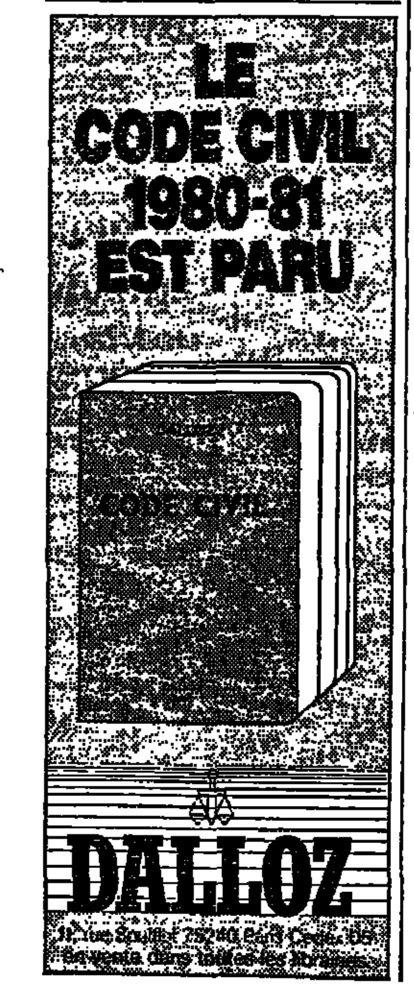
Une de nos lectrices de Saint-Germain-en-Laye s'est vu ainsi réclamer un timbre fiscal à 60 F, car la machine n'avale pas deux timbres à 30 F, et... un extrait d'acte de naissance de son beau-père. Française par son mariage en 1946, dans cette ville où elle habite toujours, elle doit, trente-quatre ans plus tard, se livrer à une véritable enquête pour attester que son époux était bien, lui, Français de naissance...

Nouvelle inculpation dans l'affaire Dassin.

M. Raymond Thiry, cinquante-cinq ans, pilote d'avion, soupçonné d'avoir organisé un guet-apens, le 11 janvier au Fouquet's, contre la veuve du chanteur Joe Dassin pour tenter de la faire passer pour toxicomane en vue de l'empêcher d'obtenir la garde de ses deux enfants (*le Monde* du 13 février), s'est présenté spontanément, jeudi 19 février, en compagnie de son avocat, Mᵉ Roland Dumas, au cabinet de M. Claude Grellier, juge d'instruction à Paris, chargé de ce dossier. Il a été inculpé d'établissement de fausses attestations et de subornation de témoins, mais a été laissé en liberté. A sa sortie du palais, M. Thiry a déclaré : « *Je ne me suis jamais fait passer pour détective privé. La famille Dassin l'a dit parce que ça l'arrangeait (...). Ce dont je m'occupe avant tout c'est de combattre la drogue.* » Les trois autres inculpés de cette affaire, Mlle Nathalie Rollin, MM. Stéphane Boulot et Christian Le Bricquer, qui étaient incarcérés depuis le 11 février, ont été mis en liberté, les deux premiers, vendredi 20 février, le troisième, lundi 23 février.

● *Condamnations de trafiquants de drogue.* — Les malfaiteurs français et italiens arrêtés en novembre 1979 après le démantèlement, par le Service régional de la police judiciaire de Nice et les policiers italiens, d'un laboratoire de transformation de morphine base à San-Remo (Italie) (*le Monde* du 30 novembre 1979) ont été condamnés, lundi 23 février, par le tribunal de grande instance de cette ville. Jean-Claude Guillermet, trente-sept ans, qui avait utilisé, au moment de son arrestation, le pseudonyme de Michel Diot, et Antoine Restori, soixante-huit ans, un chimiste déjà en activité à l'époque de la French Connection, ont été respectivement condamnés à vingt-neuf ans et demi et vingt-six ans de réclusion criminelle. Leurs complices italiennes, Magdalena Lavagna, cinquante et un ans, et Anita Zappa, quarante-cinq ans, qui avaient prêté la villa où le laboratoire avait été installé, ont été condamnées à sept ans de prison. Une peine de vingt-sept ans a été prononcée par contumace contre Bernard Salibe, trente-cinq ans, de nationalité tunisienne, en fuite.

● *Une nouvelle prison à Lannemezan.* — Un centre de détention pénitentiaire pouvant accueillir deux cent vingt prisonniers sera construit en 1983 à Lannemezan (Hautes-Pyrénées).



SCIENCES

Le C.N.R.S., archipel de la recherche

III. — La démocratie à responsabilité limitée

par XAVIER WEEGER

Le « label C.N.R.S. », qui distingue les meilleures équipes de recherche et leur donne des moyens pour travailler, recouvre des situations fort disparates : bonnes et moins bonnes équipes fonctionnant de manière « autoritaire » ou « démocratique » (« le Monde » des 24 et 25 février).

Quarante et une « sections » qui se réunissent pendant six jours, deux fois par an, à l'automne et au printemps. Neuf cent quarante trois personnes au total qui se retrouvent, par groupes de vingt-trois, dans l'une des salles du siège du C.N.R.S, quai Anatole-France, à Paris, et qui forment, dans une formule unique au monde, une représentation « démocratique » de la communauté scientifique nationale : le comité national du C.N.R.S. est-il, comme semble le croire le ministre des universités, le bras par lequel s'exercerait une « dictature communiste » sur le principal organisme de recherche français (1) ? Est-il au contraire, comme le pense ce chercheur, une structure, un « parlement scientifique » « *dont on peut discuter l'organisation, mais dont le rôle est fondamental* » ?

Chargé, dit le statut du C.N.R.S., d'émettre « *des avis sur l'activité des chercheurs et la qualité des recherches dont l'évaluation lui est demandée* », le comité national a manifestement, dans le passé, joué un rôle moteur dans le fonctionnement de l'organisme. Sans que son pouvoir soit jamais total : son rôle, consultatif théoriquement, n'est en fait déterminant que pour ce qui concerne la carrière des chercheurs (recrutement, promotion jusqu'au grade de maître de recherche), où ses avis sont, sauf rare exception, suivis par la direction. Et comment pourrait-il en être autrement, s'agissant de jugements scientifiques à porter sur plusieurs milliers d'individus travaillant dans plusieurs centaines d'équipes qui sont autant de cas particuliers ? « *Les membres du comité national ont des informations que n'ont pas les directions scientifiques, qui, par leur nature même, peuvent surtout se pencher sur les urgences ou les difficultés*, souligne cet ancien directeur scientifique, qui affirme que cette instance *n'est pas aussi mauvaise qu'on le dit, il est bon qu'on le proclame.* »

Vote bloqué

Le fonctionnement du comité national, y compris dans ses avis sur les chercheurs, n'échappe certes pas aux critiques. La plupart de celles-ci paraissent en fait dépassées ou déplacées : durant les années 60, les portes d'entrée au C.N.R.S. étaient assez largement ouvertes, ce qui, sans aucun doute, a pu parfois favoriser un certain laxisme sur le niveau scientifique des candidats admis. « *On a été, à cette époque, trop peu sélectif*, concède un membre du comité national, directeur de recherche. *Et il m'est arrivé, une année, de découvrir parmi les candidats un jeune que j'avais collé la veille à son diplôme, et qui, sans mon intervention, aurait manifestement été recruté.* »

Dès le début des années 70, cependant, le temps des vaches grasses devait se terminer. On a pu, ces derniers temps, accuser les syndicalistes élus au comité national d'appliquer des procédures de vote bloqué pour favoriser la promotion du grade d'attaché à celui de chargé de recherche sur le seul critère de l'ancienneté. « *Peut-on le leur reprocher ?* », constatait-on alors à la direction du C.N.R.S. « *Le nombre de postes disponibles faisait qu'aucun autre critère n'était satisfaisant pour départager des candidats tous valables et que les plus anciens, après huit ans d'ancienneté, risquaient tout simplement d'être licenciés* », rappelle un ancien directeur général. Celui-ci avait d'ailleurs, à l'époque, clairement fait comprendre que, à ses yeux, ce « *passage attaché-chargé* » n'était qu'un « *processus d'écoulement* » que les sections du comité national devaient gérer au mieux.

Au grade supérieur (passage à la maîtrise de recherche), des tensions peuvent certes exister : elles tiennent surtout, reconnaissent plusieurs membres du comité national, à des différences de conception sur le rôle et le « *profil* » des maîtres de recherche. « *Faut-il donner la priorité au chargé de recherche brillant, et qui a manifestement un bel avenir, ou au chercheur d'une cinquantaine d'années, peut-être pas exceptionnel mais qui n'aura pas son pareil, grâce notamment à son expérience, pour bâtir et maintenir la cohésion d'une équipe ? En tout cas, je me suis toujours opposé, à ce niveau, à la promotion à l'ancienneté, qui est une démission, et qui revient à nier la spécificité d'un métier de création comme le métier de chercheur* », témoigne, par exemple, cet ancien président de section, militant communiste actif.

Pour la carrière des chercheurs, reconnaît-on presque unanimement, le comité national est proprement irremplaçable. Cette belle unanimité ne se retrouve pas, c'est le moins que l'on puisse dire, pour ce qui concerne les autres tâches confiées au comité national : en particulier pour la gestion des structures, des formations de recherche, et, plus largement, la détermination de la politique scientifique de l'organisme.

Vivement dénoncé par les syndicats de gauche, un glissement s'est nettement opéré depuis maintenant une dizaine d'années ; le comité national a certes vu sa zone d'influence s'accroître, en un sens, puisqu'il ausculte, depuis quelques années, les laboratoires propres et les autres formations spécifiques au C.N.R.S., jusque-là « *domaine réservé* » de la direction. Une évolution incontestable n'en a pas moins eu lieu : « *Le comité national ne peut pas se substituer aux directions scientifiques* », affirme par exemple un ancien titulaire de l'un de ces postes. « *De par le découpage en sections, il ne peut avoir qu'une vue partielle des problèmes. Et on ne peut évidemment compter sur lui pour résoudre rapidement les problèmes urgents. La procédure des commissions d'enquête, qui nécessitent au minimum un délai de six mois, est bien trop lourde.* »

« *Si l'on avait joué le jeu du comité national, le C.N.R.S. n'aurait pas pris à temps le virage de la biologie moléculaire* », souligne-t-on avec raison. Il s'agissait alors d'une discipline nouvelle qui, du fait du découpage des sections, n'entrait véritablement dans le champ d'action d'aucune d'entre elles. Et il a fallu une vigoureuse intervention extérieure à l'organisme, en l'occurrence un programme contractuel (une « *action concertée* ») financé par la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.), ensuite relayé par des procédures internes, pour que cette discipline puisse prendre un essor aujourd'hui incontestable.

De nombreux scientifiques n'en dénoncent pas moins ce qu'ils appellent un « *dessaisissement progressif* » du comité national. La direction du C.N.R.S. a, depuis 1970, multiplié des procédures de financement qui échappent au contrôle direct des sections : « *actions thématiques programmées* », « *programmes interdisciplinaires* » (le plus important, créé en 1975 est consacré à l'énergie solaire, et est sur le point d'être étendu à l'énergie d'une manière plus générale), « *groupes de recherches coordonnées* ». Dans tous les cas, pour les directions successives, il s'est agi, à l'évidence, de mettre en place des moyens souples pour infléchir, sur tel ou tel point, la politique de l'organisme. Assez fréquemment aussi, il s'agissait, et il s'agit encore, d'afficher des objectifs compatibles avec ceux que déterminent, pour la recherche, les pouvoirs publics, par le biais des priorités du Plan ou des axes que veut privilégier la D.G.R.S.T.

La « course aux contrats »

Beaucoup de chercheurs manifestent leur hostilité à ce type de procédures, le plus souvent gérées par des comités nommés par la direction et qui, soulignent-ils, nuisent à un travail approfondi des équipes, incitées, ou parfois contraintes, pour survivre, à pratiquer une « *course aux contrats* ». Dans beaucoup de laboratoires, le financement sur contrats représente aujourd'hui — hors salaires — plus de la moitié des moyens, qu'il s'agisse de contrats internes au C.N.R.S. ou proposés par des organismes extérieurs (D.G.R.S.T., commissariat au Plan, direction des recherches, études et techniques du ministère de la défense) ou par des entreprises privées. Et le budget pour 1981 donne une nette priorité aux procédures contractuelles, qui voient leur financement croître plus de deux fois plus vite que le soutien « normal » à l'activité des laboratoires. La pratique des contrats, souligne-t-on dans les laboratoires — et reconnaît-on à la direction du C.N.R.S. — multiplie la paperasserie (les demandes ou rapports de contrats sont parfois exigés en quarante exemplaires) et, surtout, peut avoir des effets pervers : il est, en effet, souvent tentant pour une équipe de « maquiller » quelque peu la réalité de sa recherche pour la faire « entrer » dans le cadre d'un contrat et bénéficier ainsi d'un financement supplémentaire.

Dans l'esprit de la direction, il est aujourd'hui clair que, en matière de politique scientifique, le comité national ne peut être qu'un « *consultant* » parmi d'autres ; ses avis seront bien sûr écoutés, mais ils ne sauraient être les seuls que l'on prendra en considération. « *La démocratie était-elle vraiment reine autrefois*, soulignent malicieusement certains, *quand, avant la poussée participationniste de 1968, les mandarins faisaient la loi dans les sections du comité national, et que, devenus inéligibles après deux mandats, certains patrons y envoyaient sans problème leurs adjoints ?* »

La démocratie est encore une réalité au C.N.R.S. Et si beaucoup regrettent son affaiblissement, c'est sans nul doute que ses responsabilités sont aujourd'hui plus que jamais limitées.

(1) Le principal syndicat de chercheurs, le Syndicat national des chercheurs scientifiques (S.N.C.S.), membre de la F.E.N., a une direction communiste.

Prochain article :

LA REMISE EN ORDRE

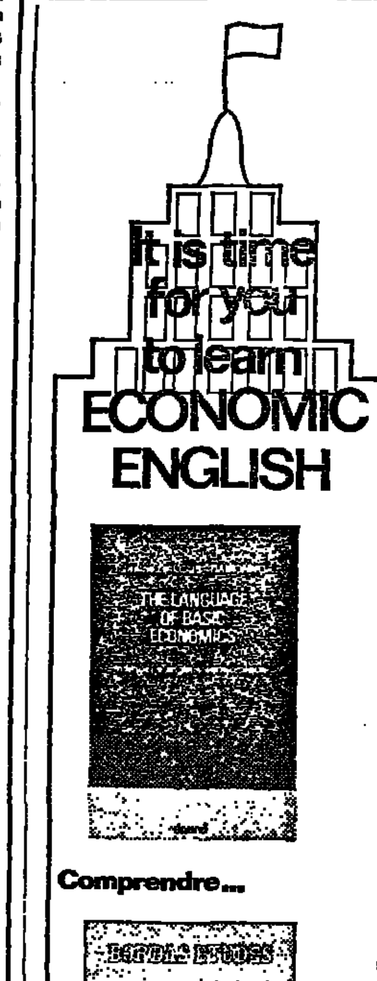
UNE ORGANISATION PYRAMIDALE

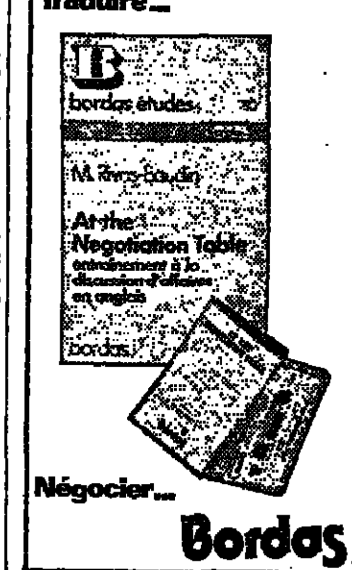
La réforme de 1979 a profondément modifié les structures du C.N.R.S. et mis en place de nouvelles instances.

En haut de la pyramide, on trouve un conseil de quinze personnes qui délibèrent sur les questions importantes, notamment le budget, et les créations, transformations et suppression de formations de recherche. Ses délibérations sont soumises à un droit de veto du ministre des universités, qui exerce sa tutelle sur le C.N.R.S.

L'établissement est dirigé par un directeur général. Celui-ci dispose d'un état-major (« comité de direction ») où siègent le secrétaire général, des conseillers scientifiques, les directeurs des instituts nationaux et les directeurs scientifiques : ceux-ci dirigent chacun un département (les départements actuels recouvrent la physique de base et les mathématiques ; les sciences physiques pour l'ingénieur ; la chimie ; les sciences de la terre, de l'océan, de l'atmosphère et de l'espace ; les sciences de la vie ; les sciences sociales et les sciences humaines). Pour les questions scientifiques, le directeur général consulte le comité scientifique où siègent six scientifiques membres du conseil et dix présidents de sections du comité national. Pour les problèmes généraux des personnels, il consulte un comité consultatif des personnels où sont représentées les différentes catégories de personnels employés par le centre.

Le comité national, actuellement organisé en quarante et une sections formées de personnes nommées (huit par section) et d'élus (quinze par section), donne *son opinion sur le travail des chercheurs et des formations de recherche.* Pour chaque département existe un comité sectoriel regroupant des « nommés » et les présidents des sections qui font partie du département. — X. W.



Comprendre...


Traduire...
Négocier...
Bordas

CATASTROPHES

Violent séisme au nord-ouest d'Athènes

De notre correspondant

Athènes. — Mardi 24 février, à 22 h. 53 (21 h. 53, heure de Paris), un violent tremblement de terre, de magnitude 6,8, s'est produit au nord du golfe de Corinthe, à environ 70 kilomètres au nord-ouest d'Athènes. Six heures plus tard, à 4 h. 54, le 25 février (3 h. 54, heure de Paris), une deuxième secousse, presque aussi violente (magnitude comprise entre 6,6 et 6,7) a ébranlé de nouveau la même région. De très nombreuses répliques ont été ensuite ressenties. D'après les premières informations, il y aurait une trentaine de morts et disparus, en particulier à Megara, à Athènes et à Khalkis, et quatre cents blessés, ainsi que des dégâts considérables.

A Athènes, qui n'avait jamais ressenti d'aussi fortes secousses, la population a été prise de panique. Par milliers, les Athéniens ont abandonné leur logement. Munis de couvertures, de gros manteaux, ils ont envahi les jardins et les parcs publics derrière les collines de la ville. C'est par milliers également que les Athéniens ont pris leur voiture pour quitter la capitale, provoquant d'immenses embouteillages. Les pompiers et la police n'ont cessé de se porter au secours des blessés alors que les postes de télévision diffusaient des messages invitant la population à conserver son sang-froid. Mais les rumeurs les plus extravagantes, comme celle annonçant l'écroulement du Parthénon (1), ont entretenu un climat de frayeur.

MARC MARCEAU.

[Toute la Méditerranée orientale est sujette aux tremblements de terre. L'Afrique « monte », en effet, vers le nord de quelques centimètres par an, et la plaque qui la supporte plonge sous celle de la mer Egée dans le fossé hellénique qui dessine un arc ouvert vers le nord et passe au sud de la Crète. Mais les choses sont encore compliquées par la poussée de l'Arabie contre l'Iran, poussée qui a pour résultat de déplacer la Turquie vers l'ouest.

Le golfe de Corinthe est un fossé d'effondrement bordé de failles orientées est-nord-est ouest-sud-ouest. Les tremblements de terre y sont nombreux. Un autre réseau de failles, à peu près parallèles à celles du golfe de Corinthe, existe dans la région proche du bras de mer séparant la Grèce continentale de l'île d'Eubée. En 1894, notamment, deux violents séismes de magnitude 6,7 et 6,9 avaient fait rejouer sur 60 kilomètres une des failles de ce système.]

(1) L'Agence France-Presse signale que le Parthénon a effectivement subi quelques dégâts : des fragments de colonnes et de frises sont tombés. Des tambours de colonne et les caryatides de l'Erechthéion se sont déplacés de quelques millimètres. Une architrave du Parthénon a été fissurée.

FAITS DIVERS

● *Quatre personnes ont été blessées à l'aéroport de Rome*, dans la soirée du 24 février, au cours d'une fusillade contre des ressortissants libanais et libyens, qui, arrivant d'Alger, ont été attaqués par cinq personnes de différentes nationalités arabes, qui seraient des trafiquants de drogue. Quinze arrestations ont été opérées. L'un des blessés est dans un état très grave.

● *Cambriolage au domicile savoyard du prince Khaled d'Arabie.* — Deux malfaiteurs, après être entrés par effraction, le lundi 23 février, dans le chalet que le prince Khaled Ben Fahad, fils du roi Khaled Ben Abdel Aziz, possède à Mégève (Haute-Savoie), ont contraint, sous la menace de leurs armes, deux employées à leur remettre des bijoux et des chèques de voyages. Leur butin s'élèverait à 5 millions de francs.

MÉDECINE

« PRESCRIRE »

Une revue pour l'information sur les médicaments

L'UNAFORMEC (1) publie, depuis janvier 1981, une revue mensuelle intitulée *Prescrire* (2), dont le but est d'informer, avec un maximum d'objectivité sur les médicaments, leur mode d'action, d'administration, de fabrication, etc. Selon ses responsables, et notamment le docteur Pierre Ageorges, rédacteur en chef, trois types de points de vue devront s'y exprimer : celui des prescripteurs (médecins généralistes ou spécialistes, pharmaciens), celui des pharmacologues et celui des fabricants qui détiennent, sur le produit, « *des informations qu'ils sont souvent les seuls à posséder* ». S'y ajouteront, comme dans le premier numéro, un courrier des lecteurs et une analyse critique de messages publicitaires.

Le numéro de janvier comporte notamment un dossier sur les antidépresseurs, un examen de cinq innovations thérapeutiques et des informations sur la pharmacovigilance, les douleurs dues au zona, les examens imposés par la surveillance du diabète, les lipides « *cachés* » dans l'alimentation, etc.

Prescrire sera subventionnée par le ministère de la santé et de la sécurité sociale comme l'UNAFORMEC.

Cette revue viendra utilement compléter et renforcer les informations contenues dans la *Lettre médicale* (3) déjà fort appréciée des praticiens et dont les auteurs travaillent en liaison avec ceux de *Prescrire*.

(1) Union nationale des associations de formation médicale continue, 16, rue de la Comète, 75007 Paris. Tél. 551-08-37.

(2) 20 francs. Même adresse.

(3) 120, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris.

PORTES OUVERTES A L'INSTITUT PASTEUR

Les samedi 28 février et dimanche 1ᵉʳ mars, l'Institut Pasteur organise des journées « Portes ouvertes » (1), comme il le fait tous les dix ans.

L'Institut Pasteur emploie quinze cents personnes représentant toutes les branches de la biologie, regroupées en soixante unités de recherche et sept départements. Son budget est, pour 1981, de 250 millions de francs, dont 47 % proviennent de l'Etat. « Nous avons des comptes à rendre au public, a indiqué le professeur François Gros, directeur général, nous devons lui expliquer à quelles réalisations nous allons nous attaquer, particulièrement dans le domaine de l'immunologie cellulaire et de la parasitologie. »

Un bureau d'accueil information est ouvert au public pour les renseignements et les inscriptions aux visites. Celles-ci dureront, pour chacune, quarante-cinq minutes, de 9 h. 30 à 12 h. 30 et de 14 heures à 18 h. 30. Plusieurs conférences, films et réunions avec les chercheurs sont aussi prévus lors de ces deux journées.

(1) Institut Pasteur, 28, rue du Docteur-Roux, 75015 Paris. Métro : Pasteur. Autobus 48, 39, 70, 89. Parking : Bd Pasteur.

● *Le prix Yvelines 1980 de la Ligue nationale française contre le cancer* d'un montant de 40 000 francs, vient d'être attribué au professeur Paul Vigny (université Marie-Curie et Institut Curie) et à M. Jean-Jacques Toulmé (maître-assistant en biophysique, Muséum national d'histoire naturelle) pour des travaux portant sur la cancérogenèse chimique et sur les processus de réparation du matériel génétique.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

GÉNÉRATIONS

LE 16 mars, à 20 h. 30, le Théâtre du Rond-Point accueille l'Ensemble Intercontemporain, sous la direction de Juan Izquierdo ; le 22 mars, à 10 h. 45, le premier de ses concerts du dimanche matin, avec Christian Ivaldi, Michel Picquemal. Le 24 mars, à 20 h. 30, le nouveau spectacle de la Compagnie Renaud-Barrault, « l'Amour de l'Amour », histoire de Psyché, inaugure — avec la reprise, pendant les week-ends du « Soulier de satin » — la grande salle, neuf cent vingt places, exacte réplique du Théâtre d'Orsay, qui, prévu démontable, a été reconstitué. Au printemps, Madeleine Renaud ouvre la petite salle, cent quatre-vingt-dix places, avec « Oh ! les beaux jours » qui se jouera en alternance avec « la Mort d'Ivan Illitch », adaptation et mise en scène de Simone Benmussa. Le mois de juillet, dans la grande salle, sera consacré aux variétés ; en septembre, sera prête la Maison internationale du théâtre, la saison 1981-1982 prévoit trois ou quatre créations dont une version théâtrale de « la Vie de Marianne », de Marivaux.

Madeleine Renaud et Jean-Louis Barrault prennent un nouveau départ à un âge où même les baladins impénitents aspirent à la stabilité. La retraite, ni l'un ni l'autre ne l'envisagent, elle viendra par obligation définitive. Madeleine Renaud et Jean-Louis Barrault appartiennent à la tradition des comédiens que hâle la lumière des projecteurs et que la scène guérit de tous les maux, y compris de l'usure du temps. Ils ont construit leur *carrière sur l'aventure. Peut-être ont-ils cru, parfois, désiré* autre chose, c'est toujours ce choix qu'ils ont fait, dirigeant le hasard et la chance, éléments essentiels des vies d'artistes, mécanismes complexes, au plus profond de l'inconscient. On ne décide pas de son existence une fois pour toutes.

Aucun âge ne possède le privilège de la sagesse ou de la déraison. Selon les générations, les questions se posent en des termes différents, mais ce sont toujours les mêmes, sur le chemin à emprunter pour atteindre le futur, le bonheur, la réalisation des rêves, pour que demain soit un autre jour.

Quel sera demain pour Madeleine Renaud et Jean-Louis Barrault ? A la suite de quelles peurs Brigitte Bardot a-t-elle rompu avec le mythe BB, a-t-elle mis au rebut son passé de sex-symbol ? Pour quelles exigences Delphine Seyrig, qui renoue avec la scène, rencontre-t-elle moins de bonheurs dans son métier ? Quel est l'avenir de Leos Carax, cinéaste de vingt ans, qui rêve de transmettre aux générations suivantes ce que Jean-Luc Godard lui a transmis ? Comment refusent de vieillir les rockers ?

Les limites de la vie active reculent, de gré ou de force les générations travaillent ensemble, les familles s'agrandissent. Familles haïes, familles nombreuses, on vous aime, dit Michel Cournot. — C.G.

Jeunesse, curiosité, audace, amour du métier

Renaud-Barrault, année zéro

JE voulais voir un peu où en était l'installation des Renaud-Barrault au Théâtre du Rond-Point à... quoi ?... quinze jours, trois semaines à peine, de l'ouverture. Inutile de vous déranger, m'a-t-on dit, c'est un chantier. D'ailleurs ils ne sont pas là. Comment ça, ils ne sont pas là ? Où sont-ils alors ? Eh bien... un peu partout, hier à Chaillot, demain dans un coin du Grand Palais, un réfectoire, à côté du restaurant universitaire, où sont entreposés les masques, les costumes de leur nouveau spectacle, *l'Amour de l'amour*, un spectacle complet, un truc énorme. Et c'est là, c'est dans cet atelier de couture qu'il répètent ? C'est dingue !

« *Bof !* », soupire Barrault, obligé de me recevoir chez lui parce qu'il n'a vraiment pas la place de me caser ailleurs : « *On commence à être habitués, ça n'est jamais que la neuvième fois qu'on repart de zéro.* » De zéro, pas tout à fait. Ils ont emporté dans leurs bagages la seule chose qui soit à eux : les aménagements, démontables heureusement, de la grande salle d'Orsay.

Quand on les a vidés, deux ou trois ans avant la date prévue, et qu'on leur a proposé de les reloger à Bercy, ils se sont rebiffés, ils ont menacé de dresser leur chapiteau de bois devant l'Obélisque et d'y foutre le feu. Quelle apothéose ! s'est exclamé, sans s'émouvoir, le cuistre de service. L'État, alors, s'est tourné vers la Ville qui a aussitôt accepté un vieux projet de Barrault : transformer le Palais des glaces en centre, en foyer théâtral. Avec tout ce que ça peut comporter de chaleur, de lumière, de rayonnement. Avec tout ce que ça comportait déjà à Orsay.

C'est ça qui les attriste, qui les inquiète, c'est la destruction d'une chose nouvelle encore, une chose belle, une chose vivante, et la reconstruction d'une chose nouvelle, certes, belle, sans doute, ce sera à peu près la même, mais vivante, ça on ne peut jurer de rien. Le succès au théâtre est fait d'impondérables. C'est comme pour l'amour, c'est une question de peau, une chimie, un fluide. Ça passe ou ça ne passe pas. A Marigny, ça a marché tout de suite. A l'Elysées-Montmartre aussi. Entre-temps, à l'Odéon, il leur a fallu ramer en solitaires de 1959 à 1962 jusqu'à ce que le public, déconcerté, désorienté, retrouve leur adresse.

Sur le visage de Jean-Louis — on s'appelle par son prénom dans sa compagnie, — un visage presque inchangé, un peu plus enveloppé simplement qu'à l'époque des *Enfants du paradis*, dans son regard d'éternel errant volète une ombre. Trac, lassitude ? Il y a un peu de ça, oui ! La route est longue depuis ce jour de 1946 où sur un coup de tête et de cœur il a quitté, ils ont quitté ensemble — « *pour la seconde fois, Madeleine m'offrait sa vie* » (1) — la sécurité et la gloire de la Maison de Molière. Ils allaient, à l'exemple du « Patron », Charles Dullin, fonder leur propre troupe. Une troupe appelée à ressusciter, de Marivaux à Tchekhov, les grandes œuvres du passé. Une troupe amenée à capter, de Boulez à Régy, tous les courants de l'art moderne.

Difficile d'imaginer aujourd'hui ce qu'ils représentaient autrefois. C'était Paris, c'était le Français, c'était un label de qualité, de grâce, d'esprit, de goût, de maturité. Où qu'ils allaient et ils allaient partout, ils avaient rang d'ambassadeurs de charme. Difficile d'imaginer autrefois ce qu'ils représenteraient aujourd'hui. C'est la France, c'est le théâtre, c'est une marque d'enthousiasme, de jeunesse, *de curiosité, d'audace et* d'amour du métier. D'où qu'on vienne, et on vient de partout, on les met au rang d'entrepreneurs de génie.

Ce qu'ils sont. Dans toutes les acceptions du mot. N'ayant jamais possédé de bail, ils n'ont droit qu'à une licence de forains, de bateleurs : « *Voilà trente-six ans bientôt que nous sommes en tournée entre le pont de la Concorde et le pont des Arts !* »

CLAUDE SARRAUTE.

(1) *Souvenirs pour demain*. Ed. Le Seuil.



DES NOUVELLES DE BRIGITTE BARDOT

Entre l'air et l'eau

Le cinéma Escurial, à Paris, propose jusqu'au 3 mars une *rétrospective de ses films*, tandis que la maison de disques A Z réédite ses succès (Harley Davidson et Mister Sun). Mais Brigitte Bardot est loin de ça, loin des souvenirs. Elle vit maintenant toute l'année à Saint-Tropez. De passage à Paris pour quarante-huit heures, elle a bien voulu nous recevoir. Superbe, bronzée, moulée dans un jean et un pull collant noir, elle lance un regard insolent au visiteur éberlué. « Alors « le *Monde* » vient à moi ?, dit-elle. Parfait... »



« J'AVAIS trente-neuf ans quand j'ai laissé tomber le cinéma, *raconte Brigitte Bardot*, il y a sept ans. Un jour, pendant *Colinot Trousse-Chemise*, en plein milieu du tournage, j'ai décidé que ce serait mon dernier film. J'ai pensé que le cinéma ne m'apporterait plus rien, et que je n'apporterais plus rien au cinéma, comme un couple se sépare au moment où il n'a plus rien à se dire. Il était temps que je m'arrête de tourner pour ne pas tomber dans la médiocrité. Ce n'est pas parce qu'on a une gloire à un moment donné qu'on doit s'y accrocher toute sa vie.

» Ce n'est pas parce qu'un croisement de destinées a fait que les choses ont atteint une dimension extraordinaire qu'on doit vivre toute sa vie sur des dimensions qui ne font que diminuer. Le fulgurant devient du train-train. Vous imaginez Marilyn jouant les mères de famille ? Il faut laisser de soi une belle image, quitter les choses avant qu'elles ne vous quittent. Quand je tourne une page, pour le cinéma, pour un amour terminé, c'est fini, la page est tournée, je ne reviens jamais en arrière. Il faudrait que je sois devenue folle pour que je refasse du cinéma.

» Je trouve que le cinéma français est devenu une horreur. Je ne suis plus spectatrice, mais les quelques extraits que je vois à la télévision ne me donnent pas envie d'y retourner. Le cinéma est devenu le reflet de ce qu'est devenue la France : quelque chose de médiocre, de quotidien. Plus de rêve, plus de mystère, plus de grands sentiments.

» J'ai fait une quarantaine de films, et je n'avais pas de vie : aucune vie privée du fait de la presse, et du fait que je tournais film sur film. Ma vie était intimement liée au cinéma. Il y a eu des moments où j'ai eu du plaisir à jouer, mais ça n'a jamais été une passion, je n'ai jamais été une actrice dans le fond de mes tripes. Les vraies actrices ne peuvent pas s'arrêter de jouer, il faut qu'elles jouent jusqu'à leur mort.

» Pour moi, le moment le plus grisant était la fin de la journée, quand tout s'arrêtait. Certains soirs, après le tournage, j'allais au studio enregistrer un disque. Je chantais pour m'amuser, comme une récréation, jamais un travail supplémentaire. Il faut parfois faire les choses uniquement parce qu'on en a envie. Maintenant, les gens ne travaillent plus que pour le pognon, il n'y a plus de joie de création, il n'y a plus que de l'intérêt, et l'intérêt est limité.

» Le cinéma est une partie de ma vie qui est morte. Je n'ai pas le temps de vivre avec mes souvenirs. Parfois, je revois mes films, quand ils passent à la télévision, ça me fait rire. J'ai sûrement fait de mauvais choix, mais je n'ai pas de regret. Ils ne m'ont pas empêchée d'être connue, et, grâce à cette célébrité, de pouvoir faire ce dont j'avais envie.

» Je n'ai jamais reçu autant de courrier que maintenant, même au top de la carrière ; au moment de *la Vérité* ou de films aussi importants, je n'en recevais pas autant, des sacs postaux entiers, beaucoup de lettres de jeunes entre sept et vingt ans. Ils ne savent peut-être pas un seul nom de mes films. Ils ne me connaissent pas par le cinéma. Quand on leur parle de B.B., ce n'est plus synonyme de star ou de sex-symbol, mais de protection animale. Cette passion a toujours été au fond de moi-même, j'ai toujours aimé et défendu les animaux, mais je n'avais pas le temps. D'abord prisonnière de l'anonymat, ensuite des films que je tournais. S'occuper des animaux n'est pas un travail, c'est presque un sacerdoce, il n'y a pas d'heures, pas de limites, comme d'ailleurs il n'y a pas de limites à la souffrance.

» Je ne peux plus m'amuser comme avant, j'ai trop vu d'horreurs pour être libérée. Il est difficile de se séparer de certaines images. Autrefois je m'amusais pour un rien, comme une gamine. Je riais en faisant des promenades, je riais parce que je dansais. Il y avait des moments où la vie était belle, mais avec des choses simples. On n'allait pas chercher des trucs tarabiscotés, de la drogue ou des sectes à la noix de coco : pas la peine de se percer la joue avec une épingle à nourrice ou de se laisser pousser les cheveux jusqu'aux reins comme Jésus-Christ.

» Je rencontre de moins en moins de gens drôles, qui racontent des histoires marrantes, qui ont la gaieté en eux. La musique aussi est moins gaie, le jazz new-orleans et le charleston partaient comme des feux d'artifice. Maintenant, plus ça va, moins la musique est musique, plus elle est bruit. Le bruit cache tout, il est le reflet d'un cri triste.

» Je trouve que c'est très joli de rire dans la vie, il faut rire. Je ne dis pas qu'il faut tout le temps se chatouiller pour se faire rire, mais la joie de vivre sous-jacente que chacun devrait avoir au fond de soi-même est remplacée par une fausse gaieté collective qui explose dans le bruit des boîtes de nuit. L'ennui n'a pas le temps de s'installer. Quand j'avais vingt ans, la vie était sûrement plus facile que pour les jeunes aujourd'hui. On dirait que le gouvernement la complique à loisir, qu'il l'entrave par des responsabilités de toutes sortes qui ne laissent plus la place à l'insouciance. L'insouciance n'existe plus.

» J'ai quitté Paris, Je vis à Saint-Tropez, au soleil, au grand air et au bord de la mer. J'ai beaucoup de mal à supporter la promiscuité de la foule parisienne. Je n'aime pas les embouteillages, ce côté bétail, mettre des pièces dans le machin, tourner en rond pour se garer, arriver en retard à son rendez-vous. La vie n'est pas faite pour être au garde-à-vous devant les flics et les aubergines bleues. Une escalade se produit, une habitude se prend de la vie qui n'en est plus une. Les mauvaises odeurs, le béton partout, ne pas savoir à quelle saison on vit parce qu'on ne voit pas les arbres, je trouve ça très déprimant.

» La plus belle chose de la vie, c'est la vie, c'est vraiment la vie. Et il faut en être conscient. La vie sert à plein de choses, et surtout à être conscient qu'on vit. Si vous faisiez un sondage, vous verriez que les trois quarts des gens ne sont pas conscients qu'ils vivent. Pour moi, chaque matin quand je me réveille est un renouveau. Mes journées ne sont jamais pareilles, sinon je ne vivrais plus, je deviendrais une mécanique de l'existence. Mes journées sont comme le vent me pousse. »

Propos recueillis par HERVÉ GUIBERT.

GÉNÉRATIONS



SOUS la direction d'Alfredo Rodriguez Arias, qui délaisse momentanément son groupe TSE, Delphine Seyrig répète avec Samy Frey, au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, la Bête dans la jungle, *de James Lord, d'après Henry James, adaptée en français par Marguerite Duras.*

Il fut un temps où Delphine Seyrig se méfiait des journalistes, se refusait aux interviews. A présent, elle accepte, elle parle, dans le calme de sa maison. Apparemment, aucun fard n'atténue le modelé de ses pommettes, aussi célèbres que son sourire et les modulations de sa voix. Elle porte une jupe vague, des souliers clairs à claquettes achetés à Londres, et dont les fers sont ôtés. Delphine Seyrig, immatérielle, se déplace comme une ondine. Dans l'Année dernière à Marienbad *(1960) ombre lascive blanche et noire en Chanel, elle glissait dans des jardins de brume. Dans* la Chevauchée sur le lac de Constance *(1974) elle descendait un escalier sans regarder les marches. Dans* La prochaine fois je vous le chanterai *(1966), où ses dons burlesques étaient utilisés, elle traversait le plateau en se trémoussant, c'est-à-dire en jouant le trémoussement avec toute la distance de la distinction. Lui arrive-t-il de trébucher, de paraître gauche ? Impensable. La grâce déliée est sa nature première, ou l'est devenue. Delphine Seyrig dit qu'elle a besoin de tout apprendre. D'ailleurs, elle n'est pas « naturelle », elle est le summum du naturel.*

Sa voix chante des tonalités envoûtantes aux variations ténues. Elle s'interroge minutieusement sur la manière dont elle vit son métier. Delphine-la-mystérieuse traque le doute comme elle chasserait la poussière : « Plus c'est clair, mieux je suis. » *Elle vise une perfection, et se forge les moyens de l'atteindre, semblable à une sportive solitaire, en perpétuel état d'entraînement, disponible.*

Pour une comédienne, même célèbre, le seul choix est d'ordre négatif : le refus. Le reste est plus compliqué. Delphine Seyrig avait envie de travailler avec Arias, avait envie de jouer la Bête dans la jungle, *et le projet commun est né en 1978. Aucun théâtre privé n'a accepté de produire cette pièce à deux personnages, cette affiche qui réunit Marguerite Duras, Delphine Seyrig, Sami Frey, Arias... D'espoirs en déceptions, deux ans ont passé. Il a fallu que René Gonzales, directeur du Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis (salle subventionnée, c'est-à-dire où le nombre de représentations est limité), propose une coproduction, pour que le spectacle voie les lumières des projecteurs. — C.G.*

Delphine Seyrig revient sur scène

Temps perdu, temps gagné

« LE fait que je joue à Saint-Denis n'est pas tellement bizarre, *dit Delphine Seyrig,* j'ai débuté dans la décentralisation. Avec Jean Dasté à Saint-Etienne et avec Michel Saint-Denis à Colmar, juste avant qu'il s'installe à Strasbourg. On a du mal à s'imaginer que le temps passe, et pourtant la décentralisation ne se ressemble plus. En fait, la première fois que je suis montée sur scène, c'était à Paris, avec Jean-Marc Thibault et Maurice Biraud, dans une jolie pièce de Ducreux, *l'Amour en papier*, et Michel de Ré comme metteur en scène. Mais à mon retour de province j'ai connu une longue période de chômage, l'angoisse et les larmes, c'est banal.

» Je suis partie pour New-York. J'avais des raisons personnelles, et bien sûr, j'en rêvais. C'était en 1956, Jame Dean venait de mourir, on venait de découvrir ces acteurs prodigieux, Marlon Brando, Elia Kazan, l'Actor's Studio étaient une légende, je voulais comprendre de quelle manière ça se passait, comment ils arrivaient à ces résultats qui nous laissaient baba. Plus c'est clair, mieux je suis. Du mystère, il en reste toujours assez. A New-York, je n'ai pas travaillé professionnellement, très peu.

» Broadway est un bouillon de projets avortés, j'ai beaucoup avorté là-bas. Mais je suis entrée comme auditrice chez Lee Strasberg et je n'ai pas été déçue. Quand un metteur en scène dit : « Concentre-toi », comment faire ? Prendre la pose du penseur ? Quand on ne sait pas, on se crispe, on se bloque. Il faut apprendre comment libérer les tensions, reconnaître ce qui est contrôlable, ce qui ne l'est pas... La méthode. Je crois à la force de la logique.

» A mon retour, je n'ai pas cessé de travailler, il y avait eu *Marienbad*, le cinéma et le théâtre se sont enchaînés jusqu'en 1968. De 68, j'attendais beaucoup. J'attendais, je ne sais pas, un renouvellement, j'étais disponible à un changement radical qui ne s'est pas produit. Je n'aurais pas su le provoquer... Je l'espérais. Oui, on peut parler de déception, bien qu'il se soit passé des choses fantastiques, au théâtre aussi. Il y a eu Bob Wilson, j'ai failli travailler avec lui. J'aurais aimé entrer dans son univers, je ne me serais pas sentie brimée, parce qu'il est logique. Il a sa propre logique, si précise qu'elle devient rassurante.

» J'ai un caractère imprécis, j'ai besoin de cette précision. Quand j'assiste à une représentation qui me passionne, j'ai envie de voir comment elle fonctionne de l'intérieur. C'est ce qui s'est passé avec les spectacles d'Arias, je le connais depuis le temps de l'Epée-de-Bois, dans les années 70, je suis devenue amoureuse des acteurs. Et voilà, je travaille avec lui, il a fallu du temps.

» Je me trouve dans une situation curieuse : à partir de 1968, j'ai refusé presque toutes les propositions sans parvenir à réaliser ce que je veux. En 1968, le changement espéré n'est pas intervenu au théâtre, mais j'ai rencontré le mouvement des femmes. Féministe, je l'étais déjà, le mouvement m'a mise en contact avec des réalités autres. Et ce n'était pas délibéré, j'ai pris des distances avec mon métier, je m'en rends compte aujourd'hui. Le féminisme m'a apporté ce que celui-là ne m'apportait plus. Puis, j'ai tourné avec des réalisatrices, des films que des hommes n'auraient pas pu concevoir. Depuis cinq, six ans, elles prennent leur place et pourtant les Américains ont mené une enquête d'où il ressort que l'inégalité des budgets accordés aux hommes et aux femmes est énorme. On ne nous confie pas d'argent.

» Pourtant, c'est quelque chose en moi qui m'empêche de mener à bien mes projets.

Qu'est-ce que je peux faire ? Les couloirs du ministère ? On me dit que certains demandent des subventions depuis des années. Qu'ils passent avant moi, après tout, c'est peut-être normal. En réalité, on ne donne pas d'argent aux comédiens, même si pendant vingt ans ils ont aidé à faire connaître des auteurs. Non, il faut faire semblant de créer une compagnie, s'appeler Ateliers machin. Le vieux carcan demeure, et la suprématie des metteurs en scène. Rien n'est possible sans subventions : les productions privées se montent sur des coups commercialement assurés.

» Avant 1968, c'est vrai, envisager de proposer moi-même une pièce et un metteur en scène ne me serait pas venu à l'idée. On me téléphonait et je jouais. Je ne le regrette pas d'ailleurs, même au cinéma parce que le travail est moins long. C'est moins pénible de se tromper, on souffre deux mois, ensuite on n'y pense plus, sauf à la sortie du film et c'est vite passé. 1968 m'a fait prendre conscience d'une solitude, appelons-la autonomie, et de mes capacités à l'assumer. Ma passivité a disparu, c'est aussi une question de maturité. Ma vie se construit et en même temps, je suis devenue une actrice qui perd beaucoup de temps

» Depuis *la Chevauchée sur le lac de Constance*, c'est-à-dire depuis 1974 et mis à part *Pas* de Beckett chez Renaud-Barrault, que nous avons très peu joué, je ne suis pas montée sur scène à Paris. J'ai travaillé à Londres. Quand je fais le compte, je suis effrayée... Mon existence se passe autrement, d'autres points d'intérêt m'attirent, je ne me sens pas vide, et il ne s'est rien passé pour que je joue davantage. J'ai refusé des propositions impossibles à accepter. J'aime changer de style pourtant, le rire ne me fait pas peur, j'ai besoin de gens nouveaux... Mais le théâtre n'est pas si différent du cinéma. L'important, c'est le scénario et le réalisateur, la conjonction d'un beau texte et d'un metteur en scène qui m'inspire, et ça ne se rencontre pas trois fois l'an... Ce n'est pas une exigence fabuleuse, c'est une question professionnelle. »

Propos recueillis par
COLETTE GODARD.

Bijou, le rock

BIJOU, groupe de rock français, a signé pour son premier disque chez Phonogram, en 1977. Ce mercredi sort « Jamais domptés », son cinquième album. Et un autre dans un mois, avec Marie France.

Attablés devant un thé et un café, Jean-William et Vincent ont une allure de rockers très sages. Sages ? « *Au café, pas sur scène* », disent-ils en riant. Et encore : « *On n'est pas obligé de boire, de se défoncer, on se sent suffisamment rocker pour ne pas avoir à user de ce code.* » Première leçon du rock : la liberté.

Pour l'un, « *le rock et le sexe* ». Pour l'autre, « *le rock et le cinéma* ». Est exclu ce qui n'est pas « *physiquement agréable* ». La vitesse, les filles, le cinéma, sont agréables ; lire ne l'est pas.

∴

Au cinéma, Fassbinder et Wenders ont une sensibilité rock. « *Arthur Penn, Scorsese, aussi,* précise Jean-William. *Ils aiment la ville, les néons, la nuit, la musique, le côté solitaire, qui se tire, le côté au jour le jour.* » Godard n'aime pas le rock, mais, en rocker, on apprécie son insolence.

L'absence d'idéologie est de règle. Seule l'imagerie compte, la forme plus que le fond, et toute forme de rébellion. Si les Brigades rouges sont plus rock que le P.S. ou le P.C., c'est pour leur aspect « *mythique, brillant* ». Les autonomes, en

L'OLYMPIA
BRUNO COQUATRIX présente
EN ACCORD AVEC C.C. PRODUCTIONS
FRANÇOIS BERANGER
DU 3 AU 8 MARS
NOUVEL ALBUM: "ARTICLE SANS SUITE"
RCA



Galerie ARPI
98, Bd du Montparnasse
18, rue Delambre 75014 Paris
Tél. 327.70.60 +
D.MOREAU
M.HILPERT

Jean Trousselle
HERACLITE
Figures de la Séparation
18 février - 30 avril
Maison de Demain, Châteauroux
35, rue Thabaud-Boislareine

GALERIE LOUISE LEIRIS
47, rue de Monceau, 75008 Paris
ANDRÉ MASSON
Rétrospective :
563-28-85 - 563-37-94
18 février - 14 mars

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE
47 bis, av. Bosquet (7e) 555-79-15
Francisco ICAZA
le diable à Tepeztlàn
Tous les jours (sauf dimanche)
10 h. à 18 h. - Sam. 12 h. à 18 h
Du 3 au 28 février

CENTRE CULTUREL CANADIEN
5, rue de Constantine (7e)
Mo Invalides
PIERRE CLERK
5 tableaux, 5 projets
Sculptures - environnement
réalisés à New-York
MONTRÉAL DE PLUS PRÈS
l'architecture vue par les enfants
JUSQU'AU 29 MARS

Michèle VIEVILLE
Exposition de peinture
du 1er au 31 mars 1981
dans la Galerie
du Démocrate
1, place de la Halle,
à Vernon
Galerie ouverte tous les jours,
sauf dimanche,
de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h.

Colette Dubois
420, rue Saint-Honoré-VIIIe - 260-13-44
DESHAIES
Peintures — Jusqu'au 16 Mars

GALERIE COARD
12, rue Jacques-Callot, 75006 PARIS - Tél. : 326-99-73
KARAVOUSIS
Jusqu'au 21 mars

LE NOUVEL ESSOR - 40, rue des Saints-Pères (7e) - 548-94-02
COLETTE à la « Treille Muscate »
DUNOYER DE SEGONZAC
GRAVURES — Jusqu'au 11 avril

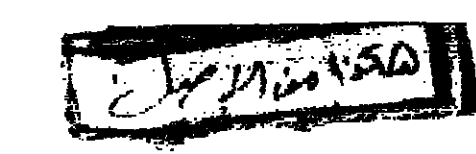
GALERIE DARIAL
22, rue de Beaune (6e) - 261-20-63
MADELEINE GRENIER
Peintures récentes
Jusqu'au 21 mars

du 24 février au 17 mars 1981
à La Galerie Lorelei
21, rue de Bourgogne 75007 Paris Tél. 555.05.79
ENCRES ET GOUACHES 81
de
PATRICK NAGGAR

GALERIE DENISE RENÉ
196, bd Saint-Germain, Paris, 222-77-57
ROTELLA
ŒUVRES RÉCENTES
Vernissage jeudi 26 février à 19 h 30

GALERIE DE LA SEITA
12, rue Surcouf - 7e - Métro Invalides
PIGNON
L'œuvre gravé
Fonds de gravures contemporaines
de la Bibliothèque Nationale
du 11 février au 17 avril
Entrée libre de 11 h. à 18 h., sauf dimanches et jours fériés.

GALERIE MAURICE GARNIER
BERNARD BUFFET
8, avenue Matignon, PARIS (8e) · FEVRIER-MARS



GÉNÉRATIONS

Leos Carax, vingt ans, cinéaste

La vie et sauve qui peut

Leos Carax a vingt ans. Il vient de réaliser un court métrage « Strangulation blues », particulièrement sédulsant. Il y montre à quel point il aime Godard, et à quel point il avait besoin de s'en débarrasser. Il n'a pas eu peur de la fiction, des acteurs.

Actuellement, il termine le scénario d'un métrage intitulé « Si j'étais toi », et qui est la suite d'un autre projet, qui n'a pas été tourné, « Déjà vu ». Ces deux dernières années, il a collaboré, occasionnellement, aux « Cahiers du cinéma ».

« APRES le bac, dit Leos Carax, à seize ans, j'ai écrit un scénario qui s'appelait *Déjà vu*, sur un type de mon âge, Axel. Il avait assez de projets pour remplir deux vies, et après le bac, il pourrait enfin s'y mettre. Il était très catégorique, il ne disait jamais ce qu'il allait faire, il disait « je suis » : « je suis océanographe », ou « je suis cinéaste ». La nuit d'avant le bac, Axel qui se savait peu brillant, devenait sublime. Il rencontrait la femme de *la Montagne magique*, de Thomas Mann — j'étais très impressionné par *la Montagne magique*.

» J'ai passé une année à écrire *Déjà vu*, à ne voir personne. J'habitais seul à Saint-Cloud, je n'étais inscrit nulle part. Je suis resté silencieux un an ou deux, et, quand j'en parle maintenant aux gens, je me rends compte qu'ils ont eu eux aussi une année, ou deux, où ils sont restés silencieux.

» J'ai présenté *Déjà vu* à l'avance sur recettes, je n'ai rien eu. J'avais dit : donnez-moi l'avance, c'est aujourd'hui ou jamais, il n'y aura pas un seul film des années 70 vu par quelqu'un de dix-sept ans, et, moi, je serai celui-là.

» Puis j'ai obtenu l'aide aux courts métrages, 40 000 F, pour *Strangulation blues*. La même semaine, j'ai eu dix-neuf ans, on m'a donné l'avance. Mesrine est mort, et je suis allé voir Godard.

— *A quel moment avez-vous découvert Godard ?*

— Après l'année où j'ai écrit *Déjà vu*, j'ai suivi des cours à Jussieu, avec des gens des *Cahiers du cinéma*. J'ai vu tous les films de Godard ; j'ai été très content d'aimer, même d'adorer. J'ai vu des Godard plus durs que d'autres, comme *Ici et Ailleurs* : je ne comprenais pas, mais j'étais très content aussi de ne pas comprendre, toujours très content.

» En l'espace de trois ans, j'ai vu le premier et le dernier film de Godard. En trois ans, j'ai appris tout ce que je sais.

» Je tiens un journal pendant que j'écris « *Si j'étais toi*. Je me disais : ce qui est dur, c'est de faire « Sauve qui peut » et puis « la vie ». J'ai écrit, dans mon journal : « Je tiens Sauve qui peut ». Pour un premier film, on ne peut pas partir de « Sauve qui peut la vie », on est obligé de passer par tout ce qui a précédé, on est obligé de se débarrasser du muet, de Godard, des années 60.

» C'est ce que raconte *Strangulation blues*. Je n'ai pas voulu le signer parce que, généralement, ceux qui font leur premier court métrage signent en s'adressant aux autres réalisateurs de courts métrages. Ils ont ce seul plaisir, et la peur du cinéma : ils ont tellement peur des acteurs qu'ils mettent des voix off, tellement peur des visages qu'il n'y a que des paysages.

» On reproche souvent aux jeunes cinéastes français de faire trop de films « nombrilistes ». Je voudrais en voir beaucoup plus. En fait, ils ne le sont pas (ceux de Duras, Akerman, Godard, oui). Il ne faut pas tout mettre dans un film, mais tout mettre de soi : moi qui serais plutôt avare, le cinéma m'aide à être généreux. La sincérité ? *Absolument, c'est un critère*, mais on ne peut plus employer ce mot, alors je dis « maturité », « recherche », arriver à ce point où il n'y a plus de complaisance, que de la rigueur.

Le combat des autres

— *Comment voyez-vous les différences de générations ?*

— Les cinéastes, de vingt à à quarante ans, à part les femmes comme Chantal Akerman, ne m'intéressent pas. Je n'aime pas voir dans leurs films que ce sont des anciens combattants de 1968. Je les trouve sinistres, à trente-cinq ans ils sont au milieu de leur vie, ils font des films moyens. Ce sont des débutants, ils ne peuvent pas garder assez de jeunesse, et, en même temps, ils n'ont pas appris assez pour être vieux.

» Beaucoup de gens de mon âge voudraient qu'on se regroupe. Moi, pas du tout, je préfère être seul. Pourtant, je trouve que les « grands » ne nous aident pas beaucoup. Peut-être ne nous aiment-ils pas. On devrait refaire des films collectifs comme *Loin du Vietnam*, ou *Paris vu par*. Ils nous prendraient, par exemple, Hervé Bérard, un type de quinze ans, et moi, bien entendu...

» L'avance sur recettes, aussi, devrait nous aider. Je sais que si Radiguet vivait, il ne pourrait pas filmer *le Diable au corps*. Pour des raisons simples : un film aujourd'hui n'existe que signé, *achevé, rond, il n'y a pas du tout* l'idée de progrès. Or, je sais que je vais en faire, que mon dixième film sera mieux que le premier.

— *Vous êtes individualiste ?*

— Comme tout le monde, je ne me sens pas solidaire des gens de mon âge et je n'aime pas retrouver ça chez eux.

» Je suis individualiste, sans en faire une idéologie. Je crois à la politique, c'est-à-dire je me révolte de ne pas y croire, et, en ce sens, le cinéma m'aide beaucoup, par l'expérience du tournage. A Jussieu, des militants venaient interrompre *les cours parce qu'un type s'était* fait massacrer par les fascistes : ça s'arrêtait là, c'était illusoire. Sur un tournage, tu te retrouves face à une équipe qui te met dans une place d'auteur pour te le reprocher aussitôt, qui t'embête pour un panoramique, et tu apprends ce que tu peux faire ou pas.

» La grande erreur, c'est de croire qu'on peut se servir des combats des autres. Mai 68, ce n'est pas pour nous qu'on l'a fait. Aujourd'hui, tout le monde déserte, mais je ne crois pas non plus que les autres générations étaient plus valeureuses que nous.

» Je ne suis pas « *raïbol vive* Coluche ». Je crois à l'importance de la personne qui gouverne. Chirac ou son frère, ce n'est pas la même chose. Ce qui peut changer ? Se faire plus ou moins fouiller dans le métro. Plus, ça m'ennuierait vraiment.

» *Quand Mesrine est mort, j'ai* pensé que si cela avait été quelqu'un d'autre que Giscard, ça se serait passé, mais autrement. Je ne dis pas pour autant que je voterais, mais, un visage à la télévision ou un autre, ça fait une différence. »

Propos recueillis par
CLAIRE DEVARRIEUX.

toujours jeune

revanche, ne sont pas porteurs de mythes, ils sont trop proches. On retrouve seulement certaines de leurs idées dans les chansons, « *idées que les rockers absorbent dans la rue et remettent dans leur musique* », sans s'engager, sans être militants.

***

Lutte contre l'ennui, contre l'établi, l'institutionnel, opposition aux parents : le rock est une solution personnelle qui crée *une catégorie à part, toutes* générations confondues. Et on n'applique pas au rock les mêmes critères qu'à l'art dit « bourgeois ». On mesure sa qualité à la quantité de sueur, à l'investissement du musicien en scène, au feeling.

Les musiciens de Bijou ont trente ans. Leur public est plus jeune qu'eux, mais ils ne sentent pas la différence. Ils ont les mêmes préoccupations, le rock est pour eux « *une façon de rêver, de ne pas envisager l'avenir vraiment, de ne pas s'imaginer plus vieux* ». Ils ont aussi le sentiment d'une continuité : depuis 1952, 1953, la mode évolue, mais les mouvements se ressemblent. Il y a eu le « *peace and love* », ensuite « *hate, no future* », c'était aussi abstrait. *Maintenant on abandonne la* surenchère du matériel au profit d'une énergie plus physique, plus simple. Dans deux ans, ce sera autre chose, mais de toute façon il restera toujours « *le côté adolescent qui traine un peu* ». — Cl. D.

Ce grand brassage des gens et des années qui courent

LE mot « génération » appelle des idées de mouvement, d'échange, de vie : *chance de se passer les uns aux autres les arbres*, les yeux, les croisées de chemins. Génération, génératif, engendrer, genèse, généreux ; aller plus loin, partager. Toute une famille de mots qui disent le devenir, l'entrain.

Il existe un film qui dispose *d'une estime universelle et qui, à moi, me fait horreur, c'est* « la Règle du jeu ». Parce que les premières images de ce film, l'arrivée de l'aviateur, les situations louches de cet aviateur et du ménage bourgeois de Dalio, la bêtise des dialogues dans ces séquences du *début, à Paris, avant le château*, oui tout ce patinage vaseux dans la semoule me fit attendre, lorsque je vis le film pour la première fois, une comédie du Boulevard, du plus bas niveau, or il y a au moins une quasi-règle de la comédie du Boulevard, qui *consiste à mettre en jeu tous* les partenaires d'une famille, les parents, un ou deux enfants et au moins la grand-mère.

***

C'est toujours mal fichu, ces pièces du Boulevard, une cascade de clichés, les parents pris dans des problèmes, les gosses pleins d'allant (c'est frais la jeunesse), et la grand-mère qui en a vu, toute d'indulgence. N'importe, ils sont tous là, et ce qui l'emporte, c'est ce bruissement des actes *compris à demi-mot, ce fouillis* d'intentions complices. Rien n'est pire, au théâtre et au cinéma, que le Boulevard, mais voir tous les parents ensemble, cela fait avaler la pilule.

Or le film de Renoir, « la Règle du jeu », isole une *génération seulement : on voit courir*, s'étreindre, se heurter, des spécimens d'un seul stade. Un cauchemar. Ce film, pour moi, c'est la condamnation au silence de ceux qui ne sont pas là. Les gosses en pension et les vieux à l'asile. Renoir voulait-il justement filmer l'horreur de *l'égoïsme ? Je ne crois* pas, il y prend trop de plaisir.

Dans l'apprentissage de la vie, rien ne remplace les grands-parents. Parce que, avec le père et la mère, les nœuds coulants sont trop serrés, l'arbitraire des dominations vous *serre la nuque de trop* près, il manque du recul, du jeu, on dirait que chaque élan d'amour suscite un contentieux. Un conflit foncier pervertit les *échanges*, et, bien sûr, le lien reste là, entre parents et enfants, irréfragable, mais une liberté d'affection, et jusqu'à des similitudes physiques ou spirituelles *enjambent* une tranche d'âge : les parents se trouvent jusqu'à un certain point mis sur la touche pendant que l'entente entière se module entre les petits-enfants et les grands-parents.

Voici les parents devenus grands-parents à leur tour : *les vies se développent en* somme par complicités croisées.

La génération, c'est la passation de la vie. Ça change pour que ça continue et c'est encore la vie. C'est une idée inexacte que de prendre une génération à part, de l'opposer à une *autre*. Voilà des notions abstraites. De toute façon, le concret, c'est l'original de chaque personne, sa singularité, et même, dans le concert d'ensemble, sa solitude. La permission de solitude. Et Ramuz a bien observé que les solitaires sont les plus ouverts à autrui.

Considérer des solitudes, c'est éprouver à quel point le conflit des générations est une idée fausse. Non seulement le conflit, mais l'étagement de générations qui seraient, en tout, distinctes, mises dans de mêmes sacs distincts. Car ces millions de solitudes qui font les vivants d'un même âge, elles vont, une par une, retrouver leurs compagnies, leurs secours, dans d'autres solitudes, poètes, peintres, ou autres, qui ont vécu bien avant elles, ou un peu après, ou ailleurs, *dans les mêmes années*. Chaque personne humaine de chaque âge jette ses antennes et ses bouées en avant et en arrière, et se débrouille comme ça.

***

La seule chose vraie, dans ce grand brassage des gens et des années qui courent, la seule différence sensible je veux dire, c'est qu'en devenant moins jeune on sent le gouffre pas loin de ses pas, le gouffre de l'éternité vide, c'est comme un aimant léger, et ce petit *vertige s'accompagne d'un* sentiment d'échec. On apprivoise la mort, on passe la voir tous les jours, quelques instants. Un copinage. On regarde les êtres plus jeunes, qui n'ont pas peur de foncer. Il y a une alliance bizarre, qui réchauffe « a contrario », d'*humour et d'incrédulité. C'est*, je crois, ce que voulait dire Ibsen quand il écrivait : « L'ironie du sort, dans le fait d'appartenir à une autre génération. »

MICHEL COURNOT.

SALLES CLASSÉES CINÉMAS d'ART et d'ESSAI (A.F.C.A.E.)
PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin 033.15.04
LE RISQUE DE VIVRE
de Gerald CALDERON

SEUL A PARIS au STUDIO MEDICIS V.O.
LULU
de WALERIAN BOROWCZYK

MARIGNAN, v.o. - QUINTETTE, v.o. - UGC ROTONDE, v.o.
GAUMONT RICHELIEU, v.f. - UGC OPÉRA, v.f. - CLICHY PATHÉ, v.f.
GAUMONT SUD, v.f. - LES NATIONS, v.f.
UNE SÉLECTION COLUMBIA/OCEANIC
DU DIVERTISSEMENT A L'ETAT PUR ! UN REGAL ! LE FIGARO
SHIRLEY MacLAINE EST MERVEILLEUSE LE MONDE
SHIRLEY MacLAINE ANTHONY HOPKINS BO DEREK
CHANGEMENT DE SAISONS

THEATRE MUSICAL DE PARIS CHATELET tmp
OPERAS FRANÇAIS DU XIXe SIECLE
LES PECHEURS DE PERLES
Georges Bizet
Direction musicale : Jérôme Kaltenbach
Mise en scène, décors et costumes : Pier Luigi Pizzi
Chorégraphie : Vittorio Biagi
Les 4, 5, 6, 7, 10, 11, 12 et 13 mars à 20 h 30
le 8 mars à 14 h 30
CENDRILLON
Jules Massenet
Direction musicale : Jacques Delacôte
Mise en scène et chorégraphie : Brian Macdonald
Les 20, 21, 24, 25, 26, 27 et 28 mars à 20 h 30.
Les 22 et 29 mars à 14 h 30
PRIX DES PLACES DE 20, 30, 50, 70, 90 et 120 F
Location ouverte aux caisses du théâtre, 14 jours à l'avance, de 11 h à 18 h 30
1, place du Châtelet, 75001 Paris

DE NOUVEAU RÉUNIS
à partir de jeudi à 20 h. 45





PROGRAMMŒUVRE XXII
LE PIANO DIVERSIFORME
avec
Jean-Pierre DUPUY
Œuvres de : Karel GOEYVAERTS, Antoine TISNÉ, Pierre SCHAEFFER, Tomas MARCO, Nicole LACHARTRE, John CAGE
Vendredi 27 février au Musée GUIMET
6, place d'Iéna, à 20 heures 30 et 22 heures 15
ACCI Association pour la collaboration des interprètes et des compositeurs.
Loc. COPAR CROUS, FNAC - ALPHA

DIMANCHE 1er MARS 1981, à 15 heures
ÉGLISE SAINT-PIERRE DE NEUILLY
MESSE POUR DEUX CHŒURS ET DEUX ORGUES
de Charles - Marie WIDOR
PREMIERE AUDITION EN FRANCE
Petits chanteurs de Saverne
Petits chanteurs de la Vierge Noire
Petits chanteurs de St-Ferdinand des Ternes
Petits chanteurs de St-Leufroy de Suresnes
Petits chanteurs de Notre-Dame de la Joie
Petits chanteurs de Ste-Croix de Neuilly
Petits chanteurs de St-Christophe de Javel
Maîtrise de Notre-Dame de Paris
interpréteront
Praetorius, Delalande, Bach, Haendel, Saint-Saëns, César Franck
Entrée libre

UNE SELECTION

cinéma

CELLES QU'ON N'A PAS EUES DE PASCAL THOMAS

Dans un compartiment de chemin de fer, six hommes racontent leurs échecs amoureux. Mentent-ils ou disent-ils la vérité ? D'une comédie ironique à la Sacha Guitry, le nouveau film de Pascal Thomas glisse peu à peu, avec mélancolie et tendresse, vers les rivages de l'adolescence et des passions sans espoir.

RAGING BULL DE MARTIN SCORSESE

La boxe, comme une série d'épreuves, comme un chemin de croix, jusqu'à la rédemption. Un film onirique sur l'histoire vraie du champion Jake La Motta, et Robert de Niro, inoubliable.

L'Amour handicapé, de Marilea Graf : une communauté, un échange, une parole. **Le Salon de musique**, de Satyajit Ray : un « India Song », en noir et blanc. **La Rue sans joie**, de Pabst : le règne inégalé du cinéma muet. **Houston Texas**, de François Reichenbach : document pour un meurtre. **Eugenio**, de Luigi Comencini : portrait sensible d'un enfant étranger à sa propre famille.

théâtre

HISTOIRES DE LA FORET VIENNOISE A AUBERVILLIERS

Histoires d'une société suicidaire dans un temps de marasme, jeu de cache-cache inquiétant, conte amoral et ironique qui saisit le réel invisible et visible, qui vit de la vie des comédiens.

LE BAL A ANTONY

Entre l'accordéon et le rock, des hommes et des femmes, des garçons et des filles s'épient, s'enlacent, s'aiment, s'agressent, suivent quelques moments de l'histoire des Français, font la fête, *une fête drôle, dure, une réussite.*

Détruire l'image au Petit-Odéon : Un couple, des mots qui rêvent et qui font mal. **Le Canard sauvage** au Théâtre de la Ville : pour Ibsen. **Le Chapeau de paille d'Italie** à Choisy : l'Attroupement décape le vaudeville-poursuite, le comique demeure, la poésie intervient.

musique

DEUX DUTILLEUX ENSEMBLE

Un bon exemple d'harmonisation des programmes : jeudi 26 février, on pourra entendre à la même heure, soit **Tout un monde lointain**, d'Henri Dutilleux, joué par Rostropovitch avec l'Orchestre national, dirigé par Maazel, qui donnera aussi les **Nocturnes**, de Debussy, et la **Symphonie fantastique**, de Berlioz (Pleyel), soit la dernière œuvre du même Dutilleux, **Timbres, Espace, Mouvement** (dédiée à Rostropovitch), superbe tableau cosmique où tout l'univers entre en vibration comme dans un tableau de Van Gogh, avec la **Quatrième Symphonie**, de Schumann, la **Danse des morts**, de Liszt, et les **Variations sur un thème de Paganini**, de Lutoslawski, par J.-B. Pommier, sous la direction de Serge Baudo (Palais des Congrès) ; heureusement, ce dernier programme sera redonné aux Champs-Elysées deux jours après (28 février, à 10 heures).

GIUSEPPE SINOPOLI

Un musicien italien qui « monte » comme compositeur et chef d'orchestre, c'est G. Sinopoli, l'invité de l'IRCAM cette semaine (rencontre, le 26, à 18 h. 30) et de l'Ensemble Intercontemporain, où il dirigera son **Concerto de chambre**, les **Oiseaux exotiques**, de Messiaen, la **Symphonie de chambre**, de F. Schrecker, *un ancêtre qu'on redécouvre*, et la création des **Transmutations**, de D. Cohen (Théâtre de la Ville, le 2 mars).

LES PECHEURS DE PERLES

Le Théâtre musical de Paris-Châtelet poursuit son œuvre de rénovation des chefs-d'œuvre populaires français en présentant une splendide production des **Pêcheurs de perles**, de Bizet, réalisée à Bologne, par Pier-Luigi Pizzi, « d'un goût exemplaire, d'une élégance rare et d'un raffinement inouï », avec deux bonnes distributions sous la direction de J. Kaltenbach (Châtelet, du 4 au 13 mars, sauf le 9).

MICHEL DALBERTO

Deux occasions de découvrir au concert le jeune pianiste français Michel Dalberto, dont les premiers disques ont fait sensation : avec Raphaël Oleg, dans des sonates de Schubert, Strauss, Debussy et Beethoven (Gaveau, le 28, à 17 h.) et dans un concert Mozart, dirigé par E. Krivine (Radio-France, le 3)

MUSIQUES ACTUELLES A NICE

Un courageux Festival de musique contemporaine, dirigé par J.-E. Marie, se déroulera à Nice du 26 février au 15 mars : treize concerts gratuits, où l'on découvrira l'école espagnole actuelle, six autoportraits (Roquin, Drogoz, Mariétan, Fourchotte, Vandenbogaerde, Louvier) et des œuvres utilisant des micro-intervalles (MANCA, mairie de Nice, tél. 80-24-35).

Thaïs (Avignon, les 27 février et 1er mars) ; **Mme Butterfly** (Toulouse, les 27 février, 1er, 3, 6, 8 mars) ; Rencontres nationales de chant choral (Notre-Dame des Blancs-Manteaux, Saint-Louis-en-l'Isle, Billettes, Saint-Séverin, le 28 ; Radio-France, le 1er mars, à 14 et 17 h.) ; Schumann et Brahms, par l'Orchestre Colonne, dir. J. Kaltenbach, avec St. Bishop (Châtelet, le 1er mars, à 18 h.) ; Mendelssohn et Dvorak, par l'Orchestre national, dir. L. Maazel (Pleyel, le 2) ; Quatuor Alban Berg (Radio-France, le 2) ; M. Arroyo (Athénée, le 2) ; J. Diéval et A. Rahman el Bacha (Châtelet, le 2, à 18 h. 30) ; Petits Chanteurs de Vienne (Châtelet, le 2, à 20 h. 30) ; J. Menuhin (Pleyel, le 2) ; le Chœur grégorien de Paris (S. Séverin, le 3) ; Carlos Santos, solo-performance, piano (American Center, le 3).

danse

DON QUICHOTTE A L'OPERA DE PARIS

Ballet en trois actes et un prologue sur une musique de Minkus : une nouvelle production dans une chorégraphie de Rudolph Noureev ; le rôle de Basile sera interprété en alternance par Cyril Atanassof, Patrick Dupond et Rudolph Noureev, lui-même, notamment le 11 mars au cours d'un gala pour la recherche contre le cancer

Carolyn Carlson au Théâtre de Paris : *présentation de* **Undici onde**, récemment créé à Venise par le Groupe de recherches chorégraphiques de la Fenice. La compagnie de **Viola Farber** à Beaubourg : *l'occasion enfin de découvrir à Paris une des figures les plus attachantes de la « modern dance » américaine.* **Quentin Rouillier** à Aulnay-sous-Bois : création d'un ballet pour enfants sous la forme d'un puzzle en mouvement.

expositions

LA GAULE DE CONSTANTIN A CHILDERIC AU MUSEE DU LUXEMBOURG

Une exposition archéologique et historique qui regroupe des œuvres d'art venues d'Allemagne, d'Angleterre, de Suisse, des Etats-Unis... Et présente une période décisive et mal connue de notre histoire : le passage de l'Antiquité au Moyen Age. Elle est organisée en collaboration avec le musée Romain-Germanique de Mayence. (A partir du 27 février.)

GAINSBOROUGH...

La première grande exposition rétrospective en France consacrée à un peintre anglais du dix-huitième siècle.

... CAMILLE PISSARRO AU GRAND PALAIS

L'aîné des impressionnistes, celui que Cézanne appelait « l'humble et colossal Pissarro. »

MARTIAL RAYSSE AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Les travaux, depuis dix ans, d'un artiste qui fut à la tête du pop-art en France. Il a abandonné images photographiques et couleurs artificielles, repris le crayon et le pinceau pour dessiner et peindre dans la continuité d'un art qui ignorerait le progrès à proprement parler.

variétés

FRANCE LEA A L'ESPACE GAITE

La *découverte d'une interprète* dont les chansons aboutissent à un spectacle fait de sentiments, d'émotion, de *drôlerie* et de *rythme* (20 h 15).

GUY BEDOS A BOBINO

La libre parole du rire — un *rire* moderne, destructeur. Mais aussi un regard fraternel — et donc sans complaisance — sur les gens (20 h 45).

SOL AU PETIT FORUM DES HALLES

L'innocence et la naïveté d'un clown qui effleure juste les choses et enchaîne avec douceur (20 h 30).



DERNIÈRE LE 28 FÉVRIER



théâtre d'ivry 672.37.43
la chose sacrée
De Ion Drutza
mise en scène d'Ewa Lewinson
du 24 février au 22 mars 1981

50 DERNIERES
ATHENEE LOUIS JOUVET
EDWIGE FEUILLERE
JEAN MARAIS
DANS
CHER MENTEUR
LOCATION 742.67.27 ET AGENCES

FORUM
297.53.74
SEMAINE DU CINEMA BULGARE
UN FILM INEDIT PAR JOUR
du mercredi 25 février au mardi 3 mars 1981

DU 28 FÉV. AU 8 MARS
THÉÂTRE DE PARIS
THÉÂTRE DE PARIS
OPÉRA DE PARIS
TEATRO LA FENICE
« UNDICI ONDE »
Teatro Danza La Fenice
di
CAROLYN CARLSON
Location Théâtre de Paris
15 rue Blanche 75009 PARIS
280.09.30
et AGENCES

SEUL A PARIS
au
PANTHEON
13, rue Victor Cousin (5e)
★
PIERRE BRAUNBERGER PRESENTE
LE RISQUE DE VIVRE
UN FILM DE GERALD CALDERON
Un film superbe... Un film événement... Une incontestable réussite...
A. ASSEO - FRANCE-INTER

JEANNE BUCHER
MOSER

THÉÂTRE TRISTAN-BERNARD
64, rue du Rocher (8e) - 522-08-40
PAUL GUERS
FILS DE PERSONNE
de
HENRY DE MONTHERLANT
avec Françoise DELILLE

En raison du succès : 5 SALLES SUPPLÉMENTAIRES

GAUMONT COLISÉE, v.o. - IMPÉRIAL PATHÉ, v.f.
GAUMONT CONVENTION, v.f. - 14 JUILLET BEAUGRENELLE, v.o.
LES NATIONS, v.f. - MONTPARNASSE 83, v.f. - LES PARNASSIENS, v.o.
HAUTEFEUILLE, v.o. - QUARTIER LATIN, v.o. - ATHÉNA, v.o.
MAYFAIR, v.o. - TRICYCLE, Asnières, v.f. - FRANÇAIS, Enghien, v.o.
GAUMONT OUEST, v.f. - AVIATIC, Le Bourget, v.f.

UN FILM DE LUIGI COMENCINI



Le regard d'un enfant sur le monde des adultes.

PLEYEL - Dimanche 8 mars, à 14 h. 30 - Mardi 10 mars, à 18 h. 30 et 21 h.
SPLENDEURS DE VENISE
Récit et film de MARIO RUSPOLI Voyage dans la lagune
Torcello - Burano - Murano - Villa Maser, perle de la Renaissance. Venise : les canaux, les palais, les musées et leurs chefs-d'œuvre. Le Palais des Doges, armurerie, prisons, fêtes nautiques, carnaval.

UGC NORMANDIE • REX • CAMEO • BRETAGNE • UGC DANTON • MISTRAL • MAGIC CONVENTION
UGC GOBELINS • 3 MURAT • UGC GARE DE LYON • 3 SECRETAN • WEPLER PATHE • GAUMONT LES HALLES
PARLY 2 • C2L St-Germain • MELIES Montreuil • CARREFOUR Pantin • ARTEL Nogent
ARTEL Créteil • MULTICINE PATHE Champigny • ALPHA Argenteuil • FRANÇAIS Enghien
FLANADES Sarcelles • PARINOR Aulnay • VELIZY 2 • PARAMOUNT La Varenne • BUXY Val d'Yerres
STUDIO Rueil • PB Cergy • DOMINO Mantes • MEAUX 1.2.3.4. • ARCEL Corbeil
à partir du mercredi 4 mars 1981 9 DEFENSE-4 TEMPS



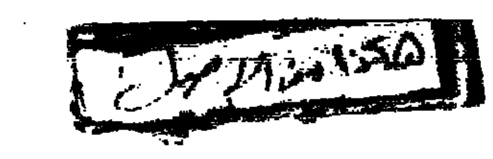
un film de ALAIN BONNOT

PUBLICIS CHAMPS ELYSEES • PUBLICIS MATIGNON • PARAMOUNT MAILLOT • PARAMOUNT OPERA
PARAMOUNT MARIVAUX • PARAMOUNT ODEON • PARAMOUNT MONTPARNASSE
PARAMOUNT MONTMARTRE • CONVENTION ST CHARLES • PARAMOUNT ORLEANS • PARAMOUNT GALAXIE
PARAMOUNT GOBELINS • STUDIO ALPHA • PARAMOUNT BASTILLE • PASSY • GAUMONT OUEST
Périphérie : CLUB Colombes • BUXY Boussy St-Antoine • PARAMOUNT La Varenne • PARAMOUNT Orly • VILLAGE Neuilly • FRANÇAIS Enghien
C2L Versailles • FLANADES Sarcelles • ARTEL Villeneuve • ARTEL Nogent • MELIES Montreuil • CARREFOUR Pantin • VELIZY II

UN FILM DE PASCAL THOMAS
CELLES QU'ON N'A PAS EUES
avec
MICHEL AUMONT
DANIEL CECCALDI
JACQUES FRANÇOIS
MICHEL GALABRU
BERNARD MENEZ



"CELLES QU'ON N'A PAS EUES" écrit par JACQUES LOURCELLES d'après une idée originale de Roland Duval et Pascal Thomas. Musique de VLADIMIR COSMA. Directeur de la Photographie RENAN POLLES. Producteur exécutif NICOLE FIRN avec la participation amicale de JACQUES JOUANNEAU et avec ANOUK FERJAC, JEAN-PIERRE DARROUSSIN, SOPHIE GRIMALDI, JC MARTIN et CLEMENT. Une coproduction Les Films Français / Antenne 2 / Nordine Films SA. Distribué par Parafrance Films.



Expositions

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 13 h. à 22 h. ; sam. et dim de 10 h. à 22 h. Entrée libre le dimanche.

Animations gratuites : sauf mardi et dimanche à 16 h et à 19 h. ; le samedi à 11 h. ; entrée du musée (troisième étage) ; lundi et jeudi, 17 h. galeries contemporaines (rez-de-chaussée)

LES REALISMES entre révolution et réaction, 1919-1939. Entrée : 12 F. Jusqu'au 20 avril.

PANAMARENKO. Le dirigeable aéromodeller. — Jusqu'au 4 mai.

MARTIAL RAYSSE. — Jusqu'au 23 mars.

BJORN LOVIN. L'image lilac. — Jusqu'au 23 mars.

LA PHOTOGRAPHIE POLONAISE. *1900-1980* — Jusqu'au 8 mars.

DONATION FLORENCE HENRI. — Jusqu'au 22 mars.

NATURE DU DESSIN. — Jusqu'au 9 mars

LA FETE EN LANGUEDOC. — Jusqu'au 12 avril.

LES INDIENS D'AMERIQUE DU NORD. — Jusqu'au 25 mai (à la Bibliothèque des enfants)

A VOS JEUX... des lignes, des formes, des couleurs. — Atelier des enfants. Sauf mardi et dim., de 14 h. à 18 h. Jusqu'au 4 avril.

C.C.I.

DE METROS EN TRAMWAYS. — Conception de systèmes de transport pour des capitales régionales Jusqu'au 30 mars.

RECIPIENTS D'AILLEURS : Asie, par exemple. — Jusqu'au 16 mars.

B.P.I.

COTE JARDINS. — Jusqu'au 9 mars.

ROBERT MUSIL. — Jusqu'au 16 mars.

Musées

DONATIONS CLAUDE ROGER-MARX. — REVOIR CHASSERIAU. — PASTELS DU DIX-NEUVIEME SIECLE. — JEAN FOUQUET. — Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jaujard (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 17 h. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 19 avril.

CAMILLE PISSARRO (1830-1903). — Grand Palais, entrée avenue du Général-Eisenhower (261-54-10). *Sauf mardi*, de 10 h. à 20 h., mercredi jusqu'à 22 heures. Entrée : 12 F, le samedi : 9 F (gratuite le 23 mars). Jusqu'au 27 avril

CINQ ANNEES D'ENRICHISSEMENT DU PATRIMOINE NATIONAL (1975-1980). Donation, dations, acquisitions. — Grand Palais (voir ci-dessus). Jusqu'au 2 mars.

GAINSBOROUGH. — Grand Palais (voir ci-dessus). Entrée libre le 3 avril. Jusqu'au 27 avril.

LA COLLEGIALE DE THANN. Grand Palais (voir ci-dessus). Espace 404. De 10 h à 18 h. Entrée libre. — Jusqu'au 31 mars.

PABLO GARGALLO (1881-1934). Rétrospective. Jusqu'au 1er mars. **HOMMAGE A ANDRE DERAIN.** Jusqu'au 8 mars — Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue *du Président-Wilson (720-82-40)*. Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 40 ; mercredi, jusqu'à 20 h. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche).

ART-ALLEMAGNE AUJOURD'HUI. Divers aspects de l'art actuel en République fédérale d'Allemagne. — ARC du Musée d'art moderne (voir ci-dessus) : — Jusqu'au 8 mars.

PRESENTATION TEMPORAIRE D'ŒUVRES APPARTENANT AUX COLLECTIONS NATIONALES. Soieries de Lyon, commandes impériales (collections du Mobilier national) ; Portrait et société en France 1715-1789 ; Un clavecin peint par Chagall. — Musée d'art et d'essai, palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (723-36-53). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 17 h. 15. Entrée : 7 F : le dimanche : 3,50 F.

LES METIERS DE L'ART. — Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 12 h. à 18 h. ; mercredi, de 12 h. à 22 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 27 avril.

JEAN CARLU. Rétrospective. — Musée de l'affiche, 18, rue de Paradis (824-50-04). Sauf lundi et mardi de 12 h. à 18 h. Entrée : 7 F Jusqu'au 20 mars.

EDOUARD PIGNON. Œuvre gravé. Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Surcouf (555-91-50) Sauf dimanche, de 11 h. à 18 h — Jusqu'au 17 avril.

GUSTAV VIGELAND (1869-1943). — Musée Rodin, 77, rue de Varennes (705-01-34) Sauf mardi, de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h. Entrée : 7 F. Jusqu'au 30 mars.

A L'AUBE DE LA FRANCE. La Gaule de Constantin à *Childéric*. — Musée du Luxembourg, 19, rue de Vaugirard (033-95-00). Sauf lundi, de 11 h. à 18 h. ; jeudi, jusqu'à 22 h. Entrée : 9 F ; sam. : 6 F (gratuite le 10 avril). Du 27 février au 3 mai.

NICOLAS EVREINOFF. 1879-1953. — Bibliothèque de l'Arsenal, 1, rue Sully. Sauf dim., de 10 h. à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 21 mars.

ROGI ANDRE. — Galerie de photographie de la Bibliothèque nationale, 4, rue Louvois Sauf dimanche, de 12 h. à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 8 mars.

L'INSTRUMENT DE MUSIQUE POPULAIRE. *Usages et symboles.* — Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi (Bois de Boulogne, métro : Sablons) (747-69-80) Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 15. Entrée : 7 F ; le dimanche : 4 F (gratuite le 2 mars). Jusqu'au 19 avril.

EN FRANCE APRES JEANNE D'ARC. — Hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple (277-11-30) Sauf lundi, de 11 h. à 18 h. Entrée : 8 F ; le dimanche : 4 F. Jusqu'au 1er mars.

VOYAGES ET DECOUVERTES — Muséum national d'histoire naturelle. Galerie de botanique, 18, rue Buffon (707-26-65) Jusque fin décembre.

EINSTEIN. Sa vie et son œuvre scientifique. — Palais de la découverte, avenue Franklin-D.-Roosevelt (359-16-65). Sauf lundi, de 10 heures à 18 heures. Jusqu'en mars 1981.

NOUVEAUX SYSTEMES DE REPRESENTATION EN ARCHITECTURE. — Palais de la Découverte (voir ci-dessus). Jusqu'au 20 mars.

Centres culturels

L'EPOQUE DE LUCAS DE LEYDE ET PIERRE BRUEGEL. Dessins des anciens Pays-Bas. — Du 26 février au 12 avril

L'ATELIER DES GRAVEURS D'AMSTERDAM. — Du 26 février au 21 mars. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (705-85-99). Sauf lundi, de 13 h. à 19 h. Entrée libre.

PISSARRO, monde rural, art et politique (cinquante dessins, deux cents documents). — Centre culturel du Marais, 26-28, rue des Francs-Bourgeois (272-73-52) Sauf mardi de 12 h. 30 à 19 h 30. Entrée : 8 F. Jusqu'au 26 avril

HERBIN. Peintures, dessins, aquarelles et gouaches. — Jusqu'au 22 mars.

DANIEL PONTOREAU. Lieux intérieurs, parcours plastique. — Jusqu'au 29 mars. Centre culturel du Marais (voir ci-dessus).

POMPEI. Travaux et envois des architectes français au dix-neuvième siècle. — Chapelle des Petits-Augustins, 14, rue Bonaparte (260-34-57). Sauf mardi, de 12 h. 30 à 19 h 30. Entrée 10 F Jusqu'au 22 mars

LA B.D. TEMOIN DE SON TEMPS. — Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Berryer (563-90-55). Sauf mardi, de 12 heures à 19 heures. Entrée libre. Jusqu'au 15 mars.

ADOLPHE SAX Passé-présent du *saxophone. — Centre culturel de* la Communauté française de Belgique, 127-129, rue Saint-Martin (271-26-16). Sauf lundi, de 11 h. à 18 h. Entrée : 10 F (sauf lundi et dimanche, à 15 h., projections de films sur le saxophone et le jazz). Jusqu'au 15 mars.

GIUSEPPE ZIGAINA. Gravures. — B.I.M.C. Galerie, 52, rue de l'Hôtel-de-Ville (278-67-08). Sauf dim. et lundi, de 15 h. à 21 h. Jusqu'au 21 mars.

TAPISSERIE ARTISTIQUE CONTEMPORAINE. — Institut polonais, 31, rue Jean-Goujon. Du 26 février au 30 mars.

ANTON BLOMBERG. Photographe de Stockholm 1863-1936. — Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (271-82-20). De 12 heures à 18 heures ; samedi et dimanche, de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 mars.

BOIS ET ARCHITECTURE. Evolution typologique d'un habitat populaire aux XVIIIe-XIXe siècles. — Centre cultuel suédois (voir ci-dessus). Jusqu'au 5 avril.

LA COMEDIE EN FRANCE. De Capus à Giraudoux. — Salons Ricard, 35, avenue Franklin-Roosevelt. Sauf dim., de *10 h. 30 à* 13 h. et de 15 h. à 17 h. 30. Jusqu'au 14 mars.

CARLOS ACOSTA - OSCAR QUINTANA PATRUYO - MARTIN V. BESSEGA. — Ambassade du Venezuela, 11, rue Copernic. Sauf sam. et dim., de 10 h. à 13 h. et de 14 h. à 16 h. Jusqu'au 9 avril.

L'ENCADREMENT. Techniques et réalisations. — Bibliothèque Forney, Hôtel de Sens, 1, rue du Figuier. Sauf dimanche et lundi, de 13 h. 30 à 20 h Jusqu'au 14 mars.

PIERRE CLERK. Œuvres récentes. **MONTREAL DE PLUS PRES.** L'architecture vue par les enfants. — Centre culturel canadien, 5, rue de Constantine (551-35-73). De 9 h 30 à 19 h Jusqu'au 29 mars.

ZORKO - Sculptures. — Centre culturel de Yougoslavie, 123, rue Saint-Martin (272-50-50). Sauf lundi, de 11 h. à 19 h. Jusqu'au 30 mars.

L'ILE SAINT-LOUIS. Collections du Musée Carnavalet. — Mairie annexe du 4e arrondissement, 2, place Baudoyer Entrée gratuite De 11 h à 18 h Jusqu'au 9 mars

PARIS ET ROME, vus par Israël Silvestre. — Mairie annexe du Xe arrondissement, 72, rue du Fg St-Martin. Sauf lundi, de 11 h. 30 à 18 h. Du 27 février au 29 mars.

BALZAC ET BENSION ENAV. Lithographies originales. — Maison de Balzac, 47, rue Raynouard (224-56-38).

CARNAVAL A DUNKERQUE. — Maison de la région Nord-Pas-de-Calais, 18, bd Haussmann (770-59-62). Jusqu'au 13 mars.

Galeries

COBRA. Réimpression de la revue. — Artcurial, 9, avenue Matignon (359-29-81) Jusqu'au 14 mars.

LIVRES D'ART ET D'ARTISTES. Exposition internationale de livres à exemplaire unique ou à tirage limité, inédits. — N R A., 2, rue du *Jour (508-19-58)* Jusqu'au 28 mars.

STATUES DU MAUSOLEE DE SHI HUANG DI, premier empereur de la dynastie Qin. — Galerie d'art du Printemps, 64, boulevard Haussmann (4e étage, magasin Havre). Jusqu'au 28 mars.

DESSINS. Deck, Edouard, Joubert, Martin, Pibot, Pinaud, Poncelet. — Galerie Saint-Guillaume, 208, boulevard Saint-Germain (544-45-27). Jusqu'au 7 mars.

FRANTA, LE BOUL'CH, ZEIMERT, TILMAN. — Galerie P.-Lescot, 28, rue Pierre-Lescot (233-85-39). Jusqu'au 7 mars.

ALBEROLA, CARBONNET, GARO. — Galerie A. Oudin, 28 bis, boulevard Sébastopol (271-83-85). Jusqu'au 12 mars.

HOMMAGE A ANDREI AMALRIK. Photos, manuscrits, témoignages, samizdats. — Galerie Lara Vincy, 47, rue de Seine (326-72-51). Jusqu'au 28 février.

GUZEL AMALRIK. Peintures et aquarelles. — Galerie Belle et Belle, 16, rue Jacques-Callot (325-77-24). Jusqu'au 28 février.

A ANTONINI. Gravures et aquarelles. — Galerie Sagot-le-Garrec, 24, rue du Four (326-43-38). Jusqu'au 28 mars.

AUGUSTO BARROS. — Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrandi (548-84-28). Jusqu'au 2 mars

BILL BECKLEY — Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaubourg (272-14-10) Jusqu'au 11 mars

BIGOT. Si le regard ne ment. Œuvres récentes. — Galerie Bellint, 28 bis, boulevard de Sébastopol (278-01-91). Jusqu'au 28 mars.

BIRGA. Peintures. — Galerie L. François, 15, rue de Seine (326-94-32). Jusqu'au 17 mars.

ALIGHIERO BOETTI. 1965-1981. — Galerie C. Crousel, 80, rue Quincampoix (887-60-81). Jusqu'au 28 mars.

BYZANTIOS. Peintures récentes 1979-1980. — Galerie Karl Flinker, 25, rue de Tournon (325-18-73). Jusqu'au 21 mars.

CHARLES CHOUERI. Peintures. — Hôtel Intercontinental, 3, rue de Castiglione. Jusqu'au 6 mars.

PETER DEAN. — Galerie D. Speyer, 6, rue J.-Callot (354-78-41). Jusqu'au *28 mars*

DUNOYER DE SEGONZAC. Gravures : Colette à la « Treille Muscate ». — Le Nouvel Essor, 40, rue des Saints-Pères (548-34-02). Jusqu'au 11 avril.

ERHARDY. Sculptures. — Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (271-20-50). Jusqu'au 21 avril.

LUIS FEITO. Peintures. — Galerie Regards, 40, rue de l'Université (261-10-22). Jusqu'au 14 mars.

ANDRE FRANÇOIS Composites. — Galerie Nouvel-Observateur/Delpire, 13, rue de l'Abbaye (326-51-10). Jusqu'au 7 mars

JEAN GAUDAIRE THOR. Silences. — Galerie Artériel, 13, rue André del Sarte (255-25-76). Jusqu'au 14 mars.

PAUL-ARMAND GETTE. *L'effet de lisière.* — Galerie Bama, 40, rue Quincampoix (277-38-87). Jusqu'au 3 mars.

DEVIS GREBU. Dessins et illustrations. — Jardin de la Paresse, 20, rue Gazan (588-38-52). Jusqu'au 30 mars

GREKOFF. Tapisseries. — Centre national de la tapisserie d'Aubusson, 179, bd Saint-Germain (544-66-88). Jusqu'au 12 mars.

MADELEINE GRENIER. *Peintures* récentes. — Galerie Darial, 22, rue de Beaune (261-20-63). Jusqu'au 21 mars.

JEAN GUITTON. Peintures récentes. — Galerie K. Granoff, place Beauvau (265-24-41). Jusqu'au 4 mars.

RICHARD HAMILTON. Intérieurs. — Galerie Maeght, 13, rue de Téhéran (563-13-19) Jusqu'au 6 mars.

HASTAIRE. Dessins. — Arts contemporains, 22, rue de l'Odéon (633-49-24). Jusqu'au 31 mars.

MARC - ANDRE HUBIN. Statue Envie. — Galerie Art et Culture, 90, rue de Rennes (548-58-69). Jusqu'au 10 mars.

PASCAL MAHOU. Entropie, 30, rue Rambuteau (278-41-07). Jusqu'au 28 mars.

ETIENNE MARTIN. Dix sculptures. — Artcurial, 9, avenue Matignon (256-70-70). Jusqu'en mars.

FRANÇOIS MARTIN. Dessins. — Galerie Le Dessin, 27, rue Guénégaud (633-04-66). Jusqu'au 14 mars.

ANDRE MASSON. Soixante peintures et pastels (1923-1976). — Galerie Louise-Leiris, 47, rue de Monceau (563-28-85). Jusqu'au 14 mars

MATHELIN. — Galerie M. Kaganovitch, 66, bd Raspail (548-47-32). Jusqu'au 14 mars.

ALAIN MATHIOT. Peintures. — Galerie J.-P. Mouton, 7, rue Casimir-Delavigne (633-66-70). Du 27 février au 28 mars.

LES VENISE DE ZORAN MUSIC. — Galerie de France, 3, Faubourg-Saint-Honoré (265-69-37). Jusqu'au 30 mars.

JOAN MYERS. *Desert series.* — Galerie Perspectives, 53, av. de Saxe (566-49-70). Jusqu'au 20 mars.

GEORGES NOEL. Sculptures. Galerie de France, 3, Faubourg-Saint-Honoré (265-69-37) Jusqu'au 30 mars

OUZANI. Nymphéas et portraits — Nuit blanche, 4, rue Lamarck (833-13-56). Jusqu'au 14 mars.

PELAYO. Vingt dessins récents. — Galerie de Bellechasse, 10, rue de Bellechasse (555-83-69) Jusqu'au 10 mars.

CHARLES PIQUOIS. Peintures. — Galerie d'art de l'hôtel Astra, 29, rue Caumartin (266-15-15). Jusqu'au 21 mars.

CHARLES POLLOCK. Œuvres récentes 1974-1981. — Paris Arts Center, 36, rue Falguière (548-84-28). Jusqu'au 22 mars.

NIKI DE SAINT-PHALLE. — Galerie Samy Kinge, 54, rue de Verneuil (261-19-07). Jusqu'au 21 mars.

BRUNO SCHMELTZ. Peintures récentes. — Galerie A. Blondel, 4, rue Aubry-le-Boucher (278-66-67). Jusqu'au 15 avril.

GERARD-TITUS CARMEL. Dessins — Galerie Maeght, 13, rue de Téhéran (563-13-19) Jusqu'au 6 mars

HUGH WEISS. Nouvelle architectures. — Galerie de Seine, 18, rue de Seine (325-32-18). Jusqu'au 21 mars.

Dans la région parisienne

AULNAY-SOUS-BOIS. Histoire d'images (Maurice Sendak, Jörg Muller, Hériberto-Cogollo Cuadrado, *Frédéric Clément, Nicole Claveloux* et Jean-Jacques Loup). — Maison de la culture de la Seine-Saint-Denis, 134, rue Anatole-France (868-00-22) Jusqu'au 7 avril.

COURBEVOIE. Photographie actuelle en France 1980. — Maison pour tous, 14, square de l'Hôtel-de-Ville (333-63-52). Sauf dim. et lundi, de 13 h. à 20 h. Du 26 février au 14 mars.

PONTOISE. *Quelques peintures du bord de l'Oise* : Pissarro, Guillaumin, Piette, Daubigny, Bourges, Jimenez, Thornley, etc. — Musée Pissarro, 17, rue du *Château* (032-06-75). Jusqu'au 26 avril.

SAINT-DENIS. L'histoire de Saint-Denis de 1870 à 1920. — Musée municipal, 6, place de la Légion d'honneur (820-83-83, poste 230).

VILLEPARISIS. Alain Péclard. — Centre culturel municipal Jacques-Prévert, place de Pietrasanta (427-94-99). Jusqu'au 5 avril.

En province

BORDEAUX. Color Field 1958-1964. Kenneth Noland, Jules Olitski. — Helen Frankenthaler, Morris Louis, H. Matisse : Jazz. — Depuis la *couleur : Francis Bugarin.* — Entrepôts Lainé, rue Ferrère (44-16-35) Jusqu'au 21 mars. — Mosaïques d'Aquitaine, sauvetage et conservation. Jusqu'en mai. — Autour des imagiers à la fin du Moyen Age. Bordeaux 1450-1548. Jusqu'en juin Musée d'Aquitaine, 20, cours d'Albret (90-91-60 poste 378).

CHALON-SUR-SAONE. Mise en pièce, mise en place, mise au point : André, Buren, Downsbrough, Lewitt, Morellet, Rutault, Sandback, Toroni — Maison de la culture, 5, avenue Nicéphore-Niepce (48-48-92). Jusqu'au 15 mars.

DIJON. Acquisitions récentes 1975-1980. — Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle (32-15-37) : Mise en pièce, mise en place, mise au point : André, Buren, Downsbrough, Lewitt, Morellet, Rutault, Sandback, Toroni — Le Coin du miroir, 55, rue Saumaise. Jusqu'au 8 mars.

LE HAVRE. La République en fête. Les 14 juillet en France et dans la *région havraise. — Musée du Prieuré* de Graville, rue Elisée-Reclus (47-14-01).

LIMOGES. Salles rénovées de céramique. — Musée Adrien Dubouché, place Winston-Churchill (77-45-58). A partir du 28 février.

LYON. Le monde d'Alphonse Chave. — ELAC. Centre d'échanges de Perrache (42-27-39). Jusqu'au 21 mars.

MARSEILLE. Wakhevitch. Décors et costumes (1930-1980). — Galeries de la Charité, rue de l'Observance (90-26-14). — Les Borely, une famille, une demeure. — Château Borély, avenue Clot-Bey (73-31-60) Jusqu'au 15 mars.

MARCQ-EN-BARŒUL. Picasso (1953-1973). — Septentrion, Fondation Prouvost (78-30-32). Jusqu'au 17 mai

MARSEILLE. SORGUE. Encres. — Centre méditerranéen d'art contemporain, 293, rue *Paradis* (37-83-23). Jusqu'à fin mars

MONTPELLIER. Henri Yeru. Travaux sélectionnés pour la Biennale de Venise 1980. — Musée Fabre, salle des Contemporains (66-06-34). Jusqu'au 15 mars.

NANTES. *Le mariage en Bretagne.* — Musées du château des ducs de Bretagne (47-18-15) Jusqu'au 22 mars. — Les poètes dans la ville : Bryen éclaté. Musée des Beaux-arts, 10, rue G.-Clemenceau (74-53-24). Jusqu'au 16 mars.

NICE. *Jacques Callot* (1592-1635). 226 gravures à l'eau-forte. — Musée des beaux-arts Jules-Chéret, 33, avenue des Beaumettes (88-53-19). Jusqu'au 20 avril.

Bernard Guillot. Photographies. — *Galerie d'art contemporain, 59, quai* des Etats-Unis (85-82-34). Jusqu'au 8 mars.

NIMES. Technique de l'œuvre peinte. — Musée des beaux-arts, rue Cité-Foule (67-25-57). Jusqu'au 22 mars.

POITIERS. Olivier Debré. — Musée Sainte-Croix, 3 bis, rue Jean-Jaurès (41-07-53) Jusqu'au 9 mars.

RENNES *L'allégorie dans la peinture naïve.* — Maison de la culture, 1, rue Saint-Hélier (79-26-26) Jusqu'au 15 mars.

STRASBOURG. Quatre peintres et le T.N.S. — Musée d'art moderne, 1, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons (32-46-07) Jusqu'au 8 mars.

TOULON. Luis Alberto, Jean Clarebouldt — Musée, 20, boulevard Général-Leclerc (93-15-45) Jusqu'au 2 mars.

TOURS. Les *plus belles reliures et* armoiries de la collection Cossé-Brissac. Musée des beaux-arts, 18, pl. François-Sicard (05-68-73). Jusqu'au 8 mars.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.

Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

1978

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 57 437.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

VOTRE TABLE CE SOIR

● Ambiance musicale ■ Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... h. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS AVANT LE SPECTACLE

AUB. DE RIQUEWIHR 770-62-39 12, faubourg Montmartre, 9e T.l.jrs	Jusqu'à 2 heures du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et SON BANC D'HUITRES.

DINERS

RIVE DROITE

LE BISTRO DE LA GARE 30, rue Saint-Denis Angle square des Innocents, 1er.	Propose ses nouvelles suggestions. Trois menus : 38,90 F s.n.c. carte des desserts. Egalement 38, bd des Italiens ; 59, bd du Montparnasse ; 73, Champs-Elysées. Ouvert t.l.jrs jusqu'à 1 h. du matin.
LE BŒUF DU PALAIS ROYAL F/d. 18, rue Thérèse, 1er. 296-04-29	35 F : Salades aux fines herbes. FILET de BŒUF sauce « Fine Royale ». Pommes Pont-Neuf à volonté. Sa carte Ses desserts réputés. Fantastique BEAUJOLAIS. Accueil chaleureux. Jusqu'à 23 heures.
CAVEAU FRANÇOIS-VILLON F/d. 64, rue de l'Arbre-Sec, 1er. 236-10-92	Ses caves du XIIIe siècle. Déjeuner. Soupers. Jusqu'à 23 heures. Toast à la moelle. Feuilleté léger de poireaux. Papillotte de saumon.
LE PETIT CARUSO 236-16-73 44, rue N.-D.-Victoires, 2e. F/dim.	A la Bourse. DINERS-SPECTACLE D'UN GENRE NOUVEAU Chants d'Opéra, d'Opérettes et de Broadway. Cuisine de qualité.
ASSIETTE AU BŒUF 9, boulevard des Italiens, 2e	« Formule Bœuf » et salade aux pignons 38,90 F s.n.c. Nouveaux plats de bœuf mijotés. Carte de desserts. Egalem 103, bd du Montparnasse, place St-Germain-des-Prés, 123 Champs-Elysées. Ouv. t.l.j. j. 1 h. mat.
LA GENTILHOMMIERE 296-54-69 10, rue Chabanais, 2e, sq. Louvois	Tard le soir ds cadre rust. Sp. SAVOYARDES Racl., Fondue. Foie gr. aux cèpes. Conf. et Magret de canard mitonnés par la patr. Env 100 F
MADIANA 233-28-92 33, rue Tiquetonne, 2e. F/ dim.	Serv. jusqu'à 24 h. Sa cave voûtée, son ambiance musicale. Spécialités antillaises - Crabe farci - Accras - Blaff. Environ 75 F.
VISHNOU 297-56-54 F/dim. angle rue Volney-rue Daunou, 2e	J. 23 h. GASTRONOMIE INDIENNE dans un décor authentique de temple indien. AGREE PAR L'AMBASSADE ET LE BUREAU DE TOURISME INDIEN. P.M.R. 100 F. Salles pr récept., cocktails, mariages.
LA TOUR HASSAN Rés. 233-79-34 27, rue Turbigo, 2e. T l jrs	Spécialités marocaines : Couscous, Méchoui, Tagines, Bastelas. Déjeuners. Diners. Soupers jusqu'à minuit. Ambiance musicale.
PIERRE (Opéra) 265-87-04 Place Gaillon, 2e. F/dim.	Diner avant Spect. et Souper jusqu'à 2 h. Cuisine Grande Tradition. Crust. Cadre IIe Empire. Terrasse. Menu 90 S.C. et Carte. Parking.
LE SARLADAIS F/sam. m. et d. 2, rue de Vienne, 8e. 522-23-62	J. 22 h. Cuisine périgourdine. Menu 115 F, 1/2 vin de pays + café + alcool de prune, avec foie gras, cassoulet au confit. SA CARTE.
LES BALCONS 387-57-41 T l.jrs 45, rue de Leningrad, 8e (1er étage)	Jusqu'à 23 h NOUVEAU. Dans un cadre de verdure et confort, formule gastron. à 68 F. vins à discret., s.c. Magnif. carte avec spécialités.
PUB SAINT-LAZARE 292-15-27 10, rue de Rome, 8e	Toute la journée - Ses savoureuses grillades et ses plats du jour. Service permanent de midi à 2 heures du matin.
TY COZ F/dim. 35, rue St-Georges, 8e, TRU. 42-95	Jusqu'à 23 h., « La marée dans votre assiette », avec des arrivages directs de la côte, dans un cadre rustique, à 50 mètres du théâtre.
LA MENARA 742-06-92 8, bd de la Madeleine, 9e. F/dim	*Restaurant marocain au cadre royal. Une cuisine authentiquement* marocaine, aussi originale que raffinée. Déjeuners d'aff. Diners spect.
AU PETIT RICHE 770-86-50/68-68 25, rue Le Peletier, 9e. F/dim.	J. 1 h. du matin, dans un décor authentique 1880. Cuisine bourgeoise. Vins du Val de Loire. Fruits de mer. Grillades.
LE LOUIS XIV 208-56-56/19-90 8, bd St-Denis, 10e F/lundi-mardi	Déjeuner, Diner, SOUPER APRES MINUIT, Huîtres, Fruits de mer, Crustacés. Rôtisserie. Salons, Parking privé assuré par voiturier.
EL PICADOR F/lundi-mardi 80, bd des Batignolles, 17e. 387-28-87	Déjeuner. Diners jusqu'à 22 h. Spécialités ESPAGNOLES, ZARZUELA, GAMBAS, BACALAO, CALAMARES TINTA. P.M.R. 80 F. Sal. pr banq.
LA CLOCHE D'OR 874-48-88 3, rue Mansart, 9e. Park. ass. Fdim.	Dans un cadre agré. *déj.* d'Aff. Salons. Din. Soup. Jusqu'à 3 h. du m. av. le Tout-Paris du spect. Cuisine bourg. de tradit. franç. P.M. 130 F.
CHEZ NICK CAPEZZA 208-89-72 13, rue Taylor, 10e. F/dim.	Vraie Bouillabaisse. Aïlloli complet. Pieds-paquets marseillais.
BOUQUET DU TRONE 8, avenue du Trône, 12e. F/dim.	Cadre agréable. Déjeuners. Diners d'affaires. Poissons. Viande grillée premier choix. Réservation 343-26-19. Service de midi à 1 h. du matin.
L'OREE DU BOIS 747-92-50 Porte Maillot, 16e.	Diners dansants, jeudi, vendredi, samedi. Orchestre Jean SALA. Déjeuners. Menu 100 F (s.n.c.). Vin compris.
BRASSERIE DU TABAC PIGALLE *606-72-90, place Pigalle, 18e.* T.l.jrs	Ouvert jour et nuit. BANC D'HUITRES t.l.j. renouvelé. Ses spécialités : *Choucroute 39. Gratinée 13. Ses grillades flambées. Buffet froid.* Spécialités : Bière LOWENBRAU, MUNICH. Service 24 h. sur 24.
L'ECHARDON 305-74-41 113, r. de Crimée, 19e. F/sam., dim.	Me Laumière. Tous les soirs. Diners aux chandelles. Cuisine traditionnelle - Table d'hôte - Menu 35 F s.c. - Carte environ 80 F.

RIVE GAUCHE

LA FERME DU PERIGORD 1, rue des Fossés-Saint-Marcel, 5e.	Déjeuners d'affaires. *Diners.* Commandes prises jusqu'à minuit Tél. 331-69-20 Ouvert tous les jours, sauf dimanche Parking gratuit
LE ZEYER 540-43-35/874-43-87 Carrefour Alésia, 14e. T.l.jrs	J. 2 h. du matin dans un déc. signé SLAVIK : Huîtres et Coquillages. *Plateau Fruits de mer. Foie gras frais maison. Grillades. Choucroutes.*

DINERS-SPECTACLES

MOUTON DE PANURGE 742-78-49 17, rue de Choiseul, 2e. T.l.jrs	Jusq. 1 h. Décor de Dubout unique au monde. Diners. Soupers animés av. chans. paillard., plats rabelais. servis par nos moines. P.M.R. 150 F.
CHEZ VINCENT NOR. 21-27 ■ 4, rue Saint-Laurent, 10e. F/dim.	Dans le cadre typique d'une hacienda. Diners dansants aux chandelles. Attractions avec *LOS MUCHACHOS. Spécialités espagnoles* et franç.

HORS DE PARIS

SEBILLON 624-71-31/71-32 20, av. Ch.-de-Gaulle, Neuilly-s/S.	Porte Maillot. Jusqu'à 22 heures. Le spécialiste du Gigot aux haricots mais aussi son Banc d'huîtres et ses Poissons. Tous les jours.
MOMMATON 747-43-64 F/dim. 79, av. Ch.-de-Gaulle, Neuilly-s/S.	Jusqu'à 22 h. 30. BANC D'HUITRES, ses 17 plats de poissons (Filets Rascasse Marseille). Ses spécialités (Ris de veau braisé aux olives).
JARRASSE 624-07-56 *4, av. de Madrid - 92 Neuilly-s.-S.*	Huîtres, Fruits de mer, Coquillages. Spécialités de *poissons*, Vivier à crustacés. Fermé dimanche soir et lundi.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LA CHAMPAGNE 10 b., pl. Clichy 874-44-78. J. 3 h
Huîtres - Coquillages tte l'année
LE RESTAURANT DE LA MER

LE PETIT ZINC rue de Buci, 6e 354-79-34
Huîtres - Poissons - Vins de pays

LE CONGRÈS Pte Maillot, 12 h à 2 h. mat. 574-17-24
80, av. Grande-Armée. POISSONS
BANC D'HUITRES toute l'année
Spéc. de viande de bœuf grillées

LA CLOSERIE DES LILAS
171, boulevard du Montparnasse
326-70-50 - 354-21-68
Au piano : Yvan Mayer

CHEZ HANSI 3, pl. 18-Juin-1940 Face Tour Montparnasse. Choucroute. Fruits de mer Jusq 3 h. du mat 548-96-42

DESSIRIER Ts les jrs - 754-74-14 9, place Pereire (17e)
LE SPECIALISTE DE L'HUITRE
Poissons - Spécialités - Grillades

WEPLER 14, place Clichy, 14 522-53-24
SON BANC D'HUITRES
Foie gras frais - Poissons

GUY 6, rue Mabillon - 354-87-61 Saint-Germain-des-Prés
Prix de la meilleure cuisine étrangère de Paris pour 1978
Feijoada - Churrascos - Camaroes

LE LOUIS XIV 208-56-56 300-19-90
8, bd Saint-Denis. F/lundi-mardi
Huîtres Fruits de mer. Crustacés.
Gibiers. Park. assur. par voiturier

AUBERGE DAB J. 2 h. matin 500-32-22
161, av. Malakoff. Tous les jours
FRUITS DE MER toute l'année
CHOUCROUTES · ROTISSERIE

AU PETIT RICHE 770-86-50/68-68 F/dim. J. 1 h.
Décor authentique 1880, 25, rue *Le Peletier - Fruits de mer* -
Vins du Val de Loire - Grillades

LE MUNICHE 25, r. de Buci, 6e 633-62-09
Choucroute - Spécialités

DES RESTAURANTS OUVERTS 24 heures sur 24

L'ALSACE 39, Champs-Elysées 359-44-24
Foie gras. Choucroute. Bc huîtres
Boutique de Produits régionaux
Sa boutique de comestibles

LE GRAND CAFÉ
BANC D'HUITRES REFRIGERE
BOISSONS · GRILLADES
4, bd des Capucines · 742-75-77

AU PIED DE COCHON
Le fameux restaurant des Halles
Fruits de mer - Grillades
6, rue Coquillière - 236-11-75 +

Cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
MERCREDI 25 FEVRIER

15 h. : le Capitaine Fracasse, de P. Gaspard-Huit ; 18 h. 30 et 20 h. 30 : Hommage à P. Powell et E. Pressburger (18 h. 30 : The Volunteer ; Crown versus stevens ; 20 h. 30 : The life and death of colonel Blimp). — Petite salle, 21 h. : le jeune cinéma français (le G.R.E.C.).

JEUDI 26 FEVRIER

15 h., les réalismes entre les deux guerres : Nogent Eldorado du dimanche, de M. Carné, la Zone, de G. Lacombe ; 19 h. : Oui, les Palestiniens ont des droits ; 21 h. : la Polynésie au cœur : Hawaï - Nouvelle-Zélande, de J. Lhote.

VENDREDI 27 FEVRIER

15 h., les réalismes entre les deux guerres : l'Atalante, de J. Vigo ; 19 h. : l'Acadie, de M. Brault et P. Perrault ; 21 h. : le Québec est au monde, de H. Mignesault (en sa présence).

SAMEDI 28 FEVRIER

15 h., les réalismes entre les deux guerres : les Cinq Gentlemen maudits, de J. Duvivier ; 17 h. et 19 h. : Hommage à M. Powell et E. Pressburger (17 h. : Une question de vie ou de mort ; 19 h. : A Canterbury tale) ; 21 h. 15 : Cinéma britannique : les Trente-Neuf Marches, de D. Sharp.

DIMANCHE 1er MARS

15 h., les réalismes entre les deux guerres : Gueule d'amour, de J. Gremillon ; 17 h. et 19 h. : Hommage à M. Powell et E. Pressburger (17 h. : Un de nos avions n'est pas rentré ; 19 h. : le Narcisse noir) ; 21 h. : Prima della rivoluzione, de B. Bertolucci.

LUNDI 2 MARS

Relâche.

MARDI 3 MARS

15 h., les réalismes entre les deux guerres : les Croix de bois, de R. Bernard ; 19 h. : les Hommes de la mer, de J. Ford ; 21 h. : Sur la route de l'Amore, de M. Mavrikios (en sa présence).

BEAUBOURG (276-55-57)
MERCREDI 25 FEVRIER

15 h. : cinéma britannique : la Revanche de Robin des bois ; 17 h., hommage à M. Powell et E. Pressburger : The Elusive Pimpernel ; 19 h., les réalismes entre les deux guerres : Maldone, de J. Gremillon.

JEUDI 26 FEVRIER

15 h : films réalisés par les étudiants de l'IHDEC 1980-1981 ; 17 h., hommage à M. Powell : An airman's letter to his mother ; Something always happens ; 19 h., les réalismes entre les deux guerres : l'Argent, de M. L'Herbier.

VENDREDI 27 FEVRIER

15 h. : films réalisés par les étudiants de l'IHDEC 1980-1981 ; 17 h., hommage à M. Powell et E. Pressburger : Ill met by moonlight ; 19 h., les réalismes entre les deux guerres : la Nuit du carrefour, de Jean Renoir.

SAMEDI 28 FEVRIER

15 h. : cinéma britannique : Geneviève, de H. Cornelius ; 17 h. : hommage à M. Powell : Return of the edge of the world ; 19 h., les réalismes entre les deux guerres : le Crime de M. Lange, de J. Renoir ; 21 h. : le Pull-Over rouge, de M. Drach.

DIMANCHE 1er MARS

15 h. : la Couronne noire, de L. Saslavski ; 17 h., cinéma britannique : A l'ouest de Zanzibar ; 19 h., les réalismes entre les deux guerres : Scipion l'Africain, de C. Gallone ; 21 h. : Il était une fois la Légion, de D. Richards.

LUNDI 2 MARS

15 h. : le Bataillon de la mort, de V. Pogacic ; 17 h. : Agent secret S. Z., de L. Gilbert ; 19 h., les réalismes entre les deux guerres : Il cappello a tre punte, de M. Camerini.

MARDI 3 MARS

Relâche.

Les exclusivités

AC/DC (Fr.) : Espace-Gaîté, 14e (327-95-94).
L'AMOUR HANDICAPE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86) ; Saint-Séverin, 5e (354-50-91).
BIENVENUE Mr CHANCE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
BLUE BROTHERS (A., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
LA BOUM (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paris, 8e (359 53-99) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
BRUBAKER (A., v.o.) (*) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Miramar, 14e (320-89-52).
LA CAGE AUX FOLLES N° 2 (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
C'EST LA VIE (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) H. Sp.
CES MALADES QUI NOUS GOUVERNENT (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).
CHANGEMENT DE SAISON (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : U.G.C. Opéra 2e (261-50-32) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
LE CHASSEUR (A., v.f.) (*) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (320-89-90)
LE CHEF D'ORCHESTRE (Pol., v.o.) : Studio de la Harpe-Huchette, 5e (633-08-40).
LES CHIENS DE GUERRE (A., v.o.) (*) : Paramount-City, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
LE CHINOIS (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (329-42-62). — V.o.-v.f. : Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52 43) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LA CITE DES FEMMES (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
CLARA ET LES CHICS TYPES (F.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Marignan, 8e (359 92-82) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) : Calypso, 17e (380-30-11).
LA COCCINELLE A MEXICO (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93). — V.f.-v.o. : Elysées-Point Show, 8e (225-67-29) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) : Miramar, 14e (320 89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Napoléon, 17e (380-41-46) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) : Tourelles, 20e (364-51-98).
COURTS-CIRCUITS (F.) : Parnassiens, 14e (329-83 11).
LE DERNIER METRO (F.) : Movies-Halles, 1er (260-43-99) ; Berlitz, 2e (742-60-33) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Publicis St-Germain, 6e (222-72-80) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33 00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
DON GIOVANNI (Fr.-It). V. it. : Bonaparte, 6e (326-12-12), Grand Théâtre de la Cité internationale universitaire, 14e (589-38-69) H. sp.
EUGENIO (It., v.o.) : Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329 - 83 - 11) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; May-Fair, 16e (525-27-06) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52), Montparnasse 83 6e (544-14-27), St-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Nations, 12e (343-04-67), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
FAME (A., v.o.) : Elysées-Pt-Show, 8e (225-67-29), Cinoches, 6e (633-10-82), Broadway, 16e (527-41-16).
FLASH GORDON (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76), Ambassade, 8e (359-49-34) ; v.f. : A.B.C., 2e (236-55-54), Français, 9e (770-33-88), Fauvette, 13e (331-56-86), Montparnasse-Pathé, 14e (329-19-23), Gaumont-Sud, 14e (327-84-50), Clichy-Pathé, 18e (522-46-01), Secrétan, 19e (206-71-33), Gaumont - Gambetta, 20e (636-10-96).
LES FOURBERIES DE SCAPIN (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47), France-Elysées, 8e (723-71-11), Richelieu, 2e (233-56-70), Athéna, 12e (343-07-48) mat.
GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
GLORIA (A., v.o.) : Pagode, 7e (705-12-15), Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).
HARLEQUIN (Aust.), v.o. : Studio Cujas, 5e (354-89-22).
HISTOIRE D'ADRIEN (Fr.), Forum-Ciné, 1er (297-53-74).
HISTOIRE DE LA NUIT (All.), v.o. : Action République, 11e (805-51-33). H. sp.
HOUSTON TEXAS (A.), v.o. : Forum-Halles, 1er (297-53-74), Saint-Germain Studio, 5e (634-13-26) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) : Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23). — V.F. : Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont - Convention, 15e (828-42-27).
HURLEMENTS (A.), v.o. : Rotonde, 6e (633-08-22), U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45). — V.F. : Caméo, 9e (246-66-44) ; Maxéville, 9e (770-72-86).
INSPECTEUR LA BAVURE (Fr.), Berlitz, 2e (742-60-33).
JE VOUS AIME (Fr.) : Colisée, 8e (359-29-46).
KAGEMUSHA (Jap.), v.o. : Quintette, 5e (354-35-40) ; Olympic - Balzac, 8e (510-10-60). — V.F. : Haussmann, 9e (770-47-55).
LE LAGON BLEU (A.), v.o. : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23). — V.F. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Montparnasse, 14e (327-52-37).
LE LYCEE DES CANCRES (A.), v.f. : Paramount - Montparnasse, 14e (329-90-10).
LE MIROIR SE BRISA (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Elysées, 8e (720-76-23). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount - Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
MON ONCLE D'AMERIQUE (Fr.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
NUMEROS ZERO (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42). H. sp.
L'OR DANS LA MONTAGNE (It., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71).
OUBLIER VENISE (It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).
LA PROVINCIALE (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-49-34) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Parnassien, 14e (329-83-11).
PSY (Fr.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Gaumont-Sud, 14e (327 - 84 - 50) ; Magic-Convention, 15e (828 - 20 - 64) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
REACTION EN CHAINE (Austr., v.f.) : Impérial, 2e (742-72-52).
LE RISQUE DE VIVRE (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04).
LE ROI DES CONS (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70), Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
RUDE BOY (Ang., v.o.) : Forum-Ciné, 1er (297-53-74) ; Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées Point Show, 8e (225-67-29) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).
LE SALON DE MUSIQUE (Ind., v.o.) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Balzac-Olympic, 8e (561-10-60) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
SAUVE QUI PEUT (LA VIE) (Fr.-Suisse), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
SHINING (A.) v.o. (**), Opéra-Night, 2e (296-62-56), Lucernaire, 6e (544-57-34).
STARDUST MEMORIES (A.), v.o. : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83).
SUPERMAN II (A.), v.f. : Capri, 2e (508-11-69).
LES SURDOUES DE LA 1re COMPAGNIE (Fr.), Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Mistral, 14e (539-52-43).
LA TERRASSE (It.), v.o. : Quintette, 5e (354-35-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
THE ROSE (A.), v.o. : Kinopanorama, 15e (306-50-30).
LE TROUPEAU (Turc), v.o. : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
UNE ROBE NOIRE POUR UN TUEUR (Fr.), Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Montparnasse, 14e (327-52-37).
UN ETRANGE VOYAGE (Fr.), U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) : 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14-Juillet - Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
UN MAUVAIS FILS (Fr.), Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).
VACANCES ROYALES (Fr.), Ciné-Seine, 5e (325-95-99).
VENDREDI 13 (A., v.o.) (**) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Montparnos, 14e (327-52-37) : Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
VIENS CHEZ MOI, J'HABITE CHEZ UNE COPINE (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387 - 35 - 43) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) : Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION (A., v.o.) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

Les grandes reprises

AGENT SECRET (A., v.o.) : Saint-Germain-Village, 5e (634-13-26) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
AMERICA, AMERICA (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-89-22).
L'AMI AMERICAIN (All., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).
LES AVENTURES FANTASTIQUES DU BARON DE MUNCHAUSEN (All., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07).
BABY DOLL (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-89-22).
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount-Odéon, 6e (335-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LES BAS-FONDS (Jap., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).
LA BLONDE ET MOI (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
BONAPARTE ET LA REVOLUTION (Fr.) : Escurial, 13e (707-28-04) H. Sp.
LES 101 DALMATIENS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
LE CHAGRIN ET LA PITIE (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) H. Sp.
LE CHRIST S'EST ARRETE A EBOLI (It., v.o) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93), S., D., 19 h. 15 et 21 h. 45
CRIS ET CHUCHOTEMENTS (Suéd., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19). Jours impairs.
DELIVRANCE (A., v.f.) (**) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : J.-Cocteau, 5e (354-47-62).
LE DIBBOUK (Pol., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
ELMER GANTRY LE CHARLATAN (A., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
ET LA TENDRESSE BORDEL (Fr.) : Théâtre Présent, 19e (203-02-55).
FANTASIA (A., v.o.) : Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; v.f. : Montparnasse-83, 6e (544 - 14 - 27) ; Lumière, 9e (246-49-07).
LA FEMME A ABATTRE (A., v.o.) : Action - Christine, 6e (325-85-78).
LES FOLLES ANNEES DU ROCK (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
HAIR (A., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
HESTER STREET (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16). H. sp.
IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
MACADAM COW-BOY (A., v.o.) : Champollion, 5e (354-51-60).
MONTY PYTHON, SACRE GRAAL (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : Actua-Champo, 5e (354-51-60).
LES PORTES DE LA NUIT (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86). J., S., L.
RUE SANS JOIE (All.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Balzac - Olympic, 8e (561-10-60) ; Olympic, 14e (542-67-42).
SAMEDI SOIR, DIMANCHE MATIN (Ang., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
LES SEPT SAMOURAIS (Jap., v.o.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).
SONATE D'AUTOMNE (Suéd., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19). Jours impairs.
LA STRADA (It., v.o.) : Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25).
LE TRIO INFERNAL (Fr.) (**) : Français, 9e (770-33-88).
LES VISITEURS DU SOIR (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86), Mer., V., D., Mar.
VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).

Les séances spéciales

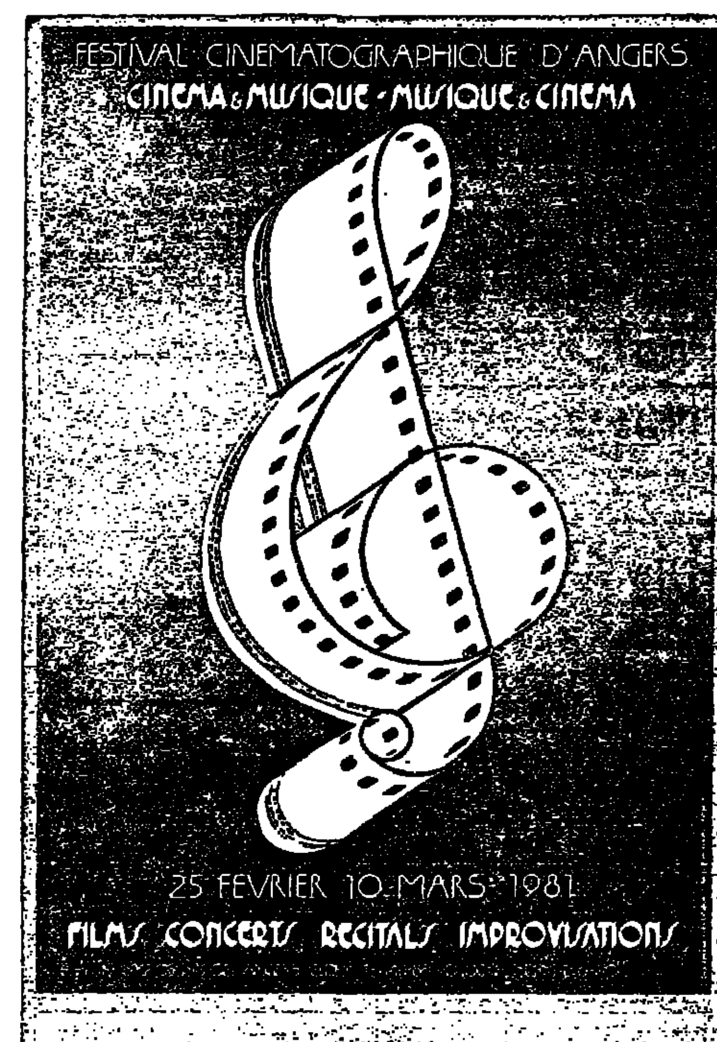
BABY DOLL (A., v.f.) : Tourelles, 20e (365-51-98), Mard. 2 h.
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h.
GOSSES DE TOKYO (Jap., v.o.) : Saint - André - des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h.
HEROS OU SALOPARDS (A., v.f.) : Tourelles, 20e (364-51-98), J., 21 h.
L'INCOMPRIS (It., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sf S., D.).
MARTIN ET LEA (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sf S., D.).
MATA-HARI (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sf S., D.).
NICK'S MOVIE (All., v.o.) : Saint-André - des - Arts, 6e (326-48-18), 12 h.
PASSE-MONTAGNE (Fr.) : Saint-André - des - Arts, 6e (326-48-18), 24 h.

Les festivals

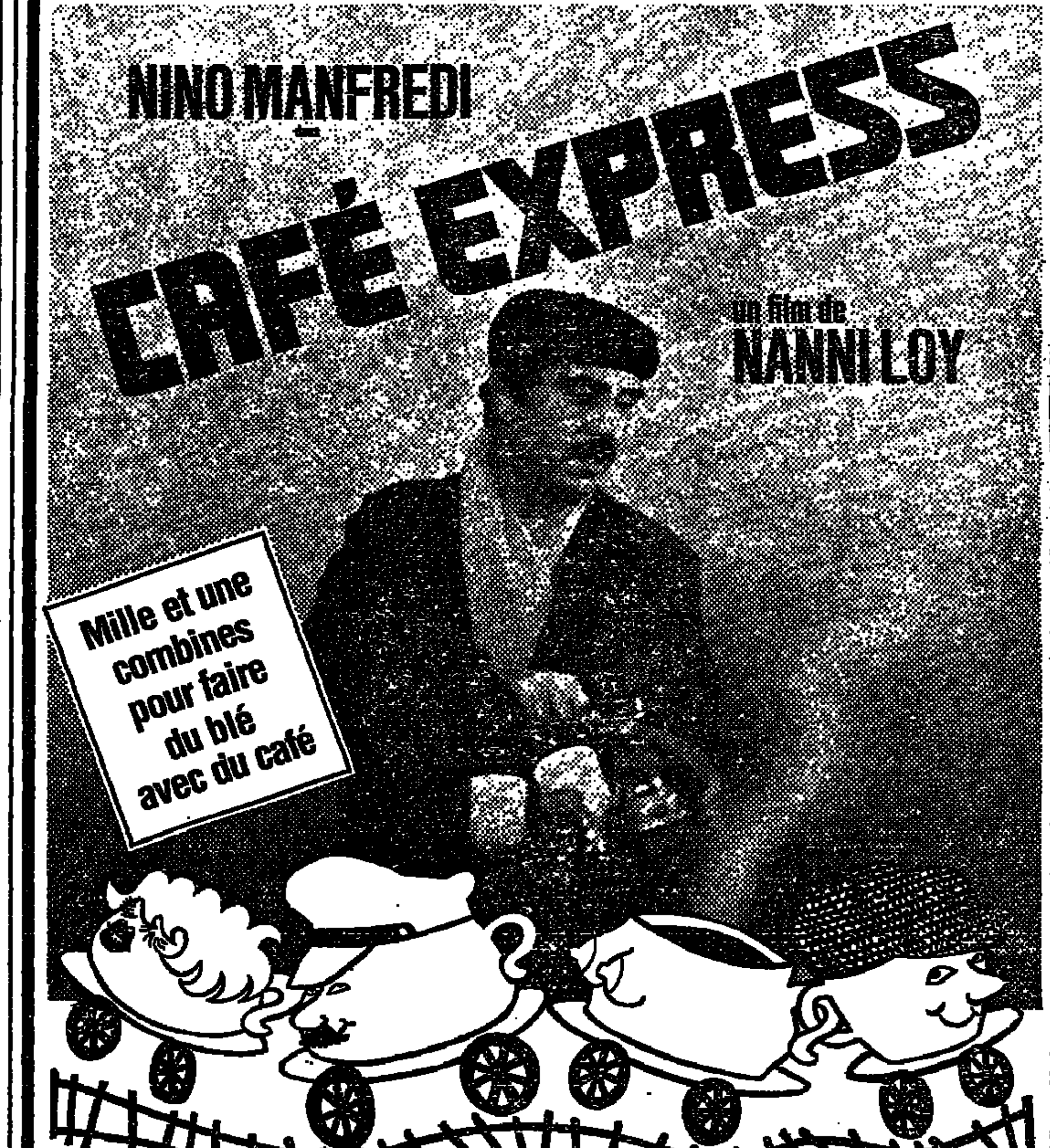
CHEFS-D'ŒUVRE ET NANARS DU CINEMA FRANÇAIS, Studio 43, 9e (770-63-40) (Michel Simon) en alternance : Boudu sauvé des eaux, l'Atalante, la Chienne, les Musiciens du ciel, Derrière la façade, la Fin du jour, les Disparus de Saint-Agil, l'Etrange Désir de M. Bard, Monsieur Taxi. Lundi, avant-première, 20 h. 30 : Loin de Manhattan.
WESTERNS : 35 films. V.o., Olympic, 14e (542-67-42). Mer. : 3 h. 10 pour Yuma. Jeu. : Commancheros. Ven. : John Mc Cabe. Sam. : Tom Horn. Dim. : le Convoi sauvage. Lun. : Coup de feu dans la Sierra. Mar. : Ciel rouge.
FILM P.S.U., v.o.-v.f., Studio Raspail, 14e (320-39-98). Mer. : Fifres et tambours : Votez Mc Kay. Jeu. : le Bus ; Alambrista. Ven. : le Couteau dans la tête ; « Dossier 51 ». Sam. : Sans anesthésie ; « Harlan County U.S.A. ». Dim. : les Enfants du Mo 67 ; L'entreprise pardonne un moment de folie. Lun. : Mais qu'est-ce qu'elles veulent ? Pourquoi pas ? Mar. : les Gosses d'Istanbul ; Alyam Alyam.
LES CINEASTES DE SERIE B, Action-République, 11 (805-51-33). Mer. : Un pigeon mort dans Beethoven Street. Jeu., ven. : Verboten (Ordre Secret). Sam. : Les bas-fonds new-yorkais. Dim. : Vaudou. L., mar. : J'ai tué Jesse James.
P.-P. PASOLINI, v.o., Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04). En alter-

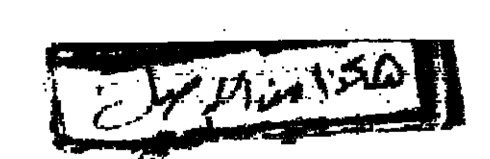
LES FILMS NOUVEAUX

ALICE DANS L'ESPAGNE DES MERVEILLES, film catalan de Jordi Feliu. V.o. : Denfert, 14e (354-00-11), H. sp.
CAFE EXPRESS, film italien de Nanni Loy. V.o. : Saint-Michel, 5e (326-79-17), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Marignan, 8e (359-92-82), Gaumont - Halles, 1er (297-49-70). V.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Français, 9e (770 - 33 - 88), Gaumont-Convention, 15e (828 - 42 - 27), Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
CELLES QU'ON N'A PAS EUES, film français de Pascal Thomas. Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23). Publicis-Matignon, 8e (359-31-97), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Passy, 16e (288-62-34), Paramount-Opéra, 9e (742-56-31), Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00), Paramount - Marivaux, 2e (296-80-40), Paramount-Bastille, 12e (343-79-17), Paramount - Montmartre, 18e (606-34-25), Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Studio Alpha, 5e (354 - 39 - 47), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Paramount - Gobelins, 13e (707 - 12 - 28), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).
LE DIABLE EN BOITE, film américain de Richard Rush. V.o. . Movies-Halles, 1er (260-43-99), Saint - Germain - Huchette, 5e (634-13-26), Parnassiens, 14e (329-83-11), Marignan, 8e (359-92-82); v.f. : Impérial, 2e (742-72-52).
LES LONGUES VACANCES DE 36, film catalan de Jaime Camino. V.o. : Denfert, 14e (354-00-11), H. sp.
RAGING BULL, film américain de Martin Scorsese. V.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70), UGC Odéon, 6e (325-71-08), Rotonde, 6e (633-08-22), Biarritz, 8e (723-69-23), UGC Marbeuf, 8e (225-18-45), 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81), 14-Juillet - Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Helder, 9e (770-11-24), UGC Gobelins, 13e (336-23-44), Mistral, 14e (539-52-43), Bienvenue - Montparnasse, 15e (544-25-02), Magic-Convention, 15e (828-20-64).
TU FAIS PAS LE POIDS, SHERIFF, film américain de Hal Needham. V.o. : Paramount-City, 8e (562 - 45 - 76), Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; v.f. : Convention St-Charles, 15e (579-33-00), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Paramount-Opéra, 9e (742-56-31), Max-Linder, 9e (770-40-04), Paramount-Bastille, 12e (343-79-17), Paramount - Montmartre, 18e (606-34-25), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).
UNE SALE AFFAIRE, film français d'Alain Bonnot, Gaumont-Halles, 1er (297-49-70), Rex, 2e (236-83-93), Bretagne, 6e (222-57-97), UGC Danton, 6e (329-42-62), Normandie, 8e (359-41-18), UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59), UGC Gobelins, 13e (336-23-44), Mistral, 14e (539-52-43), Magic-Convention, 15e (828-20-64), Murat, 16e (651-99-75), Secrétan, 19e (206-71-33), Wepler, 18e (387-50-70), Caméo, 9e (246-66-44).



MARIGNAN PATHÉ, v.o. - ÉLYSÉES LINCOLN, v.o. 7 PARNASSIENS, v.o. - GAUMONT HALLES, v.o.
SAINT-MICHEL, v.o. - FRANÇAIS, v.f. - MONTPARNASSE 83, v.f. - GAUMONT GAMBETTA, v.f.
GAUMONT CONVENTION, v.f. - THIAIS Belle-Epine - ASNIÈRES Tricycle - ARGENTEUIL Gamma
BOULOGNE Gaumont-Ouest - EVRY Gaumont - SARCELLES Flanades - PARLY 2





هكذا من الأصل

Cinéma

nance : porcherie, Œdipe Rio, Médée.

UNE JOURNEE AU CINEMA, Rivoli - Cinéma, 4e (272-63-32), 13 h : Festival Keaton, Chaplin, Laurel et Hardy. 14 h : la Ruée vers l'or. 16 h : Buster Keaton s'en va t'en guerre. 18 h : la Tendresse des loups. 20 h : la Nuit des forains. 22 h. : Freaks + Un chien andalou.

CINE-POCHE, Luxembourg, 6e (633-97-77), v.o., en alternance : l'Honneur perdu de Katharina Blum, Abattoir V, Marathon Man, Fellini-Roma, Face à face, American Graffiti, Harold et Maude, Breaking glass. Que le spectacle commence.

RITA HAYWORTH, v.o., Mac-Mahon, 17e (380-24-81). Mer., sam., mar. : Cover-Girl. Jeu., lun., : L'amour vient en dansant. Ven., dim. : O toi ma charmante.

STUDIO 28, 18e (606-36-07), v.o., mer. : Lucky Stars. Jeu. : la Femme intégrale. Ven. : les Communiants. Sam. : Une robe noire pour un tueur. Dim., mar. : la Terrasse.

FILMS POLICIERS, v.o., Cluny Palace, 5e (354-07-76) : mer. et jeudi : le Port de la drogue ; ven. et sam. : Confession à un cadavre ; dim. et lun. : Chut, chut, chère Charlotte : mar. : les Sept Voleurs.

JEAN-DANIEL POLLET, Inédit et classique. Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) à 12 h., t.l.j. : Méditerranée - Pour mémoire.

PABST. Trois films, Olympic, 14e (542-67-42). Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23). En alternance : Salonique, Nid d'espions, *Quatre de l'infanterie*, *la Tragédie* de la mine.

BOITE A FILMS, 17e (622-44-21) v.o. : 13 h 30 et 15 h 45, mer., sam., dim. : Superman II ; 13 h 30 et 15 h 45, jeu., ven., lun., mar. : les Valseuses et 22 h t.l.j. ; 18 h., mer., sam., dim. : Taxi Driver ; 20 h : L'important c'est d'aimer ; ven., sam., 24 h 10 : Breaking glass ; II. — 13 h 45, mer., sam., dim. : la Flûte enchantée ; 13 h 45, Jeu., ven., lun., mar. : le Dernier Tango à Paris ; 16 h 45, mer., sam., dim. : le Seigneur des anneaux ; 16 h 15, jeu., ven., lun., mar. : *Promenade avec l'amour et la mort* ; 18 h. 30 : Cruising ; 20 h. 15 : Panique à Needle Park ; 22 h 15 : Bonnie and Clyde ; ven., sam., 24 h 30 : Easy Rider.

HOMMAGE A DOSTOIEVSKI (v.o.), Cosmos, 6e (544-28-80) : l'Idiot de Lampin ; l'Idiot de Pyriev ; les Nuits blanches de Saint-Pétersbourg ; Crime et châtiment ; les Frères Karamazov.

MARX BROTHERS (v.o.), Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07), Mer. : Un jour au cirque ; Jeu. : Une nuit à l'Opéra ; Ven. : la Soupe au canard ; Sam. : les Marx au grand magasin ; Dim. : Un jour aux courses ; Lun. : Monkey Business ; Mar. : Plumes de cheval

HOWARD HAWKS (v.o.), Action La Fayette, 9e (878-80-50), Mer. : la Poule en délire ; Mer., Jeu. : El Dorado ; Ven., Sam. : Hatari ; Dim., Lun., Mar. : la Rivière rouge ; Mer. : la Chose d'un autre monde.

H. BOGART (v.o.), Nickel-Odéon, 6e (633-22-13). Mer. : les Passagers de la nuit ; Jeu. : High Sierra ; Ven. : Key Largo ; Sam. : La mort n'était pas au rendez-vous ; Dim. : le Port de l'angoisse ; Lun. : le Faucon maltais ; Mar. : le Mystérieux Dr Clitterhouse.

CHATELET - VICTORIA, 1er (508-94-14) (v.o.) : I : 14 h. : II ; 16 h. + S., 0 h. 10 : le Dernier Tango à Paris ; 18 h. 05 : les Diables ; 20 h. + V. 0 h. 10 : un Tramway nommé désir ; 22 h. 10 : Marathon Man. — II : 14 h. 10 : Persona ; 16 h. 10 : les Visiteurs ; 17 h. 50 + V. 0 h. 15 : Au-delà du bien et du mal ; 20 h. 10 + S. 0 h. 15 : le Dernier Nabab ; 22 h. 20 : Jérémiah Johnson.

LES GRANDS MELODRAMES (v.o.), Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : Jeu. : Propriété interdite ; Ven. : Mogambo ; Sam. : Gatsby le magnifique ; Dim. : le Temps d'aimer et le temps de mourir ; Lun. : l'Exilé ; Mar. : une Tragédie américaine.

STUDIO GALANDE, 5e (v.o.) (354-72-71) : 12 h. 15 et 16 h. 45 : Portier de nuit ; 14 h. : les Damnés ; 18 h. 50 : Flash Gordon ; 20 h. 30 : Taxi Driver ; 22 h. 30 et 0 h. 15 : The Rocky Horror Picture Show.

CHARLIE CHAPLIN, André Bazin, 13e (337-74-39) : En alternance : le Pèlerin ; Charlot soldat ; Jour de paye.

FESTIVAL VIDEO, A.B.I., 12, rue de l'Abbaye, 6e (354-30-75), le 25, à partir de 21 h. : Paluche en main ; le Cahier vert ; les Nouveaux Mystères de New-York.

UNE SEMAINE DU CINEMA BULGARE (v.o.), *Forum*, 1er (297-53-74), mer. : la Guerre des hérissons ; jeu. : C'est le tour des dames ; ven. : l'Illusion ; sam. : la Piscine ; dim. : les Souliers vernis du soldat inconnu ; lun. : l'Avantage ; mar. : Au temps des hommes.

UGC BIARRITZ vo UGC MARBEUF vo UGC ODÉON vo GAUMONT LES HALLES vo
14 JUILLET BASTILLE vo 14 JUILLET BEAUGRENELLE vo
UGC ROTONDE MONTPARNASSE vo BIENVENUE MONTPARNASSE vf
HELDER vf UGC GOBELINS vf MISTRAL vf MAGIC CONVENTION vf
VERSAILLES CYRANO vf ENGHIEN FRANÇAIS vf CRÉTEIL ARTEL vf
NOGENT ARTEL vf VÉLIZY II vf PANTIN CARREFOUR vf
à partir du mercredi 4 mars 1981 9 DÉFENSE 4 TEMPS vf

8 NOMINATIONS OSCARS 81
MEILLEUR FILM
MEILLEUR ACTEUR, MEILLEUR REALISATEUR
MEILLEUR SECOND RÔLE MASCULIN, MEILLEUR SECOND RÔLE FEMININ
MEILLEUR MONTAGE, MEILLEURE PHOTOGRAPHIE
MEILLEUR SON

"RAGING BULL" DE MARTIN SCORSESE
le meilleur film américain de l'année. NEWSWEEK

ROBERT DE NIRO
"RAGING BULL"
comme un taureau sauvage

Théâtres

(Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

Les salles subventionnées et municipales

OPERA (742-57-50), les 26 et 28, à 19 h. 30 : le Bal masqué.

SALLE FAVART (296-12-20), le 2, à 18 h. 30 : Une heure avec Paolo Martinelli.

COMEDIE-FRANÇAISE (296-10-20), les 25 et 4, à 20 h. ; le 4, à 14 h : les Plaisirs de l'île enchantée ; les 28, 1er, 2 et 3, à 20 h. 30 ; le 1er, à 14 h. 30 : Sertorius.

CHAILLOT (727-81-15) : Relâche.

T.E.P. (797-96-06), les 25, 27, 28, 3 et 4, à 20 h. 30 ; le 1er, à 15 h. : Tueur sans gages ; le 28, à 14 h. 30 : Films (l'Honneur perdu de Katharina Blum ; la Constante).

PETIT T.E.P. (797-96-06), les 25, 27 et 28, à 20 h. 30 ; le 1er, à 15 h. : Théâtre Drak ; les 3 et 4, à 20 h. 30 : Figuren Theater Triangel.

CENTRE POMPIDOU (277-12-33), (mardi). — Débats : le 25, à 18 h. : Architecture et construction (N. Foster) ; à 20 h. 30 : la Mécanisation au pouvoir ; le 26, à 18 h. 30 : M. Butel ; le 2, à 19 h. : Des hommes, des jardins, des plantes. — Musique, le 26, à 18 h. 30 : Sinopoli. — Cinéma, les 25, 26, 27, 28 et 1er, à 15 h. et 19 h. : Martial Raysse (en liaison avec l'exposition) ; le 25, à 18 h. : les Oiseaux et leur milieu naturel ; les 27, 28, 1er et 2, de 14 h. à 20 h. : Festival du film pour l'enfance et la jeunesse ; le 27, à 18 h. : la Musique noire.

CARRE SILVIA-MONFORT (531-28-34), les 25, 27, 28, 2 et 3, à 20 h. 30 ; le 1er, à 16 h. : Petit déjeuner chez Desdémone ; le 26, à 20 h. 30 : Carré musical d'Ivry Gitlis.

THEATRE DE LA VILLE (274-11-24) (D.), 18 h. 30 : Jean-Paul Farré ; les 25 et 28, à 20 h. 30 ; le 1er, à 14 h. 30 : le Canard sauvage ; les 26, 27 et 3, à 20 h. 30 : le Bonheur des dames ; le 2, à 20 h. 30 : Ensemble intercontemporain.

THEATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), le 1er, à 18 h. : Orchestre Colonne (Schumann, Brahms), le 2, à 18 h. 30 : J. Diéval et A. Rahman el Bacha ; à 20 h. 30 : les Petits Chanteurs de Vienne.

Les autres salles

AIRE LIBRE (322-70-78), 20 h. 45 : La Bande dessinée (dern. le 28) ; 21 h. 45 : Falligan's Visions (dern. le 28).

ANTOINE (208-77-71) (L.), 20 h. 30, mat. dim., 16 h. : Potiche.

ATELIER (606-49-24) (D., L.), 21 h. : les Trois Jeanne.

ATHENEE (742-67-27) (D. soir, L.), 21 h., mat. dim., 15 h. 30 : Cher menteur.

BOUFFES PARISIENS (296-60-24) (D. soir, L.), 21 h., mat. dim., 15 h. et 18 h. 30 : Diable d'homme.

CARREFOUR DE L'ESPRIT (633-48-65), mer., jeu., mar., 20 h. 30 : les Dilemmes de la balance

CARTOUCHERIE, Epée de Bois (808-39-74) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. sam. et dim., 16 h. : Hernani. — Théâtre de la Tempête (328-36-36) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim., 16 h. : Parcours.

CENTRE CULTUREL CANADIEN (551-35-73), le 25, 18 h. 30 : Extraits de « Môman ».

CHEZ GEORGES (326-79-15) (D., L.), 20 h. : la Voiture.

CITE INTERNATIONALE (589-38-69). — Galerie (D., L.), 20 h. 30 : les Tables tournantes. — Grand Théâtre (D., L., Mar.), 21 h. : les Fiancés de K ou l'éternel masculin.

COMEDIE-CAUMARTIN (742-43-41) (mer., dim. soir), 21 h. ; mat. dim. 15 h. 30 : Reviens dormir à l'Elysée

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES (723-37-21) (D. soir, L.), 20 h. 45, mat. dim. 15 h. 30 : Madame est sortie.

COMEDIE ITALIENNE (321-22-22) (L.), 21 h. : les Malheurs de Pantalon.

CONSERVATOIRE (246-12-91) les 25, 26, 20 h 30 : Roméo et Juliette.

DAUNOU (261-69-14) (mer. dim. soir) 21 h., mat. dim. 15 h. 30 : Et ta sœur ?

EDOUARD VII (742-57-49) (dim. soir, lundi), 21 h., mat. dim. 15 h. 30 : Deburau.

ESPACE MARAIS (271-10-19) (dim. soir), 20 h. 30, mat. dim. 15 h. : Woody folies (dern. le 1er).

ESSAION (278-46-42) (d.) I : 21 h. : la Vie en douce (dern. le 2) ; II : 20 h. 30 : la Faille, 21 h. 30 : Est-ce que les fous jouent-ils (dern. le 2).

FONDATION DEUTSCH DE LA MEURTHE (236-54-39) (dim., lun., mar.) (18 h. 30 : Morte à Yonville : (dim., lun., mar.) 21 h. : Brandon, Fourbon & Cie.

FONTAINE (874-74-40) (dim.) 20 h. 30 : J'aimerais bien aller à Nevers.

FORUM DES HALLES (297-53-47) 20 h. 30 : Sol (dern. le 28).

GAITE MONTPARNASSE (322-16-18) (dim. soir), 20 h. : Dimitri clown. (dern. le 1er) (lun.) 22 h. dim., 20 h. 15 : Elle voit des nains partout.

GRAND HALL MONTORGUEIL (233-80-78), 20 h. : Diaboliquement vôtre (dern. le 27) ; (S.), 21 h. 30 : les Clowns du Prato.

HUCHETTE (326-38-99) (D.), 20 h. 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h. 30 : la Leçon.

LE LIERRE (589-59-84) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. 16 h. : Œdipe-Roi.

LUCERNAIRE (544-57-34) (D.), I. : 18 h. 30 : Compartiment non fumeurs ; 20 h. 30 : l'Inconcillabule ; 22 h. 15 : Leçon de schizophrénie ; II. 18 h. 30 : Jacques a dit ; 22 h. 15 : Pardon M'sieur Prévert ; III, 18 h. 15 : Parlons français.

MADELEINE (265-07-09) (D. soir, L.), 20 h. 45, mat. dim. 15 h. : Siegfried ; Sam., 18 h. : F. Chopin.

MARIGNY (225-20-74) (J., D. soir), 21 h., mat. dim., 15 h. et 18 h. 30 : la Garçon d'appartement.

MATHURINS (265-90-90) (Mer., J., D. soir, L.), 21 h., mat. dim. 15 h. et 18 h. 30 : Huis clos ; Pétition.

MICHEL (265-35-02) (L.), 21 h. 15, mat. dim., 15 h. 15 : On dînera au lit.

MODERNE (874-10-75) (Mer., D. soir), 20 h. 30, mat. dim., 15 h. : la Rêveur.

MONTPARNASSE (320-89-90) (D. soir, *L.*), *21 h., mat. sam., 17 h. 30*, dim., 15 h. : Exercices de style ; du Mar. au V., 18 h. 45, dim., 17 h. 30, L., 21 h. : l'Evangile selon saint Marc.

NOUVEAUTES (770-52-76) (J., D. soir), 21 h., mat. dim. à 16 h. et 19 h. : Ferme les yeux et pense à l'Angleterre.

ŒUVRE (874-42-52) (D. soir, L.), 20 h. 45, mat. dim. à 15 h. : Un habit pour l'hiver.

PALAIS-ROYAL (297-59-81) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. et 18 h 30 : Joyeuses Pâques ; le 2 à 20 h. 30, le 3 à 14 h. 30 : Rencontres (Labiche, le Temps des bourgeois).

POCHE MONTPARNASSE (548-92-97) (D. soir, L.), 21 h., mat. dim. à 15 h 30 : le Butin.

STUDIO DES CHAMPS - ELYSEES (723-35-10) (D. soir, L.), 20 h 45, mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : le Cœur sur la main.

STUDIO FORTUNE, treizième le 28, 20 h. 30 : Roule pas ta calèse, tu perds tes planches.

T.A.I. THEATRE D'ESSAI (274-11-51), J., V., S. à 20 h. 45 ; dim à 15 h., sam à 18 h. : l'Ecume des jours.

THEATRE D'EDGAR (322-11-02), dim à 20 h. 30 : Y'en a marre ; 22 h : la Chambre infernale.

THEATRE DU MARAIS (278-03-53) (D.), 20 h. 30 : le Pique-assiette.

THEATRE MARIE-STUART (508-17-80) (D., L.), 20 h. 30 : Sous le dernier pin.

THEATRE DE LA MER (589-70-22) (D., L. Mar.) 20 h. 30 : Ode Maritime.

THEATRE DE PARIS (281-25-10) J., V., L., Mar., 14 h. 15, S., 15 h., Mer., 20 h. 30 : le Goûter des généraux (A partir du 2.)

THEATRE DE LA PLAINE (342-32-25) (D. soir, L., Mar.) 20 h. 30, mat. dim. 17 h. : Pinok et Matho.

THEATRE PRESENT (203-02-55) (D. soir, L.), 20 h 30, mat. dim. 17 h. : Rosmerho'm ; L. et Mar., 21 h. : Création du paradis perdu ; les 25 et 4 à 14 h. 30 : Un jeu d'enfants.

THEATRE SAGOR (797-03-39) J., V., S., 20 h 45 : le Malade imaginaire.

THEATRE SAINT-GEORGES (878-74-37) (L.) 20 h. 30, mat. dim. 15 h. et 18 h 30 : la Culotte d'une jeune femme pauvre.

THEATRE 13 (627-36-20) (D. soir, L., Mar.), 20 h. 30, mat. dim. 15 h. : la Belle Sarrasine.

TRISTAN-BERNARD (522-08-40) (D. soir, L.) 21 h., mat. dim., 15 h. : Fils de personne

VARIETES (233-09-92) (Mer., D. soir) 20 h. 45, mat. dim. 16 h. : l'Intoxe.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35) (D.), 20 h. 30 : Jamais deux sans moi ; 21 h. 30 : Des phantasmes dans le caviar ; 22 h. 45 : la Revanche de Nana.

AU LAPIN AGILE (606-85-87), 21 h. : La Bohème qui chante.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) (L.), 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h. 30 : A. Valardy. — II, 20 h. 15 : Tribulations à Chicago ; 21 h. 30 : Poulet frites ; 23 h. 30 : Refrains.

CAFE D'EDGAR (322-11-02), 20 h. 30 : Sœurs siamoises cherchent frères siamois ; 21 h. 30 ; Sueur, cravate et tricot de peau. — II, J., V., S., 23 h. 15 : Camisole Blues.

CAFE DE LA GARE (278-52-51) (D., L.), 19 h. 15 : Cracheur de Phrases ; 21 h. : le Grand Vide sanitaire.

LE CONNETABLE (277-41-40) (D.), 20 h. 30 : le Grand Ecart ; 22 h. : M. Fanon.

COUPE-CHOU (272-01-73) (D., L.), 20 h. 30 : le Petit Prince.

COUR DES MIRACLES (548-85-60) (D.), 20 h. 15 : P. Lai ; 21 h. 15 : Ivres pour vivre ; 22 h. 45 : la Grande Shirley.

CROQ'DIAMANTS (272-20-06) (D.), 20 h. 30 : A propos... et Popof ? ; 22 h. : Diable ! une femme.

DEBARCADERE (607-79-39) (D., L.), 21 h. 30 : A. Cuniot.

L'ECUME (542-71-16) (D., L.), 20 h. 30, le 25 : Groupe Metbell ; le 26 : Pierre et Pierre ; les 27, 28 : SWA ; 22 h., les 25, 26, 27, 28 : A. Delille.

LE FANAL (233-91-17) (D.), 20 h. : La chasse est ouverte ; 21 h. 15 : le Président.

LE PETIT CASINO (278-36-50) (D.), I, 21 h. : Phèdre à repasser ; 22 h. 15 : le Concerto déconcertant. — *II (L.), 19 h. 45 : Des bigoudis* à l'intérieur de la tête ; 21 h. : Poupette Pompon ; 22 h. 15 : Suzanne, ouvre-moi.

OPERANIGHT (296-62-56) (L.), 20 h. 30 : Votez Frankenstein.

POINT-VIRGULE (278-67-03) (D., L.), 20 h. 30 : Tranches de vie ; 21 h. 30 : J.-M. Cornille joue Raymond ; 22 h. 45 : B. Garcin.

SPECTACLES NOUVEAUX

LA CHORISTE, Maison des Amandiers (797-19-59), 20 h. 30 (25).

L'AUBE LUNAIRE, Studio 14 (539-88-11), 20 h. 30 (25).

LE TRIOMPHE DE L'AMOUR Cartoucherie du Chaudron (328-97-04), 20 h. 30 (25).

FESTIVAL COURTELINE Suresnes, Théâtre Jean-Vilar (772-38-80), 21 h. (26).

UN VOYAGE A FAIRE, Poissy, centre culturel (074-70-18), 21 h. (26 au 28).

SERTORIUS, Comédie-Française (296-10-20), D., 14 h. 30, soirées 20 h. 30 (1er mars).

PIERROT D'ASNIERES, Petit-Montparnasse (320-89-90), 20 h. 30 (3).

SELENITE (354-53-14) (Mar., Mer.), 20 h. 15 : Racontez-moi votre enfance ; 21 h 30 : Génération Hollywood.

SPLENDID (887-33-82) (D., L.), 22 h. : le Troisième Jumeau.

LA SOUPAP (273-27-54) (D., L., Mar.), 21 h. 30 : Amours noires, humours tendres.

LA TANIERE (337-74-39), I, les 25, 26, 27, 28, à 20 h. 45 : Jo Schlemzer et N. Peyle. — II, les 25, 26, 27, 28, à 22 h. 30 : D. Montain.

THEATRE DE DIX-HEURES (606-07-48) (D.), 20 h 30 : Un polichinelle dans le tiroir ; 21 h. 30 : Ma vie est un navet ; V., S., 23 h. 30 : P Chevalier.

THEATRE DES 400 COUPS (329-39-69) (D.), 20 h 30 : Une étoile dans le placard ; 21 h. 30 : Bonjour les monstres ; 22 h. 30 : l'Amour en visites.

VIEILLE GRILLE (707-60-93) (D., L.), 21 h. : D. Mac Avoy ; 22 h. 30 : C. Astier.

Dans la région parisienne

ANTONY, Théâtre F.-Gémier (666-02-74) le 28, 21 h. : Orchestre de chambre B. Thomas ; centre technique municipal (D. soir, L.) 21 h., mat. dim 15 h. : le Bal ; Foyer des jeunes éducateurs, le 27, 21 h. : Demain m'attend, rock.

ARGENTEUIL, parc Camélinat, le 28, 21 h : Estudiantina d'Argenteuil (Bach, Milan, Villa-Lobos, Carulli, Carcassi, Narvaez).

ASNIERES, Grand Théâtre (790-63-12) le 26, 20 h 45 : B Haller.

AUBERVILLIERS, Théâtre de la Commune (833-16-16) les 25, 27, 28, 20 h 15 : Histoires de la forêt viennoise

AULNAY, Espace Prévert (869-94-02) le 27, 21 h. : Martial Solal.

BAGNOLET, Gymnase M.-Baquet, les 28, 1er, 14 h : le Ballet pour demain

BOULOGNE, T.B.B. (603-60-44) (D. soir, L.) 20 h. 30, mat. dim. 15 h. 30 : Lorna et Ted.

BOURG-LA-REINE, CAEL (663-76-96) le 28, 21 h : J. Frisch (Bach).

BURES-SUR-YVETTE, M.J.C. (907-74-70), le 26 à 21 h. : la Bonne âme du Se-Tchouan.

CERGY-PONTOISE, C.C. A.-Malraux (032-79-00), le 28 à 21 h. 30 : M. Hermon.

CHAMPIGNY, Le Soleil dans la tête (706-05-28), le 27, 28 à 22 h. 30 : Malherberykiel.

CHOISY-LE-ROI, Théâtre P.-Eluard (890-89-79), les 27, 28 à 21 h. : Un chapeau de paille d'Italie ; le 1er à 15 h. : Ensemble Musica Humana.

CLAMART, C.C. J.-Arp (645-11-87), le 28 à 20 h. 30 : A. Metayer.

COLOMBES, M.J.C. (782-42-70), le 28 à 20 h. 30 : Ben Zimet.

COURBEVOIE, Maison pour tous (333-63-52), le 27 à 21 h. : E. Valetti ; le 28 à 21 h. : Karaxu, musique chilienne ; M.J.C., le 3 à 21 h. : C. Samouel, M. Pigeon, Saint-Bonnet, J.-P. Pinet (Bach, Rameau, Fauré...).

CRETEIL, Maison des Arts A.-Malraux (899-94-50), le 28 à 20 h. 30 : Adama ; le 1er à 15 h. 30 : M. Oudar (Schubert, Beethoven, Mozart, Messiaen).

ELANCOURT, A.P.A.S.C. (062-82-81), le 26 à 20 h. 30 : G. Amy ; les 27, 28 à 21 h. : B. Haller ; le 23 à 23 h. : Cabaret portugais.

ERMONT, Théâtre P.-Fresnay (959-09-48), le 26, à 21 h. : Till l'Espiègle ; le 1er, à 15 h. : Chants et danses d'Israël ; le 27, à 21 h. : Orchestre de l'Ile-de-France, dir. : J.-B. Lucien, sol. : E. Dubreuil (Massenet, Tomasi, Dvorak).

EVRY, Hexagone (077-93-50), le 28, à 21 h. : Orchestre de l'Ile-de-France, dir. : J.-B. Lucien, sol. : B. Dubreuil (Massenet, Tomasi, Dvorak) ; le 27, à 21 h. : Chrysalide, rock.

GARGES, Salle Victor-Hugo (986-96-31), le 28, à 21 h : Leo Ferré.

GENNEVILLIERS, Théâtre (793-26-30) (Mer., D. soir, L.), à 20 h., mat. dim., à 17 h. : Edouard II.

L'ISLE ADAM, Eglise, le 1er, à 16 h. : Ensemble vocal et instrumental Massillon (Lully, Delalande).

ISSY - LES - MOULINEAUX, Théâtre (642-70-91), le 27, à 21 h. : Orchestre d'accordéon de Paris, dir. : Cl. Thomin, Orchestre d'accordéon d'Issy-les-Moulineaux, dir. : M. Bonnet.

IVRY, Théâtre des Quartiers (672-37-43) (D. soir, L.), à 20 h. 30, mat. dim., à 16 h. : la Chose sacrée. — Studio (672-28-06), à 20 h. 30, mat. dim., à 16 h. : Armance (dern. le 1er).

LEVALLOIS, C.C. (270-83-84), le 27, 21 h. : Maluzerne.

MEUDON, C.C.M. (626-41-20), le 26, 21 h. : R. Bahri ; le 28, 21 h. : les Amours de Jacques le Fataliste.

NANTERRE, Théâtre des Amandiers (721-18-81), les 27, 28, 21 h. : Les lumières sont trop fortes ; le 28, 20 h. 30 : A. Mangelsdorff, W. Dauner.

NEUILLY, Théâtre St-Pierre (380-81-10), les 25, 26, 27, 14 h. 30 : Tartuffe ; le 2, 14 h. 30 : l'Avare.

PONTOISE, Théâtre des Louvrais (030-46-01), le 27, 21 h. : Théâtre chorégraphique de Rennes.

SAINT - REMY - LES - CHEVREUSE, Salle municipale (052-31-84), le 28, 20 h. 45 : Trio Lasage (Mozart, Mendelssohn, Dvorak).

SARTROUVILLE, Théâtre (914-23-68), le 28, 21 h. : A. Ionatos.

SCEAUX Les Gémeaux (660-05-64), les 27, 28, 21 h. : Nous irons tous à Capella.

TORCY, salle de la Maison du temps libre, les 27, 28, 21 h. : Rashomon.

VERSAILLES, Théâtre Montansier (950-71-18), le 27, 21 h. : En riant Express ; le 28, 21 h. : Golden Gate Quartet.

LE VESINET, CAL (976-32-75), le 27, 21 h. : J. Villeret.

VILLEMOMBLE, C.C. (855-09-55), le 28, 20 h. 30 : Mime Faustino.

VILLENEUVE - SAINT - GEORGES C.C. (389-21-18), le 27, 21 h. : G. André, M. Sarry, M. Ypar.

VILLEPINTE, COSEC, le 28, 21 h. : Urtreger Quintet.

VILLEPREUX, Théâtre du Val-de-Gally (462-49-97), le 28, 21 h. : Toto Bissainthe.

VILLIERS-SUR-MARNE, C.C. (304-98-94) le 28, 21 h. : J.-P. Alarcen.

VINCENNES, Théâtre Daniel-Sorano (374-73-74), les 25, 26, 27, 28, 20 h. 30 : Du ronron sur les blinis.

VITRY, Théâtre J.-Vilar (680-85-20), le 28, 21 h. : P. Julien.

YERRES, Gymnase (948-38-06), le 28, 21 h. : Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. : E. Krivine (Haydn, Mozart).

variétés

Le music-hall

AIRE LIBRE (322-70-78), 23 h. : J.-L. Debattice (dern. le 28).

BOBINO (322-74-84) (D. soir, L.), 20 h. 45, mat. dim., 17 h. : Guy Bedos ; le 2, 20 h. 45 : N. Peyrac, D. Lengrand, P. Lacoste.

CASINO SAINT-MARTIN (208-21-93) (D. soir, L.), 21 h., mat. dim., 15 h. 30 : Pierre Péchin.

CENTRE CULTUREL DU XVIIe (227-68-81), le 27, 20 h. 30 : Alma Nova.

ESPACE GAITE (327-95-94) (D. soir, L.), 20 h. 15, mat. dim., 17 h. : France Léa : (L.), 22 h., dim., 20 h. 15 : Riou-Pouchain.

FORUM DES HALLES (297-53-47), à partir du 3, 20 h. 30 : Plume la Traverse.

GYMNASE (246-79-79) (Mer., D. soir), 20 h. 30, mat. dim., 15 h. : Coluche.

OLYMPIA (742-25-49), 21 h., mat. dim., 17 h. : Claude Nougaro (dern. le 1er) ; le 1er, 14 h. 30 : Lionel Recheman et Tailla ; à partir du 3, 21 h. : François Béranger.

PALAIS DES CONGRES (758-27-78), les 25, 27, 28, 2, 3, à 21 h. ; le 1er, 17 h. : Serge Lama.

PALAIS DES GLACES (607-49-93), 20 h. 30 : Anne Sylvestre (dern. le 28).

PALAIS DES SPORTS (828-40-48) (D. soir, L.), 21 h., mat. mer., 15 h., sam. et dim., 14 h. 15 et 17 h. 30 : Holiday on Ice.

PETITE ROQUETTE (805-78-51) (D., L.), 20 h. 30 ; S. et V., 20 h. 30 et 22 h. 30 : Marianne Sergent ; les 25, 26, 27, 28, à 20 h. 30 : Francis Lalanne.

STUDIO BERTRAND (783-64-66), V., 21 h. ; S., 20 h. 30 ; D., 18 h. : Gotan.

THEATRE LA BRUYERE (874-76-99) D. soir, L.), 20 h. 45, mat. dim., 14 h. 45 : Popeck.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (278-44-45), 21 h., mat. dim. 15 h. 30 : Sept ans de bail... Bye Bye !

DEUX-ANES (606-10-26) (Mer.), 21 h., mat. dim. 15 h. 30 : Quand les ânes voteront.

La danse

AMERICAN CENTER (633-51-26), Freelance Dance, le 26, 21 h. : Crow's Feet. Le 27, 21 h. : Part.

CENTRE CULTUREL DU MARAIS (278-66-65) (Mardi, L.) 20 h. 30, mat. dim. 15 h. : Angel Core.

CENTRE MANDAPA (589-01-60), les 25, 26, 27, 28, 20 h. 45 : Flamenco (de M. de Falla à F.-G. Lorca).

MOULIN VERT (325-48-18), Freelance Dance, le 28, 21 h. : Part. Raft.

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES (723-47-77), les 25, 27, 1er, 2 et 3 à 20 h. 30, le 28 à 15 h. et 20 h. 30 : La Sylphide.

THEATRE DE PARIS (280-09-30), les 27, 2 et 3 à 20 h. 30, le 28 à 15 h. et 20 h. 30, le 1er à 15 h. : Undici Onde.

THEATRE DE PLAISANCE (320-00-06), les 25, 26, 27, 28, 20 h. 30 : Cie J. Krassovsky et Cie Danse Recherche.

Les comédies musicales

MOGADOR (874-33-74), Mer, V., S., Mardi 20 h. 30 ; Mer., Sam. 14 h. 30 ; Dim. 15 h. : Magic Story.

PORTE ST-MARTIN (607-37-53) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. mer., *sam. 14 h. 30, dim. 15 h. : Rose-Marie.*

RENAISSANCE (208-21-75), les 25, 1er, 14 h. 30 ; les 27, 28, 14 h. 30 et 20 h. 30 : La Route fleurie.

MONTE-CARLO, v.o. - SAINT-GERMAIN STUDIO, v.o. - MONTPARNASSE PATHÉ, v.o
LE FRANÇAIS, v.f - GAUMONT CONVENTION, v.f GAUMONT LES HALLES, v.o

HOUSTON TEXAS
UN FILM DE FRANÇOIS REICHENBACH

C'est le plus stupéfiant des films policiers. Robert Chazal. - France-Soir

LE MONDE DES SPECTACLES

Concerts

MERCREDI 25 FEVRIER

SALLE GAVEAU, 21 h. : I Virtuosi, dir. Roma (Scarlatti, P. Martini).
EGLISE SAINT-ROCH, 21 h. : Ensemble Contrepoint. Orchestre de l'Union des conservatoires du Val-de-Marne (Mozart).
SALLE DEBUSSY-PLEYEL, 20 h. 30 : Société symphonique et chorale des P.T.T (Beethoven, Dvorak).
SALLE PLEYEL, 20 h. 30 : Chœurs russes de Saint-Alexandre Newsky. Sol. : N. Gedda, S. Zapolski ; dir. : E. Evetz (Moussourgski, Taneev, Dargomyjsky...).
CONCIERGERIE, 18 h. 30 et 21 h. : Ensemble Praetorius (spectacle Capriol).
SALLE ROSSINI, 20 h. 45 : Synthesis Quartet, L. Dourian, S. Couture, P. Desvignes (Debussy, Chausson, Hahn...).
LUCERNAIRE, 19 h. 30 : A. Manso. 21 h. : A. Asselin (Beethoven, Chopin, Brahms).
SALLE CORTOT, 20 h. 30 : A. Louwerse, J.-C. Marchand, M. Varjabedian (Calomel, Manen, Girard...).
MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE DU XIe, 21 h. : Ph. Guerre (concert-synthétiseur).

JEUDI 26 FEVRIER

SALLE PLEYEL, 20 h. 30 : Orchestre national de France, dir. L. Maazel, sol. M. Rostropovitch (Debussy, Dutilleux, Berlioz).
PALAIS DES CONGRES, 20 h. 30 : Orchestre de Paris ; dir. S. Baude, sol. J.-B. Pommier (Dutilleux, Schumann, Liszt, Lutoslawski).
SALLE GAVEAU, 21 h. : E. Richepin (Brahms, Ravel).
SALLE ALBERT-LE-GRAND, 20 h. 45: Ensemble Vetera et Nova (Debussy, Ravel, Fauré).
EGLISE SAINT-ROCH, 19 h. 30 : Ensemble Porpora (Zingarelli, Clari, Martini...).
SALLE CORTOT, 21 h. : J. Micault (Chopin).
SALLE ROSSINI, 20 h. 30 : M. Kameda (Poulenc, Albeniz, Beethoven).
EGLISE NOTRE-DAME DES BLANCS-MANTEAUX, 21 h. : Ensemble vocal Varenne. Dir. R. Marin La Meslée (Liszt, Mozart, Purcell).
EGLISE NOTRE-DAME DU LIBAN, 20 h. 30 : Orchestre symphonique Paris Rive-Droite. Dir. M.-O. Dupin (Schubert, Mozart).
CONCIERGERIE, 18 h. 30 et 21 h. : voir le 25.
LUCERNAIRE, 19 h. 30 : voir le 25. 21 h. : voir le 25.
RADIO-FRANCE (106), 18 h. 15 : Mozarteum Quartett de Salzbourg (Mozart).

VENDREDI 27 FEVRIER

SALLE GAVEAU, 21 h. : Dong Suk Kang, P. Devoyon (Mozart, Schubert, Franck).
EGLISE SAINT-MEDARD, 21 h. : Orchestre des Concerts Lamoureux. Dir. J.-W. Audoli Chœur national de Paris (Pergolèse, Vivaldi).
RADIO-FRANCE (105) 20 h. 30 : Concert du C.N.S.M. consacré aux œuvres des étudiants en composition musicale (Strauss).
SORBONNE, amphi Richelieu, 12 h 30 : M. Mercier, M. Behrendt (Haendel, Beethoven, Fauré).
CONCIERGERIE, 18 h. 30 et 21 h. : voir le 25.
EGLISE SAINT-ROCH, 21 h. : voir le 25.
LUCERNAIRE, 19 h. 30 : voir le 25 ; 21 h : voir le 25.
SALLE CORTOT, 20 h. 30 : Récital G. Henning Braaten, piano (les Norvégiens, Nordheim, Grieg.

SAMEDI 28 FEVRIER

SALLE GAVEAU, 17 h : R. Oleg, M. Dalberto (Schubert, Strauss, Debussy, Beethoven).
SORBONNE, 17 h. 30 : Orchestre et chœurs Paris-Sorbonne. Dir. J. Grimbert (Haydn, C. Ph. E. Bach).
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, 10 h. : voir le 26 (Palais des congrès).
EGLISE SAINT-MERRY, 21 h. : Ensemble Gerson (Bach, Vivaldi, Schubert) Chœurs des Hommes de Chaillot
CONCIERGERIE, 18 h. 30 et 21 h. : voir le 25.
BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE DU XIe, 16 h. : Solistes de l'ensemble intercontemporain (Brahms, Schoenberg)
HOTEL HEROUET, 20 h. 30 : M. Chauveau (Tchaïkovsky).
LUCERNAIRE, 19 h. 30 : voir le 25 ; 21 h. : voir le 25
EGLISE NOTRE-DAME DES BLANCS-MANTEAUX, 20 h. 30 : Ensemble vocal A. Bourdon. Ensemble vocal J.-P. Gipon.
EGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ISLE, 20 h. 30 : Chœur de chambre de l'Orchestre de Lyon. Ensemble vocal de Bourgogne. Dir. B. Têtu Ensemble vocal J. Bridier.
EGLISE LUTHERIENNE DES BILLETTES, 20 h. 30 : Chœur universitaire de Strasbourg. Dir E. List. Ensemble vocal « A Piacere ». Dir. M. Cl. Cottin.
EGLISE SAINT-SEVERIN, 20 h. 30 : Ensemble vocal de Nantes. Dir. P. Colleaux. Ensemble vocal Madrigal. Dir. R. Jafir.

DIMANCHE 1er MARS

EGLISE LUTHERIENNE DE LA VILLETTE, 15 h. 30 : Chœur Orphée. Dir. : F. Vellard. Sol. : M. Pinte (Arcadelt, Bach, Desenclos).
SALLE CORTOT, 17 h. : Ensemble vocal P. Dourson, Quatuor Saxophonia, Trio D. Klentzy (Arckangelski, Butin, Depelsennaire).
EGLISE SAINT-MERRY, 16 h. : Trio Debussy (Berio, Debussy).
RADIO-FRANCE, grand auditorium, 14 h. : Forum Choral avec Ph. Caillard, M. Martzolf ; 17 h. : Chœurs de Radio-France. Dir. : J. Jouineau. Ateliers vocaux d'Ile-de-France.
TEMPLE DE L'ETOILE, 16 h. : Chorale de Pentemont Dir. : E. Oelschlager (Haendel, Bach).
NOTRE-DAME DE PARIS, 17 h. 45 : T. Toren (Olson, Duruflé).
CONCIERGERIE, 17 h. 30 : J.-J. Kantorow (Bach).
EGLISE SAINT-LOUIS DES INVALIDES, 17 h. : Synthesis Quartet (Mozart, Roger)
EGLISE SAINT-THOMAS D'AQUIN, 17 h. 45 : M. Moerlen. Ensemble vocal Schola Antiqua (Frescobaldi).
EGLISE DES BILLETTES, 17 h. : J. Estournet, P. Séchet, J.-Ph. Vasseur, Th. Pollet (Beethoven)
EGLISE AMERICAINE, 18 h. : S. Chang (Chopin, Mozart, Prokofiev, Debussy, Beethoven).
EGLISE ST-GERMAIN L'AUXERROIS, 20 h. 30 : Orchestre et chœur franco-allemand Dir. : C. Kühlewein (Mendelssohn, Bartholdy).

LUNDI 2 MARS

SALLE PLEYEL, 20 h. 30 : Orchestre national de France, dir. L. Maazel (Mendelssohn, Dvorak).
EGLISE SAINT-ROCH, 21 h. : Kartauserkantorei de Cologne. ; Orchestre des Concerts Pasdeloup (Bach)
RADIO-FRANCE, grand auditorium, 20 h. 30 : Quatuor A. Berg (Haydn, Urbanner, Beethoven).
ATHENEE, 21 h. : M. Arroyo, J. Reiss (Stradella, Scarlatti, Pergolèse...).
SALLE GAVEAU, 21 h. : R. Pasquier, J.-C. Pennetier (Brahms, Beethoven, Bartok).
MUSEE GUIMET, 21 h. : N. Lee (Pinchard, Lee)
LUCERNAIRE, 19 h. 30 : voir le 25.
EGLISE SAINT-GERMAIN-L'AUXERROIS, 20 h. 30 : voir le 1er.

MARDI 3 MARS

SALLE GAVEAU, 20 h. 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir Cl. Bardon; sol., A. Lagoya (Haydn, Vivaldi, Tisné).
RADIO-FRANCE, grand auditorium, 20 h. 30 : Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. E. Krivine ; sol., M. Dalbert (Haydn, Mozart)
SALLE PLEYEL, 20 h. 30 : J. Menuhin (Bach, Brahms, Schumann, Bartok)
EGLISE SAINT-ROCH, 21 h. : voir le 2 (Brahms).
THEATRE DE LA MADELEINE, 18 h. : Quatuor Bernède (Beethoven).
CITE INTERNATIONALE, 21 h. : Sextuor M. Le Dizes, M.-Ch. Millière, D. Binder, M. Pons, P. Strauch, D. Maugin (Brahms, Schoenberg).
AMERICAN CENTER, 21 h. : Carlos Santos.
LUCERNAIRE, 19 h. 30 : voir le 25.

Jazz, Pop, Rock, Folk

AU CARDINAL PAF (372-62-05), mer., jeudi, 21 h. 30 : J.-L. Longnon. les 3, 27, 28, 21 h. 30 : Maxim Saury ; le 2, 21 h. 30 : Big Band Lumière.
BAINS DOUCHES (887-34-40), le 3, 20 h. 30 : Snake Finger.
BRASSERIE BOFINGER (272-87-82), le 27, 22 h. : Trio Urtreger, Fuentes, Trussardi ; le 28, 22 h. : Trio Vander, Fuentes, Trussardi.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h. 30 : Happy Feet Quintet
CENTRE CULTUREL DE BELGIQUE (271-26-16), le 3, 20 h. 45 G. Lupokowski, P. Catherine, C. Escoude.
LA DEFENSE-QUATRE TEMPS, à partir du 3, 21 h. : Archie Shepp Quartet.
DREHER (233-48-44), 21 h. 30, jusqu'au 1er. Frank Wright, A. Jones, J.-J. Avenel, B. Few, M. Ali, P. Sauvage. A partir du 2 : Jimmy Raney, M. Vander, L. Trussardi C. Bellonzi.
DUNOIS (584-72-00), le 26, 21 h. : Trio F. Bourreau, G. Six, C. Calamel ; les 27, 28, 21 h. Edja Kungali ; le 1er, 18 h. : Miss Thing.
GIBUS (700-78-88), les 25, 26, 27, 28, 22 h. : Stand By ; le 3, 22 h. : Rush R'N'R.
GOLF DROUOT (770-47-25), le 28, 22 h. : Airline.
LA ROQUETTE (805-78-51), à partir du 1er, 21 h. : P. Abrial.
NOUVELLE CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), 20 h. 30, les 25, 26 : Daniel Humair. Le 3, 20 h. 30 : James Blood Ulmer Trio (D., L.). 23 h. : Azuquita Unit Orchestra.
PALAIS DES ARTS (272-62-98), le 26, 20 h. : Ralph Towner et le groupe Azimuth ; les 28, 1er, 20 h. 30 : Aswad.
PAVILLON BALTARD (871-16-53), le 26, 20 h. : The Jam.
PETIT JOURNAL (326-28-59) 21 h. 30, le 25 : Watergate Seven One. Le 26 : Royal Tencopators. Le 27 : Orpheon Orchestra. Le 28 : Swing Combo.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h. Trio Arvanitas (dern. le 1er) A partir du 2 : J.-C. Fohrenbach, M. Valera, P.-Y. Sorin, St-Gremaud
PIED BLEU (285-32-16), 21 h. : Hal Singer (dern. le 28)
SLOW CLUB (233-84-30), les 25, 26, 27, 21 h. 30 : C. Luter. Le 28 Les Strapontins. A partir du 3 : R. Franc.
LA VIEILLE GRILLE (707-60-93), le 1er, 17 h. : Morigane.



lundi 2 mars 20 h 30
Giuseppe Sinopoli
dirige
Schrecker - Sinopoli
Cohen - Messiaen
avec
A. Planes piano
F. Stochl contrebasse
P.-L. Aimard piano
THÉATRE DE LA VILLE
loc. 274.11.24

PARAMOUNT CITY vo • PARAMOUNT ODEON vo • PARAMOUNT OPERA vf
MAX LINDER vf • PARAMOUNT MONTPARNASSE vf
PARAMOUNT MONTMARTRE vf • PARAMOUNT GALAXIE vf
PARAMOUNT ORLEANS vf • PARAMOUNT BASTILLE vf
PARAMOUNT MAILLOT vf • CONVENTION ST CHARLES vf

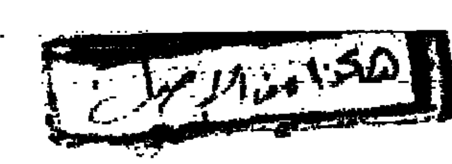
tu fais pas le poids SHERIF

BURT REYNOLDS - JACKIE GLEASON - JERRY REED - DOM DeLUISE et SALLY FIELD
PAUL WILLIAMS - PAT McCORMICK

BOUSSY ST ANTOINE Buxy • COLOMBES Club • ARGENTEUIL Alpha
VILLENEUVE ST GEORGES Artel • LE PERREUX Palais du Parc
PANTIN Carrefour • ORSAY Ulis • ORLY Paramount • LA VARENNE Paramount



ORCHESTRE COLONNE
dimanche 1er mars
à 18 h 15
JOHN PRITCHARD
STEPHEN BISHOP-KOVACEVITCH
piano
Glinka - Schumann
Dvorak
dimanche 8 mars 21 h
lundi 9 mars 21 h
AZNAVOUR/CLAUDRIC
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS-CHÂTELET
places de 20 F à 80 F
loc. aux caisses de 11 h à 18 h 30



RADIO-TÉLÉVISION

Mercredi 25 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

16 h 45 Avis de recherche : Sacha Distel.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 40 Les paris de TF 1.
19 h 50 Tirage du Loto.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : « la Ramandeuse ».
Réalisation G. Axel ; avec R. Varte, D. Doll, Y. Collette, F. Personne.
Quel personnage, la Ramandeuse ! Chaque année elle arrive avec sa large jupe et ses doigts de fée qui réparent les filets. On ne l'aime pas trop dans les petits villages brumeux où elle passe, c'est un genre de femme qui donne la fièvre aux hommes. Mais on a besoin d'elle un peu sorcière ? Une fresque sociale où l'humour n'est pas absent et à laquelle Rosy Varte donne un poids.
22 h Magazine : La rage de lire.
De G. Suffert. Qui a peur de l'an 2000 ? *Avec MM. D. Garric (« les Dossiers du futur »), J.-C. Simon (« l'Education et l'information dans la société »), J. Attali (« les Trois Mondes »), M. Serres (« Passage du nord-ouest - Hermès V ») ; Kiosque : littérature sud-américaine.*
23 h 5 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.

n° SPÉCIAL
QUE CHOISIR ?
LA REVUE DU CONSOMMATEUR
BOYCOTT
POUR OU CONTRE
N° SPÉCIAL
en vente chez votre marchand de journaux.

20 h 35 Variétés : Palmarès 81.
Avec D. Roussos, S. Lama, J.-P. Capdevielle, M. Fugain, B. Devotion.
21 h 50 Alain Decaux raconte.
Détournez l'avion de Ben Bella.
22 h 45 Histoires courtes.
« Inspiration », de P. Gibson : « Arrêt sur marche », de R. Cahen.
23 h 10 Journal.



TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Le Parti des forces nouvelles (P. Gauchon).
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Les aventures de Tintin : le Trésor de Rackham le Rouge.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma : « Seul le vent connaît la réponse ».
Film franco-allemand d'A. Vohrer (1974), avec M. Ronet, M. Weller, R. Pellegrin, K. Dor, A. Falcon, A. Diffring (Rediffusion.)
L'inspecteur d'une compagnie d'assurances allemande mène, sur la Côte d'Azur, une difficile enquête à la suite de la mort mystérieuse d'un banquier.
Ce film policier « européen », habilement fabriqué, mêle le suspense à l'étude d'un milieu pourri (haute société et finance). A voir surtout pour Maurice Ronet.
22 h 5 Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h 30, Entretiens avec J.-L. Barrault : L'Odéon.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, La science en marche : La non-séparabilité sur la sellette.
20 h, La musique et les hommes.
22 h 30, Nuits magnétiques : L'espace maternel.

FRANCE-MUSIQUE

18 h 2, Six-huit : Jazz time ; 18 h 30, Magazine, de D. Lemery ; 20 h, Equivalences (non-voyants) : Bela Bartok.
20 h 30, Concert (Fêtes romantiques de Nohant au château George-Sand, le 29 juin 1980) : « Quatuor à cordes en la mineur », de Brahms ; « Quintette pour piano et cordes en mi bémol majeur », de Schumann ; « Quatuor à cordes en mi mineur », de Mendelssohn, par le Nouveau Quatuor de Budapest, avec Karl Engel, piano.
22 h 30, Ouvert la nuit : Intermezzo ; 23 h, Les mémoires de la musique : A propos de Tchaïkovski.

Jeudi 26 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 25 Une minute pour les femmes.
Comment rédiger son testament.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Objectif santé : La vitesse.
16 h 30 Les quatre fantastiques.
16 h 45 Croque-vacances.
Inuit ; 16 h 55, Bricolage (et à 17 h 35) ; 17 h, Variétés ; 17 h 5, Isidore, le lapin ; 17 h 10, Infos-magazine ; 17 h 20, La famille ours au Far-West ; 17 h 25, Portrait d'arbres ; 17 h 30, Variétés ; 17 h 40, Les Harlem Globe-Trotters.
18 h C'est à vous.
18 h 20 L'île aux enfants.
18 h 45 Avis de recherche.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
20 h Journal.
20 h 35 Série : Pause-café.
Réal. S.-R. Leroy ; avec V. Jannot, J. François, G. Werler, C. Alsay, F. Andrei, J. Bacheller.
Troisième épisode. Joëlle a trouvé pour une de ses élèves une chambre, et c'est maintenant Rolande qu'elle doit défendre de multiples embûches.
21 h 30 Magazine : L'enjeu.
De F. de Closets, E. de la Taille et A. Weiller.
Au sommaire : le textile, ceux qui s'en sortent ; le travail pénitentiaire, une entreprise derrière les barreaux ; l'homme du mois Daniel Lebard ; restaurants : les additions qui ne manquent pas de sel.
22 h 30 Arts : Les réalismes.
Les réalismes entre 1919 et 1939, réal. G. Jourdhui. *Un parcours de l'exposition qui se tient à Beaubourg jusqu'au 20 avril.*
23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : La vie des autres.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
Les collections de haute couture printemps-été 1981.
15 h Série : Le Saint.
Le sosie.
16 h L'invitée du jeudi.
Hélène Carrère d'Encausse.
17 h 20 Fenêtre sur...
Des camions pas comme les autres.
17 h 50 Récré A 2.
Emilie : Discopuce ; Félix le chat ; La bande à Bédé.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).
Enceintes acoustiques
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Tribune politique.
L'Assemblée nationale.
20 h Journal.
20 h 35 Le grand échiquier.
De J. Chancel. Avec J. Dutronc.
23 h Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
La Ligue communiste révolutionnaire (A. Krivine).
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Les aventures de Tintin : *le Trésor de Rackam le Rouge.*
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma (cycle Marcel Pagnol) : « la Fille du puisatier ».
Film français de Marcel Pagnol (1940), avec Raimu, Fernandel, J. Day, G. Grey, Charpin, L. Noro, M. Mathis. (N. rediffusion.)
En 1939, une jeune paysanne est séduite par un aviateur, fils de commerçants de Salon-de-Provence. Elle se croit abandonnée à la suite d'un malentendu, se retrouve enceinte. Son père la chasse. L'aviateur a disparu à la guerre.
Un mélodrame typiquement pagnolesque auquel les circonstances de son tournage (avant et après la débâcle de juin 1940) ont donné une dimension historique. Il rend compte des malheurs de la France et cherche l'espoir dans l'union des familles.
22 h 45 Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales
8 h, Les chemins de la connaissance : Une histoire des malades (l'autosoignant) ; A 8 h 32, Le monde minéral : le savoir et l'imaginaire.
8 h 50, La fontaine d'eau vive.
9 h 7, Matinée de la littérature.
10 h 45, Questions en zigzag : A propos de P. Fresnay, avec C. Ford.
11 h 2, L'INA-G.R.M. présente : Zigzag sur la fonction acousmatique.
12 h 5, Agora : La méditation, avec C. Monod-Herzen.
12 h 45, Panorama.
13 h 30, Renaissance des orgues de France : Portrait d'un organiste, J. Dussouilh.
14 h, Sons : En Chine.
14 h 5, Un livre, des voix : « Le Prix de la douleur », de M. Toesca.
14 h 47, Questions croisées : Analogie et connaissance.
15 h 50, Contact.
16 h, Le magasin des nouveautés : L'art et les nouvelles sources scientifiques d'inspiration.
16 h 50, Départementale : A. Menton.
17 h 32, Libre parcours jazz : Sugar Blue et son orchestre.
18 h 30, Entretiens avec J.-L. Barrault : Nouvelles errances.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : le rein.
20 h, Nouveau répertoire dramatique : « La Stravaganza », de C. Prin. Avec B. Ballet.
22 h 30, Nuits magnétiques : L'espace maternel.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Quotidien musique : Réveils en douceur (Haendel, Purcell) ; 7 h 5, L'intégrale de la semaine (Haydn) ; 7 h 40, Actualité de la semaine ; 8 h 30, Informations culturelles.
9 h 2, L'oreille en colimaçon : Récréasson.
9 h 17, Le matin des musiciens : Œuvres de Wagner (« Tristan et Isolde »), Berg, Schönberg, Webern.
12 h, Musique de table : Œuvres de J. Strauss, Walberg, Rossini, Petit ; 12 h 35, Jazz classique ; 13 h, Les musiciens ont la parole : Claude Maillols.
14 h, Musiques : Les chants de la terre ; 14 h 30, In Memoriam Alfred Deller (Purcell, Gesualdo, Dowland) ; 15 h 30, Les lumières de Saint-Saëns ; Les chants du pays ; 16 h 30, Musiques d'inspiration hébraïque (Bruch, Chostakovitch, Prokofiev, Ravel et Bloch).
18 h 2, Six-huit : Jazz time (Charlie Parker) ; 18 h 30, Concert (en direct de l'Auditorium 106) : « Quatuor avec piano », de Mozart ; « Quintette, la Truite », de Schubert, par le Mozarteum Quartet de Salzbourg ; 20 h, Concours international de guitare.
20 h 30, Concert (en direct de la Salle Pleyel, à Paris) : « Nuages - Fêtes », extraits des « Nocturnes pour orchestre », de Dutilleux ; « Symphonie fantastique », de Berlioz, par l'Orchestre national de France, dir. L. Maazel, avec M. Rostropovitch, violoncelle.
23 h, Ouvert la nuit : Le lied schubertien ; 23 h 30, Les compositeurs composent et proposent : Alain Bancquart (Beethoven, Bancquart, Bruckner).

TRIBUNES ET DEBATS

MERCREDI 25 FEVRIER

— *MM. Lionel Stoleru*, secrétaire d'Etat aux travailleurs manuels et immigrés, et *Philippe Herzog*, économiste, membre du bureau politique du P.C., sont les invités de l'émission « Duel » de France Inter, à 19 h 10.

JEUDI 26 FEVRIER

— *M. Alain Peyrefitte*, ministre de la justice, est l'invité du journal de TF 1, à 13 heures.

— *M. Henri Krasucki*, secrétaire confédéral de la C.G.T., participe au journal de R.T.L., à 18 heures.

— *M. Sean Mac Bride*, prix Nobel de la paix, fondateur d'Amnesty International, répond aux questions des auditeurs du « Téléphone sonne » de France-Inter, à 19 h. 10.

هكذا من الاصل

CARNET

Réceptions

— A l'occasion de la Semaine du cinéma bulgare, qui se tient à Paris, du 24 février au 3 mars, M. Constantin Atanassov, ambassadeur de Bulgarie, a donné une réception le mardi 24 février.

Naissances

— M. Guy JEAN et Mme, née Michèle Bunel, ont la joie d'annoncer la naissance de

Romain,

le 13 février 1981.
168, rue de Grenelle,
75007 Paris.

Décès

— Angers, Paris, Meudon.
M. et Mme Philippe Bazin,
M. et Mme Jean Bazin,
ses enfants,
Françoise et Christian Jabiot,
Elisabeth et Daniel Sopel,
Bernard, Marie-Armelle, Denis, et Marie-Sophie Bazin,
ses petits-enfants,
Mlle Reine-Marie Bazin,
sa belle-sœur,
M. et Mme Georges Renier et leurs enfants,
ses neveux et nièces,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Henri BAZIN,
née Jeanne Sauvage,

survenu à Paris, le 22 février 1981, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La levée du corps aura lieu le jeudi 26 février 1981, à 9 h. 40, 15, rue Louis-Pasteur - Vallery-Radot, Paris-18e.

La cérémonie religieuse sera célébrée le même jour, à 15 h. 30, en l'église Saint-Joseph d'Angers, suivie de l'inhumation au cimetière de l'Est, à Angers.

Ni fleurs ni couronnes, des messes et des prières.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue Tarin,
49000 Angers.
34, boulevard de Sébastopol,
75004 Paris.
4, rue d'Alembert,
92190 Meudon.

— M. Jean-Claude Beaulieu et son fils nouveau-né Philippe,
Mme Frédéric Pic,
M. et Mme Robert Pic,
M. et Mme Robert Beaulieu,
M. et Mme Etienne Pic et leurs enfants,
M. et Mme Pierre Coste et leurs enfants,
M. et Mme Guillaume Pic et leurs enfants,
M. et Mme Roland Pic et leurs enfants,
M. et Mme John Nemeth,
M. et Mme Jean Wojciechowski et leur fille,
M. et Mme Robert Beaulieu et leur fille,
M. et Mme Jean-Louis Lasserre et leurs filles,
M. Daniel Beaulieu,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jean-Claude BEAULIEU,
née Geneviève Pic,

leur épouse, mère, petite-fille, fille et belle-fille, sœur et belle-sœur, tante,
survenu à Saint-Dizier, le 13 février 1981.

Le service religieux a eu lieu le 17 février, au temple d'Aubais.

« Résidence l'Eglantine »,
52100 Saint-Dizier.
« Les Cyprès »,
Aubais,
30250 Sommières.
5, avenue Général-Lamarque,
40000 Mont-de-Marsan.

— Nous apprenons le décès survenu, le 23 février 1981, à Metz, du **général Raymond BONNET (C.R.)**

[Né le 3 décembre 1912 à Rochefort-sur-Mer (Charente-Maritime), pilote d'aviation après sa sortie de Saint-Cyr en 1936, Raymond Bonnet participe à la deuxième guerre mondiale en Grande-Bretagne, dans les groupes de bombardement Halifax. Colonel en 1954, il commande à Metz la 9e brigade de division aérienne. Après un séjour en Algérie, il est général de brigade aérienne en 1959, et devient, l'année suivante, directeur central du matériel de l'armée de l'air. En 1962, il est nommé général de division aérienne et est placé dans le cadre de réserve en 1967.

Raymond Bonnet était grand officier de la Légion d'honneur.]

— Mme Paul Bouery-Veysseyre,
M. et Mme André Martin,
M. Michel Olivier Martin,
Mme Ilse Roth,
son épouse, ses neveux et nièce,
et sa plus proche amie,
ont la très grande douleur de faire part du décès de

M. Paul BOUERY-VEYSSEYRE,

survenu le 22 février 1981, dans sa quatre-vingt-onzième année.

L'inhumation a eu lieu au Cap-d'Ail, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.
26 bis, rue Jouvenet,
75016 Paris.
81, rue Pergolèse,
75116 Paris.

— Mme Jean Broncard,
M. Hervé Broncard,
M. Denis Broncard,
M. et Mme R. Degay,
M. et Mme P. Broncard,
Mme Jean Dugachard,
Les familles Mourgues et Broncard,
ont la douleur de faire part du décès de leur époux, père, frère, beau-frère et neveu,

M. Jean BRONCARD,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu brutalement le 22 février 1981 à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 27 février, à 10 h. 30, en l'église Saint-Germain-des-Prés, où l'on se réunira, suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise.

58, rue de Rennes, 75006 Paris.
Cet avis tient lieu de faire-part.

[Né le 25 décembre 1919, Jean Broncard était entré à Automobiles - Peugeot, en novembre 1954, en tant que responsable des activités de « Publicité française », agence du groupe Peugeot. Nommé directeur des relations extérieures en mars 1973, Jean Broncard avait conservé ce poste de relations avec la presse jusqu'à la fusion Peugeot - Talbot après laquelle il était devenu conseiller auprès de la direction générale.]

— Me et Mme Jacques Bruneau,
ses frère et belle-sœur,
Suzanne, Catherine et Albert,
ses neveux,
Toute la famille
Et ses amis,
font part de la mort de

M. Michel BRUNEAU,

pieusement décédé à l'âge de cinquante-quatre ans.

Les obsèques auront lieu en l'église de Genille, le jeudi 26 février, à 15 heures.

Condoléances sur registre.
Cet avis tient lieu de faire-part.
37000 Genille.

— Mme Paul Devos,
son épouse,
M. et Mme Jacques Devos,
Patrick et Sandrine,
ses enfants et petits-enfants,
Les parents et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul DEVOS,

survenu subitement, à Paris, le 19 février 1981.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église du Cœur-Immaculé-de-Marie, rue de Verdun, à Suresnes, le jeudi 26 février 1981, à 14 heures.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille, au cimetière de Suresnes, 27, rue Merlin-de-Thionville, 92150 Suresnes.

— L'Association des anciens élèves de l'Ecole nationale supérieure des industries agricoles et alimentaires a le regret de faire part du décès de

M. Paul DEVOS,

président d'honneur de l'Association.

Les obsèques auront lieu le jeudi 26 février 1981, en l'église du Cœur-Immaculé-de-Marie, rue de Verdun, à Suresnes, à 14 heures.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille, au cimetière de Suresnes, 27, rue Merlin-de-Thionville, 92150 Suresnes.

— M. Pierre Grimaud,
Mlle Nicole Grimaud,
M. et Mme Pierre Benoît et leurs enfants,
M. et Mme Joseph Grimaud et leurs enfants,
Mlle Marie-Thérèse Grimaud,
Me Marcel Grimaud,
ont la douleur de faire part du décès de

Me Pierre GRIMAUD,
notaire honoraire,

rappelé à Dieu le 21 février 1981.
« Le San Miguel »,
4, rue Ninon-Vallin,
84000 Avignon.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Joseph LAURENT,
née Marie Bonpaix,

survenu le 23 février 1981, dans sa cent unième année, munie des sacrements de l'Eglise.

De la part :
Du docteur et Mme André Guilmard,
De Mme Georges Laurent,
De M. et Mme René Laurent,
De Mme Bernard Harmoyer,
ses enfants,
De ses quarante petits-enfants et de ses quarante-cinq arrière-petits-enfants.

Les obsèques auront lieu le jeudi 26 février, à 10 h. 30, en l'église Saint-André de l'Europe, 24, rue de Leningrad, Paris-8e.

Ni fleurs ni couronnes.
8, rue de Florence,
75008 Paris.

— Mme Jean Lerat,
M. et Mme J.-C. Lerat,
M. et Mme Robert Moran,
ses enfants,
Philippe, Renaud, Emmanuelle,
ses petits-enfants,
Mme Germaine Barbier, sa sœur,
Mme Robert Lerat, sa belle-sœur,
Mme Ginette Hundley et ses enfants, ses cousins,
Et tous ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean LERAT,

survenu en son domicile, le 19 février 1981.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, à Enghien-les-Bains.

Cet avis tient lieu de faire-part.

16, avenue du Général-Clavery,
75016 Paris.

— Fontainebleau.

Nagib et Colette MANSOUR,
ses parents,
Aline et Maud,
ses petites sœurs,
M. et Mme Jean Zonde,
M. et Mme Fouad Mansour,
ses grands-parents,
Et toute la famille,
ont l'extrême douleur de faire part de la disparition accidentelle de

Juliette,

survenue le 23 février 1981, à Fontainebleau, dans sa onzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la chapelle du Carmel (boulevard Général-Leclerc), à Fontainebleau, le jeudi 26 février 1981, à 10 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Fontainebleau.

Cet avis tient lieu de faire-part.

20, boulevard Joffre,
77300 Fontainebleau.

— Sens.

M. Jean Perrot,
M. François Perrot,
Mlle Béatrice Perrot-Degrassat,
Mlle Sophie Perrot,
Mme Noël Massicard,
Mme Yvette Massicard d'Armagnac et ses enfants,
M. et Mme Jean-Louis Besombes et leurs enfants,
Docteur et Mme Jean Feneon et leurs enfants,
M. et Mme Pierre Perrot et leurs enfants,
M. et Mme Roger Perrot et leurs enfants,
M. et Mme François Binet, leurs enfants et petits-enfants,
Mme Alice Pietrement,
Toute sa famille,
Le personnel des Moulins de Saint-Louis,
Ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jean PERROT,
née Odette Massicard,

survenu à Hongkong, le 18 février 1981, entourée de son mari et de ses trois enfants, et prient d'assister au service religieux qui est prévu le vendredi 27 février 1981, à 15 h., en la cathédrale de Sens.

Toutefois, en raison des délais nécessaires au transport, un avis de confirmation paraîtra dans le journal de demain.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, rue Gaston-Perrot,
89103 Sens Cedex.

— Mme André Pugens,
M. et Mme Marc Lucas,
Mlle Catherine Lucas,
M. et Mme Pierre Doré et leur fille,
ont la *douleur* de faire part du décès de

M. André PUGENS,

survenu le 23 février 1981, à Paris-13e, dans sa soixante-huitième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées le jeudi 26 février, à 15 heures, en l'église Saint-Nicolas de Villers-Cotterêts (Aisne), où l'on se réunira.

Ni fleurs ni couronnes.

12, rue de la Butte-aux-Cailles,
75013 Paris.
5, rue Pierre-Loti,
91330 Yerres.

— Mme Georges Lecat,
M. et Mme Gérard Vouters,
Mme Jules Vouters,
ses enfants,
Ses dix-neuf petits-enfants,
Ses quinze arrière-petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Mme Pierre VOUTERS,
née Madeleine Surmont,

décédée le 14 février 1981, dans sa quatre-vingt-douzième année.

Les obsèques ont été célébrées dans la stricte intimité familiale le 20 février.

Il est rappelé le souvenir de son mari,

Pierre VOUTERS,
ingénieur en chef
des mines de Sarre et Moselle,
médaille d'or
de l'industrie minérale,

décédé le 13 juillet 1924, à l'âge de quarante-quatre ans,
et celui de son fils,

André VOUTERS,
magistrat,

décédé le 3 juin 1942, à l'âge de vingt-huit ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.
4, rue Robert-de-Flers, 75015 Paris.
4, rue Pasteur, 92210 Saint-Cloud.

Remerciements

— Mme Gaston Pams,
Mme Florence Drubigny - Pams,
M. et Mme Jean-Claude Corbineau,
M. et Mme Michel Arnal,
M. et Mme Ludovic Pams,
M. et Mme Henri Bouvier,

dans l'impossibilité de répondre à toutes les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Gaston PAMS,
sénateur
des Pyrénées-Orientales,
maire d'Argelès-sur-Mer,
président
du groupe sénatorial
de la Gauche démocratique,

prient tous ceux qui se sont associés à leur deuil de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

Anniversaires

— Il y a quatre ans,
M. Marcel FRIOUX
quittait les siens. Une pensée amicale est demandée à ceux qui demeurent fidèles à son souvenir.

Messes

— Une messe sera célébrée le lundi 2 mars, à 18 h. 30, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond - Poincaré, pour le repos de l'âme de
Mme Georges-Louis RONDEAU,
rappelée à Dieu le 4 février.

Avis de messe

— Le 1er mars 1941, le colonel Leclerc obtenait, à la tête d'une poignée de Français libres, la reddition de la citadelle italienne de Koufra.

Pour célébrer le quarantième anniversaire de ce succès français, qui fut le premier après les échecs de l'été 1940, la Fondation Général-Leclerc-de-Hauteclocque, maréchal de France, et l'Association nationale des anciens de la 2e D.B. feront célébrer une messe d'action de grâce en la basilique Notre-Dame-des-Victoires, le dimanche 1er mars 1981, à 11 h. 30.

Communications diverses

— M. Michel Bavastro, président-directeur général de « Nice-Matin », a été élevé mardi 24 février à la dignité de grand-officier de la Légion d'honneur par le président de la République.

— Mme Marcelle Landau a été nommée chevalier dans l'ordre des Arts et des Lettres par M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ETAT

— Université de Paris-I, samedi 28 février, à 14 heures, amphithéâtre Turgot, M. Michel Launay : « Le syndicalisme chrétien en France 1885-1940. Origines et développement ».

— Université de Paris-IV, samedi 28 février, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Alain Goulet : « Fictions gidiennes et vie sociale. Représentation, interprétations et fonctions de la vie sociale dans l'œuvre d'André Gide (1910-1925) ».

RECTIFICATIF. — Université de Paris-I, jeudi 26 février, à 9 heures (et non à 15 heures), salle Louis-Liard, M. Massoud Daher : « L'histoire socio - politique de la République libanaise sous mandat français (1926-1943) ».

RECTIFICATIF. — Université de Paris-II, vendredi 27 février, à 16 heures, salle 110 (et non salle des conseils), M. Francis Calcoen : « L'intervention de l'Etat dans l'économie du logement ».

GALERIE DE CHARTRES

DIMANCHE 1er MARS, 10 h et 14 h
OUTILS ANCIENS
ART POPULAIRE
Mes LELIEVRE, com.-pris. assoc.,
CHARTRES - (37) 36-04-33.

VENTE à FONTAINEBLEAU

HOTEL des VENTES
14, rue des Pins - 422-27-62
DIMANCHE 1er MARS, à 14 h.
OBJETS d'ART et d'AMEUBLT,
ARGENTERIE, BIJOUX
TABLEAUX
MEUBLES ANCIENS
TAPIS d'ORIENT
Me J.-P. OSENAT, Comm.-Priseur
Expo. samedi et dim. matin

MADAME DESACHY
Mariages réussis depuis 40 ans
4, place de l'Opéra, 75002 PARIS
Tél. : 742.09.39

GODECHOT ET PAULIET
86, avenue R.-Poincaré (16)
Place Victor-Hugo
Tél. : 500-95-03
BIJOUX
VENTE-ACHAT
DIAMANT
RUBIS - SAPHIR - ÉMERAUDE
EXPERTISES GRATUITES
CONSEILS • PARTAGES
PARKING FOCH
TLJ 10h/12h - 14h/18h30



MOQUETTE
100% pure laine
50% de sa valeur
A partir de 60F.
Grand choix de coloris
Petite et grande largeur
Devis gratuit
pose par spécialistes
334 rue de Vaugirard
Paris 15e
842.42.62/250.41.85

DEJA VU
1er MENSUEL D'INFORMATION PAR L'IMAGE.
EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX.
12 F.

ÉDUCATION

Des « retouches » dans un programme télévisé provoquent un conflit au Centre de documentation pédagogique

Les sections syndicales C.G.T. et C.F.D.T. du Centre national de documentation pédagogique (C.N.D.P.) ont lancé, pour ce mercredi 25 février, un mot d'ordre de grève afin de protester contre l'« interdiction » d'une série télévisée destinée à la formation continue des adultes, « La télévision et la famille ». La FEN, qui s'était associée au préavis de grève *« en cas d'intransigeance de l'administration »*, a appelé, pour sa part, à la négociation.

Le conflit porte sur le contenu de deux programmes (un reportage et un débat enregistré) qui devaient être diffusés sur Antenne 2 dans le cadre de l'émission « Libre cours ». Au total, le C.N.P.D. doit produire cinq émissions d'une heure, comportant quatre reportages de vingt minutes suivis de débats enregistrés de quarante minutes, ainsi qu'une cinquième émission consacrée aux coulisses de la télévision.

Après avoir visionné quatre reportages enregistrés et le premier débat, le directeur du C.N.D.P., M. Gilbert Léoutre, demande des coupes — il préfère dire « *des retouches* » — dans le troisième reportage (intitulé « une certaine insatisfaction ») et, surtout, dans le débat enregistré le 7 février, avec Mme Dominique Pellegrin, journaliste à *Télérama*, M. Michel Souchon, sociologue de l'Institut national de l'audiovisuel, et un représentant des téléspectateurs, débat animé par Mme Mireille Muriot.

Dans cette dernière émission, qui devait être diffusée le lundi 23 février, M. Léoutre juge « *inacceptables* » deux passages (une minute et demie au total) où sont critiqués, d'une part, l'émission « Au théâtre ce soir », dont le contenu culturel est contesté par le journaliste de *Télérama*, et, d'autre part, la programmation générale des chaînes qui acceptent la publicité.

« Il n'entre pas dans les missions du C.N.D.P. de sembler — par le biais de déclarations faites dans des productions de ce type — s'ériger en juge, et parfois même (comme j'ai pu le constater) en censeur de la politique qu'ont choisi de mener les chaînes de la télévision nationale », écrit le directeur du C.N.D.P., le 16 février, pour justifier sa demande de coupes et, devant le refus des auteurs, le retrait de la série (un programme de remplacement a été diffusé le 23 février).

Les réalisateurs des émissions incriminées invoquent le « *droit moral des auteurs* » pour refuser les modifications demandées (*« C'est de la censure »*, disent-ils, *et même de l'autocensure, car la direction d'Antenne 2 n'est pas intervenue »*). Le directeur du C.N.D.P. s'en tient à sa demande de coupes, sous peine de retrait de programmation définitif. Quant à la direction de la FEN, elle « *souhaite que les organisations syndicales du C.N.D.P. acceptent d'engager, dans l'unité, les discussions nécessaires avec la direction de cet établissement* », afin de ne pas « *compromettre totalement la diffusion de cette série* ». — R.C.

A PONTGOUIN (EURE-ET-LOIR)

Des parents obtiennent l'ouverture d'une classe maternelle après cinq mois d'occupation

De notre correspondant

Chartres. — Après bientôt cinq mois d'occupation de l'école maternelle de Pontgouin (Eure-et-Loir) (*le Monde* du 2 décembre 1980), les parents d'élèves ont obtenu satisfaction lundi 23 février. Une seconde classe sera ouverte provisoirement à la rentrée de Pâques. Le poste devrait être confirmé en septembre prochain. La plainte déposée contre les parents par le maire et l'inspecteur d'académie a été suspendue et les sanctions envers l'institutrice vont être levées.

Les appels à la sagesse lancés à plusieurs reprises par le docteur Martial Taugourdeau, député (R.P.R.), ont été entendus. Mais le conflit n'a pu se résoudre qu'à « l'échelon supérieur ». La décision d'accéder à la demande des parents a été prise au rectorat d'Orléans, lors d'une réunion à laquelle participaient le recteur, l'inspecteur d'académie en résidence à Chartres, des représentants nationaux du Syndicat national des instituteurs (SNI-P.E.G.C.) et de la Fédération des conseils de parents d'élèves (F.C.P.E., ex-Cornec).

La situation à Chartres était bloquée en partie à cause de prolongements politiques. D'un côté, les élus de la majorité se rangeant à l'avis de l'inspecteur d'académie, de l'autre, la section départementale du SNI appartenant à la tendance Unité et action, proche du parti communiste et minoritaire au plan national. Les représentants parisiens du SNI n'ont d'ailleurs pas caché que, selon eux, la venue à Pontgouin, le 31 janvier, de M. Jack Ralite, député de Seine-Saint-Denis (P.C.), en compagnie d'une délégation de parents d'élèves de Stains, qui avaient connu une situation semblable, n'était pas étrangère au ralentissement des négociations.

L'obstination des parents d'élèves a cependant porté ses fruits. A aucun moment, ils n'ont songé à abandonner, considérant leur requête comme légitime.

ALAIN POUZY.

LA FÉDÉRATION ANDRIEU MÈNE CAMPAGNE CONTRE LES FERMETURES DE CLASSES

La préparation de la carte scolaire, qui laisse prévoir de nombreuses suppressions de classes ou de postes, suscite inquiétude et protestations de la part des associations de parents et d'enseignants. Dans le premier degré (classes maternelles et primaires), on annonce la fermeture de 175 classes en Seine-Saint-Denis, 150 en Seine-et-Marne, 141 dans le Val-de-Marne, 133 dans les Bouches-du-Rhône, 87 dans les Hauts-de-Seine, 43 dans l'Allier, 15 dans le Finistère, etc. Des ouvertures, dont on ignore encore le nombre, sont cependant prévues.

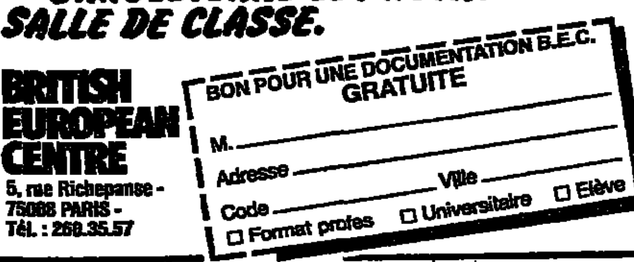
Mais c'est surtout dans le second degré, où les effectifs continuent à augmenter globalement, que les suppressions de classes et les transferts de postes déclenchent les protestations. Ainsi, selon la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (F.C.P.E.), on prévoit 149 suppressions de postes d'enseignants dans le Rhône (dont 111 dans les collèges), 47 dans la Sarthe (dont 41 en collège), 26 dans les Yvelines, 25 dans le Vaucluse, etc.

Des manifestations ont été organisées dans certains établissements pour le maintien de classes ou des postes, notamment au lycée d'enseignement professionnel de Lomme (Nord), au lycée Thibaud - de - Champagne, de Provins (Seine-et-Marne). Certains établissements, comme le collège Jean-Jaurès, d'Arcueil (Val-de-Marne) ou le lycée d'enseignement professionnel de de Langogne (Lozère), sont menacés de suppression totale.

« C'est donc dans le second degré que les parents se battront le plus à la prochaine rentrée », a annoncé, le 23 février, M. Jean Andrieu, président de la F.C.P.E. Les parents sont invités à saisir les tribunaux administratifs dès qu'ils constatent une *« carence du service public »*, afin de mettre l'Etat en face de ses responsabilités. La F.C.P.E. va mener campagne sur deux fronts particuliers : l'enseignement en milieu rural et l'enseignement professionnel, pour lequel les délégués départementaux se réuniront le 14 mars, à Paris.

Le Syndicat national des enseignements de second degré (SNES) annonce, de son côté, qu'il y aurait quelque deux mille suppressions d'emplois de professeurs titulaires dans les lycées et collèges. Les responsables du SNES qui demandent que les mesures soient rapportées, souhaitent que le ministre de l'éducation ouvre des négociations avec eux.

SI LE LATIN ETAIT UNE LANGUE VIVANTE, C'EST A ROME QU'ON L'APPRENDRAIT
L'Anglais s'apprend sur le terrain. En prise directe.
Sur le vif. En Angleterre.

3 FORMULES : Formation professionnelle. Universitaire. Elève.
30 CENTRES DE SEJOUR : Londres, Oxford, Poole, Brighton, etc.
PRIX : Séjour de 2 semaines : A partir de 1390 F tout compris.
L'ANGLETERRE EST NOTRE SALLE DE CLASSE.


INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

Se meubler à Auteuil

Auteuil est un quartier paisible qui sait se préserver des modes éphémères. Mais ce goût de la mesure n'exclut pas la recherche d'un décor d'aujourd'hui. Celle-ci est maintenant simplifiée depuis la récente ouverture — à Auteuil même — de deux boutiques pour la maison.

C'est au rez-de-chaussée d'un hôtel particulier de l'avenue Mozart qu'Alain Fœillet a installé son magasin « Formes et intérieur ». La trentaine dynamique, cet ancien élève de l'école Boulle a déjà une bonne expérience de concepteur de mobilier et de décorateur. Les meubles qu'il a choisi de présenter sur les deux niveaux de sa boutique sont tous français, volontairement. De Philippe Parent, une table de repas à piètement central en bois supportant un plateau de marbre ; de Jancyr, un programme de structures murales en bois lamellé de différentes essences ; se Sentou, le mobilier d'un studio (exposé tout aménagé), réalisé en châtaignier massif du Périgord.

Les canapés sont nombreux — de diverses fabrications mais tous assez classiques — et vendus à partir de 5 000 F environ en blanc. Pour les recouvrir, Monique Bastion (qui s'occupe des tissus) propose sa sélection faite dans les collections françaises et étrangères. Pour habiller les fenêtres, elle conseille — pour renouveler les traditionnels voilages — des parois japonaises ou des stores dits de bateau. Une équipe de tapissiers se charge de la confection et de la pose.

En tant que décorateur, Alain Fœillet propose ses services aussi bien pour une seule pièce que pour un appartement entier, avec restructuration des volumes, fourniture des tissus, moquettes, papiers peints.

Quelques centaines de mètres plus loin, près de la rue La Fontaine, Christine Coste vient d'ouvrir sa seconde boutique de canapés (la première étant boulevard Raspail). « *Je sais,* dit-elle, *pour avoir habité longtemps ce quartier, que les gens d'Auteuil ne vont pas rive gauche. Alors, je suis venue vers eux !* » Pour attirer l'attention des passants, elle a eu l'idée originale d'exposer des sièges, en vitrine, sur des plates-formes suspendues.

Dans le magasin, une mosaïque blanche — au sol et sur les murs — fait ressortir les tissus colorés des canapés, disséminés en coins de repos et de conversation. Tous sont convertibles en lits ; le succès de cette tendance se traduit, ici, par la vente de quatre canapés convertibles pour un fixe. « Ice-cream » est un nouveau modèle de trois places, convertible en lit de 140 centimètres, avec sommier à lattes et matelas de 10 centimètres d'épaisseur (à partir de 3 375 F recouvert d'une toile écrue). Autre nouveauté : le canapé « Jacinthe », à accoudoirs surbaissés, convertible par système mécanique classique ; un fauteuil-lit lui est assorti.

Parmi les sièges fixes, des chauffeuses, droites et d'angle (1 350 F et 1 950 F), sont entièrement déhoussables et recouvertes d'un chintz uni matelassé. Pour tous ses sièges, Christine Coste propose de très nombreux tissus, unis ou imprimés, à partir de 50 F le mètre. On peut aussi apporter son tissu, le prix du siège étant alors calculé avec le revêtement le plus simple. Cette diversité de choix permet de s'adapter à tous les goûts et à tous les budgets.

JANY AUJAME.

★ **Formes et intérieur, 133 avenue Mozart, 75016 Paris. Coste, 3, rue Bastien-Lepage, 75016 Paris (et 133, boulevard Raspail, 75006).**

Le cinquième programme de simplification administrative

Nous continuons de publier l'analyse des cent quarante mesures de simplification administrative adoptées, le 18 février, par le conseil des ministres (« le Monde » des 24 et 25 février).

III. — Enseignement

● Simplification de la gestion financière des établissements nationaux d'enseignement du second degré.

● Mise à la libre disposition des communes des fonds scolaires départementaux destinés aux établissements d'enseignement public.

● Simplification des formalités à accomplir en cas de changement de directeur à la tête d'une école privée.

● Simplification du dossier de candidature à certains concours d'internat (psychiatrie, pharmacie).

● Renouvellement par tacite reconduction de l'agrément des personnels chargés de la surveillance des élèves dans les écoles pré-élémentaires et élémentaires.

● Ouverture de la possibilité de délivrer des autorisations collectives de sortie du territoire aux mineurs qui effectuent, en groupe, des voyages scolaires à l'étranger.

IV. — Entreprises

1 — *Faciliter les créations.*

● Suppression, en cas de création ou de transfert de fonds de commerce dans les communes soumises à des dispositions spéciales favorables au maintien de l'habitat, de l'obligation d'une démarche préalable de déclaration en mairie pour l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

● Réduction à un mois du délai d'obtention de l'autorisation de transformer des locaux d'habitation en locaux commerciaux.

● Suppression des pièces justificatives exigées pour l'inscription au répertoire des métiers.

[Ces pièces seront remplacées par une déclaration sur l'honneur.]

● Réduction à trois semaines du délai d'inscription au répertoire des métiers.

● Suppression de l'assujettissement du bailleur de fonds à l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

● Remplacement, s'agissant des administrateurs et des dirigeants de S.A.R.L. et de S.A., dans les dossiers exigés pour les inscriptions au registre du commerce et des sociétés, de l'extrait d'acte de naissance par la fiche d'état civil.

● Réduction à un mois du délai de déblocage des fonds lors de la constitution des sociétés.

● Aménagement de la formalité de déclaration de conformité du dossier de constitution d'une société et mise à disposition de statuts-types de S.A.R.L. et de S.A.

● Suppression de la double démarche d'inscription au registre du commerce et des sociétés pour les entreprises établies dans le ressort de plusieurs tribunaux de commerce.

2. — *Simplifier le fonctionnement.*

● Suppression du contrôle financier local *a priori* lors de l'instruction des demandes d'attribution de l'aide spéciale rurale.

● Harmonisation des seuils en matière de comptes sociaux et fiscaux.

[Un projet de loi visant à unifier la définition des comptes fiscaux et des comptes sociaux sera déposé.]

● Suppression de l'obligation de présenter des factures acquittées pour la liquidation des primes à l'installation artisanale.

● Amélioration des conditions d'accès et d'utilisation des renseignements sur les commerçants et les sociétés qui sont publiés auprès des greffes des tribunaux de commerce.

● Suppression des mentions répétitives dans les inscriptions au registre du commerce et des sociétés concernant les entreprises établies dans le ressort de plusieurs tribunaux.

● Réforme du mode de paiement des aides à l'investissement dans le secteur des industries agro-alimentaires.

● Suppression du questionnaire individuel de chantier pour les petites entreprises du bâtiment et des travaux publics.

● Assouplissement pour les entreprises de travail aérien du régime des autorisations de survol à basse altitude.

● Suppression de l'obligation de licence de zone longue pour les véhicules de marchandises acheminés par voie ferrée sur une partie de leur parcours.

● Suppression des mentions de spécialité sur les licences de zone longue pour le transport routier.

● Réduction du nombre des certificats médicaux exigés pour les divers permis poids lourds.

● Possibilité pour les titulaires d'un permis poids lourd de conduire des véhicules de transports en commun.

● Suppression de l'imposition à la taxe d'habitation des garages non situés dans les dépendances d'un immeuble et exonération de la T.V.A. pour les garages couverts soumis à la taxe d'habitation car situés dans les dépendances d'un immeuble.

● Simplification pour les entreprises du régime d'occupation du domaine public maritime et routier.

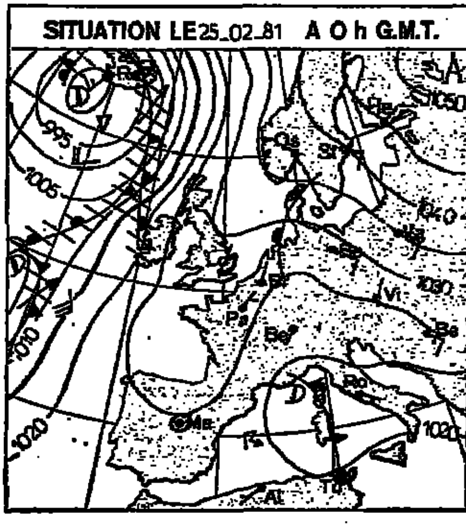
● Suppression du registre des bordereaux de groupage pour les entreprises de transport.

● Simplification du régime des taxes et redevances perçues par l'institut national de la propriété industrielle et par le service des instruments de mesures.

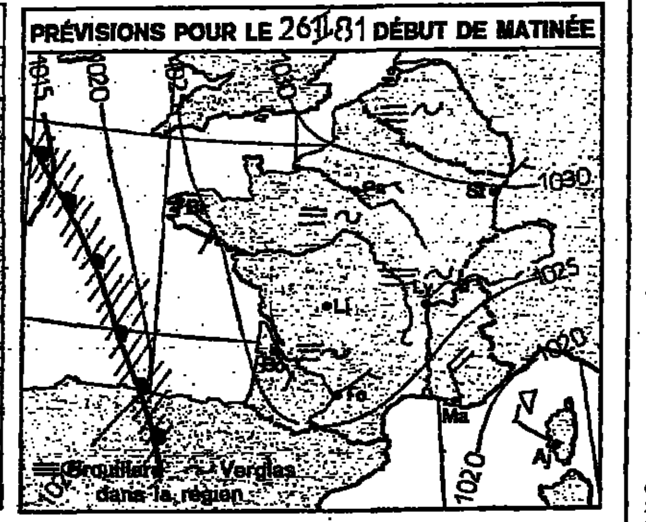
(A suivre.)

MÉTÉOROLOGIE

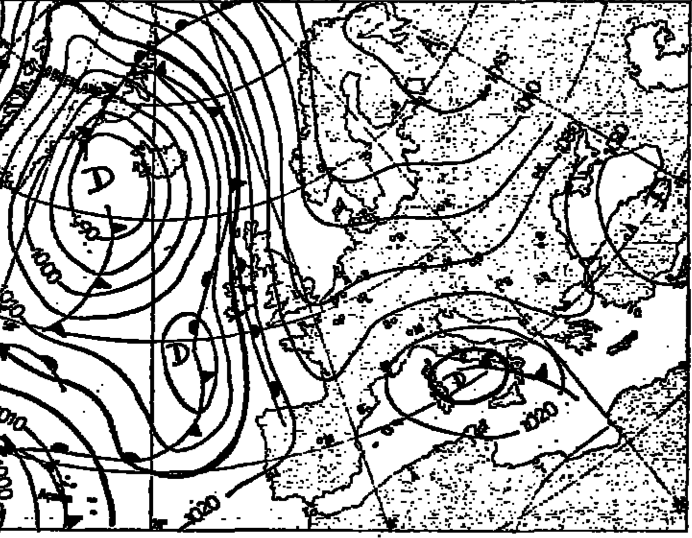
SITUATION LE 25.02.81 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 26.2.81 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 26 FÉVRIER À 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 25 février à 0 heure et le jeudi 26 février à 24 heures :

La France demeurera sous l'influence d'air froid, tandis qu'une crête anticyclonique prolongeant l'anticyclone du nord de l'Europe commencera à s'affaiblir à l'approche des perturbations océaniques.

Jeudi 26 février, quelques ondées orageuses se produiront encore sur la Corse et l'extrême Sud-Est, mais une amélioration se poursuivra sur le Midi méditerranéen avec un mistral modéré près du golfe du Lion. Ailleurs, le temps sera froid, souvent brumeux le matin avec des gelées nombreuses et des brouillards givrants, temporairement ensoleillé l'après-midi. Toutefois, à l'approche d'une perturbation océanique, le ciel se couvrira sur l'extrême Nord-Ouest du pays, tandis que les vents de sud-est à sud se renforceront près de l'Atlantique et de la Manche occidentale.

Le mercredi 25 février, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 026,4 millibars, soit 769,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 24 février ; le second, le minimum de la nuit du 24 au 25) : Ajaccio, 12 et 6 degrés ; Biarritz, 9 et 2 ; Bordeaux, 7 et —2 ; Bourges, 4 et —1 ; Brest, 6 et 2 ; Caen, 4 et 0 ; Cherbourg, 4 et 1 ; Clermont-Ferrand, 2 et 0 ; Dijon, 4 et 2 ; Grenoble, 6 et 1 ; Lille, 1 et —1 ; Lyon, 4 et 0 ; Marseille, 13 et 3 ; Nancy, 3 et —4 ; Nantes, 7 et —2 ; Nice, 13 et 5 ; Paris-Le Bourget, 2 et —1 ; Pau, 8 et —1 ; Perpignan, 1 et 5 ; Rennes, 6 et 0 ; Strasbourg, 4 et —4 ; Tours, 6 et —1 ; Toulouse, 8 et 2 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 4 degrés ; Amsterdam, 1 et 0 ; Athènes, 11 et 6 ; Berlin, 2 et 0 ; Bonn, 2 et —6 ; Bruxelles, 0 et —1 ; Le Caire, 20 et 12 ; îles Canaries, 20 et 14 ; Copenhague, 2 et 0 ; Genève, 4 et —3 ; Jérusalem, 10 et 8 ; Lisbonne, 16 et 6 ; Londres, 4 et 1 ; Madrid, 13 et —3 ; Moscou, —3 ; et —9 ; Nairobi, 31 et 14 ; New-York, 13 et 8 ; Palma-de-Majorque, 15 et 3 ; Rome, 14 et 6 ; Stockholm, 0 et 0 ; Téhéran, 5 et —1.

TEMPS PROBABLE DU SAMEDI 28 FEVRIER AU DIMANCHE 1er MARS

Samedi 28 février. — Temps doux, très nuageux et pluvieux du golfe du Lion au Bassin aquitain, aux pays de Loire et Bretagne-Normandie, avec vents de secteur sud-est assez forts. Températures maximales de 12 à 16 °C. Ailleurs, beau temps ensoleillé, températures maximales de 12 à 20 °C du Nord au Sud.

Dimanche 1er mars. — Extension du temps doux, nuageux, pluvieux à l'ensemble du pays. Orages sur le pourtour méditerranéen. Eclaircies l'après-midi sur la moitié ouest. Températures maximales de 10 à 14 °C sur la moitié nord et de 14 à 18° sur la moitié sud.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

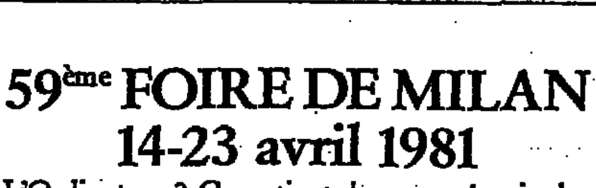
il fait beau au Maroc !

Prenez des vacances avec votre automobile et le car ferry AGADIR au départ de SÈTE tous les jeudis à destination de TANGER retour tous les samedis

DEMANDEZ NOS PROPOSITIONS CIRCUITS ET SÉJOURS

Renseignements toutes agences de voyages :
COMANAV FERRY CASABLANCA
43 av. des F.A.R. - Tél. 19 (212) 31.28.58
SNCM PARIS 75009 12 rue Godot de Mauroy - Tél. (1) 266.67.98

AGADIR COMANAV ferry



59ème FOIRE DE MILAN 14-23 avril 1981

L'Ordinateur 3 C contient dans sa mémoire les données et les informations concernant la Foire générale du mois d'avril et plus de 50 expositions spécialisées du cycle annuel d'activité.
Au cours du dernier cycle — mai 1979 - avril 1980 — les 54 expositions spécialisées et la Foire générale ont totalisé: 39.344 exposants dont 10.466 provenant de l'étranger ● 82 pays officiellement représentés ● 3.081.104 mètres carrés de surface d'exposition.

LES HOMMES D'AFFAIRES DU MONDE ENTIER PEUVENT PROFITER D'UNE VISITE A LA FOIRE DE MILAN

Délégué pour la France: Comm. Pierre Lamperti, 4 rue de Léningrad, Tél 292-21-86, 75008 PARIS

BREF

FORMATION PERMANENTE

ANIMATRICE DE LOISIRS. — L'Union française des centres de vacances organise à Cergy, les 18, 19, 21, 22, 23, 25 et 26 mai, une session de formation d'animatrice de loisirs, tournée plus particulièrement vers l'âge maternel, mais qui permet d'accéder au BAFA (demi-pension, avec possibilité d'hébergement) ; à Bièvres, jusqu'au 28 février, et les 2, 3, 5, 6 et 7 mars (demi-pension, avec hébergement).

★ **U.F.C.V., 76, rue d'Anjou, 78000 Versailles. Tél. : 953-65-57.**

ES FORMATIONS LÉO LAGRANGE. — L'Institut d'éducation permanente Léo-Lagrange-R.P. propose la préparation aux diplômes de l'animation DEFA, BAFA, B.A.F.D.

★ **32, avenue Carnot, 91238 'achan. Tél. : 665-74-40.**

TRANSPORTS

SERVICE DES RESERVATIONS DE LA S.N.C.F. — Le service de la réservation des places fonctionne de nouveau normalement depuis le 24 février dans toutes les gares et les agences de voyages, après la grève de vingt-quatre heures déclenchée par les syndicats de cheminots C.F.D.T. et C.G.T.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 25 février 1981 :

DES DECRETS

● Conférant les rangs et appellations de général d'armée aérienne et portant promotions, nominations, affectations et admissions par anticipation dans les cadres des officiers généraux (active et réserve) :

● Relatif à l'application de la loi du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics ;

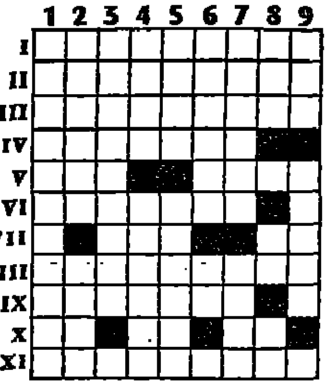
● Portant approbation de la convention passée entre l'Etat et la fondation nationale des sciences politiques afin de créer et d'organiser l'observatoire français des conjonctures économiques.

UNE LISTE

● Des élèves de l'Ecole nationale de l'aviation civile ayant reçu le diplôme d'ingénieur.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2874



HORIZONTALEMENT

I. Tiercé duquel il ne sort que du vent. — II. Agent de la reprise économique. — III. Harassantes sous le feu des tropiques, elles sont piquantes hors du foyer. — IV. Affublée d'une jambe pas droite donnant une allure plutôt gauche. — V. Addition que le sexe faible a tendance à soustraire ; Ne ronfle jamais quand il dort. — VI. Devait avoir l'habitude de manger froid. — VII. A été d'autant plus plaisant qu'il n'a pas plu ; Personnel — VIII. Pallie la sécheresse. — IX. Une fumée compromet celle de la vue et des fumées celle de l'esprit. — X. Symbole ; Joué ; Cuvette. — XI. Vertu théologale.

VERTICALEMENT

1. « La Marseillaise », à Bruxelles. — 2. Travail avec lequel beaucoup ont mouillé la chemise ; Leur gorge émet le chant des opprimés. — 3. Arrivée très remarquée. — 4. En classe, il permet au cancre de ne pas dormir debout ; Raccourcie du sommet. — 5. Réalisa une union des plus solides ; En vidant son sac, il allège la charge qui pèse contre lui. — 6. Distribuai des fleurs artificielles ; Copulative. — 7. Des Basques les prennent pour leur chef ; Agent de publicité très éclairé. — 8. Telle une œuvre consommée ; Vidait les églises (épelé) ; Vieux moyen de communication. — 9. Cité sise sur le sol de Ré ; Appellation collective des descendantes d'une ..udiste repentie.

Solution du problème n° 2873

Horizontalement

I. Cancrelat. — II. Opérateur. — III. Louage ; Ta. — IV. Ugine ; Don. — V. Mêle; Sens. — VI. Bel; Be-bop. — VII. Ys ; Rama. — VIII. Ra ; Eviter. — IX. Intronise. — X. Usurier. — XI. Me ; Errant.

Verticalement

1. Columbarium. — 2. Apogée ; Anse. — 3. Neuilly ; Tu. — 4. Crâne ; Serre. — 5. Rage ; Voir. — 6. Eté ; Seriner. — 7. Le ; Débâtira. — 8. Autonomes. — 9. Transparent.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

JEUDI 26 FEVRIER

« Hôtel Arturo Lopez », 14 h. 45, 12, rue du Centre, à Neuilly, Mme Legregeois.

« Le musée Nissim de Camondo », 15 h., 63, rue de Monceau, Mme Bouquet des Chaux.

« Pissarro », 17 h., Grand Palais, Mme Saint-Girons (Caisse nationale des monuments historiques).

« Exposition Gainsborough », 16 h., Grand Palais (Approche de l'art).

« Exposition Gainsborough », 15 h., Grand Palais (Arcus).

« La Montagne Sainte-Geneviève », 15 h., métro Cardinal-Lemoine (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« L'église du Saint-Esprit », 15 h., 185, avenue Daumesnil (Histoire et Archéologie).

« L'église Saint-Julien-le-Pauvre », 15 h. façade (M. de La Roche).

« Le mobilier Louis XVI », 14 h. 30, 107, rue de Rivoli.

« Du cloître des Billettes à l'église des Blancs-Manteaux », 14 h. 30, 24, rue des Archives (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels de l'Ile Saint-Louis », 15 h., métro Pont-Marie (Résurrection du passé).

« L'abbaye Saint-Martin-des-Champs », 14 h. 30, métro Etienne-Marcel (le Vieux Paris).

« Cinq ans d'enrichissement du patrimoine », 15 h. 30, Grand Palais (Visages de Paris).

CONFÉRENCES

JEUDI 26 FEVRIER

19 h. 30, 19-21, rue des Cendriers, P. et M. Déribéré : « Au bord du grand fleuve : le Honan ».

16 h., 2, place du Palais-Royal, M. R. Bellet : « Les laques de Chine ».

19 h., 62, rue Madame : « Le prophète Mahomet et le Coran » (Arcus).

18 h., 33, faubourg Saint-Honoré, Mme M. Dupuy : « 1380-1435, ce chaos d'où sortit la France ».

20 h., 92, rue d'Assas, M. M. Bozzetto : « L'œil, phare de certains états maladifs » (Université populaire de Paris).

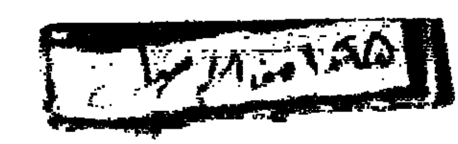
18 h., 5, rue du Renard, M. F. Saramito : « Le licenciement du cadre ».

18 h. 30, 2, avenue d'Iéna, Mlle David : « L'archéologie coréenne ».

20 h., 5, rue Largillière, M. F. Schwarz : « Astrologie et alchimie ».

20 h. 30, 21, rue Notre-Dame-des-Victoires : « L'Empire et le duché de Lorraine au dix-septième siècle ».

20 h. 45, 78, rue Bonaparte, docteur M. Valentin : « Laennec, un Breton de génie du sixième arrondissement ».



FEVRIER, MARS, AU NOUVEAU DROUOT
PAR LA COMPAGNIE DES COMMISSAIRES-PRISEURS DE PARIS

VENDREDI 27 FEVRIER A 14 H
TABLEAUX MODERNES
ART NOUVEAU - ART DECO
MEUBLES
Mᵉ Alain Cardinet
14, Quai de la Mégisserie, 75001 Paris
Tél. 236.89.12
Expert : Mlle Cailac

LUNDI 2 MARS A 14 H
TABLEAUX MODERNES - AFFICHES
85 dessins de Jean Dufy
Affiches de Cheret, Steinlein
9 dessins de Louis Valtat, Gen Paul, Maclet
Mᵉ Francis Briest
15, rue Drouot, 75009 Paris
Tél. 770.66.29 et 246.93.54

BOULES PRESSE-PAPIERS ET SULFURES
BACCARAT, CLICHY, ST-LOUIS
Mᵉˢ Boisgirard et de Heeckeren
2, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. 770.81.36 et 824.47.02

LUNDI 2 ET MARDI 3 MARS A 14 H
ARTS MILITAIRES
Décorations - Souvenirs historiques
Armes blanches et à feu
Coiffures - Equipement - Figurines
Mᵉˢ Péchon, Delavenne, Lafarge
12, rue de la Grange-Batelière, 75009 Paris
Tél. 770.45.96 et 824.53.36
Experts : Mlle Bourdier et M. Johnson

MARDI 3 MARS A 15 H 30
TAPIS D'ORIENT
Chirvan, Cesarée soie, Tebriz soie, Kirman, Sarouk, Senneh,
etc.
Mᵉ Catherine Charbonneaux
134, Fg-St-Honoré, 75008 Paris
Tél. 359.66.56
Exposition : mardi 3 mars de 11 h à 15 h

MERCREDI 4 MARS A 14 H
TABLEAUX ANCIENS
OBJETS D'ART ET MEUBLES DU XVIIIᵉ S.
TAPISSERIES DES XVIIᵉ ET XVIIIᵉ S.
Mᵉˢ Oger et Dumont
22, rue Drouot, 75009 Paris - Tél. 246.96.95

VENDREDI 6 MARS A 14 H
ANTIQUES
Verres irisés - Terres cuites grecques, hellénistiques et romaines
Bronzes : personnages et animaux
Sculptures en marbre
Mᵉˢ Laurin, Guilloux, Buffetaud, Tailleur
12, rue Drouot, 75009 Paris - Tél. 246.61.16
Expert : M. Roudillon

TABLEAUX MODERNES
par Brianchon, Courbet, Goerg, etc.
Mᵉˢ Boisgirard et de Heeckeren, 2, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. 770.81.36 et 824.47.02
Expert : M. Hellebranth

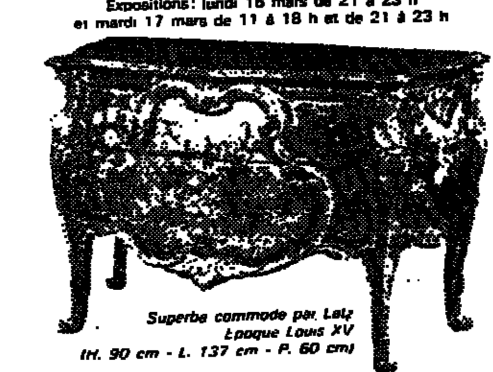
MERCREDI 11 MARS A 14 H
TABLEAUX - OBJETS D'ART - MOBILIER
Mᵉˢ Libert et A. Castor
3, rue Rossini, 75009 Paris - Tél. 824.51.20

MERCREDI 18 MARS A 14 H
ART D'EXTREME-ORIENT
Mᵉˢ Boisgirard et de Heeckeren
2, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. 770.81.36 et 824.47.02
Experts : MM. Moreau-Gobard et Deydier

TABLEAUX MODERNES
ART 1900 - ART DECO
Tableaux et objets de l'Atelier A. Charpentier
Mᵉˢ Oger et Dumont
22, rue Drouot, 75009 Paris - Tél. 246.96.95
Experts : Mlle Cailac, M. Marcilhac

VENDREDI 20 MARS A 14 H
LIVRES ANCIENS DES XVᵉ, XVIᵉ ET XVIIᵉ S.
en reliure d'époque
Chronique de Nuremberg 1493,
reliure à chaînes.
Mᵉˢ Laurin, Guilloux, Buffetaud, Tailleur
12, rue Drouot, 75009 Paris - Tél. 246.61.16
Expert : Mme Vidal-Megret

VENTE A L'HOTEL GEORGE-V
(Salon Vendôme)
JEUDI 19 MARS A 14 H 30
OBJETS D'ART DE GRANDES COLLECTIONS
Mᵉˢ Ader, Picard, Tajan
12, rue Favart, 75002 Paris - Tél. 261.80.07
Expert : M. Dillée
Expositions : lundi 16 mars de 21 à 23 h et mardi 17 mars de 11 à 18 h et de 21 à 23 h


Superbe commode par Latz Epoque Louis XV (H. 90 cm - L. 137 cm - P. 60 cm)
(Mᵉˢ Ader, Picard, Tajan - Jeudi 19 mars)

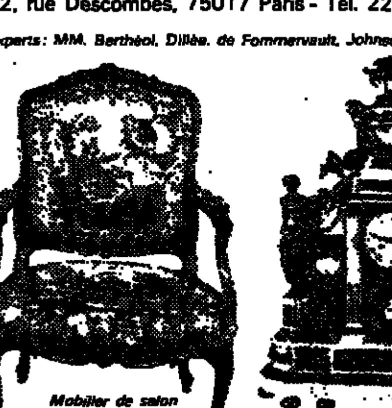

Importante et rare réserve à poudre en omoplate d'auroch, gravée de scènes de chasse à courre. Europe centrale XVIIᵉ
(Mᵉ Catherine Charbonneaux Vendredi 27 février)

VENDREDI 27 FEVRIER A 14 H
TABLEAUX ANCIENS
OBJETS D'ART ET D'AMEUBLEMENT
Tableaux anciens des XVIIᵉ, XVIIIᵉ et XIXᵉ s.
Rares ivoires européens
Vierge calcaire, Est de la France, milieu XIVᵉ siècle
Tapisseries d'Aubusson
Meubles régionaux du XVIIIᵉ s.
Mᵉ Catherine Charbonneaux
134, Fg-St-Honoré, 75008 Paris
Tél. 359.66.56
Experts : MM. Ryaux, Bresset, Ferment, Lepic.

MERCREDI 11 MARS A 14 H
TABLEAUX ANCIENS
MEUBLES ET OBJETS D'ART DU XVIIIᵉ S.
Mᵉ Christian Delorme
3, rue de Penthièvre
75008 Paris
Tél. 265.57.63
Experts : MM. Ananoff et Lacoste

Cartel d'applique en bois plaqué d'écaille, cuivre et bronze doré époque L. XV Signé B. Lieutaud
(Mᵉ Ch. Delorme - Mercredi 11 mars)

LUNDI 16 MARS A 14 H
TABLEAUX ANCIENS ET MODERNES
ARGENTERIE - BIJOUX - DECORATIONS
OBJETS D'ART
BEAU MOBILIER ESTAMPILLE DU XVIIIᵉ S.
TAPIS D'ORIENT
Mᵉ Langlade
12, rue Descombes, 75017 Paris - Tél. 227.00.91
Experts : MM. Berthéol, Dillée, de Fommervault, Johnson, Pacitti, Ryaux.


Mobilier de salon composé de six fauteuils et un canapé d'époque Louis XV Estampillé Lelarge
Pendule en marbre blanc et bronze doré de style Louis XVI
(Mᵉ Langlade - Lundi 16 mars)

LUNDI 16 MARS A 14 H
IMPORTANTS BIJOUX EN PIERRES PRECIEUSES
BIJOUX ANCIENS 1900 ET MODERNES
ORFEVRERIE
Mᵉ Jean-Alain Labat
10, rue de la Grange-Batelière, 75009 Paris
Tél. 824.70.18
Mᵉ Catherine Charbonneaux
134, fg St-Honoré, 75008 Paris – Tél. 359.66.56
Expert : Mme Cailles


Médaillon de collier de chien Travail de Lalique
(Mᵉ J.A. Labat et Mᵉ Catherine Charbonneaux Lundi 16 mars)

MARDI 17 MARS A 21 H
HONORE DAUMIER
Collection Mme F...
Dessin rehaussé : La Parade
Peinture sur panneau « Donneur d'eau bénite »
Mᵉ Alain Cardinet
14, Quai de la Mégisserie, 75001 Paris
Tél. 236.89.12
Experts : Mlle Cailac, M. Lecomte

Daumier (Honoré) : « La Parade »
(Mᵉ A. Cardinet Mardi 17 mars)

JEUDI 19 ET VENDREDI 20 MARS A 14 H
COLLECTION CHLOMOVITCH
Provenance Ambroise Vollard
Rares estampes et très importants tableaux et dessins modernes
par Bernard, Bonnard, Mary Cassatt, Cézanne, Chagall, Degas, Derain, Dufy, Fantin-Latour, Forrain, Le Corbusier, Léger, Matisse, Picasso, Redon, Renoir, Rouault, Signac, Utrillo, Valtat
Mᵉˢ Jacques Lenormand et Patrick Dayen
12, rue Hippolyte-Lebas, 75009 Paris
Tél. 878.13.93 - 281.50.91 - 526.23.21
Exposition : mercredi 18 mars de 11 à 18 h et de 21 à 23 h


Laboureur J.E. « L'Amazone au lévrier » Eau-forte Epreuve signée et numérotée
(Mᵉˢ Couturier et de Nicolay Vendredi 6 mars)

VENDREDI 6 MARS A 14 H
GRAVURES ANCIENNES
ESTAMPES MODERNES
PHOTOGRAPHIES
OBJETS DE VITRINE DU XVIIIᵉ SIECLE ET DE L'EPOQUE ROMANTIQUE
MEUBLES, CERTAINS ESTAMPILLES DE LINKE
Mᵉˢ Couturier et de Nicolay
51, rue de Bellechasse
75007 Paris
Tél. 555.85.44
Experts. MM. Le Fuel et Praquin

LUNDI 9 MARS A 14 H
ART 1900 - ART 1925
Mᵉˢ Boisgirard et de Heeckeren
2, rue de Provence,
75009 Paris
Tél. 770.81.36
et 824.47.02
Expert : M. Marcilhac

Danseuse chryséléphantine par Chiparus
(Mᵉˢ Boisgirard et de Heeckeren - Lundi 9 mars)

LUNDI 9 MARS A 14 H
LIVRES DE VOYAGES ET D'EXPLORATIONS DES XVIIIᵉ ET XIXᵉ SIECLES
Europe, Asie, Afrique, Amérique
Mᵉˢ Couturier et de Nicolay
51, rue de Bellechasse, 75007 Paris
Tél. 555.85.44
Expert : Mme Vidal-Mégret


Choris (Louis) Voyages pittoresques autour du monde Paris 1820 « Tcholovonis à la chasse dans la baie de San Francisco »
(Mᵉˢ Couturier et de Nicolay Lundi 9 mars)

MARDI 17 MARS A 21 H
TABLEAUX IMPRESSIONNISTES ET MODERNES
Succession du Professeur Th. Alajouanine
Collections de M. X., de Mme F., de Mme X. et à divers amateurs
Braque, Cassatt, Cézanne, Degas, Daumier, R. Dufy, Dunoyer de Segonzac, Friesz, Guillaumin, Jawlensky, Klee, Laurencin, Lebourg, Loiseau, Luce, Marquet, Monet, Morisot, H. Martin, Pissarro, Redon, Renoir, Rouault, Serusier, Utrillo, Vlaminck, Victor Brauner, Vuillard.
Mᵉˢ Laurin, Guilloux, Buffetaud, Tailleur
12, rue Drouot, 75009 Paris - Tél. 246.61.16
Experts : Mlle Cailac, Mme Fabre, MM. Pacitti, Lecomte, Jeannelle. En présence de M. Schmit
Expositions : le 16 mars de 11 à 18 h et de 21 à 23 h le 17 mars de 11 à 18 h


Redon (Odilon) « Personnage aux fleurs » Huile sur papier marouflé sur toile (68 x 48 cm)
Pissarro (Camille) « Masures près d'Osny » - 1872 Huile sur toile (60 x 73 cm)
(Mᵉˢ Laurin, Guilloux, Buffetaud, Tailleur - Mardi 17 mars)


Blaeu : Edition française, 1667, 12 vol. Vélin de l'époque, gravures coloriées.
(Mᵉˢ Ader, Picard, Tajan Mercredi 18 mars)

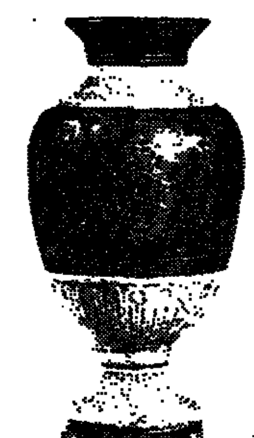
MERCREDI 18 MARS A 14 H
MANUSCRITS
LIVRES ANCIENS - ATLAS
Mᵉˢ Ader, Picard, Tajan
12, rue Favart, 75002 Paris
Tél. 261.80.07
Experts : MM. Guérin, Courvoisier
Expositions :
Chez l'expert :
22 rue Guynemer 75006 Paris
tél. 548.30.58
du lundi 9 au lundi 16 mars de 9 à 13 h et de 14 à 18 h
Au Nouveau Drouot :
le mardi 17 mars de 11 à 18 h et
le matin de la vente de 11 à 12 h


Derain : « Les chênes-lièges » Vue de Collioure Exposé dans la cage aux fauves en 1906
Picasso : « Femmes aux rideaux » 1906 Aquarelle période bleue
(Mᵉˢ Lenormand et Dayen - Jeudi 19 et vendredi 20 mars)


Hôtel particulier : le petit salon
(Mᵉˢ Libert et Castor - Samedi 7 mars)

SAMEDI 7 MARS (matin et après-midi)
VENTE SUR PLACE D'UN HOTEL PARTICULIER
9, rue du Conseiller-Collignon, 75116 Paris
Collection de cuivres orientaux, objets d'art, bibelots, lustres, mobilier de style et d'époque, bibliothèque, tapis
Mᵉˢ Etienne Libert et Alain Castor
3, rue Rossini, 75009 Paris - Tél. 824.51.20
Expert : M. Soustiel (pour les cuivres)
Exposition : sur place, le vendredi 7 mars, de 10 h à 18 h

VENTE A L'HOTEL GEORGE-V
(Salon Vendôme)
MERCREDI 18 MARS A 14 H 30
COLLECTION D'UN GRAND AMATEUR
MEUBLES - SIEGES
OBJETS D'ART DU XVIIIᵉ SIECLE
ART DECO - ORIENT
Mᵉˢ Ader, Picard, Tajan
12, rue Favart, 75002 Paris - Tél. 261.80.07
Experts : MM. Dillée, Le Fuel, Prequin, Camard
Expositions : lundi 16 mars de 21 à 23 h et mardi 17 mars de 11 à 18 h et de 21 à 23 h



Vase d'une paire en marbre et loupe de tuya sculpté à l'imitation de cuir (h. : 38 cm) exécutés pour la naissance du 1ᵉʳ Dauphin en 1781 et ornés des chiffres du Dauphin, du Roi et de la Reine
(Mᵉˢ Ader, Picard, Tajan Mercredi 18 mars)

VENTE A L'HOTEL GEORGE-V
(Salon Vendôme)
MERCREDI 18 MARS A 21 H
COLLECTION DE M. ET Mme HENRY JAHAN
ET APPARTENANT A DIVERS AMATEURS
IMPORTANTS TABLEAUX ANCIENS
par Bellotto, Berckeyde, Brueghel le Jeune, Francken le Jeune, Honthorst, Janssens, Largillière, Lombard, Palamedes, Tiepolo.
Mᵉˢ Ader, Picard, Tajan
12, rue Favart, 75002 Paris - Tél. 261.80.07
Experts : MM. Antonini, Herdhebaut
Expositions : lundi 16 mars de 21 à 23 h et mardi 17 mars de 11 à 18 h et de 21 à 23 h

Brueghel (Pieter II) dit d'Enfer. La conversation au bord de l'eau Bois (diamètre 17,5 cm)
(Mᵉˢ Ader, Picard, Tajan Mercredi 18 mars)

VENTE A L'HOTEL GEORGE-V
(SALON VENDOME)
VENDREDI 20 MARS A 14 H 30
OBJETS D'ART
ET DE TRES BEL AMEUBLEMENT
principalement du XVIIIᵉ siècle
Mᵉˢ Ader, Picard, Tajan
12, rue Favart, 75002 Paris - Tél. 261.80.07
Experts : MM. Dillée, Le Fuel, Praquin
Expositions : lundi 16 mars de 21 à 23 h et mardi 17 mars de 11 à 18 h et de 21 à 23 h

- Informations téléphonées sur les ventes Tél. (1) 770.17.17.
- Affichage électronique des ventes sur écrans vidéo dans le hall d'entrée de l'Hôtel des Ventes.
- Parking de 400 places ouvert 24 h sur 24, entrée : 12, rue Chauchat, 75009 Paris.

nouveau
drouot
compagnie des commissaires-priseurs de paris
9, rue Drouot - 75009 Paris
Tél. : 246.17.11 - Télex : Drouot 642260

C44 CLAUDE ABURÉ ASSOCIÉS

MARS, AVRIL, AU NOUVEAU DROUOT
PAR LA COMPAGNIE DES COMMISSAIRES-PRISEURS DE PARIS

LUNDI 23 MARS A 14 H
BEAUX BIJOUX
sertis de brillants, émeraudes, perles et rubis
ARGENTERIE - BRONZES
MEUBLES ANCIENS - TAPISSERIE
Me Alain Cardinet
14, Quai de la Mégisserie, 75001 Paris
Tél. 236.89.12
Experts : MM. de Fommervault, Monnaie et Serret

MANUSCRITS ET OBJETS D'ART
Manuscrits français du XVe siècle :
Jourdain de Quedlimbourg, Meditationes
avec sept grandes peintures, dans le style
des manuscrits exécutés pour Louis XII
Heures à l'usage de Coutances,
avec treize miniatures rehaussées d'or et d'argent
Me Francis Briest
15, rue Drouot, 75009 Paris
Tél. 770.66.29 et 246.93.54
Expert : M. Pierre Berès

BIJOUX
ORFEVRERIE ANCIENNE ET MODERNE
principalement anglaise
Paire de candélabres à trois lumières - Paris 1789
Soupière fin XVIIIe siècle
Mes Godeau, Solanet, Audap
32, rue Drouot, 75009 Paris - Tél. 770.67.68
Experts : MM. de Fommervault, Monnaie, Serret

MERCREDI 25 ET JEUDI 26 MARS A 14 H
NUMISMATIQUE
Antiques - Monnaies françaises et étrangères
Importantes monnaies provenant
de la célèbre collection Peyrefitte
Mes Péchon, Delavenne, Lafarge
12, rue de la Grange-Batelière, 75009 Paris
Tél. 770.45.96 et 824.53.36
Expert : M. Alain Weil

LUNDI 30 MARS A 14 H
TABLEAUX - MEUBLES ANCIENS
Tableaux anciens, «Tobie et l'Ange» par Biliverti
Portraits et scènes de batailles
des Ecoles Françaises des XVIIe et XVIIIe siècles
Céramiques - Meubles anciens et de style
Me Stéphane Deurbergue
19, bd Montmartre, 75002 Paris - Tél. 261.36.50
Experts : MM. Lebel, Samson, Lefebvre, Lepic

TABLEAUX MODERNES
ART NOUVEAU - ART DECO
ORFEVRERIE DU XVIIIe S. ET MODERNE
BEL AMEUBLEMENT
Me Hubert le Blanc
32, avenue de l'Opéra, 75002 Paris
Tél. 266.24.48
Experts : MM. Pacitti, Jeannelle, Marcilhac, Boutemy, Dechaut, Le Fuel, Praquin

LUNDI 30 MARS A 21 H
ART D'ORIENT
Important ensemble de bronzes
et terres cuites d'Iran, principalement du Louristan
et de la Caspienne, 3e-1er millénaire
Mes Boisgirard et de Heeckeren
2, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. 770.81.36 et 824.47.02
Expert : Mme A.M. Kevorkian

LUNDI 30 MARS A 14 H

DESSINS ET TABLEAUX DE MAITRES ANCIENS

Dessins anciens par Boucher, Ingres, Parrocel
Tableaux de Maîtres anciens par ou attribués à
N. Dupont, J.B. Greuze, M. Van Musscher,
B. Peteers, J. Russel,
M. Sorgh, J. Tassel, etc.

Mes Laurin, Guilloux, Buffetaud, Tailleur
12, rue Drouot, 75009 Paris - Tél. 246.61.16

Experts : MM. Lebel, Samson

Russel (John) «Portrait de Mary Harvey Schepeard» Toile signée et datée 1790 (1,13 × 0,90 m)

(Mes Laurin, Guilloux, Buffetaud, Tailleur Lundi 30 mars)

VENDREDI 27 MARS A 14 H

IMPORTANT ENSEMBLE
DE FAIENCES ANCIENNES
ET PORCELAINES DU XVIIIe SIECLE

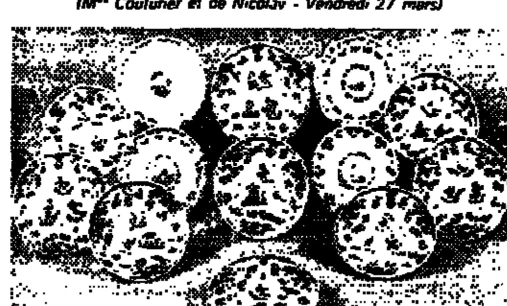
Superbe suite d'assiettes en faïence de Moustiers
à décor de grotesques et «médaillons mythologiques»
Intéressante collection de tasses et soucoupes
des XVIIIe et XIXe siècles

Mes Couturier et de Nicolay
51, rue de Bellechasse, 75007 Paris
Tél. 555.85.44

Expert : M. Lefebvre

Superbe suite d'assiettes en faïence de Moustiers à décor de grotesques et «médaillons mythologiques»

(Mes Couturier et de Nicolay - Vendredi 27 mars)



LUNDI 23 MARS A 14 H

TABLEAUX DU XIXe SIECLE
TABLEAUX, SCULPTURES MODERNES
ET CONTEMPORAINS
Diaz, Gérôme, R. Ernst, P. Pascal, Turenne, Kijno,
Buffet, O'Conor, Trémois, Lanskoy, Estève,
Van Rysselberghe, Priking, La Villéon, Gernez, Gilioli,
Descamps, Magritte.



Me Francis Briest
15, rue Drouot
75009 Paris
Tél. 770.66.29
et 246.93.54

Experts : MM. A. Schoeller et L. Thornton

Ernst (Rudolph) 1854-1932 - «Surprise» huile sur panneau signée (100 × 71 cm)

(Me Francis Briest Lundi 23 mars)

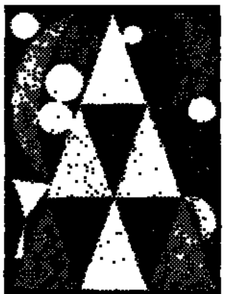
MARDI 24 MARS A 21 H

IMPORTANTS TABLEAUX MODERNES
par Lhote, Matisse, Renoir, Rouault, Utrillo, Valadon,
Soixante-dix œuvres importantes d'Auguste Herbin

Mes Ader, Picard, Tajan
12, rue Favart, 75002 Paris - Tél. 261.80.07

Experts : MM. Pacitti, P. Jeannelle

Expositions : lundi 23 mars de 21 à 23 h et mardi 24 mars de 11 à 18 h



Herbin (Auguste) : «Maison» Toile signée et datée 1947 (H. 100 cm - L. 74 cm)

(Mes Ader, Picard, Tajan Mardi 24 mars)

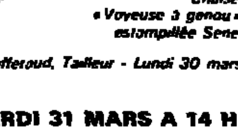
Important surtout de table en bronze doré en trois parties, à décor de grappes de raisins. Signé Thomire

(Mes Millon, Jutheau - Jeudi 26 mars)

Belle table de salon formant petit bureau en placage de bois de rose. Epoque Louis XV Estampille de Reizell

(Mes Millon, Jutheau - Jeudi 26 mars)





Suite de quatre larges fauteuils et d'un canapé estampillés Lelarge Epoque Louis XVI





Chaise «Voyeuse à genou» estampillée Sene

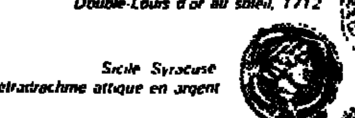
(Mes Laurin, Guilloux, Buffetaud, Tailleur - Lundi 30 mars)

LUNDI 30 ET MARDI 31 MARS A 14 H

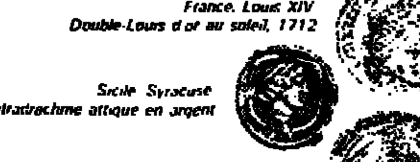
MONNAIES DE COLLECTION
en or et en argent
antiques, royales françaises, étrangères
Ouvrages sur la numismatique

Mes Ader, Picard, Tajan
12, rue Favart, 75002 Paris - Tél. 261.80.07

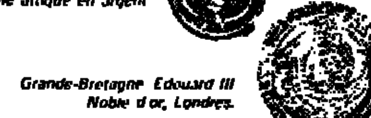
Experts : Mme Berthelot et Guyonnet M. Vinchon



France, Louis XIV Double-Louis d'or au soleil, 1712



Sicile Syracuse Tétradrachme attique en argent



Grande-Bretagne Edouard III Noble d'or, Londres.

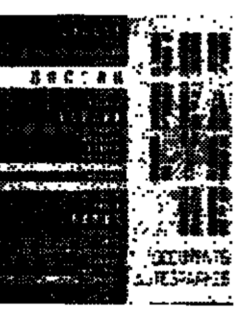
(Mes Ader, Picard, Tajan - Lundi 30 et mardi 31 mars)

LUNDI 23 ET MARDI 24 MARS A 14 H

Collection d'un Amateur
SURREALISME
Ensemble exceptionnel de premières éditions,
de manuscrits et de documents :
André Breton, Paul Eluard, Aragon,
Max Jacob, P. Reverdy, Benjamin Péret,
A. Artaud, René Char, Tristan Tzara
Exemplaires uniques : dédicaces, lettres, poèmes,
dessins, portraits, manuscrits originaux et maquettes.
Illustrations originales de Picasso, Derain,
Braque, Miro, A. Masson, J. Gris, Tanguy,
Chagall, Man Ray, Max Ernst, Matisse.
Reliures mosaïquées et décorées de Pierre Legrain,
Paul Bonet, Rose Adler, Pierre-Lucien Martin.

Mes Laurin, Guilloux, Buffetaud, Tailleur
12, rue Drouot, 75009 Paris - Tél. 246.61.16

Experts : MM. Bodin et Galantaris

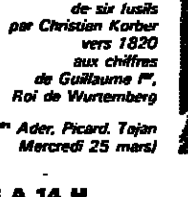


MERCREDI 25 MARS A 14 H

IMPORTANTES ARMES ANCIENNES

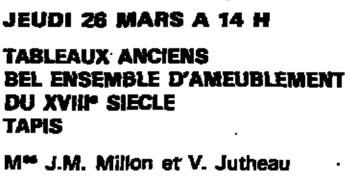
Mes Ader, Picard, Tajan
12, rue Favart
75002 Paris
Tél. 261.80.07





Exceptionnel ensemble de six fusils par Christian Korber vers 1820 aux chiffres de Guillaume Ier, Roi de Wurtemberg

(Mes Ader, Picard, Tajan Mercredi 25 mars)



JEUDI 26 MARS A 14 H

TABLEAUX ANCIENS
BEL ENSEMBLE D'AMEUBLEMENT
DU XVIIIe SIECLE
TAPIS

Mes J.M. Millon et V. Jutheau
14, rue Drouot, 75009 Paris
Tél. 770.00.45 et 246.46.44

Experts : MM. L. Byaux, J.P. Dillée, R. Lepic, Chevalier.

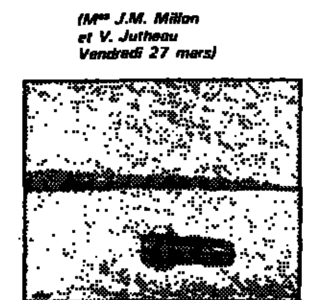


Willem Van Aelst (Delft 1627 Amsterdam 1683) «Nature morte» Toile signée en bas à gauche

(Mes Millon, Jutheau - Jeudi 26 mars)

Marquet (Albert) 1875-1947 «Le Canot à Hendaye» Toile signée en bas à gauche (65 × 81 cm)

(Mes J.M. Millon et V. Jutheau Vendredi 27 mars)



VENDREDI 27 MARS A 14 H

TABLEAUX MODERNES
ART DECO - ART 1900

Mes J.M. Millon et V. Jutheau
14, rue Drouot, 75009 Paris
Tél. 770.00.45 et 246.46.44

Experts : MM. P. Maréchaux et J.P. Camard

Exposition : mercredi 25 mars de 11 à 18 h

LUNDI 30 MARS A 14 H

MEUBLES ET OBJETS D'ART
DES XVIIe, XVIIIe ET XIXe SIECLES
Succession du Professeur Th. Alajouanine
et provenant du Château d'Ancy-le-Franc

SIEGES ET MEUBLES
estampillés des Maîtres-Ebénistes
Cresson, Lelarge, Sené, Criaerd, Elleaume,
Nicolas Petit, Mauter, Schey, etc.
Coffres du XVIe siècle
Meuble 2 corps d'époque Louis XIII
Pendule de Thomire - Très rare modèle de canon
et sa prolonge, le fût gravé aux armes de France
époque Restauration
Rare paire de «voyeuses à genoux» pour le service
de la Reine à Fontainebleau, estampillées Sené.
Commande de 1786

Mes Laurin, Guilloux, Buffetaud, Tailleur
12, rue Drouot, 75009 Paris - Tél. 246.61.16

Experts. MM. Lebel, Samson, Lepic

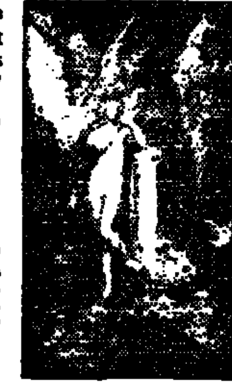
MERCREDI 29 AVRIL A 14 H

DESSINS ET PEINTURES DU XIXe SIECLE
Orientalisme - Symbolisme - Ecole de Barbizon

Mes Ader, Picard, Tajan
12, rue Favart
75002 Paris
Tél. 261.80.07

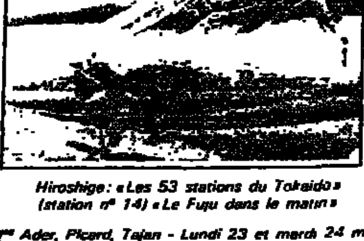
Experts : MM. Pacitti, Jeannelle





Moreau (Gustave) «Virtus» Aquarelle gouachée signée et titrée (H. 38,5 - L. 23 cm)

(Mes Ader, Picard, Tajan Mercredi 29 avril)



Hiroshige : «Les 53 stations du Tokaido» (station no 14) «Le Fuju dans le matin»

(Mes Ader, Picard, Tajan - Lundi 23 et mardi 24 mars)

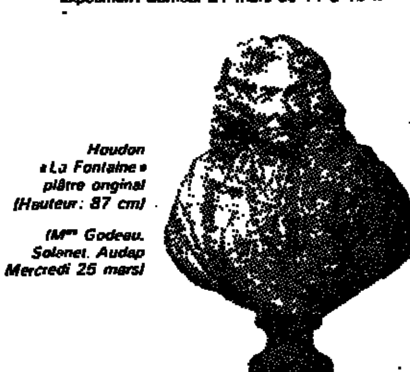
LUNDI 23 ET MARDI 24 MARS A 14 H

ESTAMPES JAPONAISES
COLLECTION KLEINMANN
et appartenant à divers amateurs
LAQUES - IVOIRES - BRONZES DU JAPON

Mes Ader, Picard, Tajan
12, rue Favart, 75002 Paris - Tél. 261.80.07

Experts : MM. Portier, Le Véel

Exposition : Samedi 21 mars de 11 à 18 h



Houdon «La Fontaine» plâtre original (Hauteur : 87 cm)

(Mes Godeau, Solanet, Audap Mercredi 25 mars)

MERCREDI 25 MARS A 14 H

TABLEAUX ANCIENS
RARES SCULPTURES PAR HOUDON ET PUGET
SIEGES ET MEUBLES DU XVIIIe SIECLE
TAPISSERIES ANCIENNES

Mes Godeau, Solanet, Audap
32, rue Drouot, 75009 Paris - Tél. 770.67.68

Experts : MM. Touzet, de Bayser, Fabre

MERCREDI 1er AVRIL A 14 H
TABLEAUX MODERNES ET CONTEMPORAINS
Appel, Dominguez, Goetz, Lambert-Rucki, Lapicque,
Lanskoy, Lorjou, Lindstrom, Marchand, Pignon,
Warhol.
Me Catherine Charbonneaux
134, Fg-St-Honoré, 75008 Paris
Tél. 359.66.56
Expert : M. Ph. Maréchaux

LUNDI 6 AVRIL A 14 H
TABLEAUX ANCIENS
OBJETS D'ART ET D'AMEUBLEMENT
MOBILIER XVIIIe SIECLE
Mes E. Libert et A. Castor
3, rue Rossini, 75009 Paris - Tél. 824.51.20

VENTE A NEUILLY-SUR-SEINE
(185, av. Charles-de-Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine)

MARDI 17 MARS A 21 H
IMPORTANTS ET BEAUX BIJOUX
ORFEVRERIE ANCIENNE ET MODERNE
Me G. Ionesco
185, avenue Charles-de-Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine
Tél. 745.55.55 et 745.56.29
Expert : M. Poles
Expositions : Samedi 14 mars de 11 à 18 h
Lundi 16 mars de 11 à 18 h
Mardi 17 mars de 11 à 17 h

LUNDI 23 MARS A 21 H
(Salle des Sports de Neuilly
167, av. Charles-de-Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine
MEUBLES ET OBJETS D'ART
(la plupart du XVIIIe siècle)
Bibelots, pendules, bougeoirs, sièges
des époques Louis XV, Louis XVI et début XIXe s.
Meubles du XVIIe s. : coffres, armoires, buffets
Meubles en marqueterie
Nombreux meubles en bois naturel
d'époques Régence, Louis XV et Louis XVI
Me G. Ionesco
185, avenue Charles-de-Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine
Tél. 745.55.55 et 745.56.29
Expert. M. J.-P. Dillée
Expositions : Vendredi 20 mars de 11 à 18 h et de 21 à 23 h
Samedi 21 mars de 11 à 18 h
Lundi 23 mars de 11 à 12 h

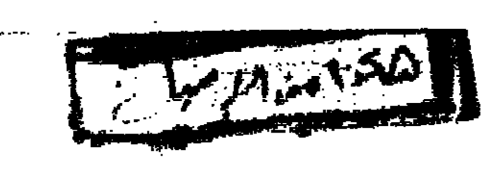
Pour recevoir la brochure
«Comment acheter, comment vendre à Drouot ?»
veuillez retourner ce bon



compagnie des commissaires-priseurs de paris

9, rue Drouot - 75009 Paris

Nom : ....
Prénom : ....
Adresse : ....
....
Profession : ....



هكذا من الأصل

Le Monde

régions

Rhône-Alpes

INAUGURÉ PAR LE C.N.E.T.

Le nouveau Centre de micro-électronique va renforcer la vocation de Grenoble dans le domaine des circuits intégrés

De notre correspondant

Grenoble. — Inauguré mardi 24 février par M. Pierre Ribes, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, le Centre de micro-électronique Norbert-Segard à *Grenoble — Centre spécialisé du* C.N.E.T. (Centre national d'études des télécommunications) dans la recherche sur les circuits intégrés — devrait permettre d'accroître la capacité nationale de recherche et de développement dans ce domaine essentiel pour les télécommunications. Le C.N.E.T. a investi 190 millions de francs dans un bâtiment de verre dont l'architecture rappelle la structure du cristal. Cent cinquante personnes, parmi lesquelles quatre-vingts ingénieurs, y travaillent déjà. Une deuxième tranche de construction permettra de recevoir, à partir de 1984, quatre cents à cinq cents personnes. Les dirigeants du C.N.E.T. souhaitent que les résultats des recherches menées à Grenoble puissent très rapidement déboucher sur des technologies applicables à des secteurs de grande diffusion comme la transmission des données, la télécopie, le vidéotex, le télétex...

En venant poser la « première pierre » de cet édifice en novembre 1979, Norbert Segard, alors secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, avait exprimé le désir que la région grenobloise puisse devenir un jour *« la vallée européenne du silicium »* (1). L'installation du C.N.E.T. va en effet incontestablement renforcer un secteur où Grenoble dispose déjà d'un fort potentiel de recherche.

Le centre de micro-électronique de Grenoble réalisera des études dans tous les domaines qui concernent les circuits intégrés : conception et tests des circuits, technologie de fabrication, machines et automatismes intervenant dans la fabrication des circuits. Ses équipes de recherche disposeront de tous les moyens technologiques nécessaires à la réalisation de prototypes de circuits qui seront assemblés dans un « atelier pilote » installé au cœur du bâtiment. Celui-ci sera à la fois un centre de formation aux technologies et de transfert des technologies à l'usage du C.N.E.T. et des organismes extérieurs qui collaborent avec lui.

« L'objectif assigné au Centre de micro-électronique de Grenoble, expliquent ses responsables, *est de promouvoir les innovations qui permettront aux utilisateurs de disposer dans les prochaines années de circuits intégrés compétitifs. Sa capacité d'innovation devra être telle que l'industrie française puisse avoir comblé son retard en 1985 ».*

Grenoble espère ainsi devenir l'un des grands centres internationaux de la micro-électronique.

Mais, en dépit des déclarations gouvernementales faites à ce sujet, les exigences de l'aménagement du territoire et des contingences politiques ont déjà fait échouer deux projets importants : l'installation d'entreprises intéressées par le « fait grenoblois ». Deux sociétés spécialisées dans la fabrication des composants électroniques, Matra-Harris et Euro-technique, qui avaient décidé de s'installer dans la capitale des Alpes, ont renoncé à leur projet à la fin de l'année 1979 ; la première ayant choisi comme lieu d'accueil la région nantaise, la seconde la ville d'Aix-en-Provence... tournant ainsi le dos à *« La vallée du silicium ».*

CLAUDE FRANCILLON.

(1) « La vallée du silicium » désigne en Californie la vallée proche de San-Francisco où sont concentrés les grands de l'électronique.

Ile-de-France

AU CONSEIL DE PARIS

Carte scolaire et travaux sur la tour Eiffel

Le Conseil de Paris, réuni lundi 23 février, a approuvé le programme de travaux prévu sur la tour Eiffel (*le Monde* du 20 février). A l'occasion des questions d'actualité, lundi matin, Mme Andrée Delbos (P.C.) a évoqué les accidents survenus dans le R.E.R. et dans le métro. Elle a incriminé *« une politique délibérée qui surcharge gravement le personnel ».* Elle a demandé que les élus soient associés à l'élaboration des mesures d'urgence qui, selon elle, doivent être prises.

M. Henri Meillat, président du groupe communiste, s'est ensuite inquiété des hausses de loyer prévues par les sociétés immobilières de la Ville de Paris. M. Jean Tibéri, deuxième adjoint au maire chargé du logement, a indiqué qu'il est tenu compte, dans ces prévisions, de la situation sociale des locataires.

M. Georges Sarre, président du groupe socialiste, a attiré l'attention du maire sur la situation « rocambolesque » à ses yeux que constitue la pose d'un « gazon mural » sur le futur parc des sports de Bercy. Il s'est interrogé sur le coût de cette opération.

Puis M. François Collet (R.P.R.), adjoint au maire, a évoqué les conditions, satisfaisantes selon lui, dans lesquelles s'est déroulée la rentrée scolaire. Il a évalué à trente élèves par classe la moyenne des effectifs. M. Daniel Benassaya (P.S.) a souligné que la répartition des élèves n'est pas uniforme et a jugé les statistiques erronées, tandis que Mme Christiane Schwartzbard (P.C.) s'est élevée contre *« le prétexte de la baisse démographique »* invoqué pour justifier la fermeture d'établissements, « aggravant » ainsi la situation scolaire.

CORRESPONDANCE

Peu de dérogations dans les Alpes-Maritimes

Après l'article publié dans le Monde *du 4 février, M. R. Bouchet, directeur de l'équipement des Alpes-Maritimes, nous écrit :*

« Vous indiquez notamment, à propos des mesures d'urbanisme et des permis de construire, que si le département des Alpes-Maritimes et, sur le plan de la réglementation, théoriquement l'un des mieux défendus en France, les dérogations sont monnaie courante.

» Je voudrais m'élever en faux contre cette affirmation. Non seulement *il n'y a pas de dérogations,* mais c'est la réglementation la plus rigoureuse de toutes celles qui frappent les terrains : SDAU, POS, directive nationale d'aménagement du littoral, qui est appliquée.

» On peut en trouver la preuve dans le fait que sur les dix mille décisions administratives qui sont prises en matière d'urbanisme *chaque année, décisions qui font* l'objet d'une vigilance très marquée des associations de défense comme vous le soulignez, très peu d'entre elles sont annulées par le tribunal administratif qui est cependant saisi d'un nombre important de recours.

» Ainsi dans le courant de l'année 1980, sur cent quatre-vingt-quatorze jugements rendus, cent soixante-dix-neuf ont confirmé la position de l'administration et vingt-trois seulement l'ont infirmée. Encore faut-il noter que, dans ce dernier cas, certaines décisions ont été annulées parce que trop rigoureuses !

» Le pourcentage de jugements contraires, 12 %, est un des plus bas de France (la moyenne nationale *s'établit à 25 %) et témoigne* de la rigueur avec laquelle les pouvoirs publics appliquent la réglementation. »

● *Le parc de Brière privé de directeur.* — Le parc régional de Brière (Loire-Atlantique) n'a plus de directeur depuis le 4 février dernier. En effet, M. Bernard Legrand, sénateur de Loire-Atlantique et président du syndicat de gestion du parc, a licencié « pour faute grave », sans préavis ni indemnités, Mme Léone David qui dirigeait les vingt membres de l'équipe du parc depuis huit ans. Mme David avait reçu l'an dernier l'ordre national du Mérite pour le travail qu'elle avait accompli en Brière. Le comité directeur du syndicat de gestion doit tenir une réunion extraordinaire le 3 mars pour examiner cette affaire qui fait grand bruit dans la région.

Champagne-Ardenne

Tentations politiques et tentations économiques

Les élus essaient leurs nouveaux pouvoirs

De notre envoyé spécial

Châlons-sur-Marne. — Que ceux qui croyaient que les conseils généraux n'étaient pas les assemblées politiques — y compris au ministère de l'intérieur — se détrompent. M. Jacques Sourdille, député des Ardennes, président (R.P.R.) du conseil régional de Champagne-Ardenne, en a administré la preuve le 23 février, prenant de court ses collègues et l'administration préfectorale, en déclarant à l'issue d'une réunion consacrée à la répartition des investissements de l'Etat dans la région en 1981 : *« Elu par vous, mes chers collègues de la majorité, huit fois de suite à la tête du conseil régional de Champagne-Ardenne, il m'apparaît de simple loyauté à l'égard de nos électeurs à tous d'assurer la liberté d'expression des diverses formations politiques, mais aussi d'éviter les déchirements inexpiables. J'appellerai tous les responsables qui croient à la nécessité de l'engagement majoritaire total lors du deuxième tour des élections présidentielles, à participer au Comité de patronage des convergences champardennaises, pour assurer le succès du candidat de la majorité au terme des élections présidentielles. »*

Et l'ancien secrétaire d'Etat à la recherche, qui apporte son appui à M. Michel Debré dans la campagne présidentielle, a ajouté : *« Le Comité de patronage sera ouvert aux membres des deux assemblées régionales, aux conseillers généraux et aux maires des quatre départements, des Ardennes, de l'Aube, de la Marne et de la Haute-Marne, ainsi qu'aux présidents et vice-présidents des associations socio-professionnelles, culturelles et civiques. »*

Evidemment, cette initiative, tout à fait en marge des compétences strictement économiques dévolues par la loi de 1972 aux régions et tout à fait contraire aux habitudes, a provoqué de vives protestations parmi les élus communistes de l'Assemblée notamment. *« C'est incroyable »,* ont lancé dans le brouhaha MM. René Visse, député (P.C.) des Ardennes, et Claude Lamblin, maire (P.C.) de Reims, qui avaient vainement demandé quelques minutes plus tôt un débat sur les politiques nouvelles du VIII° Plan, à savoir l'énergie, la filière de la forêt et du bois, les infrastructures routières et le logement.

Les élus auraient pu ajouter aussi au chapitre de leurs préoccupations prioritaires :

— l'éducation, car, depuis cinq ans, les investissements de l'Etat ont considérablement régressé : pour le second degré, 57 millions en 1976 et 37 millions en 1980, pour le premier degré 8,8 millions en 1976 et 3,6 millions l'an dernier ;

— l'emploi aussi, car, en Haute-Marne, il faut s'attendre à des difficultés dans les secteurs du machinisme agricole et de la sous-traitance automobile, dans l'Aube, l'industrie de la maille est victime des importations italiennes et des fraudes européennes, et, dans les Ardennes, la métallurgie reste une industrie insuffisamment valorisée localement.

Nouveaux pouvoirs ?

Le conseil régional était la première assemblée à se réunir après la parution des décrets élargissant les *compétences économiques* des régions. M. Sourdille s'est dit *« relativement satisfait sur plusieurs points, mais pas vraiment comblé ».* A propos de l'innovation, par exemple, Champagne-Ardenne, qui a été la première région à se lancer dans cette voie, aurait préféré la constitution d'un fonds régional de cautionnement inter-entreprises plutôt que des contributions financières à l'ANVAR. Pour les économies d'énergie en revanche, les textes gouvernementaux *« sont très utiles »,* car ils devraient permettre d'accroître les efforts régionaux pour la déshydratation des luzernes et la création du réseau de chaleur (serres) autour des centrales nucléaires de Chooz et Nogent-sur-Seine. Le tourisme, en relation avec les abbayes, les lacs et les fortifications militaires, va être développé.

En revanche, pour les décrets relatifs au logement, M. Sourdille a décerné un zéro pointé au gouvernement. *« Je n'apprécie pas du tout que les pouvoirs publics accordent des pouvoirs nouveaux d'intervention aux régions au moment même où l'Etat, parce qu'il a fait d'autres choix, se désengage dans ce domaine »,* a-t-il dit.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

SPORTS

HANDBALL

Les gardiens de but en vedette au championnat du monde « B »

Les Tchécoslovaques ont dominé les Danois (17-15), mardi 24 février, et confirmé, à l'issue d'une rencontre de très haut niveau, *leur supériorité* sur toutes les équipes de la poule B des championnats du monde de handball qui se disputent jusqu'au 1er mars. Dans la poule A, les Français ont obtenu une première victoire (17-16) contre les Pays-Bas, et la Suède a créé une surprise en battant une séduisante équipe d'Islande (16-15).

De notre envoyé spécial

Poitiers. — Tous les gardiens vous le diront. Passer une heure dans un but de handball *à sept* relève de l'exercice nerveusement éprouvant et physiquement dangereux. Dans un sport qui exige de la part des joueurs de champ des qualités de rapidité, de *force et de précision,* compte tenu des dimensions réduites *de la cage* (2 mètres de haut sur 3 mètres de large), le gardien, dont la taille est aujourd'hui rarement *inférieure à 1,90 mètre, est* un *élément tellement* important que les spécialistes s'accordent à reconnaître qu'il participe pour 50 % au succès — ou à la défaite — de son équipe.

Si on se fie aux apparences, il semble que le gardien ramasse plus souvent la balle au fond des filets qu'il n'arrête les tirs adverses. Mais les statistiques démontrent qu'il détourne — la violence des tirs interdit pratiquement l'arrêt à deux mains — le tiers des balles qui lui sont destinées. Qui est vraiment ce joueur isolé et protégé par une *défense* qui épouse une zone tracée en arc de cercle à 6 mètres de la ligne de but ? Un homme au sang-froid exceptionnel *ou, au contraire,* au tempérament hypernerveux ? Dans tous les cas, un joueur à la technique très élaborée, possédant, de surcroît, des réflexes étonnants et le sens du placement.

Tel un pantin désarticulé, il déplace entre les deux poteaux sa longue carcasse en se tenant légèrement fléchi sur les jambes et les bras en croix. Ce faisant, il prévient tous les tirs, qu'ils *soient déclenchés* en direction des angles supérieurs ou inférieurs du but. Il fixe à la fois son attention sur le porteur du ballon et sur les déplacements des joueurs qui ont pour *rôle de s'infiltrer* dans la défense, car c'est évidemment à partir de là que se créent les situations les plus dangereuses.

De ce point de vue, les gardiens du Danemark et de Tchécoslovaquie ont donné, mardi soir, une idée *exemplaire de leur rôle.* Ole Seraensen, le Danois, en adoptant le plus souvent une position très avancée, a pu stopper des attaquants en situation idéale de tir. Il a même *détourné trois penalties,* exploit des plus rares à ce niveau de la compétition. Mais Marian Hirner, le Tchécoslovaque, a fait mieux encore. Non *seulement il a arrêté des tirs foudroyants aux 6 mètres,* mais encore, dans les cinq dernières minutes de la rencontre, alors que son équipe menait 17-14 et ne comptait plus que trois joueurs sur le *terrain à la suite d'exclusions,* il détourna deux tirs déterminants et sortit de sa zone pour aider ses amis à monopoliser la balle, permettant la victoire de son équipe.

De surcroît, les deux hommes ont largement contribué à relancer le jeu de contre-attaque. C'est un rôle essentiel du gardien que le Français Jean Ferignac, du temps où il jouait, *savait fort bien exploiter.*

Enfin, ce n'est pas un hasard si le gardien de but joue généralement en survêtement, avec une coquille, comme les boxeurs, et une culotte *matelassée. Dans ce sport où les* mauvais coups sont de plus en plus tolérés, il est souvent une cible volontaire ou involontaire. L'Islandais Kristjan en a fait l'expérience à *Saint-Etienne, contre l'Autriche.* A moins de cinq minutes d'intervalle, il reçut en pleine face et à bout portant deux tirs violents qu'il n'avait pas eu le temps de parer avec ses mains. *Mais l'accident le plus spectaculaire* est celui qui est survenu à un gardien de but français, en 1959, au cours de la finale de la Coupe de Paris entre le Bataillon de Joinville et le Racing : il eut l'auriculaire de la main droite sectionné net sur l'arête du poteau. Sans commentaire.

GILLES MARTINEAU.

AUTOMOBILISME

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LES DEUX FÉDÉRATIONS DE FORMULE 1 BUTENT SUR UN POINT DE DÉTAIL

Les négociations menées par la Fédération internationale du sport automobile (FISA) et la Formula One Constructors Association (FOCA), dans le but de trouver une solution au conflit qui les oppose et de permettre que le championnat du monde de formule 1 commence le 15 mars à Long-Beach, en Californie, sont encore bloquées par un point de détail. *La divergence qui* demeure concerne la représentation des constructeurs au comité exécutif de la FISA. Au lieu d'un siège — sur les vingt qui forment le comité — proposé par la FISA, les constructeurs souhaitent en obtenir deux, un pour les Anglo-Saxons de la FOCA, le second pour les « légalistes », Ferrari, Alfa-Romeo, Talbot-Ligier, Renault, Toleman et Osella. Les négociations devraient aboutir au milieu de la semaine, du 23 février au 1er mars.

D'un sport à l'autre...

HOCKEY SUR GLACE. — *Grenoble est devenu, le 24 février, champion de France de hockey sur glace devant Tours. Lors de la dernière journée de la poule finale, Grenoble, qui s'est imposé 6 à 1 à Viry-Châtillon, a en effet rejoint Tours, champion 1980, défait à Chamonix 2 à 7, en tête du classement, les deux équipes totalisant 53 points. Au terme du règlement, Grenoble ayant battu Tours 6 à 1 au match aller et ne s'étant incliné que 4 à 7 au match retour, l'équipe dauphinoise a été désignée championne grâce à une différence de buts positive (10 à 8) sur sa rivale tourangelle.*

BOXE. — *Le super-welter George Warusfel a été déclaré vainqueur, le 24 février, d'un combat en huit reprises contre le champion d'Espagne, José Hernandez, qui a véritablement fait jeu égal avec le Français. Ce combat s'est déroulé dans le théâtre parisien Le Palace, au cours d'une soirée organisée pour fêter le premier anniversaire de* l'Equipe Magazine.

Faits et projets

LES NORVÉGIENS PLAIDENT POUR LE LIBÉRALISME.

M. Fridtjof Lorentzen, président de l'association des armateurs norvégiens, a souligné, le 17 février à Paris, le rôle important que joue le transport maritime dans les relations économiques franco-norvégiennes.

Les recettes brutes de la marine marchande norvégienne provenant des services assurés pour le compte des importateurs et des exportateurs français représentent quelque 2,25 milliards de francs par an. *« C'est davantage que la valeur annuelle des exportations de marchandises (hors secteur pétrolier) norvégiennes vers la France »,* a-t-il précisé.

M. Lorentzen a donné ces précisions à l'occasion des Journées de coopération franco-norvégiennes, marquées par la présence à Paris d'une importante délégation économique — notamment des armateurs — conduite par le prince Harald (*le Monde* du 18 février).

Prenant la parole au cours d'un déjeuner offert par les armateurs norvégiens, le prince Harald a insisté sur les complémentarités entre les deux pays et mis l'accent sur le rôle de la France dans le développement de l'extraction du pétrole et du gaz de la mer du Nord.

« L'un de nos objectifs est de convaincre la France de la nécessité du libre-échange dans le domaine du transport maritime », a ajouté M. Lorentzen.

Avec 38 millions de tonnes de port en lourd, la marine marchande norvégienne (dont les équipages sont parmi les mieux *payés du monde*) occupe le sixième rang (la France est au neuvième avec 20 millions de tonnes).

PARIS ET SES VOITURES RUINEUSES.

Responsables d'un énorme gaspillage d'énergie et de temps — *plus d'un milliard d'heures perdues* chaque année à Paris dans les encombrements — les déplacements en voitures particulières coûtent plus cher à la collectivité que le déficit des transports en commun, ont estimé les participants à un colloque réuni le 23 février sur l'initiative de l'U.D.F. - Paris. *« Contrairement aux idées reçues et par le coût social qu'elle implique, c'est en fait l'automobile et non pas le transport collectif qui se trouve subventionné par la collectivité »* ont déclaré les organisateurs du colloque.

Si l'on veut limiter le nombre des voitures dans Paris, seul moyen d'assurer un meilleur fonctionnement des transports en commun et permettre le déplacement d'un plus grand nombre de personnes, il faut généraliser les parcomètres, *relever leurs tarifs,* et réduire sensiblement le nombre des places de stationnement autorisées sur la voirie dans les quartiers où dominent les bureaux, ont préconisé les orateurs, notamment M. Georges Mesmin, député U.D.F. de Paris.

Dans le cas où une telle politique se révélerait inefficace, il faudrait alors, soulignent les conclusions du colloque, se résoudre à envisager pour la capitale *« une solution plus drastique : l'achat d'une licence donnant le droit d'utiliser sa voiture particulière dans certaines zones et à certaines heures ».*

UN RECOURS CONTRE BERCY.

Plusieurs associations (dont S.O.S.-Paris et les Amis de la terre) viennent de demander au tribunal administratif de Paris d'annuler le permis de construire *du centre international des sports* de Bercy, signé par le préfet de Paris le 28 août dernier.

Me Henri Fabre-Luce, qui plaidera le dossier devant le tribunal, a estimé le 24 février, au cours d'une réunion de presse, que le permis de construire attaqué *« ne permet pas de savoir quelle est la superficie exacte de la parcelle de terrain qui sert d'assiette aux constructions et aménagements envisagés ».* Il affirme aussi que le projet d'aménagement des abords du centre des sports n'est pas *« suffisamment précis »* et déclare : *« L'avis émis par l'architecte des Bâtiments de France est donc incomplet et, dans ces conditions, le visa qu'il a cru devoir donner doit être tenu pour irrégulier. »* Enfin, les associations réclament qu'une étude d'impact *de ce centre* des sports sur le quartier soit effectuée.

Le jugement du tribunal administratif devrait être rendu à l'automne, c'est-à-dire à l'époque où devrait être donné le premier *coup de pioche pour la construction* du centre des sports, qui occupera 4 à 5 hectares sur les 40 utilisés par les anciens entrepôts.

LARZAC : LES PROPOSITIONS DU MINISTÈRE.

Une réunion était organisée le 24 février à Paris sous la présidence de M. Robert Galley, ministre de la défense, pour examiner les propositions du gouvernement à propos de l'extension *du camp militaire du Larzac.*

Les parlementaires de l'Aveyron, le préfet et les représentants du conseil général ainsi que les maires des communes concernées ont, indique un communiqué du ministère, *« donné leur accord aux orientations suivies auxquelles les représentants des organisations professionnelles agricoles ont souscrit par lettre du 20 février 1981 adressée au président du conseil général de l'Aveyron ».*

Le communiqué précise notamment qu'en ce qui concerne le maintien des activités agricoles *« soixante et onze exploitations auront la possibilité de poursuivre leurs activités à l'intérieur du périmètre du camp ».* Au sujet de la protection du hameau de la Blaquière, le ministère indique qu'*« une solution a été trouvée pour qu'il soit préservé et maintenu en demeurant accessible et que les personnes actuellement en place pourront y demeurer jusqu'à ce que des propositions de réinstallation à l'extérieur du camp recueillent leur assentiment ».*

Les paysans contestataires ont, on le sait (*le Monde* du 24 février) refusé d'assister à cette réunion, jugeant inacceptables les propositions du gouvernement.

LA FIN DES BOISSONS-PILOTES.

Le système des boissons-pilotes disparaîtra avant l'élection présidentielle. Telle est l'une des conséquences des décisions prises à Rambouillet par le conseil des ministres extraordinaires, réuni le 23 février.

Cette mesure, qui était réclamée par les représentants des débits de boissons depuis plusieurs années, devrait se traduire par une forte augmentation des boissons les moins chères et les plus demandées, parmi lesquelles figurent notamment le café, la bière *et l'eau minérale. En effet,* les syndicats professionnels estiment que ces consommations sont actuellement vendues en dessous de leur prix de revient.

REPRODUCTION INTERDITE

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

SORO
GROUPE CGE
Optique, Optronique, Laser
recherche
pour sa division
imagerie et télécommunications

● **1 TECHNICO-COMMERCIAL**
Systèmes civils et militaires, quelques années d'expérience.

● **1 INGÉNIEUR OPTICIEN**
Pour responsabilité développement de systèmes optiques.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à
SORO 26, rue Berthollet 94110 ARCUEIL.

IMPORTANTE ENTREPRISE DE MECANIQUE (DOMAINE ENERGETIQUE)
recherche pour son Etablissement de la Région Parisienne :

UN CHEF D'UNITE DE FABRICATION

(Formation AM. ECAM. ICAM...) - Expérience requise

Fonction : dans le cadre d'une unité d'une centaine de personnes, l'Ingénieur devra prendre en compte la responsabilité méthodologique et technologique pour ce qui concerne le pilotage des améliorations et la qualité ; cette responsabilité couvrira les problèmes : - de délais - économiques - humains - gestion des équipements -

UN INGENIEUR CHEF DES METHODES OPERATIONNELLES

(Formation AM. ECAM. ICAM...) - Expérience requise

Fonction : responsable d'un service d'une quarantaine de personnes chargées de fournir aux Services Fabrications la documentation de fabrication (classique et C.N.) ainsi que les prestations d'amélioration, l'Ingénieur aura une responsabilité méthodologique et technologique pour ce qui concerne les prestations des groupes méthodes (spécialisés par produit), et le groupe commande numérique.



Toute candidature, accompagnée d'un curriculum vitae détaillé et des prétentions sera envoyée à :
CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra,
sous référence No 88747.



emplois internationaux emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer) (et départements d'Outre Mer)

OUTRE-MER

INGENIEUR INFORMATICIEN DE GESTION

Importante société d'ingénierie recherche, pour les pays d'outre mer, un ingénieur informaticien de gestion.

Agé de 30 ans environ, il doit bien connaitre la comptabilité générale et analytique.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo, prétentions) sous référence 4066 à :
rscg carrières - 64, rue La Boëtie 75008 PARIS qui transmettra.

rscg carrières

COLLÈGE INTERNATIONAL
Beyrouth-LIBAN
recrute pour rentrée 81
JEUNES PROFESSEURS
de français
Adresser C.V. + photo à :
M. M. DUMONT
17, rue Vineuse, 75016 PARIS
qui transmettra.

GESTION 2000
pour
CHANTIER ÉTRANGER
INGÉNIEUR-CHIMISTE
– Expérience analyse, souffre naphta, traitement d'eau ;
– Anglais indispensable.
Tél. : 246-42-01.

CRICA
Importante Caisse de Retraite de Cadres recherche pour son siège
CADRE COMPTABLE confirmé
pour assumer :
- la responsabilité de son secteur Cotisations (60 000 comptes d'adhérents)
- l'animation d'un groupe d'une quarantaine de personnes.
Ce poste conviendrait à un candidat ayant une solide expérience dans la gestion et le contrôle d'une comptabilité clients ou fournisseurs d'un volume analogue et gérée par Informatique.
Niveau souhaité : certificat comptable du DECS, BTS ou IUT Comptable.

Envoyer lettre manuscrite, c.v. et prétentions à Mr J. Demange
CRICA - 13, avenue Général de Gaulle - 92807 Puteaux.



emplois régionaux emplois régionaux

GROUPE MULTINATIONAL FRANÇAIS
recherche
pour une de ses filiales :

DIRECTEUR D'USINE

Cette entité située dans la région CENTRE-EST est spécialisée dans la fabrication de série de petits outillages et occupe 250 personnes.

Les candidats, 40 ans environ, sont diplômés Arts et Métiers, ICAM ou équivalent et ont impérativement une expérience de Direction en Usine.

Adresser cv + photo à **TELEX P.A.**
sous réf. A 229,
34, bd Haussmann - 75009 PARIS qui transmettra

PETITJEAN & Cie

fabrique de candélabres d'éclairage public,
et de poteaux de lignes,
leader dans sa spécialité, 4 usines, plus de 1.200 salariés, 160 kms Sud-Est Paris,
recherche pour sa DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE

assistant (e) du contrôleur de gestion

Sous l'autorité du Contrôleur de Gestion il (elle) participera à :
- l'élaboration des budgets
- l'analyse des coûts réels
- le contrôle des prix de revient
- la réalisation du rapport mensuel.

En outre, il (elle) assurera le rôle de Correspondant Informatique du Contrôle de Gestion.

Profil :
- 25 ans minimum
- une première expérience
- formation Sup de Co option Gestion comptabilité
- connaissances en Informatique
- anglais courant.

Adresser dossier de candidature, rémunération souhaitée, photo récente à Direction du Personnel - PETITJEAN & CIE 510 X 10080 TROYES CEDEX.

IMPORTANTE SOCIETE ELECTRONIQUE
Leader dans sa branche
recherche

INGENIEUR ARTS & METIERS ou équivalent

Il aura la responsabilité d'un projet technique pour un système de fabrication automatique de support de circuits électroniques.

Il sera chargé de l'animation d'une petite équipe de mécaniciens et d'électroniciens participant au développement et à l'amélioration de ce système, en fonction d'essais divers et systématiques.

Cette fonction conviendrait à un candidat imaginatif ayant par ailleurs des qualités d'organisation et de rigueur.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions sous réf. G/EQ 89015 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

LE CRÉDIT AGRICOLE DU LOT-ET-GARONNE
recherche
pour son département ORGANISATION
ANALYSTE FONCTIONNEL ORGANISATEUR
Formation supérieure et expérience d'au moins deux ans.
pour son département ADMINISTRATION GÉNÉRALE
PROGRAMMEUR SYSTÈME D'EXPLOITATION
confirmé.
Formation I.U.T. ou équivalent,
Expérience sur matériel I.B.M. indispensable (DOS-VSE ou MVS), Télétraitement, Base de Données.
Adresser C.V. manuscrit, photo, prétentions 108-110, boulevard Carnot. 47006 AGEN.

SOCIÉTÉ OPTIQUE MÉCANIQUE FRANÇAISE
leader dans sa branche d'activité
recherche
pour son unité de production de DIJON

1) UN INGÉNIEUR DE FORMATION MÉCANICIEN
ayant quelques années de pratique dans un atelier de production

Le candidat aura pour mission de prendre en charge l'informatisation du service planning de l'établissement.

2) UN INGÉNIEUR DE FORMATION A.M.
ou équivalent
débutant ou ayant courte expérience, pour prendre la responsabilité d'un des ateliers de montage d'instruments de précision.

Envoyer C.V. avec photo à :
SOPELEM
45, avenue de Stalingrad
21100 DIJON

GROUPE SPÉCIALISÉ DANS LES PIÈCES GRANDES SÉRIES POUR L'AUTOMOBILE (MÉTAL ET PLASTIQUE)
recrute pour son usine de
SAINT-DIÉ (VOSGES)

UN DIRECTEUR D'USINE

Formation ingénieur, langue allemande indispensable (possibilité de perfectionnement).

Adresser C.V. et prétentions sous référence 29.110 à PROJETS Publicité, 12, rue des Pyramides, 75001 Paris, qui transmettra votre dossier.

POLYMONT
Automatisme, robotique, maintenance technique, installations industrielles + de 300 personnes, PARIS, recherche

RESPONSABLE DU PERSONNEL

Ce poste à créer sur le plan administratif et gestion, demande :
— formation supérieure,
— bonnes connaissances de la législation sociale,
— première expérience de la fonction en milieu industriel.

Les services généraux seront rattachés à ce poste

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétent. ss la réf. P3, à C.I.S., 44, av. du Président-Wilson, 75116 Paris, qui étudiera les candidatures. Réponse et discrétion assurées.

MATRA
ESPACE
recherche
pour son activité Automatismes Spatiaux :

INGENIEURS ELECTRONICIENS GRANDES ECOLES
(ESE — SUP'AERO — CENTRALE — INPG — ISEN — ISEP)

pour conception et développement de matériel embarqué ·

● domaine électronique large : analogie fine, puissances, logique câblée, digital, micro-processeurs.

● débutants, à quelques années d'expérience de conception électronique.

Ecrire avec CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence SM 786
au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres
MATRA Boite Postale Nº 1
78146 VELIZY
VILLACOUBLAY CEDEX

BET AMÉNAGEMENT MARSEILLE
cherche

URBANISTE

– Formation architecte ;
– Expérience 5 à 10 ans ;
– Poste à responsabilités.

Ecrire sous nº T 025.642 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transm.

Collectivité locale de la région dunkerquoise recherche :
1 Assistante sociale.
Expérience de polyvalence de secteur appréciée.
Age minimum : 30 ans.
Adresser C.V. et prétentions sous nº 7969, *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

INGÉNIEURS
Pour **Sud-Est de la France**

Formation I.N.S.A. LYON connaiss. physique-thermique débutants ou moins de 2 ans.
CRIT intérim, 37, rue Miromesnil (8e). 265-28-25.

Sté expertise comptable recherche pour son bureau de Saint-Quentin
COLLABORATEUR qualifié. Expert cabinet souhaité. Position cadre possible. Avant. sociaux.
Ecrire avec C.V. et prétent. s/nº 879239 M. RÉGIE-PRESSE, 85 bis r. Réaumur, 75002 Paris.

Impt cabinet d'implantation régionale recherche

COLLABORATEURS EN DROIT FISCAL

Expérience minimum 2 ans, soit dans l'administration fiscale, soit dans un cabinet conseil fiscal, soit dans les services d'une grande entreprise.
Situation comportant une grande liberté d'action et un contact direct avec une clientèle de commerçants et d'industriels.
Ecrire avec C.V. et photo à : Mme POIDEVIN, 50, r. Charles-le-Chauve, 77680 ROISSY-EN-BRIE qui transmettra.

Société Industrielle de Metz, d'importance nation., recherche pour ses services techniques

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN
(SUPELEC ou équivalent)
Débutant ou avec expérience ayant une formation approfondie en mathématiques appliquées ; connaissances informatique.
Ecrire avec C.V. s/nº 817 à Publichés Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris, qui transm.

VILLE DE MURET 31600
recrute un
SOUS-BIBLIOTHÉCAIRE
Les candidats doivent être titulaires du C.A.F.B.
Adresser candidature et copie des diplômes à M. le Maire avant le 11 avril 1981.

Renseignements : MAIRIE DE MURET. Service du Personnel. Tél. (61) 51-14-63.

16e ARRONDISSEMENT

IMPORTANT SERVICE INFORMATIQUE

ÉQUIPE MATÉRIELS IBM sous MVS-SE

recherche pour faire face à son expansion

A) CHEFS DE PROJETS

B) INGÉNIEURS D'APPLICATION

C) ANALYSTES

D) ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Applications transactionnelles, mise en œuvre base de données.

Env. C.V. et prétentions avec rappel de la référence indiquée ci-dessus ss le nº 12.684 M à Bleu,
17, r. Lebel, 94300 Vincennes.

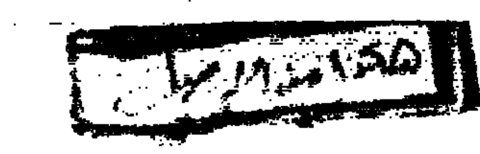
IMPORTANTE SOCIETE DE TRAVAUX PUBLICS
située à RUNGIS
recherche

JEUNES CONTROLEURS DE GESTION

Anglais indispensable

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 89201 à
CONTESSE & Cie
20, av. de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01
qui transmettra.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.



هكذا من الاصل

REPRODUCTION INTERDITE

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ FRANÇAISE
D'ÉLECTRONIQUE
(matériel haute fréquence)
leader mondial sur marché

recherche

2 ÉLECTRONICIENS
POUR
L'EXPORTATION

MISSION :
- Contacts commerciaux à haut niveau ;
- Propositions techniques après analyse des besoins.

PROFIL REQUIS :
- Maîtrise ou licence d'électronique ;
- Expérience professionnelle d'au moins trois ans avec connaissance du matériel H.F. et si possible T.V. ;
- Aptitude à la négociation ;
- Nationalité Marché commun ; le candidat peut ne pas être francophone ;
- Bilingue allemand ou espagnol ;
- Anglais courant ou développable ;
- Déplacements : 40 % du temps.

Priorité sera donnée aux candidats motivés, dotés du désir de faire du commerce et d'un esprit d'équipe développé.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 026 M à :

ETCHEVERRY S.A.
26, rue de Belfort, 92400 Courbevoie
Discrétion assurée.

Informatique, bureautique télématique, automatique...

Leader sur ces marchés en développement explosif, un groupe de presse recherche pour l'une des publications qu'il édite

l'adjoint au rédacteur en chef

Placé sous l'autorité directe de ce dernier, il aura pour tâche de coordonner les différentes activités de la rédaction concourant à la réalisation du journal. En particulier, il assurera le traitement et le contrôle des éléments destinés à être publiés (révision et mise en forme, recherche iconographique, etc...) et animera l'équipe de fabrication (architecture du numéro, mise en page, maquette).

CE POSTE CONVIENDRAIT BIEN A UN REDACTEUR EN CHEF ADJOINT OU A UN SECRETAIRE GENERAL DE REDACTION SE PREVALANT D'UNE SOLIDE FORMATION SCIENTIFIQUE & TECHNIQUE, OU A UN ELEMENT DE VALEUR ISSU DES MILIEUX INDUSTRIELS OU UTILISATEURS CONCERNES.

Pour assurer pleinement cette fonction, les qualités requises incluent nécessairement :

- **UNE INDISCUTABLE APTITUDE A LA SYNTHESE.** *A partir des orientations arrêtées avec la Rédaction en Chef, il s'agit d'élaborer l'information utile au lecteur, en contrôlant sa qualité auprès des meilleures sources et en intégrant de nombreux paramètres de fond et de forme... desquels l'imagination et l'humour ne sont pas absents !*
- **TENACITE ET COMBATIVITE.** *Les métiers de l'information ne s'exercent pas en pantoufles : le service au lecteur est un idéal qui suppose une curiosité naturelle, appelle une vigilance permanente et interdit l'assoupissement.*
- **UNE PARFAITE MAITRISE DE L'EXPRESSION ECRITE.** *Clarté et élégance de style contribuent à une meilleure communication : les impératifs de qualité (et de vitesse) qu'imposent des périodiques en prise directe avec leurs marchés sont difficilement compatibles avec une rédaction besogneuse.*
- **UNE BONNE PRATIQUE DE L'ANGLAIS** (au moins lu)... *puisque les thèmes traités constituent les disciplines majeures de demain, déjà largement internationales aujourd'hui.*
- **LA CAPACITE A ANIMER UNE EQUIPE DE COLLABORATEURS.** *Toujours dans le respect du principe fondamental du service au lecteur, il s'agit de tirer le meilleur parti des compétences réunies.*

Adressez d'urgence sous *référence* 88.965 vos : lettre manuscrite, CV et rémunération souhaitée à CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

LE CENTRE TECHNIQUE
DES INDUSTRIES MECANIQUES
SENLIS (Oise) recherche

1 jeune ingénieur traitement du signal vibrations

Cet ingénieur, sera responsable de l'exploitation d'un système d'analyse des signaux installés sur calculateur spécialisé.

En outre, intégré à une équipe, dont la vocation est la résolution de problèmes posés par l'industrie, il devra assurer l'exécution des travaux liés à l'analyse des phénomènes dynamiques étudiés.

A cet effet, il aura à concevoir et développer en fonction des besoins des programmes spécifiques de traitement des signaux.
La formation complémentaire sera assurée.

- Diplôme grande école mécanique
- Anglais lu et parlé
- Expérience professionnelle appréciée.

Adresser CV, photo et prétentions à CETIM Service du Personnel BP 67 - 60304 SENLIS.

Importante société de
CONSTRUCTION et de GESTION IMMOBILIÈRE
PUTEAUX
recherche un
JEUNE INGÉNIEUR
Diplômé ICH-Droit immobilier et urbanisme

pour assister le Directeur des programmes dans ses missions techniques et de relations publiques.

Envoyer C.V. et prétentions sous référ. 2701 à ORGANISATION ET PUBLICITÉ
1, rue Marengo - 75001 Paris, qui transmettra.

CONSTRUCTEUR MÉCANICIEN
PARIS
Vingt ans références européennes de premier ordre (aéronautique - nucléaire - armement - spatial - automobile - télécommunications)

Par sa technologie, ses moyens de fabrication, leader moyenne industrie 400 personnes (Ing. Techniciens H.Q.)
Biens équipements Spécifiques
ensembles mécaniques - automation - grandes dimensions et précision. Pour consolider ses structures, offre

DIRECTION COMMERCIALE *ET DÉVELOPPEMENT*
INGÉNIEUR
Diplômé Grande Ecole (Corps de l'Etat-Civil)

Profil :
- Habitué aux négociations haut niveau (ministères, administrations, grandes entreprises).
- Esprit de créativité et du développement de certains de nos biens d'équipement ayant fait leurs preuves industrielles.
- Sens de gestion d'une entreprise moyenne, souple et *percutante.*
- Rémunération motivante avec intéressement.
- Discrétion totale assurée.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous n° 89.202 à CONTESSE Pub., 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE
(16.500 salariés)
recherche
UN JURISTE
Docteur en Droit ou D.E.S.

ayant au moins 3 années d'expérience dans les affaires internationales et, notamment, les contrats et les contentieux à l'exportation, acquise :
- soit dans un cabinet d'avocat ;
- soit dans une entreprise.

Une parfaite connaissance de l'ANGLAIS est indispensable, la connaissance de l'ESPAGNOL ou du PORTUGAIS appréciée.

Adresser C.V. manuscrit et prétentions n° 86.116 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1er.

SIDE INFORMATIQUE
(SSCI de 120 personnes, 10 ans d'expérience, spécialiste en télétraitement et base de données)
RECHERCHE DANS LE CADRE DE SON ÉVOLUTION

ANALYSTES PROGRAMMEURS
COBOL ou PL1

Expérience temps réel et base de données sur systèmes IBM, HB et UNIVAC - 2 ans de pratique minimum.
Lieu de travail : Paris et banlieue.
Salaire attractif et avantages sociaux (5 semaines congés payés, formation continue...).

Les candidat. sont à env. à SIDE INFORMATIQUE, 11, rue Degas, 75016 Paris, ou tél. à Mme Meysonnat 224-66-74.

CONSTRUCTEUR DE MOTEURS THERMIQUES
offre un poste
d'INSPECTEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Pour missions ponctuelles sur tout le territoire français. Age minimum 25 ans. Formation I.U.T. mécanique.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° T 025.636 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris. Discrétion assurée.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
CRÉATION DE POSTE : 180.000 F/an (+ ou −)

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DE 100 TRAVAILLEURS
80 km OUEST de PARIS
Spécialisée dans les travaux subaquatiques, décentralise sa gestion et optimise ses moyens.
Nous recherchons
UN TROISIÈME HOMME
pour notre directoire
- 40 ans minimum, une expérience des TP, des centres de profit et de la gestion de filiale.
- Apte aux relations humaines, il aura à mettre en place la décentralisation tout en responsabilisant.

— Documentation sur poste aux candidats présélectionnés.
Adr. lettre manuscr. C.V. détaillé, sal. act. et photo à :
FOREKA 2, place de la Préfecture 77000 MELUN.

VOLVO FRANCE S.A.
recherche
pour sa Division Automobiles

un prospecteur commercial
- expérience 2 à 3 ans, dans l'automobile *et les réseaux de concessionnaires,*
- disponible pour travailler dans toute la France.

un employé administratif

dans le cadre de l'administration des ventes, il sera chargé du courrier, des relations clientèle et de tous travaux administratifs (suivi des résultats, tenue de fichiers, etc ...).

- 13 mois - Voiture de service pour le 1er poste - Tickets restaurant.

Envoyer lettre manuscrite avec CV et photo (retournée) à *Service du Personnel 49, avenue d'Iena 75016 PARIS.*

Établissement financier en forte expansion
recherche
AUDITS DE P.M.E.

- Les candidats âgés d'environ 28 ans devront être titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur, posséder une solide formation comptable et financière acquise au cours d'un minimum de 3 ans dans un cabinet comptable ou d'audit.
- Ils seront responsables d'une trentaine de clients.
- Ceci implique le contrôle sur place des entreprises, la gestion quotidienne du risque et le sens aigu des relations humaines.

Envoyer C.V. et photo à FACTOFRANCE-HELLER, Service du Personnel, Tour Maine-Montparnasse, 75734 Paris ced. 15

COLLABORATEUR haut niveau. Ecrire M. LEMARQUE, 149, rue Saint-Honoré, Paris-1er, qui tr.

ING. Electroniciens
Exp. télémesures, 790-40-30.

GROUPE GESTION INFORMATISÉE
DIVISION G. INFO

INGÉNIEURS TEMPS RÉEL
EN TELEPHONIE

Réf. 101
- Définition et mise au point de compilateurs.
- Développement de logiciels de base.

Réf. 102
- Définition d'un modèle téléphonique.
- *Génération du Logiciel à partir* du réseau PETRI.

Réf. 103
- Tests maquette simulation et site de centraux.

Réf. 104
- Analyse et programmation.
- Tests et mises au point de programmes.
- Réalisation de systèmes de tests ONLINE.

Réf. 105

INGÉNIEURS PROJETS
Spécialistes de la commutation temporelle.

INGÉNIEURS CONCEPT.
de système à base de mini-micro. ETRANGER-PROVINCE-PARIS.

Ecr. n° 870 Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

REVUE MENSUELLE
d'informations sociales
PARIS-17e
recherche

RÉDACTRICE

à plein temps, ayant quelques années *d'expérience professionnelle*, pour rubriques familiales, éducatives et pratiques, et assistance rédaction en chef.

Ecrire avec curriculum vitae s/n° 879.442 M., Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

AFNOR
Association Française de Normalisation
recherche

UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN

pour gérer
des travaux de normalisation française et internationale.
Secteurs d'activité :
- *Economie d'énergie.*
- Génie industriel.

Formation ingénieur ou équivalent et expérience dans le domaine requises.
Connaissance de l'anglais.

Adresser lettre de candidature avec C.V., photo et rémunérat. actuelle s/réf. 8.849 à AFNOR.
Direction du Personnel,
Tour Europe, Cedex 07.
92080 Paris la Défense.

PUBLIC RELATION, standing. Ecrire à M. DONJIN, 149, rue Saint-Honoré, Paris-1er, qui tr.

Urgent
ASSOCIATION recherche

ANIMATEUR

souvent accompagner des stages de préformation, formation professionnelle. Bonne culture générale souh. Disponible de suite.

Ecr. ss la réf. 3.469 à L.C.A., 3, r. d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE
recherche

INGÉNIEUR

ayt expérience de la profession, destiné à prendre la responsabilité d'établissements régionaux (RHONE-ALPES / SUD-EST) après stage au siège (PARIS)

Ecrire sous le n° 88.754 à CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris ced. 01, *qui transmettra.*

INSTITUT DE LANGUE
cherche
PROFESSEUR
d'anglais
pour cours.
Tél. : 226-52-30.

Compagnie Nationale Hôtelière
Océan Indien
recherche

UN CADRE

Chargé de la gestion et du suivi d'exploitation de plusieurs unités hôtelières de moyennes importances. Profil du candidat : 30 ans minimum, 10 ans expérience professionnelle (chaîne souhaitée).
Bonnes connaissances en gestion, parfaitement bilingue anglais-français.

Tél. le vendredi 27 février entre 9h et 12h au 322-88-91 pr R.-V.

Administrateur de biens *recherche GESTIONNAIRE de* copropriété, expérience indispensable comptabilité informatique. Envoyer C.V. et prétentions à n° 404 MURATET, 15, rue Taitbout, 9e, qui transm.

représentation offres

Ecole d'anglais
cherche

représentant

pour recruter et inscrire des étudiants. Bonne commission. Prière d'envoyer offre détaillée à :
The Principal
39, Pevensey Road,
St. Leonards-on-Sea
East Sussex, TN 38.
OJY England.

secrétaires

Pour service
ADMISSIONS
COLLECTIVITE, recherche
SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO
Expérience hospitalière souhaitée. se présenter avec référence le matin entre 9 h et 11 h
FONDATION ROTHSCHILD
76, rue de Picpus, Paris-12e.

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE COMMERCIAL
haut niveau
formation supérieure

Expérience de l'organisation de la programmation et du contrôle des agents commerciaux.
Très bonne connaissance clientèle industrielle et administrative, sens du contact et de la négociation.
Gestionnaire rigoureux.

Cherche poste direction ventes ou P.M.E.

Ecrire sous le n° 3.128 à *le Monde* Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 25 ans, 2 ans d'expérience, SECRÉTAIRE BILINGUE télexiste audiotypiste, ch. emploi *sur Paris.* Libre de suite. Ecr. s/n° 6.086 *le Monde* Pub., 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

J.H., 28 a. Libre de suite, cherche poste à responsabilité dans animation R.P., Capese, D.E.F.A., opt. gestion administr., 10 ans exp. C.E., M.J.C., municip., vac. famil., colonies, audio, plein-air. Tél. (10 h/12 h) 830-70-60.

HOMME, 35 ans,

CHEF DE VENTE

Expér. prof. 12 a., (matériel bur. et fourniture, esthétique professionnel, T.V., auto-radio). Rech. pl. équiv. sur Paris ou rég. paris. *Libre de suite. Ecrire n°* 3179, *le Monde* Publ., 5, r. des Italiens, 75427 PARIS Ced. 09.

Journaliste, 35 ans, plusieurs années d'expér., de la presse, ch. poste dans quot. *ou hebdo.* Ecrire sous n° 7.965 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris

A la recherche d'une SECRETAIRE BILINGUE ? G.K. int'l, 225-12-94

Ingénieur agri., 26 ans, expérience : agro-météorologie, actinométrie, expérimentation phytosanitaire, disponible, cherche emploi. Ecr. : D. BLANC, 32, avenue Jean-Jaurès, 69007 LYON.

A la recherche d'une INTERIMAIRE BILINGUE ? *G.R. Intérim,* 225-59-25

J. H. 25 ans, licence de droit, terminant maîtrise fiscalité, libéré O.M., cherche emploi stable Paris ou banlieue. Etudie toutes propositions - M. PORRAZ, 39, rue Bouret, 75019 Paris, tél. 245-42-77.

CHEF DE RANG, 30 ans, marié, recherche place stable restaurant. Tél. 209-23-83.

J.H., 37 ans, I.C.G., solide expér. publicité, communication, promotion, marché, foires et salons France et étranger, ét. ttes prop. Ecr. s/n° 7970, *le Monde* Pub, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CHEF DE LABORATOIRE
coloration matières plastiques, BTS, anglais parlé couramment. Cherche emploi. Ecrire s/n° T 025650 M, à Régie Presse, 85 bis, rue Réaumur 75002 Paris.

propositions diverses

Pour connaître les emplois offerts à l'étranger (Australie, Afrique, Amériques, Asie), demandez la *revue spéciale.*
MIGRATIONS (LM), 3, rue Montyon, 75429 Paris Cedex 09.

travaux à façon demandes

ENTREPRISE. Sérieuses références effectue rapidement travx peinture, décoration, coordination ts corps d'état. Devis grat. T. 368-47-84 et 893-30-02.

capitaux propositions commerciales

PRÊTS HYPOTHÉCAIRES
F.P. 17 %. Accords immédiats. F. 51, rue Vivienne, 508-04-19.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

VP direction R 14 TS année 81, 15.000 km. gris métallisé. V.T. Px 38.500 F. Tél. : 912-28-56.

divers

LANCIA AUTOBIANCHI
Concessionnaire
Leasing particulier
48 mois
11 rue Mirbel Paris 5e
336.38.35

achats

PAIE CHER et COMPTANT
R-5 GOLF, 104, BMW
BAYARD, AUTO, 341-44-44.
21, rue de Toul, Paris (12e).

deux-roues

A VENDRE
YAMAHA DTMX 125
JUIN 1980 - 500 km - 5.800 F
Access. compris : porte-bagages, casque taille 58 ou 60, antivol.
Tél bur. : 285-72-34 - 9 h-17 h.
91360 EPINAY-SUR-ORGE.

REPRODUCTION INTERDITE

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

L'immobilier

appartements ventes

3e arrdt

MARAIS, 4 p., + terr., caractère, cft, économie énergie, imm. ent. rest. XVe s. Tél. 272-01-13.

4e arrdt

TEMPLE - B.H.V. - 354-95-10
DUPLEX 135 m² TRAVAUX

MARAIS - Direct. propriét. Prof. 145 m², tout le 2e étage. 887-62-35, matin et soir.

5e arrdt

PANTHÉON
STUDIO, cuis. bains, poutres, calme, soleil. 325-52-77.

6e arrdt

12, RUE DE L'ABBAYE.
Ravissant et spacieux 4 pièces.
SITE EXCEPTIONNEL. PLEIN SUD. PARFAIT ÉTAT. 1.900.000 F. Samedi 14 h 30 à 17 h ou Doressay : 548-43-94.

149, BD SAINT-GERMAIN
VUE RAVISSANTE s/ÉGLISE SUPERBE double living + 2 ch. + bur., PARF. ÉTAT. S/pl. jeudi, sam., 14 H 30- 17 h ou DORESSAY T. : 548-43-94.

ST PLACIDE imm. pierre de taille.
MAGNIFIQUE 5 P. entrée, cuis. équipée, salle de bns, w.-c., ch. cent. refait nf + 2 chb. serv. Sur place jeudi, vendredi, 13 h-17 h. 153, rue de Rennes.

7e arrdt

54, avenue BOSQUET
chambre 13 m², 6e étage, asc. SEFIMA. Tél. 562-35-06.

DUROC, étage élevé, plein soleil. S/jardins lux. 2 p., cuis. équipée. Raffiné. Moquette. 450.000 F. S/pl. demain jeudi de 13 à 16 h 74, RUE DE SÈVRES

DUROC-INVALIDES
SUPERBE 5 PIÈCES 170 m²
3e étage. PLAN PARFAIT. Serv. Garage poss. Tél. 704-43-43.

38, RUE VANEAU
RESTE A VENDRE
64 m² + mezzanine
Poutres, caractère
s/place ts les jours. 14-18 h.
NEVEU 550-48-83 743-96-96

8e arrdt

Près PARC MONCEAU
6 pièces, 2 bns, 165 m², 2e ét. MICHEL & REYL. 265-90-05.

PARC MONCEAU
Grand standing. Superbe appt de réception 7 pièces + service. conv. à personnal. 265-13-05.

9e arrdt

LIÈGE, RARE. Très beau 3 p., 72 m² entièrement refait neuf avec TERRASSE 90 m². A SAISIR. 522-95-20.

10e arrdt

GARE DU NORD
IMM. PIERRE DE TAILLE
Appartement occupés
2 P. 1er ét. 110.000
2 P. 4e ét. 120.000
3 P. 3e ét. 140.000
281-27-69.

13e arrdt

TOLBIAC, pierre de taille GD 4 P., cuis., w.-c., s. de bains., chauff. cent., 4e ét. sans asc. PRIX TR. EXCEPT. 325-75-42.

JEANNE D'ARC
Immeuble récent. Jolie vue. Récept. + 3 chbres loggias
DÉCOR RAFFINÉ
633-29-17 — 577-38-38.

Av. d'Italie - Appt 4 p. 81 m² tt cft, aménagements, balcon 27 m², vue panor. Calme, cave, park., chff. urbain, tél., pisc. Mo Tolbiac et périph. proches. Prix après expert : 900.000 F. Tél. : 535-40-27.

14e arrdt

ALÉSIA, viag. occ. 1 t. 76 a. At. d'art. + jardinet. 135.000 F + rte mens. 4.375 F. 280-57-82.

MONTPARNASSE 354-42-70
STUDIO tout confort 140.000 F

FACE TOUR Superbe imm. bien rénové.
2 pièces 42 m². Prix 486.000 F. DUPLEX 67 m². Prix 816.000 F. Poutres, belles finitions. Propriétaire : Tél. 742-24-26.

15e arrdt

MONTPARNASSE
ATELIER ARTISTE + loggia + chbre, s. d'eau, w.-c. 123 m². Prix 1.300.000 F. 566-80-31.

16e arrdt

XVIe - RANELAGH
DANS IMMEUBLE MODERNE
GRAND 6 P. (LIVING + 4 CHBRES)
gde cuis. + 3 bains + 2 w.-c. Nombreux placards. 3e étage ASCENS. — SUR VERDURE
Prix : 1.590.000 F
Mercredi, jeudi, 14-17 h 30
22 RUE LA FONTAINE ou tél. : 723-91-22.

AVENUE FOCH
27, villa Saïd, magnifique 3 pièces, 2 salles de bains, 2 dbles, w.-c., cuisine équipée. Visite mercredi et jeudi sur place de 15 h à 18 h. HOURY. 553-79-73.

HENRI MARTIN — 250 m²
Vaste séjour, Salle à manger, 3 chambres, 3 bains, 2 chambres de serv. 4e ét. Imm. gd standing. GARBI — 567-22-88.

15, RUE DE SIAM
175 m² à rafraîchir.
S/pl. 13 h à 16 h jeudi 26/2.

MARBEAU 5 P.
Prix 2.400.000 F. 575-23-76.

18e arrdt

PLACE BLANCHE
BELLES AFFAIRES
A NE PAS MANQUER
Bel immeuble rénové
APPARTEMENTS 2 P.
de 40 m² à 60 m² environ.
Totalement refait à neuf.
Prix incroyables
de 298.000 F à 430.000 F.
Bon placement garanti. Livraison immédiate. Visite sur place de 13 h à 17 h tous les jours :
8, CITÉE DU MIDI
ou tél. PROMOTIC : 583-14-14.

19e arrdt

RUE MANIN
Imm. récent, 1er ét., 2 p., séj. + chambre 45 m² sur jardin intérieur + parking. 325.000 F. Notaire 501-54-30 le matin.

PORTE DES LILAS
Imm. standing, 2 p. 47 m² sur jardin + 10 m² loggia, asc. Prix 410.000 F - 770-21-16.

BUTTES CHAUMONT
Imm. 1932, 2 p. princ., s. de bns, tt cft, 50 m² env. 4e ét. droite asc. VUE IMPRENABLE. 395.000 F. Jeudi 14 h. 30 à 16 h. 11, RUE MANIN.

20e arrdt

CHBRE A RÉNOVER 25.000 F. 2 p., coin cuis., clair, 50.000 F. crédit. Propriétaire : 260-78-25.

78 - Yvelines

ST-GERMAIN CENTRE PRÈS R.E.R.
Appt. anc. 130 m², 3 ch., bains, chauff. indép. 900.000 F. Ag. RHODES, Vésinet, 071-33-84.

VERSAILLES R.G.
Grand studio de 38 m². Impeccable, confort, calme, sud, cave. Px : 285.000 F. T. : 955-00-60.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY-SABLONS
Moderne, séj., 3 chbres, 2 bns, 2e étage, 115 m². Impeccable. MICHEL & REYL. 265-90-05.

NEUILLY SABLONS
dans BEL IMM. P. DE TAILLE
GRAND 6 P. CONFT
4e ét. ASCENS., SOLEIL, JARD. + 2 CHAMBRES SERVICE
PX 1.450.000 F
Merc., jeudi 14 h à 17 h 30
102 AVEN. DU GÉNÉRAL-DE-GAULLE. 723-91-28.

94 Val-de-Marne

ST-MANDÉ BOURGEOIS ASC., TAPIS
MAGNIFIQUE APPARTEMENT GDES P., cuis., bain, w.-c. Prix : 900.000 F. 344-07-13

AV. GRAVELLE 4/5 p. tt cft. 140 m²
s/bois, balcon, chbre service 2 box. 1.350.000. 346-74-42.

SAINT-MANDÉ
Propriétaire vend directement dans un immeuble rénové
STUDIOS tout conf. **128.000 F**
2 PIÈCES tout conf. **230.000 F**
Cuisine équipée, chauffage individuel., interphone.
Voir mercredi, jeudi, 14-18 h. 4, avenue ALPHAND.

Etranger

SUD ESPAGNE A MIJAS
dans pinède, 500 m d'altitude, 7 km de la mer, 30 km de Malaga. Deux appartements neufs et indépendants, entièrement meublés, 1er étage, 120 m² (séjour, 3 chambres, salle de bains, cuisine, grande terrasse, lavoir), 4.000.000 pesetas. Rez-de-chaussée, même superf. + patio 30 m² + lavoir. 3.500.000 pesetas. Tél. : 233-26-53, matin jusqu'à 11 h, soir après 19 h 30.

appartements achats

URGENT RECHERCHE
5-7 p., tt confort. 8e, 16e, 17e. Rive gauche. Neuilly
MICHEL&REYL S.A. 265-90-05

RECHERCHE appts 1 à 2 p., Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 8e, 4e, 12e, av. ou ss travx. PAIEM. CPT CHEZ NOTAIRE Tél. 873-23-55, même le soir

JEAN FEUILLADE, 54, av. de la Motte-Picquet (15e). 566-00-75, rech. Paris 15e et 7e pour bons clients appts ttes surf. et imm. Paiement compt.

URGENT paie comptant chez notaire.
ACHÈTE 2 à 4 PIÈCES PARIS. Mme LEULIER. Tél. 261-68-81 ou le soir 900-84-25

URGENT Rech. appt standing 17e, 7e ou 8e. Pptaire direct. Tél. 380-26-08

locations non meublées offres

Paris

A louer 2 pièces, cuisine, salle de bains, entrée, cheminées, tout confort, chauffage électrique individuel, 1.050 F par mois, charges comprises. Reprise justifiée. T. : 780-37-10, à part. 20 h.

PARIS-11e
Mo PARMENTIER ou OBERKAMPF
SANS COMMISSION
Immeuble tout confort
STUDIO 35 m² + terrasse 10 m². Loyer 1.434 F. Charges 313 F. Parking 185 F.
2 PIÈCES 54 m². Loyer 1.746 F. Charges 497 F. Parking 185 F.
S'adr. 53-61, av. Parmentier. Tél. : 355-52-46.

PARIS 19e
Métro : Place des Fêtes
SANS COMMISSION
Immeuble tout confort
2 PIÈCES 45 m². Loyer 1.380 F. Charges 404 F. Parking 177 F.
3 PIÈCES 62 m². Loyer 1.724 F. Charges 556 F. Parking 177 F.
S'adresser au Régisseur
25-29, rue des Lilas, PARIS.
Tél. : 202-05-88
de 9 à 12 h. et de 14 à 17 h.

7e DANS HOTEL XVIIIe SUPERBES 4 et 6 p.
8.000 et 12.000 F. 544-51-33.

Région parisienne

ORSAY, belle résid. dans parc privé, park., tél., dble living + 2 ch., 85 m², 2.750 F ch. compr. SA LE CLAIR. Tél. 359-89-36.

ASNIÈRES Grand standing 2 P. 55 m²
1.900 F + ch. 3-4 P. 80 m², 2.725 F + ch. 4-5 P. 110 m², 3.250 F + ch. - Tél. 791-39-32.

locations non meublées demandes

Paris

URGENT, recherchons chbres, studios, 2, 3, 4 pièces pour notre clientèle. - Tél. 206-00-47

PPTAIRES Louez vos appts sous 24 heures. Nous garantissons vos loyers, services gratuits. 272-02-62.

Région parisienne

Etude cherche pour cadres, villas, pavil., ttes banl., loyer garantis 5.000 F maximum. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

Pour diplomates, rech. appts Paris et villas ouest résidentiels pour LOCATION ou ACHAT Embassy-Service - 562-78-99 8, avenue de Messine, Paris-8e.

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction beaux apparts de standing 4 pièces et plus. 285-11-08.

INTERNATIONAL HOUSE
LOYERS GARANTIS
rech. 1 à 6 pers. pour banques et ambassades. Tél. 706-54-78.

bureaux

CONSTITUTION de SOCIÉTÉS — telex-secrétariat tous services — ASPAC PARIS 8e 293.60.50 + — votre SIÈGE SOCIAL — délais rapides - prix compétitifs

CONSTITUTION de S.A.R.L.
TÉLEX Secrétariat téléphonique
Domiciliations artisanales et commerciales
Tous services **355-17-50**

CRÉATION DE STÉS
3.500 F « clés en main »
DOMICILIATION RC - RM 8e
SECRÉTARIAT, TÉLEX, etc.
AGECO - 294-95-28

6e ODÉON - Except. plus. BURX pr prof. lib. de 30 m² à 420 m². SATI S.A., 742-32-52.

VOTRE SIÈGE A PARIS
VOTRE SIÈGE A LONDRES
de 80 à 300 F par mois
CONSTITUTION DE STÉS
G.E.I.C.A. 296-41-12 +
56bis, rue du Louvre, Paris-2e.

A PARIS 2e ET 8e ARRDT
burx meublés, sièges stés secrétariat-tél-télex, etc.
ACTE S.A. — 261-80-88.

boutiques

ILE SAINT-LOUIS
MURS de BOUTIQUE à rénover.
Téléphone : 325-32-77.

VOLTAIRE. Papeterie-journaux + logt. Murs et fonds libres à la vente : 550.000 F. 878-75-90.

fonds de commerce

A VENDRE
PAS-DE-PORTE
à 77400 LAGNY
Très bien placé. Centre ville. 1 BOUTIQUE 40 m², 2 grandes vitrines + 1 appartement au 1er étage, 3 Pièces, cave, grenier, water-closet.
Tél. : 430-19-00
Bail nf. Loyer min. 1.000 F/mois.

A VENDRE BOUTIQUE (SARL) Très bon C.A. Produits naturels. Diététique-Beauté. Produits frais bio. Tél. : 822-68-46. 9 h-12 h, 16 h-19 h 30.

93 - SAINT-DENIS
Face au marché
Vend Café. Bonne affaire.
Prix à débattre. Vis. mar., vend., diman. Café du marché « Au soleil de Provence », 7, rue Blanqui. Tél. 820-30-27.

locaux industriels

A LOUER
LOCAUX
pour entrepôt ou autre
3.000 m² env. Très bonne isolation, air condit. Zone industrielle Rouen Gche. Ecr. 1825, SNP, B.P. 907, 76023 Rouen Cedex.

locaux commerciaux

SUR LE QUAI VALMY
Locaux 1.700 m², libres fin 1981, aménageables bureaux, ateliers, dépôts à la demande. Contacter : C. FLEURMONT 23, rue Louis-Braille 75012 Paris. Tél. : 344-23-25.

viagers

Etude Lodel, 35, bd Voltaire, Paris-11e, tél. : 355-61-58, spécialiste viager. Expér. discrétion, conseils.

PARIS (6e), près JARDIN du
LUXEMBOURG
Appt 4 pces tt cft + studio et logt contiguen duplex + garage. 375.000 F compt + 5.750 F. Occupé par femme de 74 ans.
F. CRUZ, 8, rue La Boétie, tél. : 266-19-00.

Cadre supérieur, de part. à part., achète appartement en viager de préférence, terrasse souhaitée. Téléphoner le soir au 374-03-91 ou écrire sous réf. T 025.493 M à Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Mo Laumière. Bel appart. 4 P. + box 8e ét. stand. soleil, vue, occupé. 25.000 + 3.000 rente. LODEL - Tél. 355-00-44.

hôtels particuliers

11, AV. DE L'OBSERVATOIRE
Superbe HOTEL NAPOLEON III 400 m² env., gar. S/pl. jeudi 14-16 h ou Doressay 548-43-94

LE VÉSINET Très belle maison 7 pces + mais. amis 3 p. sur 1.600 m² jard. DORESSAY - 548-43-94.

BOULOGNE Résidentiel IDEAL
PROFESSION LIBÉRALE.
Maison divisible. 2 entr., grand jardin. 2.500.000 F. 582-16-40.

VINCENNES - Hôtel particulier sur bois. PARFAIT ETAT. LESIEUR. 280-74-99.

pavillons

LA PLUS BELLE MAISON de
VIROFLAY
5' R.E.R.
Jean Feuillade. - 566-00-75.

IVRY PAVILLON 9 P. très bon état
+ studio, parking cour. Convient 3 familles ou profession libér. + logement. - Visite : JEUDI 26, 14 heures à 18 heures : 3 r. Pierre-Galais. 338-17-36.

LES LILAS
vd pavillon occupé comprenant s/sol 1 log. 2 pièces + cuisine R-de-Ch 1 log. 2 pièces + cuis. 1er ét. 1 log. 2 pièces + cuis. avec terrasse. Eau, gaz, électricité, W.-C. commun pour les 3 logements. Prix intéressant. Ecrire s/no 6082 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

BRY-SUR-MARNE
Prox. MARNE résident. maison ancienne rénovée, séjour double, 3 ch., cuis., bns, jard., 520 m². Px : 670.000 F. REGNIER, 254, avenue Pierre-Brossolette (94) LE PERREUX. Tél. 324-17-63.

LA CELLE-SAINT-CLOUD
3 P., cuis., wc-bains, terrasse, jardin 400 m². Prix : 680.000 F. BRANCION SARL. 575-73-94.

terrains

BOUGIVAL
Cadre exceptionnel. proche gare ST-LAZARE (50 trains par jour). Terrains viabilisés de 1 000 m² environ.
CONTINENTAL IMMOBILIER
Téléphone : 742-68-34.
IMMOBILIÈRE 78
Téléphone : 969-50-55.

LYS-CHANTILLY
Particulier vend terrain 4.450 m². Tél. après 20 h. au 553-24-72.

PARC-SAINT-MAUR
Tout à proximité. PLEIN SUD 840 m² - Façade 20 mètres. PRIX : 800.000 F. DEJUST - Tél. : 883-15-50.

maisons individuelles

LANDES
Soustons — Le Lac, l'Océan — Villa 5 pièces, confort, garage. Libre. Prenot « Maison de la Presse », 40140 SOUSTONS.

Côte Vendéenne, Charentaise, îles Ré, Oléron... à 10 km max. de l'Océan, maison 2, 3, 4, 5 p. sur terr. au choix pr vac. 1981, retraite... Apport mini. 50.000 F. MAISONS COSMOS, 218, route d'Olonne, 85340 OLONNE-s/Mer. Téléphone : (51) 95-42-67.

VAR. Maison de village, pierre restaurée, située bord rivière, urgent. Prix 160.000 F. Téléphone : 380-71-36.

Particulier à particulier entre Nîmes et Alès, 1 km du Gardon dans vieux village MAISON caractère, 10 pièces, petite cour intérieure, habitable de suite. Prix : 250.000 F. Ecr. s/no 025.371 M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

forêts

CHERCHE A ACH. FORÊTS
Tres conten. Rég. indif. J. Agninet B.P. 40-61300 L'AIGLE.

domaines

SOLOGNE
RÉGION
LAMOTTE-BEUVRON
211 HA.
2/3 bois, 1/3 plaine, 2 étangs, pavillon chasse, garderie.
RÉGION
ARGENT S/SAULDRE
121 HA.
2/3 bois, 2 étangs, fermette 7 pièces, garderie.
CABINET LA SOLOGNE
41200 ROMORANTIN
Téléphone : (54) 76-02-92.

villas

DAMPIERRE - 78
Dans un site classé à vendre 4 luxueuses villas personnalisées de 200 à 225 m² sur terrains de 3.400 à 4.867 m² clos, privatifs et viabilisés. Prix à partir de 1.120.000 F. Tél. pour rendez-vous visite sur place au 901-23-02 ou au 658-54-86.

ÉTANG LA VILLE
Résidence neuve. Récept., 3 ch., 2 bns. S-sol total. Gar. Terrain clos. Px 1.000.000 F. T.T.C. - 534-57-40.

VERSAILLES, 5' voiture de Buc, s/1.000 m², belle villa 285 m² habit., séj. triple, 5 ch. 3 bns, gar. 2 voit. 1.000.000 F. AGENCE ROYALE - 950-14-60.

St-Cloud, 5' gare, s/800 m², bel. villa, 200 m² habitables, 6 P. s/sol tot. 1.890.000 F. AGENCE ROYALE - 950-14-60.

CHATOU, 7' R.E.R., sur 400 m² et de parc privé, bel. maison 1935. 190 m² habit., 6 ch., séj. 35 m², cheminée + terrasse. Prix : 1.260.000 F. 950-14-60

10 KM VERSAILLES
Site exceptionnel.
Vue splendide, villa récente 200 m². Séjour 54 m², 5 chbres, 3 bains. Jard. 1.465 m². Urgt. 1.050.000 F. Tél. 954-68-00.

CROISSY-SUR-SEINE
RÉSIDENTIEL 10 mn R.E.R.
MAISON MANSART, début siècle, réception, 5-6 chbres, beau jard. boisé 1.000 m² clos murs.
Prix : 1.170.000 F.
Agence de la Terrasse,
LE VÉSINET - Tél. 976-05-90.

Mais. construct. réc., type F 5, r.-de-ch., isol., chff. électr., gar., 600 m² av. jard., située à 150 m centre commerc. Px 360.000 F. Écr. M. Coudert, No 3, Les Catalpas, 24110 St-Léon/l'Isle.

91-St-Germain-les-Corbeilles
dans résidence, 35 mn gare de Lyon, part. vend villa 8 pces, séjour triple, chem., 5 ch., 3 bains. Sur 655 m² jardin + terr., garage 2 voit. Exc. état. Px 830.000 F. Tél. : 075-51-35.

COTE-D'AZUR
à Antibes, jolie villa provençale de 3, 4, 5 pièces dans ensemble en hameau, piscine, tennis.
Rens. Hameaux de Valbosquet, Chemin de Valbosquet, 06600 ANTIBES
Téléphone : (93) 33-32-04.

COTE D'AZUR
Peymeinade, 18 km de Cannes, jolie villa en hameau de 3 pièces, jardin privatif, cuisine équipée, habitable de suite : 528.000 F.
Renseignements :
Bureau de vente D 2562.
Entrée de Peymeinade
06530 — PEYMEINADE
Téléphone : (93) 66-04-49.

JOUY-EN-JOSAS Raviss. villa
dans parc. Séj. avec cheminée, 4 ch., gar. 2 voit. 550 m² terr. paysagé. Prix : 990.000 F. SOFIA - 460-31-22.

maisons de campagne

Maison de campagne bon état sur 1.269 m², terrain, 3 pièces principales, salle d'eau, ch. central fuel + nombreuses dépendances attenantes. 100 km Paris. Proche forêt d'Orléans. S'adresser au notaire : Me Falcoz. 45340 BEAUNE-LA-ROLANDE. Tél. : 16 (38) 33-22-33.

LUBERON PRÈS APT
Pour pied-à-terre ou placement dans village provençal typique
DOMINANT LA VALLÉE
nous avons rest. une mais. bourgeoise de 2 ét. Il ne reste : 2 studios, 75.000 F l'un. 2 pièces + terrasse, 200.000 F. 3 pièces, 250.000 F. CATRY - Tél. pour r.-v. heures bur. (91) 54-92-93, heures repas (91) 65-15-87.

Alpes-Haute-Provence
25 km nord MANOSQUE
Oraison, dans joli village perché, belle maison de 3 p., salle d'eau, w.-c., garage, entièrement restaurée. Jolie cour arborée. Terrain attenant 122 m², possible agrandir construction, ensoleillée, jolie vue. Prix except. : 220.000 F.

Hautes-Alpes, à 15 km station de ski Lus-la-Croix-Haute et à 40 km ouest de Gap, dans hameau typique, joli fermette de caractère en pierre, 5 p. avec hangar, grange et splendide bergerie voûtée de 100 m². Petit terrain attenant et jardin potager. A saisir : 320.000 F.

A 20 km nord de Sisteron, direct. Gap, dans site exceptionnel, sur terrain de 4.000 m², jolie fermette typique en pierre, aménagement intérieur à terminer, cheminée, four à pain, belle bergerie voûtée. Prix : 350.000 F CATRY - Tél. : (91) 54-92-93.

A 38 KM DE LA MER
DANS VILLAGE de l'HÉRAULT
Saint-Nazaire-de-Ladarez.
Maison rénovée avec garage.
Tél. : (67) 89-62-64.

PART. recherche FERMETTE ou maison ancienne restaurée Vallée Petit Morin ou Vall. Marne, rég. Ferté-sous-Jouarre, terrain 800 à 1.000 m². Tél. après. 20 h. 30 : 883-83-63.

châteaux

CHATEAU
Style Louis-XIII
17 p. cft, 90 km Ouest Paris Panorama - C.I. Raynaud 32, av. Opéra, 2e. 747-68-34.

fermettes

MONTARGIS
110 KM AUTOR. SUD
sortie bourg tous commerces belle fermette équerre sur terrain 9.200 m², prix total 339.000 F traite avec 34.000 F comptant. Tél. 16 (38) 85-22-92. et après 19 heures 16 (38) 96-22-29.

propriétés

AMBOISE
Plein centre de la ville, très belle maison (XVIIe-XVIIIe), salon, salle à manger, 6 chambres, 2 bains, grande salle r.-de-Ch. Actuellement aménagée en boutique, grenier avec 2 chambres de service, jardin clos incluant pavillon 2 pièces + grenier. Valeur 800.000 F. Ecrire s/no 6.088 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Case-pilote, MARTINIQUE terrain 2.500 m², 80 F le mètre, dans lotissement viabilisé, vue mer Caraïbe imprenable. JOLLY, résidence Sainte-Catherine, no 15, Fort-de-France. Tél. : 71-18-27.

HAUT-VAR — REGUSSE
PROCHE LAC DE STE-CROIX
MAISON DE MAITRE
mitoyenne à aménager, avec grande grange attenante.
Rez-de-chaussée :
Séjour, cuis., w.-c. cellier.
1er ét. : 4 chambres.
2e ét. : grenier.
Expo. Sud, vue dégagée avec 2.500 m² de terrain plat, dans quartier résidentiel. Eau, élect. égout. Possibilité téléphone. Prix : 400.000 F, avec 40.000 F le jour de la réservation. CATRY - (94) 70-83-38.

NEAUPHLE LE CHATEAU, spl. PPTÉ s/5.000 m² parc, 200 m² hab. 6 ch., récept. 47 m², chem. + 100 m² ss-sol. Dépend., mais. gard. 3 p. princ. 2 gar. de 3 voit. Prix : 2.800.000 F. AGENCE ROYALE — 950-14-60.

70 km PARIS EST
PROPRIÉTÉ RUSTIQUE, poutres apparentes, cheminée, séjour cathédrale 90 m², repas-salon 50 m², 3 chbres, 2 sanit., cuisine, tout confort. Entièrement rénové. Indépendant s/6.200 m². Total 850.000 F. Tél. : 409-66-01.

LUBÉRON
— Mas à restaur. + 3.000 m². Px 400.000 F.
— Petite maison haut. vill. en part. hab. Prix 450.000 F.
— Anc. grange rest. avec goût. 3 ch., 2 s. de b., séjour, cuis., jardin, garage, dans village. Prix 720.000 F.
— Maison XVIIe en part. rest., terr., jard. Prix 750.000 F.
— A saisir : Maison camp., tt conft dans 3.000 m², pisc. Prix 850.000 F.
AGENCE SAINT-PAYRE
84560 MÉNERBES.
Tél. (90) 72-22-81.

PAYS DE CAU
Région Doudeville (76)
Grande maison normande luxueuse, 5 chbres, 2 s. de bns, 2 réceptions, bureau + 3 bâtiments, parc 1,2 ha, 180 km de Paris, proximité mer. Prix : 900.000 F. Tél. 225-14-34 ou 509-42-75 (bureau) ou 16 (35) 96-54-24 w.-end.

Œuvre sous forme association recherche urgent château, fermette, ppté, rég. paris, avec terrain, cadre confortable et agréable, pouvant recevoir 40 à 60 enfants. L'ensemble en location avec bail ou location-vente, ou location avec promesse de vente (garantie 1er ordre). Envoyer offre ss le no 13.105 M, à BLEU, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes.

l'agenda du Monde

Animaux

A vendre CHIOTS Afghans et Barzois issus champions. Tél. : (16) 75-71-53-32.

Antiquités

Collectionneur vend à particulier IVOIRES, BRONZES, TABLEAUX ANCIENS, ART AFRICAIN et INDIEN. Tél. 246-06-08, 374-03-91 soir.

Artisans

Effectue tous travaux. Rénovation appartement, carrelage, peinture, maçonnerie, plomberie, moquette, etc. Devis gratuit. Tél. 255-94-70, toute la journée, de 8 h à 19 h.

Bijoux

ACHAT COMPTANT BIJOUX Brillants, argenterie or, or cassé. 136, r. Legendre (17e), Mo Brochant. Ouvert lundi à vendredi.

SOCIETE COMMODORE achète COMPTANT AU PLUS CHER OR - ARGENT 266.90.75 P. 54

BIJOUX ANCIENS
BAGUES ROMANTIQUES
se choisissent chez GILLET, 19, rue d'Arcole, 4e, 354-00-83. ACHAT BIJOUX OR - ARGENT.

ATELIER A PARIS
Création - Transformation
Bijoux anciens. T. 281-45-81.

Tests consommation

GROUPE SERVICE, recherche pour tables rondes tests de consommation, hommes et femmes de tous âges. Tél. : 233-43-83, 233-45-09.

Meubles

Salons cuir modernes neufs vendus 9.000 F, valeur magasin 14.800 F. T. (H.B.) 865-19-11.

Mode

SS PAYER LA GRIFFE
COSTUMES GDES MARQUES
Vente marge réduite. 5, avenue de Villiers (17e), Mo Villiers.

Décoration

Pose tissus. Conseils en décoration. Prix étudiés. DANI, téléphone : 921-90-33.

Détectives

DUBLY 61e année
Ancienneté - Loyauté
ENQUETES - FILATURES
121, r. St-Lazare, Paris 8e
Tél 387.43.89
Consultations gratuites

Objets d'art

MEUBLES DE CHINE
Porcelaines anciennes
Pierres dures - Ivoires
Objets cadeau - Collection
VENTE LIQUIDATION à 50 % en entrepôt, par société import.
« LA CHIMÈRE D'OR »
Bâtiment Danzas
20, bd Poniatowski, 75012 Paris
Ouvert de 9 à 18 heures, sans interruption, du lundi au samedi midi.

Locaux

Beau local équipé 20e, rép. danse, théâtre, etc. Téléph. (H.B.) 222-50-20. Particip. aux frais.

Sanitaire

SI VOUS N'AVEZ PAS TROUVÉ ce que vous cherchez pour le sanitaire et la robinetterie, Venez voir SANITOR, 21, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris-6e. Ouvert le samedi. - Téléphone : 222-44-44.

Livres

Vdc nombr. livres 18e-19e siècle illustrés. Liste sans engagement. J. GUILLET, 12, place du Théâtre, 26200 Montélimar.

Foie gras

FOIE GRAS D'OIE FRAIS ENTIER AU NATUREL
AU DETAIL
LE KILO .... 370 F

Moquettes

MOQUETTE PURE LAINE
traditionnelle dep. 53 F le M.L. stock 10.000 m. pose assurée. Téléphone : 757-19-19.

Soins de beauté

LABORATOIRES CAPILLAIRES
recherchent toutes personnes ayt des problèmes de cheveux gras ou de pellicules pour soins réguliers de la chevelure. Appeler le 759-85-25, de 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 18 h 30.

Séjours linguistiques

Cours intensif d'anglais
MUSIQUE-SPORTS-LOISIRS
Vacances d'été en Angleterre pour les enfants de 9 à 15 ans dans un collège situé près de Londres, 2 ou 3 semaines du 25 juillet au 16 août. Pour ts rens. le responsable anglais de « Sport and music camp » recevra les familles le samedi 28 février entre 16 et 19 h au Club des Arts et Métiers, 9 bis, avenue d'Iéna, Paris-16e.

Billards

VENTE EXCEPTIONNELLE
du 21-2 au 8-3
15 à 25 % DE REMISE
SUR MODELES D'EXPO
Venez directem. à notre magasin ouvert ts les jrs sf mercredi, jeudi. LEISCO-BILLARDS BRUNSWICK. 95 R.N. 12, 78760 Ponchartrain. Tél. : (3) 489-41-10.

Vacances Tourisme Loisirs

LOUE à ORSIERES-MERLETTES (Hautes-Alpes), luxueux duplex plein soleil 3 pces princip., 6 lits, garage. Loyer 1 500 F/semaine (prix valable jusqu'à fin avril). Ecrire s no 8 085 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Agence Bonnet-Chauvel-G. de Langlais
B.P. 12, 56750 Damgan
56 DAMGAN côte sud Bretagne, grand choix locations saisonnières pour juin, juillet, août, septembre (au mois pour juillet et août). Listes sur demande. Tél. 97-41-10-84.
Vendons terrains, appartements, maisons.

VACANCES EN IRLANDE
Cottages à louer
1 semaine + voyage avion : 1.500 F par personne (sur la base de 2 personnes). Renseignements : 742-12-50. LIC. A 488.

LAC DE GARDE
Séjour, pension complète. Printemps/Été. Prix avant. Ecr. Hôtels et Résidences d'Italie, 9, bd des Italiens, 75002 Paris.

ESPAGNE. Locations et ventes DUBOIS édifice « Miramar » SALOU. Tél. (34) 77-38-05-13.

VACANCES AU SKI
pour JEUNES et ADULTES
Mars - Pâques. Tél. 806-70-02.

Offre. GUADELOUPE. Studio bord plage, le mois 2.500 F. Tél. : 16 (49) 46-02-92.

les annonces classées du **Monde**
sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 à 12 h. 30, de 13 h. 30 à 18 heures
au 296-15-01

هكذا من الأصل

Le Monde

économie

ÉNERGIE

Après la rupture des négociations entre l'Algérie et les États-Unis

Quel est l'avenir du marché du gaz naturel ?

En 1981, la France va débourser, pour acheter son gaz naturel, quelque 15 milliards de francs. Autant qu'elle en dépensait en 1973 pour se procurer son pétrole. Mais le gaz ne représente que 12 % du bilan énergétique, et pour 28 % les besoins de la consommation sont encore couverts par la production nationale (principalement par Lacq).

La spirale ascendante n'est cependant pas terminée. Parce qu'ils étaient très bas, les prix du gaz ont en effet tendance à augmenter aussi vite — voire parfois plus — que ceux du pétrole. Le prix du gaz naturel liquéfié (G.N.L.) vendu par Abou-Dhabi au Japon a été porté le 1er février à 6,63 dollars par million de B.T.U. (1) rendu au Japon. Le Canada a décidé de relever ses prix de vente aux Etats-Unis à 4,94 dollars par million de B.T.U. à compter du 1er avril, et le Mexique le facture déjà au même client depuis le 1er janvier 1981 à 4,846 dollars.

Les formules — pour du gaz livrable au milieu des années 80 — montrent bien que le mouvement est *irréversible*. Le prix de base du gaz norvégien, en vertu de l'accord de principe signé en décembre entre Statoil et un consortium européen dont est membre Gaz de France, est de 5,50 dollars, à quoi s'ajoute un système d'indexation qui porte, pour 50 %, sur les prix d'un cocktail de dix pétroles bruts, pour 25 % sur le prix du fuel-oil lourd et pour 25 % sur celui du fuel-oil léger.

Quant à l'important contrat actuellement discuté par les Européens avec l'Union soviétique, il est négocié, semble-t-il, sur la base d'un prix de 4,40 dollars au 1er janvier 1981 et de 5,80 dollars en 1985.

Quand on sait que le 1er juillet 1979, alors que se faisaient sentir les premiers effets de la révolution iranienne sur le marché de l'énergie, Gaz de France payait à la SONATRACH 1,80 dollar, on voit le chemin qui a été parcouru en vingt mois.

C'est dans ce contexte qu'il faut tenter de s'interroger sur les *conséquences pour Gaz de France* et la SONATRACH — alors que les deux sociétés n'ont aucun rendez-vous prévu — de l'échec des négociations entre l'Algérie et les Etats-Unis.

Une chance pour Gaz de France

Dans un premier temps, l'entreprise *française* peut ne voir que le bon côté — pour elle — des choses. Si en 1980 les livraisons de la Sonatrach à la France n'ont été que de 2,064 milliards de mètres cubes, soit à peine plus de 50 % des livraisons contractuelles et 34,8 % de moins qu'en 1979, la tendance a été nettement inversée depuis le mois de décembre : les deux contrats qui lient actuellement Français et Algériens (3,5 milliards de mètres cubes par an, de Skikda à Fos, et 0,5 milliard, d'Arzew au Havre) sont honorés à plus de 100 % grâce à l'interruption des ventes de la SONATRACH à la société américaine El Paso. Alors qu'en 1981 entre en application un troisième *contrat, qui porte sur 5,15 milliards* de mètres cubes par an, d'Arzew à Montoir-de-Bretagne, dont le « terminal » — maintenant achevé — a reçu des Algériens *une première cargaison pour* la mise en service technique des installations, il ne fait aucun doute que ce contrat sera exécuté dans un premier temps à partir de G.N.L.-1, la ligne de liquéfaction qui traitait les 10 milliards de mètres cubes destinés à El Paso.

Gaz de France, qui, en 1980, avait dû réduire ses ventes aux industriels de près de 2 %, va donc pouvoir reprendre sa marche en avant dans la conquête d'une part de marché plus *importante*.

Second effet de l'échec de la semaine passée — qui ne peut laisser G.D.F. indifférent, — la Sonatrach, malgré la volonté *exprimée par le comité central du* F.L.N. fin décembre de « *diversifier au maximum la destination des exportations* », va devoir se retourner vers l'Europe. Les deux importateurs prêts à recevoir des quantités supplémentaires sont la France et l'Italie. Or, dans un cas comme dans l'autre — alors que la pose du gazoduc Algérie-Italie, comme le terminal de Montoir, vient d'être achevée, — la Sonatrach est en discussion difficile sur les prix. Il faudra donc trouver un accord. Là où ils ont échoué avec les Américains, les *Algériens réussiront-ils avec* l'Europe ?

On peut faire à ce sujet deux remarques. La première, c'est que l'indexation, dans les contrats *actuels, ne fonctionne pas aussi* mal que le dit la Sonatrach. Les prix sont révisés tous les six mois mais l'application de la formule actuelle aux deux premiers *mois de ce semestre* à en croire la revue *le Pétrole et le Gaz arabes* donne déjà un prix de 4,48 dollars par million de B.T.U. au 1er juillet (actuellement G.D.F. paye 3,75 dollars) soit une hausse de 149 % en vingt mois, à peu de chose près l'augmentation du prix du pétrole.

La seconde, c'est que si la formule actuelle doit être révisée, il semble qu'aucun pays consommateur ne puisse d'ores et déjà accepter l'application intégrale de la parité pétrole brut-gaz qui rendrait le gaz vendu à l'utilisateur 20 à 30 % plus cher que le fuel concurrent. Le General Accounting Office américain avait d'ailleurs bien mis en garde le gouvernement américain en montrant que « *tout pas en direction des thèses algériennes risquerait d'entraîner des revendications immédiates des deux autres fournisseurs de gaz des Etats-Unis* ». Ce mimétisme, qui ralentirait fortement la progression du gaz, les Européens le craignent aussi.

Les réticences des producteurs

Pourtant, il faut trouver un accord : des prix trop élevés tueraient le marché du gaz, l'absence d'offre aussi. Or l'idée développée par les Algériens de la faible rentabilité des projets de G.N.L. fait des émules. Le ministre du pétrole, M. Nabi, a menacé l'an passé de suspendre toute exportation de gaz liquéfié s'il n'obtenait pas un accord. Les Nigérians eux aussi s'interrogent. Ils n'ont inscrit dans le nouveau plan quinquennal 1981-1985 qu'une allocation de 561 millions de dollars pour une usine de G.N.L., alors que la part du gouvernement de Lagos dans les investissements devrait être de 5,6 milliards de dollars (le Nigéria détient 60 % du capital de l'usine de G.N.L. de Bonny). L'accord de base conclu fin septembre 1980 prévoyait pourtant la livraison de 3 milliards de mètres cubes par an, à partir de 1985, à un consortium européen (auquel participe Gaz de France). Il semble donc qu'il faille renoncer, au moins dans les délais prévus, au gaz nigérian.

Le salut viendra-t-il de l'Union soviétique ? On le sait, le projet de livraison de 40 milliards de mètres cubes supplémentaires de gaz soviétique par an à l'Europe (qui en reçoit déjà 25 milliards de mètres cubes) se heurte au double obstacle de l'inquiétude des responsables des affaires étrangères et du difficile montage financier d'une opération qui porte sur 15 milliards de dollars (*le Monde* du 29 janvier).

Alors que les Allemands de l'Ouest semblaient prêts à signer, en France, on était peu soucieux de parvenir à un accord avant l'élection présidentielle du mois de mai. Mais, à en croire le *Financial Times* du 25 février, les importants changements intervenus sur le marché financier ouest-allemand et la très forte hausse outre-Rhin des taux d'intérêt pourraient amener les banquiers allemands — réunis à cet effet le 24 février à Francfort — à reconsidérer les taux du prêt de 4,7 milliards de dollars *accordé à l'U.R.S.S. et sur* lequel Allemands et Soviétiques étaient parvenus à un accord de principe en janvier. Il reste, on le voit, beaucoup d'obstacles à lever avant que le gaz de Sibérie ne parvienne en Europe.

BRUNO DETHOMAS.

(1) B.T.U. : British Thermal Unit; 1 million de B.T.U. = 293 kWh.

S.A. DIAMANT PLACEMENT
collabore avec conseillers financiers
clientèle investisseurs
importantes commissions
garanties
discrétion assurée
EURO-DIAMANT S.A.
Y. Ungar - 33 rue Galilée
75116 PARIS 723.72.24

MISE EN ŒUVRE PAR C.D.F.-CHIMIE

La plate-forme pétrochimique d'Umm-Saïd a commencé à fonctionner

De notre envoyé spécial

Doha (Qatar). — L'émirat du Qatar a gagné la première manche de la course dans la valorisation du pétrole engagée par les pays arabes du Proche-Orient. Mise progressivement en route depuis le 3 septembre dernier, la plate-forme pétrochimique d'Umm-Saïd a commencé véritablement à tourner par ses propres moyens le 23 février, devenant ainsi la première à fonctionner de toute cette partie du monde. Il aura fallu sept ans pour mener à bien ce projet ambitieux, jugé en son temps irréalisable. Il s'agissait de construire en bord de mer, dans les sables, et sous un climat torride, des installations de chimie lourde fonctionnant sur du gaz éthane, capables à la fois de produire 280 000 tonnes-an d'éthylène en amont et, en aval, 140 000 tonnes-an de polyéthylène basse *densité, matière plastique principalement* utilisée dans l'emballage.

M. André Giraud, ministre français de l'industrie, assistait à l'inauguration.

La France, en effet, s'est taillé la part du lion dans le développement de ce projet d'un coût global de 2,5 milliards de francs. Initiateur du *contrat*, C.D.F.-Chimie, filiale des Charbonnages de France, a joué, de bout en bout, les maîtres d'œuvre. La société a, en plus, formé tout le personnel local, fourni son savoir-faire pour la fabrication du polyéthylène basse densité et pris en charge sa commercialisation dans le Sud-Est asiatique.

Elle a obtenu en contrepartie l'appui financier de l'émirat du Qatar pour construire sa propre plate-forme pétrochimique à Dunkerque et 16 % dans le capital de la Qatar Petroleum Company. Les travaux d'ingénierie *ont été confiés à la société* Technip pour le vapocrackeur et à Coppée Rust (groupe Lafarge) pour l'unité de polyéthylène basse densité. Turbotecnica (Italie) et Japan Gasoline se sont partagé les miettes du gâteau. La première a construit la centrale électrique, la seconde a mis en place les services généraux.

Fort de son expérience, C.D.F.-Chimie espère obtenir, en Indonésie, un contrat d'un montant de 1,8 milliard de dollars (9 milliards de francs) pour construire, près de Singapour, un immense complexe pétrochimique. Mais il lui faudra pour cela supplanter le puissant groupe pétrolier Exxon (Etats-Unis), qui, lui aussi, s'intéresse à l'affaire.

ANDRÉ DESSOT.

PAYER MOINS D'IMPÔTS ?
1 REVENUS DES VALEURS ET CA
MONTANT BRUT DES REVENUS DE CRÉANCES, DÉPÔTS,
AVANCES, PRÊTS OU ACOMPTES REÇUS EN TANT QU'AS
DE TITRES DE L'EN
OBLIGATIONS C
REVENUS Y COMPRIS L'AVOIR FISCAL OU LE CRÉDIT D'IMPÔT
FRAIS ET CHARGES VENANT EN DÉDU
(AUTRES QUE LES FRAIS D'ENCAISSEMENT SE RAPP
MONTANT TOTAL DES AVOIRS FISCAUX
TAUX MOBILIERS ARRONDIR AU FRANC SUPÉRIEUR
RENSEIGNEZ-VOUS.
Placer jusqu'à 100 000 F dont les revenus seront totalement exonérés d'impôts, est-ce possible ? Demandez-le à un Agent de Change, il vous dira comment.
Pour en savoir plus et obtenir réponse à toutes vos questions, venez 4, Place de la Bourse, Paris 2e, Bureau d'Accueil des Agents de Change, ouvert du lundi au vendredi de 10 h à 18 h 30. Vous pouvez aussi écrire ou téléphoner : Paris 297.55.55 / Bordeaux (56) 44.70.91 / Lille (20) 55.68.20 / Lyon (7) 842.54.71 / Marseille (91) 39.70.32 / Nancy (8) 336.56.97 / Nantes (40) 48.41.96.
BUREAU D'ACCUEIL DES AGENTS DE CHANGE
4, Place de la Bourse, Paris 2e.

PÊCHE

LES ESPAGNOLS ET L'EUROPE

Les pêcheurs espagnols devront réduire en 1981 leurs captures de 11 % par rapport à l'année dernière dans la zone communautaire des deux cents milles, principalement dans le golfe de Gascogne et au large des côtes anglaises et irlandaises. Tels sont les résultats de la négociation qui s'est déroulée le 17 février à Bruxelles entre la Commission européenne et une délégation espagnole. Le projet d'accord doit être maintenant approuvé par les Etats membres de la C.E.E.

Mais, compte tenu de la position du Royaume-Uni, qui considère que les Dix ne doivent pas conclure des arrangements avec des pays tiers aussi longtemps que la politique commune de la pêche n'est pas mise en place, la signature de l'accord avec l'Espagne pourrait être différée. Jusqu'à présent, Londres n'a accepté de conclure un accord qu'avec la Norvège.

Faute d'un accord en janvier dernier, les bateaux espagnols sont exclus, depuis le 1er février, des zones de pêche au large des côtes de la Communauté. — M. S.

K LINES HELLENIC CRUISES
3 NAVIRES au départ du Pirée
pour vos croisières aux ILES GRECQUES, TURQUIE, EGYPTE et ISRAEL
le MTS ORION - le MTS ATLANTIS
le MTS GALAXY
sont entièrement air-conditionnés
pour votre confort,
ils sont pourvus de cabines élégantes avec service privé.
Vous y savourerez une excellente cuisine internationale et des jeux de pont, discothèque et divertissements.
croisières 3, 4 ou 7 jours
5 départs par semaine
PE Conseil LIC. A 810
Au départ de la France, navifrance vous transportera à Athènes par ses vols spéciaux.
Agents Généraux navifrance
20, rue de la Michodière 75002 Paris
Tél. 266.65.40 +
Renseignements et réservations à votre agence de voyages ou à Navifrance
Veuillez me faire parvenir la brochure :
☐ K Lines, Hellenic Cruises
LM 81 LHC 3
NOM :
Adresse :
Code Postal :
Ville :

AFFAIRES

Le gouvernement accorde une nouvelle aide massive à la British Steel Corporation

De notre correspondant

Londres. — Sir Keith Joseph, ministre de l'industrie, a confirmé, *mardi 24 février, aux Communes*, que le gouvernement apporterait 880 millions de livres (9,6 milliards de francs) de nouveaux crédits à la British Steel Corporation (B.S.C.) *pour donner à l'entreprise nationalisée sa « dernière chance »* de survie. A cet apport d'argent frais, il faut ajouter 3 milliards 509 millions de livres (39 milliards de francs *environ) provenant* essentiellement de l'annulation de 3 milliards de livres de dettes. Ainsi, d'ici à la fin de l'année budgétaire, au mois de mars 1982, la B.S.C. aura reçu 2 milliards 551 millions de livres (28 milliards de francs) de l'Etat. En ajoutant la subvention de 1 milliard de livres attribuée *récemment* à British Leyland (la grande entreprise nationalisée de construction automobile), le gouvernement conservateur aura, au cours des dernières semaines, donné plus de 3 milliards 500 millions de livres (*38,5 milliards de francs*) à deux entreprises nationalisées en difficulté.

Aussi bien, le gouvernement, conscient du mécontentement grandissant dans les rangs conservateurs devant une action contraire à sa philosophie économique et ses engagements envers l'électorat, a fait part de son *intention de « dénationaliser »* la B.S.C. Tout le mal vient de la nationalisation, a dit en substance Sir Keith, car elle encourage le sur-emploi. Il a souligné que le gouvernement *conservateur ne pouvait pas*, en raison de la loi existante, liquider B.S.C. et, de ce fait, le contribuable britannique était, en quelque sorte, obligé de financer la B.S.C. Néanmoins, il a annoncé qu'une nouvelle loi permettra, si nécessaire, de réduire considérablement les activités de l'entreprise et, ultérieurement, sa « privatisation ».

La législation nouvelle donnera au gouvernement une certaine souplesse. Elle le dispensera de l'obligation de maintenir la B.S.C. en existence et lui offrira plusieurs options, y compris celle de la « dénationalisation » ou même de la liquidation. Aux Communes, Sir Keith a précisé les intentions du gouvernement. Un des objectifs de notre action est de *permettre à B.S.C. de rétablir sa situation* et d'être rentable, a-t-il dit en substance, et, dans ce cas, nous pourrons alors la dénationaliser. Par contre, si le plan de sauvetage de *l'entreprise, préparé par son P.-D. G.*, M. MacGregor, échoue, la B.S.C. devra pratiquement être démantelée. En juillet, M. MacGregor doit soumettre au gouvernement un bilan des progrès réalisés ou non. Sir Keith a souligné que le plan MacGregor était optimiste et qu'on ne pouvait considérer comme une certitude l'objectif de rétablir l'équilibre de la B.S.C. en 1982-1983.

D'autre part, afin d'apaiser les industriels du secteur privé de l'industrie sidérurgique, estimant que *les subventions dont la B.S.C. bénéficie* lui permettent de pratiquer une concurrence déloyale qui risque de les mettre en péril, Sir Keith a déclaré qu'il avait obtenu à ce sujet des engagements précis de M. MacGregor. En outre, le gouvernement favorisera des associations entre la B.S.C. et des entreprises privées, sur le modèle d'un accord conclu récemment avec la G.K.N. Le ministre de l'industrie a exprimé l'espoir que, d'ici un an, entre 15 % et 25 % des activités de la B.S.C. pourraient être « *associées* » *avec le secteur privé*. Cependant, les milieux industriels craignent que l'association avec le secteur privé, accompagnée d'une rationalisation des productions, n'aboutisse indirectement à assurer des subventions au secteur privé.

HENRI PIERRE.

● *Thomson-C.S.F. a choisi la ville de Toulouse* pour implanter son centre d'activités espace-satellites. Cette unité, qui emploiera en 1983 environ cinq cents personnes, aura en charge l'étude et la réalisation des équipements de communication spatiale de satellites. Toulouse est en passe *de devenir ainsi la capitale* des satellites puisque ces installations de Thomson-C.S.F. s'ajoutent à celles que la SNIAS et Matra y possèdent déjà.

Boussac-Saint-Frères pourrait annoncer à nouveau plusieurs milliers de suppressions d'emplois

La direction de Boussac-Saint-Frères (B.S.F.), filiale industrielle du groupe Willot, pourrait annoncer prochainement de nouvelles suppressions d'emplois bien que la direction du groupe démente tout licenciement. Dans un communiqué, la C.F.D.T. - Hacuitex affirme qu'une nouvelle vague de licenciements est en préparation, et que « le groupe a convoqué pour le 12 mars et le 2 avril les comités centraux d'entreprise avec, à l'ordre du jour, une information sur les difficultés de la société et sur un *plan de licenciements par* application du Fonds national de l'emploi ». Selon le syndicat, le groupe négocierait une convention exceptionnelle prévoyant la mise en préretraite des salariés de cinquante-cinq ans, ce qui toucherait 2 000 personnes.

On apprenait par ailleurs, mercredi 25 février, de diverses sources, que *le groupe Willot étudiait* un plan qui pourrait se traduire par plusieurs milliers de suppressions d'emplois, le chiffre initialement prévu étant de 4 000. Les usines des Vosges, nous signale notre correspondant, seraient particulièrement touchées par ce plan, 958 suppressions d'emplois *étant prévues* (sur un total de 2 700 personnes) dans plusieurs établissements, dont le tissage du Rond-Pré à Rambervillers et la filature de Vincey.

Les pouvoirs publics, qui avaient été avertis des projets du groupe, tenteraient actuellement de limiter les conséquences sociales de ce plan de restructuration. MM. Jean-Pierre et Antoine Willot rencontraient mercredi 25 février le directeur des industries *textiles*, chimiques et diverses au ministère de l'industrie. Rappelons que Boussac-Saint-Frères a fermé huit usines depuis l'automne dernier et supprimé 1 834 emplois dans le nord, l'est et le centre de la France. Lors de l'annonce de ces mesures, en septembre 1980, M. Matteoli, ministre du travail, *s'était étonné que les frères Willot* n'aient pas au préalable présenté un « plan social » aux pouvoirs publics.

Taylor is not rich.
Celui qui divise informaticiens et utilisateurs pense accroître sa puissance. Celui qui les rassemble préserve l'avenir. Oublions le taylorisme.
NIXDORF COMPUTER

AFFAIRES

L'Institut Pasteur et l'Institut Mérieux créent un centre commun d'analyses toxicologiques

De notre correspondant

Lyon. — Le centre de toxicologie de l'Institut Pasteur de Lyon et l'Institut français de recherche et d'essais biologiques de l'Institut Mérieux (IFREB) vont créer une société commune de toxicologie. Lyon Toxicologie devrait naître officiellement dans quelques semaines, sans doute avant la fin du mois de mars. L'annonce en a été faite au cours d'une réunion d'un comité d'entreprise extraordinaire de l'Institut Pasteur de Lyon.

« Dans un premier temps, a expliqué M. Maurice Carraz, directeur de l'Institut, *les deux associés détiendront 50 % des parts. »* Ultérieurement, l'arrivée de nouveaux partenaires privés n'est donc pas à exclure.

Etre compétitif sur le plan international, assurer l'indépendance nationale dans un domaine d'avenir : telles sont les deux raisons essentielles qui ont, selon M. Carraz, contribué à la naissance de cette alliance entre l'Institut Pasteur de Lyon, association d'utilité publique, et l'Institut Mérieux dont l'actionnaire principal à 51 % est le groupe Rhône-Poulenc. Le but est bien de créer un grand pôle français de toxicologie à Lyon. Actuellement, neuf analyses toxicologiques sur dix sont effectuées à l'étranger ; en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, ce dernier dernier pays ayant mis au point les normes G.L.P. (Good Laboratory Practices) qui sont un rempart efficace pour protéger leur marché intérieur en même temps qu'un passeport utile à l'exportation.

Il faut cependant se poser la question de savoir s'il ne s'agit pas là de l'amorce d'une coopération plus étendue. M. Charles Mérieux, fondateur de l'institut qui porte son nom, avait toujours rêvé réunir son établissement à Pasteur. Mais le mariage raté avec l'Institut Pasteur Production (filiale industrielle de la fondation) y avait mis brutalement fin (*le Monde* du 2 avril 1980).

Cherche-t-on à tisser de nouveaux liens dans un cadre différent ?

En attendant, la création de Lyon Toxicologie n'est pas très bien accueillie par les syndicats qui craignent que les grands groupes ne contrôlent à la fois la production des nouveaux médicaments et les laboratoires d'analyses de toxicité, et par les P.M.E., qui appréhendent d'avoir à se conformer aux normes établies par leurs plus gros concurrents.

C. R.

Mettez un microprocesseur dans votre ascenseur

Les dirigeants de la société Schindler viennent de présenter à Ebikon, près de Lucerne, en Suisse, une technique nouvelle baptisée Miconic, qui est la mise en œuvre de microprocesseurs dans l'utilisation des ascenseurs. Schindler est le deuxième producteur de ces appareils dans le monde (derrière le groupe américain Otis) L'an dernier, son chiffre d'affaires a été de 1 260 millions de francs suisses (l'équivalent de 3 200 millions de francs français), dont 85 % proviennent de la fabrication d'ascenseurs et d'escaliers mécaniques.

Fruit de trois ans de recherches, l'introduction du microprocesseur représente une avancée supplémentaire de l'informatique dans le trafic des ascenseurs. Le système Miconic, riche du programme dont sa mémoire a été chargée (elle peut enregistrer jusqu'à deux mille quarante-huit instructions), permet d'éliminer, à partir de l'appel de l'utilisateur, tous les temps morts dans le trafic d'une cabine ou plutôt, de préférence, d'une batterie de cabines. Ce système permet, en effet, d'analyser automatiquement les étapes du déroulement du trafic en combinant notamment les informations relatives à la position des cabines ; à la charge de celles-ci (vides, partiellement ou totalement occupées), aux appels des cabines enregistrés, etc. L'utilisateur est donc le principal bénéficiaire du nouveau système. Son attente sur le palier est réduite : un avantage dont connaissent la valeur notamment les habitants des grands ensembles aux heures de pointe. Quant au coût d'un ascenseur « miconiqué », il est comparable, sinon identique, à celui d'un appareil classique.

Ainsi, Schindler et sa filiale française R.C.S. (Roux-Combaluzier - Schindler) entrent dans la voie de l'électronique la plus moderne. La firme suisse paraît vouloir profiter de cet atout supplémentaire — et peut-être l'a-t-elle forgé pour cela — afin de diversifier ses productions et de mieux occuper le terrain à l'étranger.

1. *Diversifier ses productions.* — Les besoins en ascenseurs ne semblent plus devoir être aussi impératifs qu'ils le furent au cours des vingt ou trente dernières années.

Ainsi depuis six ans en France — mais ce qui vaut pour la France vaut aussi pour la plupart des autres pays, — la construction d'appareils ne cesse de décroître, elle est revenue de seize mille en 1974 à neuf mille cinq cents l'an dernier. Les raisons ? Le ralentissement de la construction, mais aussi la politique d'abaissement de la hauteur des immeubles et l'accroissement des capacités du transport des personnes par les ascenseurs dans les locaux d'habitation.

Encore le Japon

A présent, Schindler prend position dans la manutention automatique et le stockage de marchandises ou d'outillage. Un beau créneau. D'ici à 1985, ce secteur devrait représenter un chiffre d'affaires total de 5 milliards de francs français, en Europe (ce chiffre est à rapprocher des 3,20 milliards de francs français, chiffre d'affaires de l'ensemble du groupe suisse l'an dernier).

Pour le moment, Schindler met en œuvre dans cette activité des brevets étrangers ; mais l'heure n'est sans doute pas éloignée où il utilisera le résultat de ses propres recherches, en partie du moins.

2. *Diversifier ses marchés géographiques.* — Outre les efforts traditionnels qu'elle fait dans une quarantaine de pays dans le monde, l'entreprise a pris ces dernières années deux initiatives importantes. La première aux États-Unis où Schindler a repris, il y a trois ans environ, Haughton, le cinquième fabricant américain d'ascenseurs. La seconde en Chine populaire où, il y a moins d'un an, a été créée la China Schindler Elevators Cy, dans laquelle le groupe suisse a le quart du capital.

Au demeurant, c'est plus de parade que d'attaque dont il faudrait parler. Le Japon — c'est une rengaine — paraît devoir être demain « le » concurrent sérieux pour les producteurs occidentaux d'ascenseurs. La firme Schindler s'est heurtée — commercialement — au Mexique, par exemple, à des firmes nippones ; elle connaît d'expérience les ravages que ces dernières savent faire là où elles entrent en lice. En avançant des pions aux Etats-Unis et en Chine, Schindler paraît avoir voulu prendre les devants... En attendant que grâce à de nouvelles études à partir du système Miconic, Schindler se diversifie plus hardiment encore. Et pourquoi pas, dans la gestion électronique des immeubles... ?

A. T.

Les États-Unis deviennent le premier acheteur de cognac

Les Etats-Unis sont devenus, en 1980, le premier acheteur de cognac, au lieu et place de la Grande-Bretagne. Outre-Atlantique, les importations ont augmenté de 19 % en volume, avec 24,16 millions de bouteilles, et de 40 % en chiffre d'affaires (593,7 millions de francs). Fin 1977, ces importations ne représentaient que 9,6 millions de bouteilles : la progression est donc spectaculaire.

Pour les expéditeurs français, qui ont consenti un gros effort de prospection aux Etats-Unis c'est un marché plein d'avenir, leur produit, considéré là-bas comme un complément naturel du vin, ne représentant encore que 1,2 % de la consommation américaine de spiritueux.

Les expéditions vers la Grande-Bretagne ont fléchi par suite de la crise qui règne dans ce pays : — 22 % en volume, avec 16 millions de bouteilles, contre 20,5 millions en 1979, et — 10 % en chiffre d'affaires avec 457 millions de francs. Au troisième rang figure toujours la République fédérale d'Allemagne avec 11,47 millions de bouteilles (— 3 %) et 262 millions de francs de chiffre d'affaires (inchangé).

Ailleurs, l'Extrême-Orient reste toujours le secteur de la plus forte consommation par tête dans le monde. Si Hongkong, qui avait très fortement progressé ces dernières années, recule de près de 24 % à 6,6 millions de bouteilles (plus que la Belgique et le Luxembourg), la Malaisie est en hausse de 39 %, avec 3,8 millions de bouteilles, et Singapour, de 24,5 % avec 2,9 millions de bouteilles.

Mais l'augmentation la plus forte dans le monde concerne le Mexique, riche de son pétrole : + 55 % en volume, avec 2,26 millions de bouteilles, contre 1,45 million de bouteilles, et + 78 % en chiffre d'affaires, avec 66,67 millions de francs, contre 37,2 millions de francs.

Globalement, les ventes de cognac ont marqué un léger recul (— 4,3 %) avec 145,1 millions de bouteilles en 1980, contre 151,7 millions en 1979 (record absolu), le chiffre d'affaires progressant d'un peu moins de 9 %, à 3,7 milliards de francs.

Pour la profession, 1980 est une année de stabilisation, après quatre ans de forte expansion (+ 51 % en volume de 1975 à 1979), les résultats de 1981 devant être un peu en retrait.

Pour ce qui est de la France, la consommation directe, qui a fléchi de 2,3 % en 1980 à 16,8 millions de bouteilles, risque de pâtir de la forte augmentation des taxes à partir du 1er février dernier.





(Publicité)

Lentilles de contact : comment choisir ?

On en parle peu et pourtant c'est un fait, les lentilles de contact progressent sans cesse. En qualité et en nombre : 800 000 personnes en portent, aujourd'hui en France.

Alors lesquelles choisir ?

Deux formules s'offrent à vous : les lentilles semi-flexibles et les lentilles souples.

Ysoptic a réussi à rendre les premières perméables à l'air. Elles sont ultra-légères. On peut donc les porter tout le temps, excepté pendant le sommeil. Elles corrigent presque toutes les anomalies de la vision : la myopie, même très forte, l'hypéropie, l'astigmatisme. Chez les enfants, elles peuvent stopper la progression de la myopie. Elles ont une durée de vie pratiquement illimitée et sont maintenant à des prix raisonnables.

Les lentilles de contact souples sont élastiques, perméables à l'air et à l'eau, ce qui les rend très confortables.

Posées sur l'œil, elles absorbent donc une certaine quantité de larmes : 40 % de leur poids pour la plupart des lentilles proposées sur le marché. Ysoptic a fait encore mieux en mettant au point, pour ces lentilles, une nouvelle matière qui absorbe 70 % de son poids en eau. La fine pellicule de plastique qui flotte sur l'œil n'en est que plus légère.

C'est le liquide lacrymal, sans cesse renouvelé par une sécrétion naturelle, qui assure l'oxygénation, donc l'aération de la cornée.

Ysoptic propose et perfectionne depuis des années ces deux techniques que d'autres laboratoires découvrent aujourd'hui. Venez chez Ysoptic essayer les lentilles semi-flexibles (Permo 2) ou souples (Anaflex 70).

Ysoptic* est spécialisé depuis 27 ans dans les lentilles de contact.

● *YSOPTIC - 80, bd Malesherbes 75008 Paris - Tél. : (1) 563.85.32.*

**Liste des correspondants agréés sur demande.*

(Publicité)

CONSOMMATEURS ET CONTRIBUABLES FACE A LA POLITIQUE AGRICOLE

Une session de la **Société Française d'Economie Rurale,** les 11 et 12 mars à Paris.

Inscriptions : SFER, 4, rue Hardy, 78000 Versailles. Tél. (3) 950-12-09.

Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »

accueille en groupe les amateurs de 3 à 83 ans.

5, RUE LACEPEDE, PARIS-5e

Téléphone (le soir) : 707-85-61

Rencontrez 450 entreprises à reprendre

Paris Hôtel Méridien

2 et 3 Mars 1981

Carrefour National de la Cession d'Entreprise

T. : (1) 293.58.62

GRANDE MISE EN VENTE ENVIRON 15.000 TAPIS D'ORIENT

POUVANT ETRE VENDUS A LA PIECE OU PAR LOTS

entièrement faits main en laine, laine et soie, et soie naturelle.

IRAN, GHOUM, ISPAHAN, NAIN, KASHAN, TABRIZ, PAKISTAN, TURQUIE, AFGHANISTAN, INDE, KASHMIR, CHINE ET DE DIVERSES PROVENANCES

dont certaines pièces de collection.

Tous les Tapis du Pakistan, Afghanistan, Indes, Kashmir, Turquie, bénéficient actuellement de la

SUSPENSION DES DROITS DE DOUANE

(journal officiel du 21.12.80)

PRIX A PARTIR DE 250 Frs - CREDIT GRATUIT

et immédiat sur demande

chaque tapis est accompagné de son

CERTIFICAT D'ORIGINE

et de sa photo détaxe à l'exportation

La vente aura lieu tous les jours DIMANCHE INCLUS de 10 à 19 h et de 21 h à 23 h TOUS LES SOIRS (samedi - dimanche exceptés) dans les entrepôts du :

COMPTOIR FRANCE ORIENT

15, rue Dieu 75010 Paris, métro : République

derrière les entrepôts de transit de la C.C.I.P.

Tél. : 239.32.00 - Télex 680.669

VENTE PAR LOTS AUX PROFESSIONNELS

sur justification de leur commerce.

COMPAREZ LES PRIX ET PARTEZ AVEC NOUS !

Ces prix, applicables actuellement dans les Agences de Voyages Wagons-Lits Tourisme, sont sans surprises.

Ils correspondent à des prestations simples, mais traitées avec le sérieux que vous êtes en droit d'attendre de Wagons-Lits Tourisme, qui organise chaque année les vacances de plusieurs dizaines de milliers de personnes.

Les forfaits que nous recommandons sont disponibles en nombre suffisant, et soutiennent avantageusement la comparaison.

Si vous voulez vous offrir des vacances moins chères sans que la qualité en souffre, comparez les prix et partez avec nous.

Vous trouverez dans l'Agence Wagons-Lits Tourisme la plus proche le programme détaillé de nos suggestions Printemps, Été et Automne 1981.

M.A.O.

Wagons-lits Tourisme

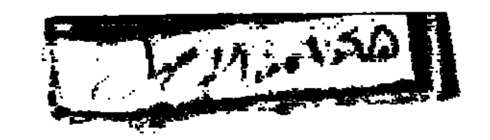
Premier Réseau Mondial du Voyage

57 agences de Voyages Wagons-Lits Tourisme proches de vous.

PARIS

[illegible]

et dans 74 autres villes de France.



Recul de la C.G.T. chez Chausson à Gennevilliers

La colère des immigrés

Gennevilliers. — « *On ne s'attendait pas à une telle claque...* » Le secrétaire du comité d'entreprise, militant C.G.T. des usines Chausson, l'admet. Dix-sept pour cent de voix en moins environ aux élections — le 19 février — des délégués du personnel (*le Monde* du 25 février), cela fait beaucoup. Et d'en évoquer les *raisons...* La direction s'attaque avec virulence aux travailleurs et à la C.G.T. depuis des mois. Force ouvrière (F.O.) a fait, avant les élections, selon ce cégétiste, une violente campagne contre les communistes. Les médias eux-mêmes orchestrent un matraquage anticommuniste permanent. Mais le fait est là, que personne ne nie : les immigrés n'étaient pas fidèles au rendez-vous. Pour la première fois depuis des années. Et contrairement aux élections du comité d'entreprise en décembre dernier, il y a tout juste deux mois. La comparaison des scores est en effet flagrante : la C.G.T. fait en février 47,4 % des voix dans le collège ouvrier, contre 65,8 % en décembre; F.O. 27,1 %, contre 15,7 % ; la C.F.D.T. 25,3 %, contre 18,4 %. La centrale cégétiste perd la majorité, puisque désormais elle dispose de 11 sièges, F.O. en ayant 6 au lieu de 3 et la C.F.D.T. 5. En deux mois, la situation a brutalement changé.

Entre-temps, il est vrai, il y a eu l'affaire de Montigny. Là, une famille marocaine a été dénoncée comme trafiquant de drogue par le maire communiste. Les immigrés, principalement marocains, qui forment 30 % des quatorze mille salariés du groupe Chausson et 50 % pour la seule usine de Gennevilliers (quatre mille deux cents personnes), ont réagi violemment à l'affaire.

« *Que M. Stoléru, secrétaire d'Etat aux immigrés, nous combatte, c'est clair. La droite est raciste. Mais que le P.C.F. s'y mette, alors, là, quel choc ! C'est sentimental ! La réaction a même été plus violente qu'il y a un an lorsque des fascistes ont assassiné un des nôtres à Gennevilliers en lui tirant des balles dans la peau* », commente un militant marocain.

Disputes et satisfactions...

Une famille de six enfants immigrée choisie pour cible, l'assimilation du petit revendeur au gros trafiquant à cette occasion, ont convaincu la plupart des immigrés que le P.C.F. marquait là une volonté délibérée de racisme. Quant aux méfaits d'une trop forte concentration immigrée, « *comment en avoir seulement conscience quand vous passez du foyer surchargé à la chaîne épuisante et de la chaîne au foyer ?* », affirme un responsable.

Dès l'annonce de l'information sur Montigny, les immigrés ont réagi. Des disputes ont eu lieu dans les ateliers. Aux portes de l'usine, lors de la diffusion de tracts communistes sur l'affaire — la C.G.T. n'en a signé aucun, — l'un a rendu sa carte du P.C.F., beaucoup ont déchiré les tracts. On n'adressait plus la parole aux délégués marocains C.G.T. des ateliers. Dans le même temps, « *Force ouvrière a profité de son anticommunisme* », et certains de ses militants, dit-on, ont été aidés par des membres discrets de l'Amicale des Marocains en France, dévouée au roi Hassan II, dans une *tournée de bistrots et foyers de la* ville. L'ambassadeur du Maroc lui-même a mêlé sa voix au concert de protestations. « *Tout cela a marqué* », déplore un Marocain syndiqué à la C.F.D.T. Les pertes cégétistes ont atteint *leur sommet dans* les grands ateliers comme celui du « trafic Renault », alors qu'aux magasins ou dans le collège « employés, techniciens, cadres », la C.G.T. s'est à peu près maintenue.

Aujourd'hui, à Force ouvrière ou dans la maîtrise, on ne cache pas la satisfaction du coup porté à la C.G.T. Certains l'ont même « *arrosé au Ricard* » sur les chantiers. Mais à la C.F.D.T., on *n'ose* pas se féliciter de la « *victoire* ». En est-ce bien *une ? A vrai dire, côté français,* on avoue manquer d'informations sur ce qui se passe chez les immigrés (1). On fustige davantage les attaques répétées de la C.G.T. contre la C.F.D.T. depuis des mois. Et puis « *le P.C.F. n'a pas entièrement tort, il y a un problème de l'immigration* », précise un responsable C.F.D.T. « *On n'a pas voulu profiter de l'affaire à la veille des élections des délégués, cela ne nous paraissait pas correct* », ajoute-t-il.

Au lendemain du scrutin, la population immigrée, elle, ne pavoise guère. Ce n'est de toute façon pas son style. Et puis prudence oblige depuis si longtemps. Pour certains, il y a la « *petite joie mitigée du règlement de comptes* ». Pour d'autres, c'est l'inquiétude : « *Force ouvrière, généralement absente des batailles quotidiennes, sera-t-elle capable de nous défendre? On en doute.* » Les plus conscients tirent la leçon du scrutin : « *L'affaiblissement de la C.G.T. n'est bon pour personne. Si j'avais réagi avec mes tripes, sans réfléchir, j'aurais fait des tracts avec Force ouvrière* », disent des syndiqués immigrés C.F.D.T. Mais pour quel avenir? Le retour en force de l'Amicale des Marocains, disparue de la scène depuis la dernière grève en 1975 ? Des Marocains eux-mêmes déclarent que cette Amicale est aidée par la banque Chaabi, qui lui offre une salle de réunion, et que la moitié des délégués nouvellement élus de Force ouvrière en font partie. Ce qui paraît le plus grave aux yeux de certains Marocains C.F.D.T., c'est « *le désordre des réactions, la confusion qui règne chez Chausson.* » Déjà, la direction a licencié six personnes ; elle envisage au printemps, a-t-elle annoncé, une quarantaine d'autres départs...

DANIELLE ROUARD.

(1) Le taux de syndicalisation est faible.

La journée d'action C.G.T. du 27 février pour l'automobile

Manifestation piétonne et rallye de voitures dans Paris

Annoncée le 6 janvier, la journée d'action organisée par la C.G.T., vendredi 27 février, pour la défense de l'industrie automobile devrait, selon les cégétistes, être marquée par des grèves, une manifestation piétonne ainsi qu'un rallye d'environ cinq mille voitures à Paris, à partir de 15 heures, ce qui devrait entraîner des perturbations supplémentaires dans la circulation — déjà difficile — vendredi après-midi dans la capitale.

Journée nationale revendicative organisée par la Fédération de la métallurgie mais aussi par la Confédération, cette initiative cégétiste pour l'automobile touche tous les secteurs industriels car elle « *s'inscrit dans la défense du potentiel industriel de la France* » et porte sur une industrie pilote qui concerne des millions de salariés. Selon la C.G.T., la liste des arrêts du travail s'allonge avec des grèves de vingt-quatre heures — notamment à Sacilor (Gondrange), à S.K.F. dans le Val-de-Marne, Usinor, Chausson, etc., dans l'Oise — et le plus souvent des débrayages de deux à trois heures, par *exemple*, dans plusieurs usines des Yvelines, chez Renault au Mans, à Billancourt, etc. Les cégétistes ont aussi fait état de contre-initiatives patronales annonçant une journée de chômage conjoncturel pour la même date.

Le point fort de cette journée sera marqué par les deux manifestations parisiennes venant de province et de banlieue, des « milliers » de voitures convergeront vers la place de la Nation où M. Henri Krasucki doit faire une intervention. Un double défilé doit ensuite s'ébranler : d'un côté les piétons, de Nation à la République via la Bastille, et de l'autre les automobilistes, qui traverseront Paris par la République, la Concorde, l'Etoile et la porte Maillot.

MM. Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T., et André Samjon, secrétaire général de la Fédération C.G.T. des métaux, ont rappelé, mardi 24 février, les propositions de leur organisation : blocage et baisse du prix de l'essence par la réduction des taxes ; gratuité des péages pour certaines catégories sociales ; diminution de moitié du taux de T.V.A. sur les voitures de bas et de milieu de gamme ; nationalisation de Peugeot, arrêt des transferts de production à l'étranger.

M. Georges Séguy, qui a réclamé un débat télévisé avec les représentants de l'industrie et d'autres organisations, si elles le souhaitent, a souligné la volonté de la C.G.T de ne pas ralentir l'action durant la pré-campagne électorale et la détermination des cégétistes. « *L'industrie automobile est en danger. Les travailleurs sont menacés. Quand on est attaqué, on réagit, et tous les coups sont bons pour faire face à ces graves menaces.* »

Accord entre l'UNEDIC et le gouvernement sur l'indemnisation des chômeurs en fin de droits

Environ vingt mille chômeurs non indemnisés vont recevoir 25 francs par jour à compter du 1er février

Le premier ministre devait présenter mercredi 25 février une communication sur les orientations gouvernementales en matière d'emploi au lendemain de la signature de l'accord sur la prolongation de l'indemnisation de certains chômeurs qui prévoit que, à partir du 1er février 1981, quelque vingt mille chômeurs ayant perdu le droit à indemnisation percevront une aide de 25 F par jour. Cet accord a été conclu au cours d'une ultime réunion, mardi 24 février, entre le ministre du travail et les dirigeants de l'Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC et ASSEDIC), organisme paritaire chargé de gérer l'indemnisation du chômage.

« Ce dispositif, a déclaré M. André Bergeron, secrétaire général de F.O. et président de l'UNEDIC, a été amélioré au cours de discussions avec M. Jean Matteoli, ministre du travail. Il comporte encore des conditions d'ouverture de droits qui, en dépit des réserves exprimées par le bureau de l'UNEDIC, ont été maintenues par le gouvernement. »

Pour la C.G.T. et la C.F.D.T., cet accord est nettement insuffisant dans la mesure où il ne bénéficiera qu'à cinq cents ou six cents chômeurs sur les sept mille à neuf mille qui, chaque mois, perdent tout droit à allocation sans avoir, pour autant, retrouvé un travail.

Les orientations définies par le gouvernement et les critiques de certains syndicats devraient être examinées entre le patronat et les organisations de salariés à l'occasion de l'ouverture, le 5 mars, des négociations sur le renouvellement de l'accord sur les préretraites volontaires.

La convention signée entre l'UNEDIC et l'Etat prend effet au 1er *février* et demeure valable jusqu'au 30 juin 1982.

Il sera versé, par le canal des ASSEDIC, un secours exceptionnel de 25 F par jour, soit 750 F par mois aux chômeurs qui au bout de trois à cinq ans, selon les cas, *ont* perdu tout droit à indemnisation et remplissent les conditions suivantes :

1) Etre âgé de plus de quarante ans ou avoir une pratique professionnelle de plus de cinq ans ;

[Les propostions antérieures du ministre concernaient les personnes de plus de quarante-cinq ans et plus de dix années professionnelles.]

2) Présenter une attestation de *recherche* d'emploi ;

3) Ne bénéficier d'aucune autre prestation sociale ;

4) Avoir des ressources mensuelles inférieures à 2 250 F pour une personne seule et à 5 300 F pour un ménage.

[Dans ses propositions antérieures, le ministre avait fixé le plafond des ressources à un demi-SMIC pour une personne seule et à un SMIC — 2 563 F actuellement — pour un *couple*.]

Selon le ministère du travail, d'autres personnes pourront bénéficier de cette aide « *non seulement les demandeurs d'emploi ayant épuisé leurs droits aux prestations dans le nouveau système d'indemnisations, mais également les anciens bénéficiaires de l'aide publique qui ont cessé d'être indemnisés à compter du 1er janvier 1980* ».

En outre, les commissions paritaires des ASSEDIC pourront, dans des cas exceptionnels, décider l'attribution de cette prestation à des chômeurs ne remplissant pas toutes ces conditions. La charge financière de cette aide exceptionnelle sera en totalité supportée par le budget de l'Etat.

Cet accord et le nombre de bénéficiaires suscitent des réactions très diverses. Pour M. Bergeron (F.O.), le nombre des chômeurs qui bénéficieront de ce secours atteindrait vingt mille à vingt-cinq mille. Pour MM. Oswald Calvetti (C.G.T.) et Michel Rolant (C.F.D.T.), la convention ne règle pas le problème des milliers de chômeurs (neuf mille, selon la C.F.D.T.), qui, chaque mois, cessent d'être indemnisés par les ASSEDIC, et qui, un an après, ne bénéficient plus des prestations de la Sécurité sociale.

Selon M. Calvetti, les chômeurs visés par la convention ont été six cent trente-quatre en janvier 1981, soit 10 % du nombre total des chômeurs ayant cessé d'être indemnisés le même mois. Aussi, les « conditions restrictives » du gouvernement écarteront de cette allocation un certain nombre de chômeurs de longue durée. C'est pourquoi la C.G.T. ne « *peut cautionner cette convention* ».

En Provence

DES MINEURS C.G.T. PROTESTENT CONTRE LES IMPORTATIONS DE CHARBON

A l'appel de la C.G.T., les mineurs des Houillères de Provence, à Gardanne (Bouches-du-Rhône), ont participé à une journée de protestation, le 24 février, contre les importations de charbon. Dans la matinée, certains ont déversé sur la chaussée, à Bouc-Bel-Air, le chargement de charbon américain d'un camion destiné aux cimenteries Lafarge. D'autres ont répandu sur les voies de la gare maritime de Fos-sur-Mer le contenu d'une trentaine de wagons de charbon américain à destination de Lexos (Tarn-et-Garonne).

D'autres ont occupé à Fos-sur-Mer un minéralier de 50 000 tonnes, sous pavillon libérien, chargé de charbon australien à destination d'une centrale thermique située dans le centre de la France. Sur l'ensemble du puits de Gardanne, la grève de vingt-quatre heures lancée par la C.G.T. ce même jour a été suivie, selon cette centrale, à 98 % par les travailleurs du fond et à 60 % par ceux du jour.

Par ailleurs, les mineurs cévenols, qui réclament la mise en exploitation du gisement de Ladrecht, près d'Alès (Gard), ont renversé, à Saint-Martin-de-Valgalgues, un camion chargé de charbon soviétique.

● *Sanctions pour fait de grève : 6 000 francs d'amende à l'employeur.* — Le directeur de l'entreprise Carnaud - Emballage au Grand-Quevilly (Seine-Maritime) a été condamné à 6 000 francs d'amende, mardi 24 *février*, par le tribunal de grande instance de Rouen pour des infractions à la législation du travail, après des sanctions contre un salarié absent pour fait de grève et contre un autre qui avait distribué des tracts rendant compte de la réunion mensuelle des délégués. Le chef du personnel, ainsi que son prédécesseur à ce poste ont également été condamnés (à 2 000 francs). Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. obtiennent 3 000 francs de dommages-intérêts.

Outre une réduction progressive de la durée du travail

M. Mitterrand préconise la création de 150 000 emplois dans le secteur public et de 60 000 postes « d'utilité collective »

M. François Mitterrand, candidat socialiste à l'élection présidentielle, a exposé dans une interview à *Combat socialiste*, à l'occasion du lancement du quotidien du P.S., mardi après-midi 24 février, les mesures qu'il propose pour lutter contre le chômage. M. Mitterrand a précisé :

« *Six orientations sont à mettre en œuvre immédiatement :*

» *1) Une relance sélective de l'économie, à partir du relèvement des bas revenus, afin de sortir de ce climat de récession qui multiplie les faillites, décourage les entrepreneurs et provoque l'affaiblissement de certaines régions.*

» *2) La réalisation de cette belle idée de partage du travail, c'est-à-dire la solidarité entre ceux qui ont un travail et ceux qui n'en ont pas. En incitant le patronat et les syndicats à ouvrir une véritable négociation sur la réduction progressive à trente-cinq heures de la durée hebdomadaire du travail, il sera possible, par des accords décentralisés et adaptés à la situation de chaque branche et de chaque entreprise, de donner aux uns du temps pour vivre, aux autres un emploi (...).*

» *3) La mise en œuvre d'un programme d'investissements publics et privés, ainsi que d'aides à la recherche, qui fortifiera à moyen terme le potentiel économique, mais qui, à court terme, contribuera au soutien de l'activité et à la création d'emplois. Une attention spéciale sera portée aux secteurs bâtiment-travaux publics et logement, qui constituent la base vitale de l'activité pour de nombreuses régions.*

» *4) La création de 210 000 emplois pour répondre à des besoins indispensables : 150 000 dans le secteur public (santé, éducation, postes, services sociaux...), 60 000 autres emplois — eux aussi d'utilité collective — offerts aux associations qui s'occupent de la qualité de la vie, de la protection de l'environnement et des diverses actions sociales et culturelles. Le coût de ces mesures représentera environ 12 milliards de francs, c'est-à-dire un cinquième des dépenses consacrées à indemniser les chômeurs. N'est-il pas préférable et de bon sens d'utiliser ces sommes à faire travailler et à satisfaire des besoins, tout en apportant 4 milliards de francs de recettes supplémentaires à la Sécurité sociale ?*

» *5) La réduction des charges sociales des entreprises de main-d'œuvre par la modification des cotisations sociales.*

» *6) L'application, après consultation des syndicats d'enseignants et des organisations professionnelles et syndicales, d'une politique active et concertée de la formation et de l'emploi (...).*

» *Le gâchis, c'est la politique actuellement suivie : 56 milliards pour indemniser le chômage ou tenter médiocrement d'agir sur l'emploi, 30 milliards de francs de manque à gagner pour la Sécurité sociale, une production nationale inférieure de 100 milliards de francs à ce qu'elle pourrait être. Transformer ce gâchis en richesses, redonner à chacun ses chances d'accès à un travail, telles sont les priorités de l'autre politique, la mienne.* »

● *Détente dans le conflit à l'imprimerie de la Banque de France, à Chamalières* (Puy-de-Dôme) : un convoi destiné à ravitailler en billets neufs les différentes succursales de la Banque de France a quitté le 24 février les locaux de l'imprimerie, pour la première fois depuis le début de l'année. Le conflit opposant la direction et les salariés depuis octobre dernier (*le Monde* du 18 février 1981) a successivement donné lieu à des grèves tournantes et des blocages de convois, avant d'évoluer, semble-t-il, vers la négociation qui pourrait s'ouvrir début avril, apprend-on de source syndicale.

● *Usine occupée en Savoie.* — L'usine Fusalp (anoraks) de Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie), cent soixante-dix salariés, est occupée depuis le lundi 23 février par son personnel, qui proteste contre un projet de licenciement collectif. La direction avait proposé de créer une nouvelle société qui embaucherait soixante-dix des salariés licenciés. Une autre unité de la société, à Moutiers (Savoie), est occupée depuis fin 1980 par ses quatre-vingts ouvriers, licenciés à cette époque.

● *Deux cents Arlésiens* se sont mis en route le 24 février « pour l'Elysée », avec leur maire en tête, M. Jacques Perrot (P.C.F.), pour « *attirer l'attention du chef de l'Etat sur la situation catastrophique de la ville au plan économique et social* », a indiqué le maire.



Le fisc aime le tourisme

Comparez l'achat d'une résidence secondaire et d'une Résidence-hôtel. Pour un investissement identique, le fisc – afin de favoriser le tourisme – vous autorise d'importantes déductions d'impôts et taxes dans le cas d'une Résidence-hôtel Seritour.

Comparez ces deux tableaux et devenez propriétaire en économisant avec Seritour.

Investissement total = 230 000 F (200 000 immobilier, 20 000 meubles, 10 000 frais)
Apport personnel 54 000 F frais compris, solde 176 000 F par crédit Indo-Suez sur 15 ans.
Tranche supérieure d'imposition retenue : 45 %.

Le prix de la résidence secondaire		Le prix de la résidence-hôtel	
Recettes annuelles	Dépenses annuelles	Recettes annuelles	Dépenses annuelles
– Revenus locatifs 15 000 F	– Crédit 33 016 F – Charges 4 200 F – Assurances et divers 1 100 F – Impôts sur revenus* 3 375 F	– Revenus locatifs 11 000 F (5 % net du capital) – Avantages fiscaux 8 365 F* (réel simplifié)	– Crédit 33 016 F – Charges 0 – Assurances et divers 0 – Impôts sur revenus 0 (voir avantages
TOTAL: 15 000 F	TOTAL: 41 691 F	TOTAL: 19 355 F	TOTAL: 33 016 F
A PAYER : 26 691 F Soit : 2 224 F par mois		A PAYER : 13 661 F Soit : 1 138 F par mois	
*forfait simplifié		*la première année, non comprise la récupération de TVA	

PUBLI-MATIGNON

Veuillez m'envoyer sans engagement de ma part votre documentation "Résidence-hôtel", mer et montagne. MDE 2A

Nom: ______ Adresse: ______

Tél. bureau: ______ Tél. domicile: ______

SERITOUR 39 rue de Surène 75008 Paris Tél. : 742.62.16.

AGRICULTURE

M. Méhaignerie estime « assez positive » la première réunion des Dix sur les prix

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — « Discussion assez positive », a estimé M. Méhaignerie à l'issue du premier échange de vues des ministres de l'agriculture des Dix sur les propositions de prix agricoles présentées par la Commission européenne. Le ministre français a observé, avec satisfaction, qu'une majorité d'Etats membres souhaitaient une revalorisation des prix supérieure à celle (+ 7,8 %) préconisée par la Commission ; qu'il existait au sein du conseil des ministres une large opposition au projet de la Commission de frapper d'un « superprélèvement » les laiteries augmentant leur production ; que, en revanche, l'invitation pressante faite par Bruxelles au Royaume-Uni et à la R.F.A. d'ajuster leurs prix agricoles en tenant compte de la réévaluation, ancienne ou récente, de leur monnaie, était appuyée par un nombre important de délégations.

Il est certainement rassurant pour les Français de constater qu'ils ne sont pas les seuls, tant s'en faut, à réclamer des hausses de prix plus élevées ainsi qu'une forte réduction des M.C.M. (Montants compensatoires monétaires) et à refuser le blocage de la production laitière. Mais les majorités « alliées », ainsi identifiées par M. Méhaignerie, sont, selon le chapitre de la négociation qu'on aborde, de composition différente : les Allemands, par exemple, s'ils sont, comme les Français, très opposés au superprélèvement laitier, ne voient pas d'un bon œil un relèvement des prix « à deux chiffres », comme le souhaite Paris et ne tiennent pas non plus à réduire leurs M.C.M. aussi nettement qu'il leur est demandé. Bref, au stade actuel, il n'existe pas, au sein du conseil, de majorité se dessinant en faveur d'une ligne précisément définie. En outre, certaines des positions exprimées mardi, même lorsqu'elles sont très minoritaires, voire le fait d'un seul Etat membre, portent à penser, malgré l'optimisme manifesté par M. Méhaignerie, que bâtir un compromis d'ensemble n'a rien d'un jeu d'enfant.

Les Anglais, faisant valoir que leurs agriculteurs ont subi, du fait d'une inflation de l'ordre de 16 %, une forte augmentation de leurs coûts de production, ne veulent pas entendre parler d'une actualisation de leurs prix agricoles, qui tienne davantage compte de la flambée de la livre sterling sur le marché des changes. Le système actuel — livre verte sous-évaluée, ce qui se traduit pourtant par des prix très attractifs pour les agriculteurs, combinés à des M.C.M. qui stimulent les exportations et freinent les importations — convient tout à fait au gouvernement de Mme Thatcher même s'il tourne diamétralement le dos à la politique de bas prix agricoles revendiquée jusqu'ici par Londres pour la C.E.E.

Les mêmes Britanniques, qui n'en sont pas à une contradiction près, veulent garder leurs M.C.M. et leurs prix intérieurs artificiellement gonflés mais, d'un autre côté, insistent pour que des mesures de nature à stopper la progression de la production laitière de la C.E.E. soient effectivement adoptées par le conseil des ministres. Ils sont suivis dans cette voie par les Danois et les Néerlandais. Les Allemands, dont la position n'est pas, elle non plus, exempte de contradictions, ne veulent pas du superprélèvement laitier mais, dans le même temps, entendent que les Dix manifestent de façon concrète leur volonté de pratiquer une politique anti-excédent et, par voie de conséquence, de stabilisation des dépenses de soutien.

Les Italiens qui promettent d'être des partenaires difficiles dans ce débat, ne trouvent pas grand-chose pour leur plaire dans les propositions de la Commission. Ils estiment l'augmentation des prix préconisée insuffisante et surtout, eux qui ont toujours déploré le sort peu enviable fait par la politique agricole commune aux produits méridionaux (fruits et légumes, huile d'olive) considèrent comme une provocation que la Commission suggère maintenant, par le biais de la coresponsabilité des producteurs, de réduire le soutien que leur accorde le budget européen.

Notons, en dehors du débat sur les prix, que les Dix, en dépit des réticences italiennes, s'orientent vers une nouvelle réglementation du marché du sucre (pour couvrir la période 1981-1985) très proche de celle qui est actuellement appliquée. Les quelques aménagements que l'on s'apprête à adopter sont plutôt favorables aux intérêts des producteurs français.

PHILIPPE LEMAITRE.

LA COMMISSION EUROPÉENNE POURRAIT DEMANDER A LA FRANCE DE MODIFIER LES MODALITÉS DE SES AIDES.

(De notre correspondant.)

Bruxelles (Communautés européennes). — La Commission européenne pourrait demander dans les prochaines semaines au gouvernement français d'apporter un certain nombre de modifications à son programme de crédits à l'agriculture. C'est l'interprétation que l'on doit donner à la lettre adressée le 23 février à Paris, par les autorités de Bruxelles. La France a notifié à la Commission le 14 février, comme l'exigent les procédures communautaires, les modalités d'octroi des aides aux revenus. Les explications souhaitées portent sur la première tranche — 2 milliards de francs sur une enveloppe globale de 4 milliards — qui est sur le point d'être engagée. Le gouvernement doit fournir les éclaircissements demandés dans un délai de quinze jours.

Dans l'entourage des commissaires européens, on se montre très prudent sur la comptabilité des aides françaises avec les règles de politique étrangère du Marché commun, mais on fait valoir cependant que ce n'est pas sans raison que l'on demande à Paris des explications supplémentaires. Si la Commission requiert des aménagements, la France sera tenue de s'y conformer. — M. S.

● *Au cours de sa dernière réunion budgétaire, le conseil régional de Franche-Comté* a examiné deux dossiers importants relatifs, l'un, à la mise en valeur de la forêt comtoise et à la transformation du bois sur place, l'autre à une protection plus efficace de l'environnement — sans la création d'un parc naturel, — qui ont été accueillis différemment. Le premier, tendant à mettre en place une « filière-bois » dans la région, a été adopté à l'unanimité. Le second a suscité quelques « réserves ». Il sera repris plus tard, au mois de juillet peut-être, lorsque les assemblées régionales se réuniront à nouveau pour établir le budget supplémentaire.

ÉTRANGER

Le débat sur le programme de redressement de M. Reagan a commencé au Congrès

Washington (*A.F.P.*). — La « bataille parlementaire » à propos du programme économique de M. Reagan s'est ouverte officiellement mardi 24 février au Congrès. Cette « bataille » a commencé devant l'importante commission des voies et des moyens de la Chambre des représentants, où les démocrates ont conservé la majorité. Les démocrates avaient à cœur de répondre à l'offensive montée par la Maison Blanche pour faire triompher le programme que M. Reagan a présenté, en personne, le 18 février au Congrès.

La commission des voies et des moyens a donné le coup d'envoi de la bataille parlementaire en entamant ses auditions sur le programme présidentiel. Pour cela, elle a interrogé le secrétaire au Trésor, M. Donald Reagan, et le directeur du budget, M. David Stockman. Tous deux ont défendu fermement la thèse gouvernementale : les importantes réductions d'impôts — réduction de 30 % en trois ans du taux de l'impôt sur le revenu, amortissement accéléré des investissements — et celles des dépenses publiques (41 milliards de dollars pour l'exercice commençant le 1er octobre prochain) proposées par M. Reagan remettront le pays et son économie *« sur pied »* (1).

Au Sénat, où les républicains sont majoritaires, la commission du budget s'apprête à entreprendre ses propres auditions. On indique du côté républicain que la Chambre haute hâtera son examen du programme de M. Reagan et pourrait se prononcer dès la mi-avril.

En marge des travaux parlementaires, le gouvernement Reagan multiplie les interventions et les déclarations — en particulier en direction du grand public — en faveur de son programme et de son adoption intégrale par le Congrès. Faisant fonction de chef d'orchestre de cette campagne, le directeur du budget préside tous les matins une conférence de presse, où, à tour de rôle, les membres du gouvernement apportent leur soutien au plan présidentiel et justifient les coupes qui affectent leurs ministères.

Le gouvernement Reagan sait fort bien qu'il lui faut battre le fer quand il est chaud s'il veut amener à ses vues un certain nombre de parlementaires hésitants. Nombre de parlementaires modérés, démocrates et républicains estiment en effet que le programme de M. Reagan est par trop optimiste et ambitieux. Ils estiment, à l'instar de maints économistes qu'il comporte un grave risque de relance de l'inflation qu'il prétend combattre.

(1) La réduction de 10 % de l'impôt sur le revenu pendant trois ans ne fera pas baisser la pression fiscale. Elle n'aura en fait comme conséquence que de corriger le barème des effets d'une inflation devenue très forte aux Etats-Unis. Contrairement à ce qui se passe en France, cette correction n'est pas annuelle et automatique. De même joue-t-elle sur les taux, alors qu'en France elle concerne les limites supérieures des tranches, qui sont relevées en fonction de la hausse des prix.

● *Les commandes américaines de biens durables* ont, pour la première fois depuis le mois d'août 1980, fléchi sensiblement de 2,2 % en janvier, totalisant 80,9 milliards de dollars contre 82,6 milliards en décembre. Selon le département du commerce, cette baisse a reflété largement une contraction (— 7,2 %) des commandes de matériel de transport, principalement d'automobiles et de navires. La contraction n'a été compensée que partiellement par une progression des commandes de biens durables ménagers et d'équipement industriel. Les livraisons de biens durables ont, elles, atteint en janvier 80,3 milliards de dollars, soit 0,3 % de plus qu'en décembre, et les carnets de commandes représentaient 280,4 milliards, en hausse de 0,2 %. — *(Agefi.)*

● *Le nombre de journées de travail perdues* en R.F.A. par suite de conflits sociaux s'est établi à 128 386 en 1980 contre 483 083 en 1979, indique le Bureau fédéral des statistiques, précisant que toutes ont été le fait de grèves. En effet, les statistiques comptabilisent aussi bien les grèves que les lock-out. La grève des postiers déclenchée à la fin de l'année dernière a représenté à elle seule 77,9 % des journées de travail perdues. — *(Agefi.)*

MONNAIES

La défense du mark

(Suite de la première page.)

Anticipant cette baisse, les milieux financiers internationaux se sont portés vendeur, ce qui a ramené, à Paris, de 11,70 F à moins de 11 F le cours de la monnaie britannique.

Autres conséquences de ce renversement brutal de situation, la position du mark dans le système monétaire européen, qui était très mauvais s'améliore nettement, au détriment, en particulier, du franc belge, qui retombe à son cours-plancher. Par rapport au franc, la remontée du mark est spectaculaire. Encore à son cours-plancher de 2,30335, il y a à peine huit jour, la monnaie ouest-allemande s'est élevée à 2,34 F, se rapprochant de son « cours-pivot » de 2,355 F pour la première fois depuis septembre 1979.

A cette occasion, certains parlent d'un affaiblissement du franc français : pour l'instant, ce n'est sensible que vis-à-vis du mark, et la Banque de France peut, le cas échéant, freiner le mouvement en revendant les milliards de marks qu'elle a dû acheter depuis novembre 1980 pour l'empêcher de relever son plancher. A l'heure actuelle, on estime que l'Institut d'émission a engrangé plus de 10 milliards de francs de devises depuis le début de 1981, et 40 milliards de francs (8 milliards de dollars) depuis le début de 1980.

Pour l'instant devant la flambée des taux outre-Rhin, il s'est borné à relever de 0,50 % le niveau de son intervention sur le marché monétaire de Paris, le faisant passer de 11 % à 11,5 %, se réservant de monter plus haut si cela était nécessaire. Une chose est certaine, en tout cas : sur le front des taux, l'intérêt s'est déplacé de ce côté de l'Atlantique. Pour combien de temps ? Le moins possible, souhaite le chancelier Schmidt, qui, dans une déclaration aux *Echos*, a qualifié de *« destructifs et absolument inacceptables »* les taux pratiqués aux Etats-Unis.

FRANÇOIS RENARD.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —
$ E.-U. ..					
$ can. ...					
Yen (100).					
DM					
Florin ...					
F.B. (100).			COURS NON PARVENUS		
F.S.					
L. (1 000).					
£					

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	15 7/8	19 1/8	14 3/8	15 1/8	13 3/8	14 1/8	12 5/8	13 1/8
$ E.-U. ..	43 5/8	44 1/8	14 7/8	15 1/4	15 9/16	15 15/16	16 9/16	16 15/16
Florin ...	8 3/4	9 1/4	9 3/8	10 1/8	9 3/4	10 1/4	18	18 3/4
F.B. (100).	9	11	11 7/8	12 5/8	12 7/16	13 3/16	12 3/4	13 1/2
F.S.	3 3/8	4 1/8	7 7/8	8 3/8	7 5/8	8 1/8	7 1/2	8
L. (1 000).	15	17	17 1/4	18 3/4	17 1/8	18 5/8	18	19 1/2
£	13 3/4	14 1/2	13 1/8	13 7/8	12 3/8	13 1/8	11 3/4	12 3/8
Fr. franc	10	10 1/2	11 7/8	12 1/8	12 1/2	12 3/4	13 1/8	13 3/8

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

emprunt 1981

groupe cic

600.000.000 F

- **Taux d'intérêt : 15,20 %**
- **Taux de rendement actuariel brut à l'émission : 15,26 %**
- Prix d'émission : 2000 F par obligation
- Jouissance : 16 février 1981
- Durée : 8 ans
- Amortissement : en totalité le 16 février 1989
- Rachats en bourse autorisés

6 banques participent à l'emprunt

- **CIC** - Crédit Industriel et Commercial
- **BRA** - Banque Régionale de l'Ain
- **BSD** - Banque Scalbert Dupont
- **BT** - Banque Transatlantique
- **CIN** - Crédit Industriel de Normandie
- **SNVB** - Société Nancéienne de Crédit Industriel et Varin-Bernier

Vous pouvez souscrire auprès de toutes les banques du groupe CIC.

Visa COB 81-17 du 17 février 1981 Balo du 23 février 1981

lyonnaise des eaux

Le conseil d'administration de la Société lyonnaise des eaux et de l'éclairage s'est réuni le mercredi 18 février 1981 en vue de délibérer sur l'application des dispositions de la loi du 24 octobre 1980, relative à la distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises.

Le conseil s'est prononcé pour l'attribution gratuite d'actions de la société, conformément aux dispositions de la loi, et proposera en conséquence, à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra en juin, les modalités d'attribution de ces titres.

Cette disposition pourrait concerner près de cinq mille salariés.

scac

Dans sa séance du 13 février 198[illegible], le conseil d'administration a décidé de soumettre à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires qui se tiendra le 19 juin prochain un projet de distribution d'actions aux salariés de la société et de ses filiales françaises, dans le cadre de la loi du 24 octobre 1980.

Cette distribution entraînerait une augmentation maximum du capital de 2 409 700 F et la création de 24 097 actions.

La liste définitive des bénéficiaires et le montant exact de l'augmentation de capital seraient arrêtés par le conseil postérieurement à l'assemblée générale extraordinaire.

GROUPE UNION INDUSTRIELLE DE CRÉDIT - SOFAL

Les produits et agios encaissés par le groupe en 1980 ont atteint 862 000 000 F contre 731 000 000 F en 1979.

CRÉDIT FONCIER ET IMMOBILIER

Société Anonyme au capital de 416.625.000 F
Siège social : 26, rue de Surène, 75008 PARIS
RCS PARIS B 775 728 157

AUGMENTATION DE CAPITAL DE 416.625.000 F A 520.781.200 F par émission de 1.041.562 actions nouvelles de 100 F nominal

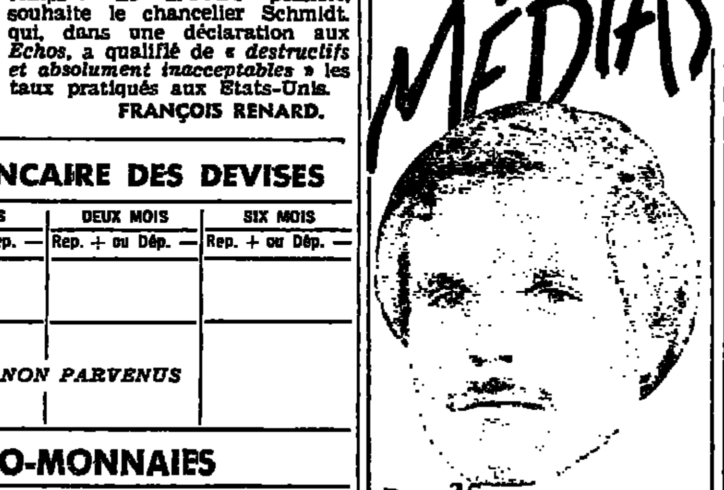
Prix d'émission :
180 F soit le pair majoré d'une prime de 80 F.

Jouissance :
1er janvier 1981.

Droit de souscription :
La souscription est réservée par préférence aux anciens actionnaires :
- à titre irréductible : à raison d'UNE action nouvelle pour QUATRE actions anciennes;
- A titre réductible.

Délai de souscription :
2 mars au 2 avril 1981 inclus.

Lieux de souscription :
A tous les guichets en France de la BANQUE DE L'INDOCHINE ET DE SUEZ.
La note d'information (visa COB n° 81-20 en date du 17 février 1981) peut être obtenue sans frais auprès de la Société et de la BANQUE DE L'INDOCHINE ET DE SUEZ chargée de recevoir les souscriptions.
— BALO du 23 février 1981.

(Publicité)

ROYAUME DU MAROC

APPELS D'OFFRES INTERNATIONAUX

NUMÉROS : 1/81, 2/81, 3/81

NON PUBLIC

Le Directeur de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Loukkos, recevra jusqu'au 10 JOUMADA II 1401 (15-4-1981) à 12 heures, dernier délai, les offres de prix pour les appels d'offres suivants :

N° 1/81 : Fourniture des équipements électromécaniques de 8 forages et d'une station de mise en pression pour une superficie de 205 hectares

N° 2/81 : Fourniture et pose de réseau de collecte et de distribution en conduite amiante ciment de diamètre 80 à 450 mm pour une superficie de 205 hectares.

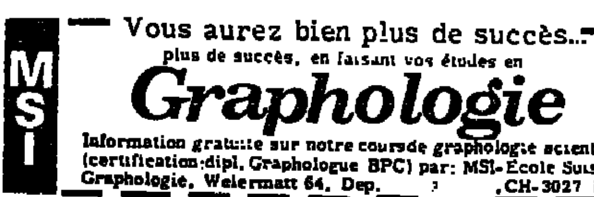
N° 3/81 : La construction du génie civil de la station de pompage et d'un bassin de compensation.

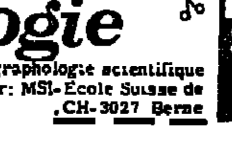
Les entreprises peuvent soumissionner pour un seul ou l'ensemble des appels d'offres.

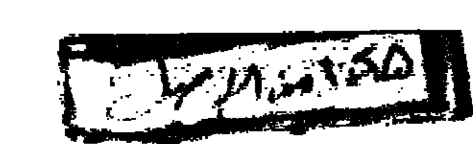
Les dossiers sont à retirer de l'O.R.M.V.A.L. du Loukkos, B.P. 48, KSAR EL KEBIR.

Le Directeur de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Loukkos.
Signé : SAFINE Mouloud.









LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

25 FÉVRIER

Faible hausse

Séance sans grande signification à la Bourse de Paris : l'indicateur de tendance progresse très légèrement (+ 0,10 %).

Le volume des transactions reste faible. Les investisseurs ne sont pas sortis de leur réserve malgré la publication de l'enquête de conjoncture de l'INSEE prévoyant un début de reprise économique au printemps prochain. Il est vrai que, d'autre part, on attend un indice des prix pour le mois de janvier assez mauvais. La hausse des taux d'intérêt à court terme n'est pas non plus prise en compte par le marché.

Ce contexte n'empêche pas certaines valeurs de se distinguer, notamment celles du secteur sidérurgique : Usinor gagne 10 %, Marine Wendel 5,5 %, Nord-Est 5,4 %, Chiers-Châtillon 5,2 %.

On remarque également la hausse de Michelin (+ 2,3 %) et de Kléber (+ 2,4 %). G.T.M. (+ 4,7 %), Facom (+ 4,5 %), au plus haut de l'année, et Pétrole BP (+ 3 %), sont aussi favorisés.

La Générale des eaux (+ 0,10 %) fait toujours l'objet d'échanges importants après la publication par un bureau d'analyse financière d'une étude faisant état d'une probable bataille boursière sur le titre.

Les écarts les plus sensibles à la baisse sont enregistrés sur Skis Rossignol (− 3,9 %), Primagaz (− 3,8 %), Alsthom (− 3,8 %), Maisons Phénix (− 3,7 %), Saint-Louis (− 2,8 %), SEB (− 2,3 %).

Les mines d'or sont en progrès, elles suivent en cela les cours du métal jaune qui, à Londres, s'inscrivent à 505,75 dollars (contre 503 dollars). A Paris, le lingot gagne 245 F à 87 240 F, tandis que le napoléon perd 0,50 F à 883 F.

Vie des sociétés

IMÉTAL enregistre, pour l'exercice 1980, un bénéfice consolidé de 230 millions de francs (dont 43 millions de francs de plus-values de cession d'actifs) contre 248 millions pour l'exercice précédent.

Le bénéfice consolidé de Penarroya s'établit à 107 millions de francs (contre 170 millions de francs). Quant à la filiale américaine Copper Weld, elle enregistre un résultat de 18,9 millions de dollars (contre 23,1 millions).

G.T.M. — Au cours de l'exercice 1980, les Grands Travaux de Marseille ont réalisé un bénéfice consolidé d'environ 110 millions de francs. Ce résultat, qui tient compte de la quote-part de G.T.M. dans la perte d'E.T.P.M., est voisin de celui qui a été enregistré en 1979.

CEDIS. — Le secteur de la distribution *ne déçoit pas le marché : ainsi CEDIS* annonce un bénéfice net consolidé de 61,65 millions de francs, en hausse de 35,7 %. Quant au chiffre d'affaires, il progresse de 14,6 %.

Le dividende proposé est de 24 F (contre 23 F), applicable à un capital en augmentation de 20 %.

AKZO enregistre pour 1980 une perte de 68 millions de florins (contre un bénéfice de 230 millions de florins). Cette perte est imputable à des charges exceptionnelles (239 millions de florins), consécutives à la restructuration du secteur des fibres synthétiques.

GENERAL MOTORS prévoit un premier trimestre 1981 bénéficiaire.

NATIONAL WESTMINSTER BANK. — Le bénéfice net 1980 s'est établi à 303 millions de livres (contre 330 millions de livres). Le dividende est porté de 17,5 pence à 21 pence par action.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1980)

	23 févr.	24 févr.
Valeurs françaises	97,3	97,2
Valeurs étrangères	102,3	102,7

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	108,2	108,5

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 25 fév. ...... 11 5/16 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	24/2	25/2
1 dollar (en yens)	208 35	206,40

NEW-YORK

Étalé

Le mouvement de hausse, amorcé lundi, ne s'est pas poursuivi : l'indice Dow Jones des valeurs industrielles termine presque inchangé.

La décrue des taux d'intérêt semble maintenant bien amorcée. La question est désormais de savoir jusqu'où ils vont redescendre. Une majorité d'investisseurs estiment que, tant que le programme de M. Reagan ne sera pas adopté par le Congrès, les taux d'intérêt resteront à un niveau élevé. Une fois les mesures d'ordre fiscal et budgétaire votées, les taux pourraient retomber à 10 %. C'est du moins l'avis de Georges McKinney, économiste de l'Irving Trust. Henry Kaufman, en revanche, le « gourou » de la firme Salomon Brothers, reste convaincu que, après un léger repli, les taux vont retrouver leurs niveaux record de 1980.

Parmi les secteurs du Big-Board qui restent favorisés, on note l'industrie chimique : Dow Chemical gagne 15/8 à 35 3/8, Union Carbide 2 3/8 à 59 1/8, Monsanto 15/8 à 72 3/8.

G.K. Technologies, qui fait l'objet d'une offre d'achat de la part de Penn Central, progresse de 4 3/8 à 48 3/8.

Continental Airlines, que Texas Air et Western Airlines se disputent, perd 1/4 à 11 3/4. Au total, on dénombre 862 valeurs en hausse contre 614 valeurs en baisse.

Le volume des transactions s'est un peu gonflé, passant de 39,59 à 43,96 millions de titres.

VALEURS	Cours 23 févr.	Cours 24 févr.
Alcoa	31 5/8	32
A.T.T.	52 1/4	51 5/8
Boeing	34 3/8	34 1/4
Chase Manhattan Bank	46 3/8	48
Du Pont de Nemours	47	46 3/4
Eastman Kodak	74 5/8	73 7/8
Exxon	70 5/8	70 1/2
Ford	19 5/8	19 1/2
General Electric	64 3/4	65 1/2
General Foods	30 1/2	30 3/8
General Motors	48 3/8	48 3/8
Goodyear	17 7/8	18
I.B.M.	62	62
I.T.T.	28 3/8	28 3/8
Kennecott	23 1/2	23 3/8
Mobil Oil	69 1/2	68 1/4
Pfizer	50 3/8	50 3/4
Schlumberger	107 3/8	106 3/4
Texaco	38 5/8	38 1/2
U.A.L. Inc.	21 1/2	22
Union Carbide	56 3/4	59 1/8
U.S. Steel	28 3/8	28
Westinghouse	28	28 3/8
Xerox Corp.	55 3/8	54 5/8

BOURSE DE PARIS 25 FEVRIER COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	29 20	1 216
5 %	43 65	0 342
3 % amort. 45-54	71	1 718
4 1/4 % 1963	94 80	1 926
Emp. N. Eq. 6 % 65	....	2 433
Emp. N. Eq. 6 % 67	99 10	4 438
Emp. 7 % 1973	7966	..
Emp. 8,80 % 77	99	6 727
Emp. 9,80 % 78	81 95	6 148
E.D.F. 7,8 % 61	....	0 684
E.D.F. 14,5 % 80-92	96 90	9 761
Ch. France 3 %	198	..

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.F. (Sté Cent.)	770	770
Ass. Groupe Paris-Vie	2000	....
Concorde	340	345
Epargne de France	385	385
Financ. Victoire	288	290
France I.A.R.D.	148	147
GAN (Sté Centr.)	740	738

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
S.P.E.G.	184	186
U.A.P.	560	565
Actibail	140 10	143 50
— (oblig. conv.)	184 20	....
Alsacienne Banque	375	375
Banque Hervet	200	201 20
Bque. Hypoth. Eur.	328	328
Bque. Nat. Paris	280	280
B.O.I.C.	27 50	28
(Li) B. Scalb Dup.	139	140
Banque Worms	211	210
C.G.I.B.	30	29 10
Cie Crédit Univ.	360 60	360 10
C.A.M.E.	93 20	94
Crédital	105	105
Créd. Gén. Ind.	240	240
Crédit Lyonnais	280 50	281 50
Electro-Banque	170	170
Eurobail	145	145
Financière Sofal	355 60	354 50
Fr. Cr. et B. (Cie)	145 50	145
France Bail	289	286 50
Hydro-Energie	19	18 90

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Immobail B.I.P.	219	216
Immobanque	293	293
Immofice	276	282
Interbail	240 10	240
— (obl. conv.)	240	....
Laffitte-Bail	186	186
Locabail Immob.	330	330
Loca-Expansion	135 50	136
Locafinancière	167	....
Marseille Créd.	280	280
Paris-Réescompte	490	490
Séquanaise Banq.	261	260
Sicotel	143	143
Siminco	300	298
Sté Cent. Banq.	79	79 50
Société Générale	262	262
Soficomi	249	244 50
Sovabail	310	307
Unibail	308	305
Un. Ind. Crédit	285	282
Cie Foncière	165	....
C.G.V.	210	210 10
Fonc. Ch.-d'Eau	840	918

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
(M) S.O.F.I.P.	90 20	90 20
Fonc. Lyonnaise	1300	1300
Immob. Marseille	1754	1790
Louvre	275	275
Sinvim	132	136
Cogifi	204	202
Foncina	158	158
Gr. Fin. Constr.	200	200
Immindo	171	171
Immoinvest	145 50	145 50
Cie Lyon. Imm.	137 50	137 50
Ufimeg	95	95 30
Ugimo	161	160 50
Union Habit.	266	268
Un. Imm. France	252	252
Sofragi	282	281
Applic. Hydraul.	229	229
Artois	310	310
Centen. Blanzy	409 30	397
(NY) Centrest	109 50	107 o
(NY) Champex	125	130
Comindus	411	411
Cie Industrielle	301	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Fougerolle	158	158 50
Gds Trav. de l'Est	28 50	29
Héricq	80 20	89
Lambert Frères	150	155
Leroy (Ets G.)	68	68
Origny-Desvroise	140 50	140
Porcher	280	272 10
Rougier	90	88
Sablières Seine	148 50	148 20
Sacer	44 60	44 70
Sainrapt et Brice	124	121
Savoisienne	93	95
SMAC Acieroïd	161 30	161 60
Spie Batignolles	86 10	86 30
Dunlop	10	10
Hutchinson	45 20	46 50
Safic-Alcan	190	188
Comiphos	141 20	141 50
Gaumont	375	380
Pathé Cinéma	69 50	70
Pathé-Marconi	30 60	30
Tour Eiffel	147	144
Air-Industrie	24	21 85 o
Applic. Mécan.	39 15	....
Arbel	152	152
Bernard-Moteurs	50	50
B.S.L.	143 50	140
C.M.P.	29 80	20 80 o
De Dietrich	490	498
Duc-Lamothe	305	....
E.L.M.-Leblanc	560	580
Emault-Somua	41	....
Forges Strasbourg	136 80	138 20
(Li) F.B.M. ch. fer	70	....
Frankel	359	360
Huard-U.C.F.	108	109
Jaeger	170	175
Jaz	80	83
Lachaire	173	172
Métal Déployé	291 10	300
Nadella	15 80	18 30 d
Nodet-Gougis	300	312
Peugeot (act. out.)	127	127

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
S.K.F. Aktiebolag	115	116
Sperry Rand	261	262
Steel Cy of Can.	140	143 50
Stilfontein	95	99 90
Suéd. Allumettes	121	117 50
Tenneco	229	229
Thorn EMI	29	30
Thyssen c. 1 000	143	....
Vaal Reefs	390	400
Vieille Montagne	137	....
Wagons-Lits	129 50	129 50
West Rand	20 55	20 55

HORS-COTE

Compartiment spécial

Entrepose	165	166
Scomur	179	....
Sofibus	225	....
Rodamco	244	243

Autres valeurs hors cote

Alsar	131 50	....
Cellulose du Pin	33 30	33 10
Coparex	601	601
Mine Industries	12	....
La Mure	65	....
Métallurgique Minière	139 50	140
Océanic	26 60	14 90 o
Pétrofigaz	420	420
Promuptia	279	....
Sabl. Morillon Corv.	120	....
Total C.F.N.	90	....
Ufinex	220	....
Voyer S.A.	1 45	....
Rorento NV	265	266 50

SICAV

24/2	Émission Frais inclus	Rachat net
Uni-Japon	494 67	472 24
Unirente	1267 57	1218 22
Valorem	240 87	229 95
Worms Investiss.	403 79	385 48

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
2490	4,5 % 1973	2535	2561	2567	2530 40
3100	C.N.E. 3 %	3102	3102	3110	3091
475	Afrique Occ.	487	487	487	480
495	Air Liquide	486	486 50	487	485
111	Als. Part. Ind.	113	110 70	114	108 50
360	Als. Superm.	352	352	352	352

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
130	E. Saun.-Duv.	129	130	130	127 40
540	Essilor	560	565	565	557
245	Esso S.A.F.	239	237 50	237 50	236 20
335	Eurafrance	343	338	338	333 30
1050	Europe n°1	1048	1035	1036	1035
475	Facom	487 50	509	523	500

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
290	Olida-Caby	314	310	310	310
101	Opfi-Paribas	102 90	102	102	102
104	Paper. Gascogne	103 50	103 60	103 60	104
119	Paris-France	122 50	122 50	122 50	120 10
107	Pechelbronn	104	105	106	107
92	PUK	91	90 80	90 70	90

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
300	U.I.S.	300 80	297	297	297
161	U.C.B.	164	165	165	167 90
160	Un. Fr. Banque	170	168	168	168 50
156	U.T.A.	170	170 50	171 50	169 80
7 50	Usinor	7 90	8 05	8 70	7 90
93	— (obl.)	93 20	94	94	93 50

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
245	Gen. Motors	243 90	243	243	244 90
49	Goldfields	50 40	49 40	49 40	48 60
87	Harmony	88 20	94	94 40	93
8	Hitachi	7 75	7 70	7 70	7 75
265	Hoechst Akt.	262 50	263 60	263 60	262 50
33	Imp. Chemical	31 50	32	32	32 20

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 25/2	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	4 914	4 932	4 790	5 040
Allemagne (100 DM)	233 390	234 500	228	240
Belgique (100 F)	14 388	14 389	13 700	14 400
Pays Bas (100 fl.)	212 740	212 300	206	217
Danemark (100 krd)	75 080	74 970	72 500	77 500
Norvège (100 k)	91 200	91 870	89	94
Grande-Bretagne (£ 1)	11 014	11 005	10 700	11 300
Grèce (100 drachmes)	9 720	9 730	....	....
Italie (1 000 lires)	4 870	4 888	4 550	4 950
Suisse (100 fr.)	257 750	257 850	252	265
Suède (100 krs)	107 060	107 190	104 500	110
Autriche (100 sch)	33 030	33 150	32 200	33 800
Espagne (100 pes.)	5 733	5 737	5 350	5 750
Portugal (100 esc.)	8 750	8 740	8 100	9
Canada ($ can 1)	4 099	4 117	3 870	4 200
Japon (100 yens)	2 372	2 378	2 270	2 400

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 25/2
Or fin (kilo en barre)	86900	87000
Or fin (en lingot)	86995	87240
Pièce française (20 fr)	883 50	883
Pièce française (10 fr)	499	499
Pièce suisse (20 fr)	604 80	602
Pièce latine (20 fr)	583	583
Souverain	760 10	765
Pièce de 20 dollars	3300	3300
Pièce de 10 dollars	1650	1630
Pièce de 5 dollars	832 50	.....
Pièce de 50 pesos	3455	3450 50
Pièce de 10 florins	615	614

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

CADRES ET DIRIGEANTS
GAGNEZ 1 HEURE PAR JOUR
Séminaire d'une journée
18/3 - 14/4 - 13/5 - 4/6
PASCAL BAUDRY
227-15-25 ou 766-19-20
OGIVES, 12, r. de Chazelles, PARIS-17e
SATISFAIT ou REMBOURSÉ

DANIEL MALINGUE
est acquéreur au plus haut cours d'importants tableaux impressionnistes et modernes
daniel malingue
26 AV MATIGNON PARIS 8e
266 60 33

A B C D E F G

AU CONSEIL DES MINISTRES

M. Barre présente une série de mesures pour lutter contre le chômage

Au cours du conseil des ministres, qui a siégé mercredi 25 février, M. René Monory, ministre de l'économie a brossé un tableau de la situation économique française (voir ci-dessous).

M. Raymond Barre a d'autre part présenté au gouvernement, qui l'a adopté, un ensemble de mesures visant à lutter contre le chômage. Ces mesures concernent : la formation professionnelle, le développement du travail à temps partiel et des emplois à temps réduit, la prévention des licenciements par un meilleur usage des techniques du chômage partiel, l'abaissement à titre temporaire de l'âge d'accès au régime de préretraite.

M. Méhaignerie, ministre de l'agriculture, a rendu compte des discussions qui ont commencé à Bruxelles sur la fixation des prix communautaires. Il a rappelé les orientations retenues par la France pour la suite de ces négociations :

— Le retour à l'unité du marché et le franchissement, dès cette année, d'une étape importante dans le démantèlement des montants compensatoires monétaires ;

— Une augmentation des prix agricoles qui tienne compte du revenu des agriculteurs de la Communauté. La hausse moyenne de 7,8 %, proposée par la commission, apparaît à la France comme « *notoirement insuffisante* », a précisé M. Poirier ;

— La recherche de solutions équitables au problème laitier ;

— La recherche d'un accord pour le début des campagnes agricoles sur le lait et la viande.

M. Méhaignerie a indiqué qu'un certain nombre de bases d'accord avaient déjà pu être trouvées. Elles concernent : le nouveau règlement sucrier communautaire, la réforme de la politique des structures agricoles et les programmes régionaux.

Le gouvernement a confirmé aux ministres les objectifs qui sont ceux de la France dans cette négociation : la hausse des revenus agricoles et l'importance du démantèlement des montants compensatoires.

L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE POURRAIT RECULER DE 0,5 % CETTE ANNÉE DANS LES PAYS INDUSTRIALISÉS

Au cours de la communication qu'il a faite en conseil des ministres sur la situation économique de la France, M. Monory a fourni aux membres du gouvernement diverses informations inédites. Après avoir indiqué que la croissance du produit intérieur n'avait été — selon des calculs encore *provisoires* — que de 1,5 % en 1980 (contre 2,5 % prévus initialement), le ministre de l'économie a déclaré que le creux de la vague était probablement atteint ou sur le point de l'être : après une stabilisation de la production jusqu'à l'été, la reprise devrait ensuite se faire progressivement. Il n'empêche, a souligné M. Monory, que l'ensemble des pays industrialisés devraient globalement, en 1981, enregistrer un recul absolu de leur P.I.B. par rapport à 1980, ce recul pouvant atteindre 0,5 % (1).

La récession que connaît actuellement la France a été causée par l'affaiblissement de la consommation des ménages qui — en volume — n'a progressé que de 1,5 % entre la fin de 1979 et la fin de 1980, soit moitié moins vite qu'en 1979. Autre motif du ralentissement : les exportations, qui n'ont progressé — en volume également — que de 2,1 % au lieu de 7,4 % en 1979. La baisse des investissements en logements (— 7 % en volume en 1980 après + 3 % en 1979) a aggravé le retournement de l'activité. L'investissement productif a, lui, augmenté de 5 % l'année dernière : + 3,4 % pour les entreprises privées, + 9 % pour les entreprises nationales.

Enfin, le pouvoir d'achat des salaires des ménages (nets des cotisations sociales) a progressé de 1,5 % en 1980, celui des prestations sociales de 2,5 %. Au total, le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages a augmenté, selon les estimations actuelles, de 0,6 % en 1980, alors qu'il a diminué aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. M. Monory s'est toutefois inquiété de la forte progression du coût salarial par unité produite (20 % en 1980 contre 8 % en 1979), cela malgré un net ralentissement de la croissance de la masse monétaire (+ 10,6 % en 1980).

(1) M. Monory n'a avancé aucun chiffre pour la France. Mais les calculs actuels évoluent entre + 0,2 % et + 0,7 % ou 0,8 % en 1981 pour le P.I.B.

En raison d'une grève

LES « DOSSIERS DE L'ÉCRAN » N'ONT PAS ÉTÉ DIFFUSÉS

Le mouvement de grève observé le mardi 24 février par une partie du personnel aussi bien administratif que technique d'Antenne 2 a entraîné des modifications importantes du programme de la soirée sur cette chaîne, et notamment la suppression des « Dossiers de l'écran » (presque toujours réalisés en direct). Le dernier journal n'a pu, également, être diffusé. C'est la première fois depuis novembre 1979 — date à laquelle le droit de grève des employés des sociétés de programmes a fait l'objet d'une réglementation destinée à assurer la « continuité de l'image » — qu'un arrêt de travail entraîne des répercussions sensibles à l'antenne (même si des émissions de remplacement sont, pour des raisons de respect du service public, proposées aux téléspectateurs).

En effet, si, en cas de grève, les personnels chargés de la régie finale et de la diffusion sont requis aux termes de la loi et du décret de novembre 1979, ceux qui assurent la fabrication des images (personnels de plateau) peuvent à eux seuls empêcher la production des programmes prévus en direct. Ils avaient donc été suffisamment nombreux à répondre à l'appel de la C.F.D.T. qui, par ce mouvement, entendait protester contre le licenciement d'une technicienne chargée du son, et la mutation d'un cameraman. Deux mesures prises — selon la C.F.D.T. — dans des conditions non conformes à la convention collective.

A la direction d'Antenne 2 on se refuse toujours à tout commentaire. De leur côté, les représentants de la C.F.D.T. ajoutent que la diffusion des spots publicitaires les jours où une grève légale est observée devrait également être interrompue, afin que les arrêts de travail se traduisent aussi par une « sanction économique ». Le Conseil d'Etat examine, semble-t-il, depuis quelque temps un recours déposé à ce sujet... — M. L. B.

(Publicité)

2 pico-ordinateurs/Duriez

VOICI DEUX CALCULATRICES quasi de poche, plus puissantes que les premiers ordinateurs géants. Maîtrisée en quelques heures. Prix minime, pas de risque.

● La *Hewlett-Packard HP 41 C* : 448 pas (ou 63 mémoires), extensibles à 2240 (+ 315 mém.), au moyen de 4 modules ou 1 module quadruple laissant place pour autres modules spécialisés programmés (math., stat., etc.) ou périphériques : Lecteur de carte magn., lect. optique (lit bâtons), imprimantes. ● *Hewlett-Packard HP 41 CV* : même que 41 C version 2240 pas sauf : 4 places au lieu de 3 pour périphériques ou modules préprogrammés ● Logiciel de 400 programmes tout faits + les vôtres. Echanges possibles.

Chez Duriez : 1) choix facile et objectif. Duriez connaît toutes les marques et propose les meilleures ; 2) Tous accessoires et bibliothèque de programmes disponibles ; 3) Après vente, échange dans le mois et prêt avec caution au-delà.

Vente par correspondance sans frais.

Duriez, 132, bd Saint-Germain, 9 à 19 h., sauf dim. et lun. Machines à écrire à prix charter. Satisfait 8 jours ou remboursé.

hp HEWLETT PACKARD

● *Quelque quatre-vingts salariés de la Compagnie des signaux* (électronique, travaux publics, cinq mille six cents salariés) venus des unités de Tours, Nantes et Brest notamment, occupent, depuis mardi 24 février, le hall du centre de recherches de leur entreprise à Orsay (Essonne) à l'appel de l'intersyndicale C.G.T.-C.F.D.T. Ils protestent contre un « *plan de reclassement du personnel* » aboutissant, selon les syndicats à deux cent vingt-trois licenciements.

● *Les pertes de la Braniff.* — La compagnie aérienne américaine Braniff a annoncé des pertes de 128,5 millions de dollars en 1980. Selon les responsables de la compagnie, ces mauvais résultats s'expliquent par la hausse des prix des carburants, l'accroissement de la concurrence et la récession aux Etats-Unis.

Le numéro du « Monde » daté 25 février 1981 a été tiré à 579 501 exemplaires.

AUX ASSISES DU VAL-DE-MARNE

La fin du procès d'Yves Maupetit et de Jeanine Terriel

La cour d'assises du Val-de-Marne devait rendre, ce mercredi après-midi 25 février, son arrêt au sujet d'Yves Maupetit et de Jeanine Terriel. Contre le premier, l'avocat général avait requis la peine de mort. Contre Jeanine Terriel il avait seulement « envisagé » cette sentence. Mardi après-midi et mercredi matin la parole était aux avocats de la défense. La cour s'est retirée pour délibérer peu avant midi.

Défendre quand même...

Défendre des criminels n'a jamais été chose facile. Mais il est des dossiers où les difficultés jugées insurmontables font peur aux avocats. Le cas d'Yves Maupetit et de Jeanine Terriel n'avait, c'est le moins que l'on puisse dire, guère suscité d'enthousiasme chez les gens de robe. Il est vrai que Maupetit ne voulait pas être défendu par des ténors du barreau. Près d'une dizaine d'avocats ont accepté cette tâche puis ont renoncé.

Ce sont finalement trois jeunes néophytes des cours d'assises qui ont offert leurs services à ce « *misanthrope antisocial* », comme l'a qualifié l'avocat général, M. Charles Michon. Me Jean-Patrick Delmotte — qui, en compagnie de Mes Catherine Haas et Chantal Bernet, assure la défense de Maupetit — a expliqué que cette lourde tâche « *était l'honneur de la profession* ». Une tâche redoutable, alors que la peine de mort est en jeu et que l'avocat général a annoncé d'entrée : « *En présence de tels crimes (...) le ministère public pouvait se contenter de demander l'application stricte de la loi et l'évocation des personnalités pourrait paraître superflue.* »

A deux mois du procès, Jeanine Terriel s'était retrouvée seule, abandonnée, sans défenseur. Mes René Hayot et Pierre Clovis ont accepté de l'aider, car, comme l'a dit Me Clovis, « *au-delà des faits, il doit y avoir le respect de l'humain* ». Le réquisitoire sans faiblesse n'a pas facilité leur mission. Mais M. Michon a laissé une porte ouverte en ne faisant qu' « *envisager* » la peine capitale pour leur cliente. Attitude ambiguë tout de même qui consiste à suggérer — alors que, tout au long de son exposé, l'avocat général avait affirmé — que Jeanine Terriel devait être considérée comme coauteur de tous les crimes commis.

Jeanine Terriel doit-elle échapper à « *ce châtiment d'exception* » dont l'avocat général a parlé parce qu'elle est une femme ? La dernière femme guillotinée, Germaine Godefroy, qui avait tué son mari à coups de hache, l'a été le 21 avril 1949 à la prison d'Angers. Depuis, toutes les condamnations de femmes à la peine capitale ont fait l'objet d'une grâce. La dernière avait été prononcée le 26 juin 1973 par les assises de la Réunion contre Marie-Claire Emma, qui avait fait assassiner son amant à coups de marteau.

Me Hayot a déploré que la défense ne soit pas solidaire, mais il n'en a pas moins plaidé contre Maupetit pour sauver sa cliente, reprochant à l'ami de Jeanine Terriel son manque « *de loyauté, de courage et de franchise* ». En bref, de n'avoir pas pris ses responsabilités. Une cliente qu'il a qualifiée « *de déchet humain, d'épave* », ajoutant : « *Non, elle n'est pas démente, mais elle est débile.* » Une défense divisée, qui, comme les accusés entre eux, a rejeté sur l'autre l'horreur des crimes commis. Me Jean-Patrick Delmotte n'a pas failli à la règle, bien qu'il se soit refusé à surenchérir. Il a simplement fait remarquer que Maupetit n'était devenu un criminel qu'une fois associé à Jeanine Terriel.

« *Si vous enlevez cette dernière*, a-t-il souligné, *qu'est-ce qu. reste ? Un cambrioleur, c'est tout* », s'évertuant à démontrer qu'il n'avait pas tué André Boulr et que les violences à agents étaient « *involontaires* ».

« *C'est seulement quand il est avec Terriel que le sang coule* », a répété Me Catherine Haas, après avoir tenté de démontrer que Maupetit n'était « *ni l'auteur, ni le coauteur, ni le complice du meurtre des époux Theureau* ». S'adressant ensuite aux jurés, Me Haas a lancé : « *Vous aussi, ne soyez ni auteurs, ni coauteurs, ni complices, d'un assassinat légal. Prenez garde : on veut voir fleurir à votre revers l'étoile de shériff et de justicier, alors que vous devez vous comporter comme des juges.* »

Au total, la défense n'a que peu évoqué la peine capitale. Maupetit n'avait pas voulu faire de son procès celui de la peine de mort. Ses avocats ont-ils eu raison de l'écouter ?

Jusqu'au bout de ce procès, la défense a offert le pitoyable spectacle d'avocats non seulement divisés, mais acharnés à charger le client de l'autre pour mieux sauver le sien. C'est ainsi qu'un incident s'est produit à l'extrême fin des débats, Me Hayot voulant revenir sur les faits, ce qui provoqua le départ des défenseurs de Maupetit.

Avant que la Cour ne se retire pour délibérer, le président, M. Pierre Servat, a donné, une dernière fois, la parole aux accusés. Maupetit a simplement dit : « *Moi, je n'ai pas tué. Je sais qu'il y a eu des morts. C'est peut-être un peu de ma faute. Le regret n'est pas suffisant, alors je m'en remets à vous* ». Quant à Jeanine Terriel, semblant sortir de sa torpeur, elle a déclaré : « *Je demande profondément pardon, et j'ai tué qu'une personne.* »

MICHEL BOLE-RICHARD.

● *Trois enfants asphyxiés à Rennes.* — Mercredi 25 février, dans une maisonnette de Rennes, trois enfants : Séverine, six ans, Roger, quatre ans et Claudia, quinze mois, ont péri asphyxiés dans leur chambre où s'est déclaré un incendie vraisemblablement provoqué par l'une des victimes avec un briquet. Leur mère dormait au rez-de-chaussée avec son dernier bébé âgé de trois mois ; un oncle des victimes qui travaille la nuit se reposait également sur un divan. Ils ont été réveillés par les voisins qui ont donné l'alerte. — *(Corresp.)*



L'accident à la station Nation

LE CONDUCTEUR DU MÉTRO BLESSÉ LE 6 FÉVRIER EST DÉCÉDÉ

Le conducteur du métro parisien, M. Hubert Paulau, quarante-quatre ans, grièvement blessé le 6 février dans un accident survenu entre deux rames à la station Nation, est décédé dans la nuit du mardi 24 au mercredi 25 février, à l'hôpital Boucicaut, où il avait été transporté.

La victime était restée prisonnière de sa cabine déchiquetée durant près de cinq heures avant de pouvoir être dégagée. La collision avait fait cinq blessés légers parmi les passagers et provoqué, pendant plusieurs jours, des mouvements de grève sur la ligne Nation-Etoile et un arrêt de travail généralisé le jeudi 12 février.

Ce mercredi, le syndicat C.G.T. du réseau ferré de la R.A.T.P. publie un communiqué dans lequel il affirme que « *le gouvernement et la direction de la R.A.T.P. sont entièrement responsables de la situation d'aujourd'hui et de ses dramatiques conséquences* ». Ce syndicat propose un arrêt de travail le jour des obsèques du conducteur pour « *exprimer son indignation et exiger que les mesures proposées et défendues par la C.G.T. soient prises immédiatement* ».

● *L'affaire Schlumpf.* — La chambre commerciale du tribunal de grande instance de Mulhouse (Haut-Rhin) a rejeté mercredi matin 25 février la requête du syndic chargé de la liquidation des biens des frères Schlumpf. Celui-ci demandait l'autorisation de vendre à forfait le musée automobile que les deux industriels suisses ont constitué à Mulhouse. Le tribunal met l'accent sur le fait que l'association qui a fait une offre de rachat et dont la constitution est en gestation se révèle inexistante à l'heure actuelle. Il faut signaler qu'entre temps les différents partenaires intéressés par le rachat ont créé une association propriétaire avec siège à la Maison d'Alsace à Paris. Le tribunal n'a pas encore eu à connaître de cette création d'où sa décision. — *(Corresp.)*

L'ANNONCE DES FIANÇAILLES DU PRINCE CHARLES

Enfin une bonne nouvelle...

De notre correspondant

Londres. — Les Britanniques ont le don de s'accorder des « temps morts », de s'isoler du monde extérieur, où les choses vont si mal. Ainsi, les fiançailles du prince Charles avec lady Diana Spencer (*le Monde* du 25 février) ne pouvaient pas, comme l'a souligné le *Daily Express*, intervenir à un meilleur moment. Quoi de mieux qu'une romance royale pour s'évader et oublier un peu les malheurs du temps, comme les grèves, les faillites, l'augmentation des impôts, l'accroissement massif du chômage... En tout cas, dans la grande majorité des journaux, sur toutes les ondes et écrans et dans toutes les conversations, l'annonce des fiançailles a éclipsé toutes les autres nouvelles mondiales ou nationales.

La presse consacre à l'événement des pages entières, pleines de détails sur cette romance, qui a vraiment commencé l'été dernier dans un bal. Apparemment, le prince, d'abord attiré par la sœur aînée, lady Sarah, finit par jeter les yeux sur lady Diana, plus jeune, et qui faisait partie, à l'époque, de la « bande d'Andrew », frère cadet du prince. L'innocence, la fraîcheur, de lady Diana, sont mises en vedette dans ces récits, où l'on affirme que, malgré tous leurs efforts, les journalistes n'ont pu lui attribuer le moindre flirt, la moindre aventure. Elle « attendait son prince »...

Tout le monde, à l'instar du jeune couple, se déclare « *heureux, enchanté, ravi, content, ému* », etc., devant un événement qui flatte l'amour-propre national. En effet, le grand public se réjouit de savoir que la prochaine princesse de Galles, et un jour la reine d'Angleterre, est enfin une Anglaise de bonne et vieille souche aristocratique. Selon les spécialistes, il n'y aurait pas eu de princesse de Galles anglaise depuis trois siècles. D'autre part, lady Diana, dit-on, descend par cinq filiations différentes, de Charles II (dont quatre fois, il est vrai, par des bâtards nés, selon la formule, « du mauvais côté de la couverture »).

Quelques ombres au tableau : les parents de lady Diana, impliqués dans des affaires d'adultère, ont divorcé. Mais M. Tony Armstrong Jones, l'ex-mari de Margaret, qui se trouvait dans la même situation, a confirmé la règle : que cela leur plaise ou non, le comte Spencer et son ancienne femme devront marcher côte à côte dans la procession nuptiale. D'autre part, lady Diana ne partage pas la passion de son fiancé et de toute la famille royale pour le cheval. Enfin, où le jeune ménage va-t-il s'installer définitivement ?

Pour le moment, lady Diana habite chez la grand-mère du fiancé, lui-même habitant chez ses parents. Mais les autres demeures royales sont occupées, et, si, d'ici six mois, de gros travaux de réfection de la propriété du prince Charles ne sont pas terminés, faudra-t-il que lady Diana se résigne, comme tant d'autres épouses, à habiter chez ses beaux-parents ? Il n'était pas question, bien sûr, de déloger les trois jeunes filles et le poisson rouge qui partageaient l'appartement de « Di » à Kensington. En tout cas, après les courses d'Ascot et le Tournoi de Wimbledon, le grand mariage princier de l'été parachèvera le succès de la saison de Londres.

HENRI PIERRE.

PIANOS

Stock important de pianos neufs à ancien prix depuis 8.900 F, facilités de paiement jusqu'à 60 mois
Livraison rapide et gratuite



PIANOS DAUDÉ
75 bis, avenue de Wagram - 75017 Paris
Tél. 227-88-54 - 763-34-17

